



RECUEIL  
DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
DU  
DÉPARTEMENT

(COMMISSION PERMANENTE – TOME III)

**COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL  
(IV)**

---

**Réunion du 20 juin 2022**

---

**DELIBERATIONS  
(n<sup>o</sup>s 22.CP.IV.44 à 22.CP.IV.78)**

**\*\***

**3<sup>ème</sup> Recueil**

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.44

Bourses départementales aux collégiens.  
Année scolaire 2021-2022.  
2ème répartition.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

N° 22.CP.IV.44

Bourses départementales aux collégiens.  
Année scolaire 2021-2022.  
2ème répartition.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 932 / 288 / 65131.1 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	350 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2022 CP 184002 1	7 380,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	35 320,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

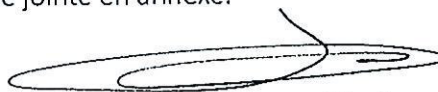
VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-111 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ACCORDE** au titre des bourses départementales destinées aux élèves bénéficiaires des bourses de collège (chapitre 932, article fonctionnel 288, nature 65131.1), un montant total de **7.380 €** versé aux familles, conformément à la liste jointe en annexe.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.45

Attribution de primes d'apprentissage.  
Année scolaire 2021-2022.  
1ère attribution.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

N° 22.CP.IV.45

Attribution de primes d'apprentissage.  
Année scolaire 2021-2022.  
1ère attribution.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 932 / 26 / 65131.6 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	16 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2022 CP 184161 1	9 050,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	6 950,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 16-282 du 23 juin 2016,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-111 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ACCORDE** une aide financière d'un montant total de 9.050 € au titre des primes d'apprentissage pour l'année scolaire 2021-2022, sur le chapitre 932, article fonctionnel 26, nature 65131.6, répartie, conformément à la liste ci-annexée.

*Pour le Président et par délégation,*  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.46

Classes de découverte organisées par des Etablissements publics.  
1ère répartition de subventions.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

N° 22.CP.IV.46

Classes de découverte organisées par des Etablissements publics.  
1ère répartition de subventions.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 932 / 284 / 657381.2 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	20 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2022 CP 184111 1	2 901,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	17 099,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,


VU la délibération du Conseil départemental n° 22-111 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE**, dans le cadre d'une première répartition de l'enveloppe réservée aux classes de découverte (Etablissements publics), sur le chapitre 932, article fonctionnel 284, nature 657381.2, les subventions suivantes d'un montant total de **2.901 €** réparti comme suit :

- Collège de Mareuil-en-Périgord	Séjour à Châtel (74)	585 €
	Séjour en Normandie	348 €
- Collège d'Eymet	Séjour en Normandie	432 €
- Collège Bertran de Born - Périgueux	Séjour à Caumerêts (65)	1.536 €

  
Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

—————  
DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.47

Classes de découverte organisées par des Organismes de droit privé.  
1ère répartition de subventions.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCO, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

N° 22.CR.IV.47

Classes de découverte organisées par des Organismes de droit privé.  
1ère répartition de subventions.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 932 / 284 / 65748.114 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	20 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2022 CP 184112 1	: 1 461,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>le</sup> :	18 539,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-111 du 11 février 2022,

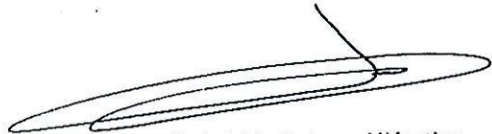
VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE**, dans le cadre d'une première répartition de l'enveloppe réservée aux classes de découverte (organismes de droit privé), au chapitre 932, article fonctionnel 284, nature 65748.114, les subventions suivantes pour un montant total de **1.461 €** réparti comme suit :

Destinataire de paiement	Bénéficiaire	Séjour	Montant
Coopérative scolaire	Ecole primaire Angèle Laurier de Bourdeilles	Laveissière (15)	204 €
Coopérative scolaire	Ecole primaire de Champagnac-de-Bélair	Saint-Palais (17)	378 €

Coopérative scolaire	Ecole élémentaire de Fouleix	Saint-Pierre-d'Oléron (17)	492 €
Coopérative scolaire	Ecole élémentaire de Saint-Pierre-de-Chignac	Normandie	387 €



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

**Bruno LAMONERIE**

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

—————  
DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.48

Répartition de subventions au titre du Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH).

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

N° 22.CP.IV.48

Répartition de subventions au titre du Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

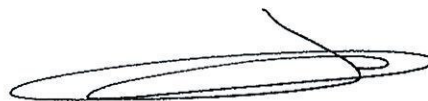
VU le décret n° 2000-992 du 6 octobre 2000,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ATTRIBUE**, sur le Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH - Compte hors budget),  
les subventions suivantes, pour un montant total de **7.615 €** réparti comme suit :

Collèges	Objet de la demande	Subventions
LA COQUILLE - Charles De Gaulle	Réparation de la carte optique énergie du four.	295 €
PERIGUEUX - Anne Frank	Achat de divers matériels de cuisine et d'un robot Magimix.	7.320 €



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

—————  
DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.49

Projets Spécifiques d'Envergure Départementale (PSED) - Programmation.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Germinal PEIRO

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.49

Projets Spécifiques d'Envergure Départementale (PSED) - Programmation.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-37 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE** au chapitre 905, article fonctionnel 54, nature 2041582.420, une subvention d'un montant total de **400.000 €** à la Communauté de Communes Dronne et Belle dans le cadre des Projets Spécifiques d'Envergure Départementale (PSED), au titre des opérations d'extension de ses Zones d'Activités Economiques sur les Communes de VALEUIL et CHAMPAGNAC-DE-BÉLAIR pour la construction de bâtiments communautaires.

**RÉPARTIT** cette subvention comme suit :

- 150.000 € pour les travaux d'acquisition de terrain et de création de nouveaux bâtiments à usage communautaire sur la ZAE de VALEUIL ;
- 250.000 € pour les travaux d'acquisition de terrain et de construction de bâtiment à usage communautaire sur la ZAE de CHAMPAGNAC-DE-BÉLAIR.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.50

Politiques des Solidarités Territoriales - Programmation des avenants aux Contrats de Territoires.  
Avenants n° 2 CPT - CA Bergeracoise, CC Périgord Limousin, CC Isle et Crempse en Périgord ;  
Avenant n° 3 CPT - CC Isle Loue Auvézère; Avenant n° 3 CPC - Canton Isle Manoire ;  
Avenants n° 4 CPC - Canton Vallée de l'Isle et Canton du Périgord Central; Avenants n° 5 CPC  
- Canton Isle Loue Auvézère et Canton du Pays de La Force.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022 .

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CAPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Germinal PEIRO

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.50

Politiques des Solidarités Territoriales - Programmation des avenants aux Contrats de Territoires.  
Avenants n° 2 CPT - CA Bergeracoise, CC Périgord Limousin, CC Isle et Crempse en Périgord ;  
Avenant n° 3 CPT - CC Isle Loue Auvézère; Avenant n° 3 CPC - Canton Isle Manoire ;  
Avenants n° 4 CPC - Canton Vallée de l'Isle et Canton du Périgord Central; Avenants n° 5 CPC  
- Canton Isle Loue Auvézère et Canton du Pays de La Force.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

VU le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) et autres règlements et actes délégués s'y rapportant,

VU le Programme de Développement Rural de la Région de la Nouvelle-Aquitaine approuvé par la Commission Européenne le 7 août 2015,

VU la communication de la Commission Européenne n° 2016/C262/01 en date du 19 mai 2016 concernant les mesures d'aide publique locales pouvant être accordées et ne rentrant pas dans le champ des aides d'Etat (dimension purement locale des aides),

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020,

VU les Contrats de ruralité, les dispositifs « Cœur de Ville » et « Petites Villes de demain » mis en œuvre par l'Etat,

VU les délibérations du Conseil départemental n° 16-03 du 8 janvier 2016, n° 16-179 du 31 mars 2016, n° 16-193 du 23 juin 2016, n° 16-337 du 18 novembre 2016 et n° 17-219 du 27 juin 2017, et de la Commission Permanente n° 18.CPV.36 du 23 juillet 2018 et n° 18.CPVI.33 du 3 septembre 2018,

VU les Conférences des Territoires des 6 juin et 28 novembre 2016, 27 novembre 2017, 7 juin 2018, 12 avril et 14 juin 2019, et 10 septembre 2020,

VU l'adoption des différents Schémas : Schéma Départemental d'Accès aux Soins de Proximité de la Dordogne adopté le 15 janvier 2018 et le Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public adopté le 25 juin 2018,

VU l'accord départemental de relance et la prolongation exceptionnelle de la contractualisation avec les Communes et les Intercommunalités,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-18 du 4 février 2021 adoptant le budget Investissement du Service des Politiques Territoriales et Européennes actant l'adoption d'autorisations de programmes complémentaires à hauteur de 15,4 M€,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

### **LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la programmation financière de l'Avenant n° 2 au Contrat de Projets Territoriaux de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise (Annexe 1) actant l'attribution d'un montant total de subventions de **538.440,00 €** pour le soutien de 3 projets d'investissement.

**APPROUVE** la programmation financière de l'Avenant n° 2 au Contrat de Projets Territoriaux de la Communauté de Communes du Périgord Limousin (Annexe 2) actant l'attribution d'un montant total de subvention de **274.350,71 €** pour le soutien de 9 projets d'investissement.

**APPROUVE** la programmation financière de l'Avenant n° 2 au Contrat de Projets Territoriaux de la Communauté de Communes Isle et Crempse en Périgord (Annexe 3) actant l'attribution d'un montant total de subvention de **468.000,00 €** pour le soutien de 5 projets d'investissement.

**APPROUVE** la programmation financière de l'Avenant n° 3 au Contrat de Projets Territoriaux de la Communauté de Communes Isle Loue Auvézère (Annexe 4) actant l'attribution d'un montant total de subvention de **645.904,70 €** pour le soutien de 7 projets d'investissement.

**APPROUVE** la programmation financière de l'Avenant n° 3 au Contrat de Projets Communaux du Canton Isle Manoire (Annexe 5) actant l'attribution d'un montant total de subventions de **9.994,00 €** pour le soutien de 2 projets d'investissement.

**APPROUVE** la programmation financière de l'Avenant n° 4 au Contrat de Projets Communaux du Canton Vallée de l'Isle (Annexe 6) actant l'attribution d'un montant total de subventions de **14.606,30 €** pour le soutien de 2 projets d'investissement.

**APPROUVE** la programmation de l'Avenant n° 4 au Contrat de Projets Communaux du Canton du Périgord Central (Annexe 7) actant l'attribution d'un montant total de subventions de **35.000,00 €** pour le soutien de 1 projet d'investissement.

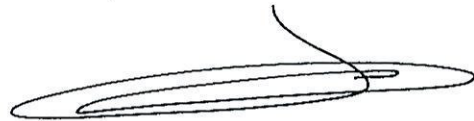
**APPROUVE** la programmation de l'Avenant n° 5 au Contrat de Projets Communaux du Canton Isle Loue Auvézère (Annexe 8) actant l'attribution d'un montant total de subventions de **76.028,47 €** pour le soutien de 5 projets d'investissement.

**APPROUVE** la programmation de l'Avenant 5 au Contrat de Projets Communaux du Canton du Pays de La Force (Annexe 9) actant l'attribution d'un montant total de subventions de **44.920,00 €** pour le soutien de 4 projets d'investissement ;

**APPROUVE** les nouvelles annexes financières relatives à la programmation de l'avenant n° 2 au Contrat de Projets Territoriaux de la Communauté de Communes du Périgord Ribéracois (annexe 10).

**AUTORISE M.** le Président du Conseil départemental à signer et exécuter, au nom et pour le compte du Département lesdits Contrats actant la programmation de ces avenants sur la base du format standard d'avenant aux Contrats de Projets Communaux adopté lors de la Commission Permanente du 3 septembre 2018 (Cf. délibération n° 18.CP.VI.33), et sur la base du format standard d'avenant aux Contrats de Projets Territoriaux adopté par le Conseil départemental le 29 mars 2019 (Cf. délibération n° 19-155).

**ACTE** la clôture des programmations au titre des Contrats de Territoires 2016-2021.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

## ANNEXE 1

### AVENANT 2 AU CONTRAT DE PROJETS TERRITORIAUX DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION BERGERACOISE

### TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE DE L'AVENANT 2

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION BERGERACOISE**  
**Avenant 2 au Contrat de Projets Territoriaux 2016-2021**  
**Tableau de programmation pluriannuelle des projets**

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto- financement	Cofinanceurs (*)					Financement CD24								
							Europe	*	Etat	*	Région	*	Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021
AXE 4 - Équipement culturels, sportifs et de loisirs	EX015798	Création d'une micro-fole itinérante sur le territoire de la CAB	CA Bergeracoise	Territoire Interco	80 000,00 €	29 600,00 €			30 400,00 €								20 000,00 €	20 000,00 €	25,00%	
AXE 5 - Équipements enfance et jeunesse	EX016075	Réhabilitation ALSH Toutifaut	CA Bergeracoise	Bergerac	1 991 000,00 €	398 200,00 €			398 200,00 €			776 160,00 €						418 440,00 €	418 440,00 €	21,02%
AXE 9 - Infrastructures et voirie	EX016074	Création d'une voie de desserte pour le centre de secours de Bergerac	CA Bergeracoise	Bergerac	489 615,10 €	389 615,10 €												100 000,00 €	100 000,00 €	20,42%
<b>TOTAUX</b>					<b>2 480 615,10 €</b>	<b>787 815,10 €</b>	<b>0,00 €</b>		<b>398 200,00 €</b>	<b>0,00 €</b>		<b>776 160,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>538 440,00 €</b>	<b>538 440,00 €</b>	
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION :</b>											<b>Rappel de l'enveloppe 2016-2020 de l'EPCI :</b>					<b>2 781 209,00 €</b>				
											<b>Dotation complémentaire 2021 :</b>					<b>556 241,80 €</b>				
											<b>Enveloppe globale 2016-2021 :</b>					<b>3 337 450,80 €</b>				
											<b>Rappel du montant réparti lors des premières programmations :</b>					<b>2 781 209,00 €</b>				
											<b>Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 2 :</b>					<b>0,00 €</b>				
											<b>Sous total des opérations programmées par l'avenant 2 :</b>					<b>538 440,00 €</b>				
											<b>Total des opérations programmées :</b>					<b>3 319 649,00 €</b>				
<b>Nouvelle enveloppe disponible après avenant 2 :</b>					<b>17 801,80 €</b>															

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

	Montant proratisé
	Financement du CD24 au titre des CPC

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA PROGRAMMATION**  
**(Contrat initial + avenants)**

**CONTRAT DE PROJETS TERRITORIAUX 2016-2021**  
**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BERGERACOISE - Enveloppe du contrat 2016-2021 : 3.337.450,80 €**

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto- financement	Cofinanceurs (*)				Programmation investissement					Financement CD24								
							Europe	Etat	Région	Autres	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux						
AXE 1 - Immobilier d'entreprise, commerce, artisanat	<b>CONTRAT INITIAL</b>																							
	EX005180	Structuration d'une filière fruits et légumes bio sur la ferme des Nebouts à Prignonrieux	CA Bergeracoise	Prignonrieux	293 910,00 €	120 510,00 €			100 000,00 €					73 400,00 €				73 400,00 €	24,97%					
	pas d'opération																							
AXE 2 - Foncier agricole et naturel, opérations environnementales	<b>AVENANT 1</b>																							
	pas d'opération																							
	<b>AVENANT 2</b>																							
AXE 3 - Accès à la santé et aux services publics	<b>CONTRAT INITIAL</b>																							
	pas d'opération																							
	<b>AVENANT 1</b>																							
AXE 4 - Equipements culturels, sportifs et de loisirs	<b>CONTRAT INITIAL</b>																							
	pas d'opération																							
	<b>AVENANT 1</b>																							
AXE 5 - Equipements enfance et jeunesse	<b>CONTRAT INITIAL</b>																							
	EX005178	Création du Pôle Petite Enfance - Tranche financière 1	CA Bergeracoise	Bergerac	1 145 447,00 €	968 239,50 €	657 000,00 €	442 710,00 €			10 000,00 €	222 944,50 €						222 944,50 €	19,46%					
	EX005460	Création du Pôle Petite Enfance - Tranche financière 2			1 145 447,00 €						55 000,00 €	222 944,50 €					222 944,50 €							222 944,50 €
<i>Sous-Total Tranche 1 et 2 Pôle Petite enfance</i>					2 290 894,00 €																			445 889,00 €
AXE 5 - Equipements enfance et jeunesse	EX005179	Création d'une micro-crèche	CA Bergeracoise	Razac de Saussignac	160 000,00 €	40 000,00 €					80 000,00 €		40 000,00 €					40 000,00 €	25,00%					
	<b>AVENANT 1</b>																							
	EX005181	Création d'un accueil de loisirs sans hébergement à Cours de Pile	CA Bergeracoise	Cours de Pile	800 000,00 €	160 000,00 €			320 000,00 €	120 000,00 €								200 000,00 €	25,00%					
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	<b>CONTRAT INITIAL</b>																							
	pas d'opération																							
	<b>AVENANT 1</b>																							
AXE 7 - Eau et Assainissement	<b>CONTRAT INITIAL</b>																							
	pas d'opération																							
	<b>AVENANT 1</b>																							
AXE 8 - Equipements touristiques	<b>CONTRAT INITIAL</b>																							
	EX005176	Création et aménagement de la véloroute voie verte (V91) sur le territoire de la CAB - Phase 1 - Tranche financière 1	CA Bergeracoise	CAB	800 000,00 €	789 500,00 €	1 350 000,00 € *	675 000,00 €	785 500,00 €									200 000,00 €	200 000,00 €	25,00%				
	EX005439	Création et aménagement de la véloroute voie verte (V91) sur le territoire de la CAB - Phase 1 - Tranche financière 2			800 000,00 €													200 000,00 €	200 000,00 €	25,00%				
EX005440	Création et aménagement de la véloroute voie verte (V91) sur le territoire de la CAB - Phase 1 - Tranche financière 3	1 500 000,00 €																300 000,00 €	300 000,00 €	20,00%				
EX005441	Création et aménagement de la véloroute voie verte (V91) sur le territoire de la CAB - Phase 1 - Tranche financière 4	1 500 000,00 €																300 000,00 €	300 000,00 €	20,00%				
<i>Sous-Total Phase 1 Création et aménagement de la véloroute voie verte (V91) sur le territoire de la CAB -</i>					4 600 000,00 €																			
AXE 8 - Equipements touristiques	<b>AVENANT 1</b>																							
	EX006692	Création et aménagement de la véloroute voie verte (V91) sur le territoire de la CAB Phase 2 - Tranche financière 1	CA Bergeracoise	Territoire intercommunal	1 100 000,00 €	983 500,00 €	1 150 000,00 €		1 251 500,00 €									253 750,00 €	253 750,00 €	23,07%				
	EX007945	Création et aménagement de la véloroute voie verte (V91) sur le territoire de la CAB Phase 2 - Tranche financière 2			1 100 000,00 €														253 750,00 €	253 750,00 €	23,07%			
EX007946	Création et aménagement de la véloroute voie verte (V91) sur le territoire de la CAB Phase 2 - Tranche financière 3	1 100 000,00 €																253 750,00 €	253 750,00 €	23,07%				
EX007947	Création et aménagement de la véloroute voie verte (V91) sur le territoire de la CAB Phase 2 - Tranche financière 4	1 100 000,00 €																253 750,00 €	253 750,00 €	23,07%				
<i>Sous-total Phase 2 Création et aménagement de la véloroute voie verte (V91) sur le territoire de la CAB</i>					4 400 000,00 €																			
AXE 9 - Infrastructures et voirie	<b>AVENANT 2</b>																							
	pas d'opération																							
	<b>CONTRAT INITIAL</b>																							
AXE 9 - Infrastructures et voirie	<b>AVENANT 1</b>																							
	pas d'opération																							
	<b>AVENANT 2</b>																							
EX016074	Création d'une voie de desserte pour le centre de secours de Bergerac	CA Bergeracoise	Bergerac	489 615,10 €	389 615,10 €												100 000,00 €	100 000,00 €	20,42%					
<b>TOTAUX</b>					15 053 099,10 €	3 899 924,60 €	3 157 000,00 €	1 966 310,00 €	2 157 000,00 €	921 160,00 €	222 944,50 €	696 344,50 €	640 000,00 €	714 420,00 €	507 500,00 €	538 440,00 €	3 299 649,00 €							

**BILAN DE LA PROGRAMMATION APRES AVENANT 2 :**

Rappel de l'enveloppe 2016-2020 de l'EPCI :	2 781 209,00 €
Dotations complémentaires 2021 :	556 241,80 €
Enveloppe globale 2016-2021	3 337 450,80 €
Rappel du montant réparti lors des premières programmations :	2 781 209,00 €
Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 2 :	0,00 €
Sous total des opérations programmées par l'avenant 2 :	518 440,00 €
Total des opérations programmées :	3 299 649,00 €
Nouvelle enveloppe disponible pour l'EPCI après l'avenant 2 :	37 801,80 €

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*  
Montant proratisé  
Financement du CD24 au titre des CPT

## ANNEXE 2

### AVENANT 2 AU CONTRAT DE PROJETS TERRITORIAUX DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PÉRIGORD LIMOUSIN

#### TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE DE L'AVENANT 2



**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PÉRIGORD LIMOUSIN - Contrat de Projets Territoriaux 2016-2021**  
**Tableau de programmation pluriannuelle des projets**  
**DOTATION 2016-2020 : 1.368.468 €**

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)				Programmation investissement				Financement CD24		
							Europe	*	Etat	*	Région	*	Autres	*	2018	2019	2020
<b>OPÉRATIONS ANNULÉES PAR L'AVENANT 2</b>																	
		pas d'opération déprogrammée															
														<b>Sous total des opérations annulées :</b>		<b>0,00 €</b>	
<b>OPÉRATIONS PROGRAMMÉES PAR L'AVENANT 2</b>																	
AXE 1 - Immobilier d'entreprise, commerce, artisanat	EX015826	Opération de requalification d'un site en friche à proximité de l'abattoir de Thiviers	CC du Périgord Limousin	Territoire intercommunal	<b>319 055,00 €</b>	138 077,00 €		55 000,00 €	60 339,00 €					65 639,00 €	<b>65 639,00 €</b>	<b>20,57%</b>	
AXE 4 - Equipements culturels, sportifs et de loisirs	EX014731	Installation d'un pump track	Commune de La Coquille	La Coquille	<b>112 182,50 €</b>	43 118,50 €		44 878,00 €						24 186,00 €	<b>24 186,00 €</b>	<b>21,56%</b>	
	EX015820	Rénovation énergétique de la Halle de sports par le changement de l'éclairage et la mise en place d'une isolation extérieure	Commune d'Eyzerac	Eyzerac	<b>56 325,80 €</b>	22 530,80 €		22 530,00 €						11 265,00 €	<b>11 265,00 €</b>	<b>20,00%</b>	
AXE 5 - Equipements enfance et jeunesse	EX010160	Travaux de rénovation énergétique des bâtiments scolaires de Cognac sur l'Isle	Commune de Cognac-sur-l'Isle	Cognac-sur-l'Isle	<b>172 100,00 €</b>	34 420,00 €		103 260,00 €						34 420,00 €	<b>34 420,00 €</b>	<b>20,00%</b>	
	EX015790	Rénovation énergétique des bâtiments scolaires	Commune de Nantheuil	Nantheuil	<b>96 155,00 €</b>	19 231,00 €		57 693,00 €						19 231,00 €	<b>19 231,00 €</b>	<b>20,00%</b>	
	EX009994	Travaux de couverture à l'école primaire, aile gauche	Commune de Thiviers	Thiviers	<b>96 168,61 €</b>	28 124,29 €		57 701,16 €						10 343,16 €	<b>10 343,16 €</b>	<b>10,76%</b>	
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergie renouvelable	EX009930	Rénovation d'un logement communal au titre d'un conventionnement APL	Commune de Négrondes	Négrondes	<b>118 900,00 €</b>	54 585,00 €		41 615,00 €						22 700,00 €	<b>22 700,00 €</b>	<b>25,00%</b>	
					<b>Assiette : 90 800,00 €</b>												
	EX010541	transformation de 2 salles de classes en logements sociaux	Commune de Saint-Front-d'Alemps	Saint-Front-d'Alemps	<b>196 087,50 €</b>	111 287,50 €		49 500,00 €						35 300,00 €	<b>35 300,00 €</b>	<b>25,00%</b>	
		<b>141 200,00 €</b>															
AXE 9 - Infrastructures et voirie	EX015837	Programme de travaux de voirie communautaire 2022	CC du Périgord Limousin	Territoire intercommunal	<b>433 000,00 €</b>	381 733,45 €								51 266,55 €	<b>51 266,55 €</b>	<b>11,84%</b>	
<b>TOTAUX</b>					<b>1 599 974,41 €</b>	<b>833 107,54 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>432 177,16 €</b>	<b>60 339,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>274 350,71 €</b>	<b>274 350,71 €</b>	
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION :</b>														<b>Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :</b>		<b>1 368 468,00 €</b>	
														<b>Dotation complémentaire 2021 :</b>		<b>273 693,60 €</b>	
														<b>Nouvelle enveloppe globale 2016-2021 :</b>		<b>1 642 161,60 €</b>	
														<b>Rappel du montant réparti lors de la première programmation :</b>		<b>1 367 810,89 €</b>	
														<b>Sous - total des opérations déprogrammées par l'avenant 2 :</b>		<b>0,00 €</b>	
														<b>Sous - total des opérations programmées par l'avenant 2 :</b>		<b>274 350,71 €</b>	
														<b>Total des opérations programmées :</b>		<b>1 642 161,60 €</b>	
<b>Nouvelle enveloppe disponible pour le canton après programmation :</b>		<b>0,00 €</b>															

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

Montant proratisé
Financement du CD24

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA PROGRAMMATION**  
**(Contrat initial + avenants)**



AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto- financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24	
							Europe	Etat	* Région	* Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant
AXE 7 - Eau et Assainissement	<b>CONTRAT INITIAL</b>																	
		Pas d'opération programmée																
	<b>AVENANT 1</b>																	
		Pas d'opération programmée																
AXE 8 - Equipements touristiques	<b>CONTRAT INITIAL</b>																	
		Pas d'opération programmée																
	<b>AVENANT 1</b>																	
		Pas d'opération programmée																
AXE 9 - Infrastructures et voirie	<b>CONTRAT INITIAL</b>																	
	EX007790	Programme de voirie intercommunale	CC du Périgord Limousin	Territoire intercommunal	333 333,00 €											66 666,00 €	66 666,00 €	20,00%
	<b>AVENANT 1</b>																	
	EX010307	Programme de travaux de voirie 2020	CC du Périgord Limousin	Territoire intercommunal	602 500,00 €	482 000,00 €										120 500,00 €	120 500,00 €	20,00%
	EX010309	Programme de travaux de voirie 2021	CC du Périgord Limousin	Territoire intercommunal	450 000,00 €	360 000,00 €										90 000,00 €	90 000,00 €	20,00%
	<b>AVENANT 2</b>																	
EX015837	Programme de travaux de voirie communautaire 2022	CC du Périgord Limousin	Territoire intercommunal	433 000,00 €	433 000,00 €										51 266,55 €	51 266,55 €	11,84%	
<b>TOTAUX</b>					10 724 696,74 €	5 790 613,74 €	0,00 €	2 576 000,11 €	60 339,00 €	535 716,00 €	9 905,00 €	57 820,00 €	19 833,00 €	832 949,59 €	187 166,00 €	534 488,01 €	1 642 161,60 €	
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION APRES AVENANT 2 :</b>																		
Rappel de l'enveloppe 2016-2020 de l'EPCI :																1 368 468,00 €		
Dotation complémentaire 2021 :																273 693,60 €		
Nouvelle enveloppe globale 2016-2021																1 642 161,60 €		
Rappel du montant réparti lors des premières programmations :																1 367 810,89 €		
Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 2 :																0,00 €		
Sous total des opérations programmées par l'avenant 2 :																274 350,71 €		
Total des opérations programmées :																1 642 161,60 €		
Nouvelle enveloppe disponible pour l'EPCI après l'avenant 2 :																0,00 €		

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

	Montant proratisé
	Financement du CD24 au titre des CPC

## ANNEXE 3

### AVENANT 2 AU CONTRAT DE PROJETS TERRITORIAUX DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ISLE ET CREMPSE

### TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE DE L'AVENANT 2

# COMMUNAUTE DE COMMUNES ISLE ET CREMPSE EN PERIGORD - Avenant 2 au Contrat de Projets Territoriaux 2016-2021

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24	
							Europe	*	Etat	*	Région	*	Autres	*	2016	2017	2018	2019
<b>OPÉRATIONS ANNULÉES PAR L'AVENANT 2 :</b>																		
Axe 1 - Immobilier d'entreprise, commerce, artisanat	EX007815	Aménagement de la ZAE de Bourgnac	Communauté de Communes Isle et Crempse	Bourgnac	999 386,00 €	149 907,90 €			299 815,80 €	299 815,80 €						249 846,50 €	249 846,50 €	25,00%
<b>Sous total des opérations</b>																249 846,50 €		
<b>OPÉRATIONS PROGRAMMÉES PAR L'AVENANT 2 :</b>																		
Axe 1 - Immobilier d'entreprise, commerce, artisanat	EX011698	Travaux d'aménagement de la ZAE de Les Lèches	Communauté de Communes Isle et Crempse	Les Lèches	140 000,00 €	105 000,00 €										35 000,00 €	35 000,00 €	25,00%
	EX011699	Acquisition de parcelles pour futures ZAE à l'échelle de la CCICP	Communauté de Communes Isle et Crempse	Les Lèches	242 000,00 €	181 500,00 €										60 500,00 €	60 500,00 €	25,00%
	EX016112	Travaux d'aménagement de la ZAE St Médard de Mussidan - Tranche 1	Communauté de Communes Isle et Crempse	St Médard de Mussidan	480 000,00 €	360 000,00 €										120 000,00 €	120 000,00 €	25,00%
	duplicata	Travaux d'aménagement de la ZAE St Médard de Mussidan - Tranche 2	Communauté de Communes Isle et Crempse	St Médard de Mussidan	450 000,00 €	337 500,00 €										112 500,00 €	112 500,00 €	25,00%
	EX016113	Travaux d'aménagement de la ZAE Eyraud Crempse Maurens	Communauté de Communes Isle et Crempse	Eyraud Crempse Maurens	340 000,00 €	255 000,00 €										85 000,00 €	85 000,00 €	25,00%
AXE 8 - Equipements touristiques	EX016114	Travaux de réfection et d'entretien de la véloroute voie verte	Communauté de Communes Isle et Crempse	Territoire intercommunal	220 000,00 €	165 000,00 €		77 000,00 €								55 000,00 €	55 000,00 €	25,00%
<b>Totaux :</b>					1 872 000,00 €	1 404 000,00 €	0,00 €	77 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	468 000,00 €	468 000,00 €	
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION APRÈS AVENANT 2 :</b>											<b>Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :</b>					1 256 269,00 €		
											<b>Dotation complémentaire 2021 :</b>					251 253,80 €		
											<b>Enveloppe globale 2016-2021 :</b>					1 507 522,80 €		
											<b>Rappel du montant réparti lors des premières programmations :</b>					1 288 932,79 €		
											<b>Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 2 :</b>					249 846,50 €		
											<b>Sous total des opérations programmées par l'avenant 2 :</b>					468 000,00 €		
											<b>Total des opérations programmées (CPC initial et avenants) :</b>					1 507 086,29 €		
											<b>Nouvelle enveloppe disponible pour le canton après l'avenant 2 :</b>					436,51 €		

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

	Montant proratisé
	Financement du CD24

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA PROGRAMMATION**  
**(Contrat initial + avenants)**

CONTRATS DE PROJETS COMMUNAUX 2016-2021

COMMUNAUTE DE COMMUNES ISLE ET CREMPSE EN PERIGORD - Enveloppe du contrat 2016-2021 : 1.507.522,80 €

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto- financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24				
							Europe	Etat	*	Région	*	Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux
AXE 1 - Immobilier d'entreprise, commerce, artisanat	<b>CONTRAT INITIAL</b>																				
	EX007815	Aménagement de la ZAE de Bourgnac	CC Isle et Crempse	Bourgnac	999 386,00 €	199 877,20 €				299 815,80 €	299 815,80 €					249 846,50 €		249 846,50 €	25,00%		
	<b>AVENANT 1</b>																				
	pas d'opération programmée																				
	<b>AVENANT 2</b>																				
	EX011698	Travaux d'aménagement de la ZAE de Les Lèches	Communauté de Communes Isle et Crempse	Les Lèches	140 000,00 €	140 000,00 €												35 000,00 €	35 000,00 €	25,00%	
	EX011699	Acquisition de parcelles pour futures ZAE à l'échelle de la CCICP	Communauté de Communes Isle et Crempse	Les Lèches	242 000,00 €	242 000,00 €												60 500,00 €	60 500,00 €	25,00%	
EX016112	Travaux d'aménagement de la ZAE St Médard de Mussidan - Tranche 1	Communauté de Communes Isle et Crempse	St Médard de Mussidan	480 000,00 €	360 000,00 €												120 000,00 €	120 000,00 €	25,00%		
EX016113	Travaux d'aménagement de la ZAE Eyraud Crempse Maurens	Communauté de Communes Isle et Crempse	Eyraud Crempse Maurens	340 000,00 €	340 000,00 €												112 500,00 €	112 500,00 €	25,00%		
AXE 2 - Foncier agricole et naturel, opérations environnementales	<b>CONTRAT INITIAL</b>																				
	pas d'opération programmée																				
	<b>AVENANT 1</b>																				
	pas d'opération programmée																				
<b>AVENANT 2</b>																					
pas d'opération programmée																					
AXE 3 - Accès à la santé et aux services publics	<b>CONTRAT INITIAL</b>																				
	EX007830	Acquisition d'un bâtiment pour création d'une maison de santé	CC Isle et Crempse	Mussidan	93 380,00 €	70 035,00 €										23 345,00 €		23 345,00 €	25,00%		
	<b>AVENANT 1</b>																				
	EX007924	Travaux de rénovation de la maison de service public	CC Isle et Crempse	Villamblard	70 156,00 €	52 617,00 €												17 539,00 €	17 539,00 €	25,00%	
<b>AVENANT 2</b>																					
pas d'opération programmée																					
AXE 4 - Equipements culturels, sportifs et de loisirs	<b>CONTRAT INITIAL</b>																				
	EX007473	Étude et travaux de mise en scénographie et muséographie avec modification architecturales du musée Voulgre à Mussidan	CC Isle et Crempse	Mussidan	500 000,00 €	100 000,00 €	80 000,00 €		157 500,00 €	50 000,00 €								62 500,00 €	62 500,00 €	12,50%	
	<b>AVENANT 1</b>																				
	EX007473	Étude et travaux de mise en scénographie et muséographie avec modification architecturales du musée Voulgre à Mussidan	CC Isle et Crempse	Mussidan	482 876,06 €	400 594,06 €	X		X	X									82 282,00 €	82 282,00 €	17,04%
<b>AVENANT 2</b>																					
pas d'opération programmée																					
AXE 5 - Equipements enfance et jeunesse	<b>CONTRAT INITIAL</b>																				
	EX006448	Rénovation du Centre de Loisirs Sans Hébergement à Mussidan	CC Isle et Crempse	Mussidan	300 000,00 €	60 000,00 €			90 000,00 €									75 000,00 €	75 000,00 €	25,00%	
	EX007293	Travaux d'amélioration énergétique et de rénovation des bâtiments scolaires	CC Isle et Crempse	Territoire intercommunal	963 800,00 €	289 140,00 €			385 520,00 €								240 950,00 €		240 950,00 €	25,00%	
	<b>AVENANT 1</b>																				
	EX007293	Travaux de rénovation énergétique et de rénovation des bâtiments scolaires - Tranche financière 1	CC Isle et Crempse	Territoire intercommunal	557 261,00 €	139 315,25 €			250 767,45 €										167 178,30 €	167 178,30 €	30,00%
	00098366	Travaux de rénovation énergétique et de rénovation des bâtiments scolaires - Tranche financière 2	CC Isle et Crempse	Territoire intercommunal	415 800,00 €	108 117,45 €			182 942,55 €										124 740,00 €	124 740,00 €	30,00%
<b>AVENANT 2</b>																					
pas d'opération programmée																					
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	<b>CONTRAT INITIAL</b>																				
	EX005192	Rénovation énergétique de logements à Bourgnac	CC Isle et Crempse	Bourgnac	277 444,00 €																
					assiette :	119 088,00 €			81 620,00 €	76 736,00 €									63 617,00 €	63 617,00 €	22,93%
					277 444,00 €																
	EX005996	Création de 7 logements communautaires à Villamblard	CC Isle et Crempse	Villamblard	480 200,00 €																
					assiette :	268 185,00 €			51 765,00 €	* 66 000,00 €									94 250,00 €	94 250,00 €	25,00%
					377 000,00 €																
EX006449	Aménagement d'une chaudière collective dans les logements communautaires de villamblard	CC Isle et Crempse	Villamblard	81 450,00 €	16 290,00 €			32 580,00 €	10 181,25 €									18 326,25 €	18 326,25 €	22,50%	
<b>AVENANT 1</b>																					
EX010507	Travaux de création d'un 8ème logement communautaire à Villamblard	CC Isle et Crempse	Villamblard	81 406,56 €	46 056,56 €			20 350,00 €	15 000,00 €									12 975,00 €	12 975,00 €	25,00%	
<b>AVENANT 2</b>																					
pas d'opération programmée																					
AXE 7 - Eau et Assainissement	<b>CONTRAT INITIAL</b>																				
	pas d'opération programmée																				
	<b>AVENANT 1</b>																				
	pas d'opération programmée																				
<b>AVENANT 2</b>																					
pas d'opération programmée																					



AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto- financement	Cofinanceurs (*)				Programmation investissement					Financement CD24			
							Europe	Etat	* Région	* Autres	* 2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux	
AXE 8 - Equipements touristiques	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	EX005404	Création de boucles et de liaisons de chemins de randonnée (PDIPR) et d'une boucle cyclotouristique	CC Isle et Crempse	Territoire intercommunal	200 000,00 €	40 000,00 €	70 000,00 €			40 000,00 €				50 000,00 €			50 000,00 €	25,00%	
	Ex007752	Opération labellisation parcours pêche	Syndicat Mixte du Bassin de l'Isle	Territoire intercommunal	253 000,00 €	50 600,00 €			75 900,00 €					17 710,00 €			17 710,00 €	7,00%	
																			26 565,00 €
																			37 950,00 €
	EX006454	Réhabilitation d'un bâtiment pour accueillir l'office de tourisme Mussidan-Villablard à Mussidan	CC Isle et Crempse	Mussidan	210 000,00 €	96 559,00 €		43 631,00 €	*	34 905,00 €			34 905,00 €				34 905,00 €	16,62%	
<b>AVENANT 1</b>																			
pas d'opération programmée																			
<b>AVENANT 2</b>																			
EX016114	Travaux de réfection et d'entretien de la véloroute voie verte	Communauté de Communes Isle et Crempse	Territoire intercommunal	220 000,00 €	88 000,00 €		77 000,00 €								55 000,00 €	55 000,00 €	25,00%		
AXE 9 - Infrastructures et voirie	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	pas d'opération programmée																		
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX009471	Travaux de voirie communautaire	CC Isle et Crempse	Territoire intercommunal	957 304,50 €	717 978,38 €										239 326,12 €	239 326,12 €	25,00%	
	EX009449	Travaux de remplacement d'un ouvrage hydraulique	CC Isle et Crempse	Beaupouyet	71 571,00 €	53 678,38 €										17 892,62 €	17 892,62 €	25,00%	
<b>AVENANT 2</b>																			
pas d'opération programmée																			
				<b>TOTAUX</b>	<b>6 403 849,12 €</b>	<b>3 746 614,08 €</b>	<b>70 000,00 €</b>	<b>909 728,50 €</b>	<b>318 722,25 €</b>	<b>108 790,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>336 098,25 €</b>	<b>41 055,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 129 933,04 €</b>	<b>1 507 086,29 €</b>		
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION APRES AVENANT 2 :</b>																			
Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :																			
Dotation complémentaire 2021 :																			
Enveloppe globale 2016-2021 :																			
Rappel du montant réparti lors des premières programmations :																			
Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 2 :																			
Sous total des opérations programmées par l'avenant 2 :																			
Total des opérations programmées :																			
Nouvelle enveloppe disponible :																			

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

	Montant proratisé
	Financement du CD24

## ANNEXE 4

### AVENANT 3 AU CONTRAT DE PROJETS TERRITORIAUX DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ISLE LOUE AUVÉZÈRE

### TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE DE L'AVENANT 3

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ISLE LOUE AUVEZERE EN PERIGORD**  
**Avenant 3 au Contrat de Projets Territoriaux 2016-2020**  
**Tableau de programmation pluriannuelle des projets**

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24		
							Europe	*	Etat	*	Région	*	Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020
<b>OPÉRATIONS ANNULÉES PAR L'AVENANT 3</b>																			
AXE 4 - Équipements culturels et sportifs	EX008573	Extension du réseau de Médiathèques : Médiathèque de Cubjac	CC Isle Loue Auvézère	Cubjac	698 580,87 €	169 851,04 €			251 670,75 €	125 700,00 €							151 359,08 €	151 359,08 €	25,00%
					Assiette : 605 436,34 €														
	EX008574	Extension du réseau de Médiathèques : Médiathèque de Cherveix-Cubas	CC Isle Loue Auvézère	Cherveix-Cubas	786 450,45 €	189 530,71 €			289 950,18 €	136 900,00 €							170 069,56 €	170 069,56 €	25,00%
					Assiette : 680 278,25 €														
AXE 5 - Équipements enfance et jeunesse	EX006632	Aménagement de l'Ecole en accueil de loisirs sans hébergement	CC Isle Loue Auvézère	Payzac	168 521,00 €	63 242,00 €			57 408,00 €							42 130,00 €	42 130,00 €	25,00%	
																<b>Sous total des opérations annulées :</b>		<b>363 558,64 €</b>	
<b>OPÉRATIONS PROGRAMMÉES PAR L'AVENANT 3</b>																			
AXE 4 - Équipements culturels et sportifs	duplicata	Extension du réseau de Médiathèques : Médiathèque de Cubjac	CC Isle Loue Auvézère	Cubjac	774 160,95 €	195 119,10 €			236 670,75 €	125 700,00 €							216 671,10 €	216 671,10 €	30,00%
					Assiette : 722 237,18 €														
	duplicata	Extension du réseau de Médiathèques : Médiathèque de Cherveix-Cubas	CC Isle Loue Auvézère	Cherveix-Cubas	786 450,45 €	155 516,80 €			289 950,18 €	136 900,00 €							204 083,47 €	204 083,47 €	30,00%
					Assiette : 680 278,25 €														
AXE 5 - Équipements enfance et jeunesse	duplicata	Aménagement de l'Ecole en accueil de loisirs sans hébergement	CC Isle Loue Auvézère	Payzac	168 521,00 €	54 815,70 €			57 408,00 €								50 556,30 €	50 556,30 €	30,00%
	duplicata	Réfection de deux salles de classes de l'école maternelle et bureaux de l'école primaire	Commune d'Excideuil	Excideuil	264 600,22 €	185 220,22 €											26 589,00 €	26 589,00 €	10,05%
AXE 7 - Eau et Assainissement	EX016111	Diagnostic assainissement excideuil	CC Isle Loue Auvézère	Excideuil	120 000,00 €	48 000,00 €			60 000,00 €								12 000,00 €	12 000,00 €	10,00%
AXE 9- Infrastructures et voirie	EX014874	Sécurisation et Aménagement de la Traversée du Dognon - RD 4 - Commune de Mayac	CC Isle Loue Auvézère	Mayac	213 383,30 €	56 691,65 €			106 691,65 €								50 000,00 €	50 000,00 €	25,00%
	à déposer	Travaux de voirie communautaire	CC Isle Loue Auvézère	Territoire interco	520 601,79 €														
<b>TOTAUX</b>					<b>4 450 233,14 €</b>	<b>1 129 960,43 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>750 720,58 €</b>	<b>262 600,00 €</b>	<b>58 532,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>645 904,70 €</b>	<b>645 904,70 €</b>	
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION APRES AVENANT 3 :</b>																<b>Rappel de l'enveloppe 2016-2020 de l'EPCI :</b>		<b>1 324 929,00 €</b>	
																<b>Dotation complémentaire 2021 :</b>		<b>264 985,80 €</b>	
																<b>Enveloppe globale 2016-2021 :</b>		<b>1 589 914,80 €</b>	
																<b>Rappel du montant réparti lors des premières programmations :</b>		<b>1 307 568,74 €</b>	
																<b>Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 3 :</b>		<b>363 558,64 €</b>	
																<b>Sous total des opérations programmées par l'avenant 3 :</b>		<b>645 904,70 €</b>	
																<b>Total des opérations programmées (CPC initial et avenants) :</b>		<b>1 589 914,80 €</b>	
<b>Nouvelle enveloppe disponible après avenant 3 :</b>		<b>0,00 €</b>																	

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

Montant proratisé
Financement du CD24

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA PROGRAMMATION**  
**(Contrat initial + avenants)**

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ISLE LOUE AUVEZERE EN PERIGORD - Enveloppe du contrat 2016-2021 : 1.589.914,80 €**

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto- financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24		
							Europe	Etat	* Région	* Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux
AXE 1 - Immobilier d'entreprise, commerce, artisanat	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	EX006213	Création d'une boutique de producteurs et d'un office du tourisme	CC Isle Loue Auvézère	Excideuil	178 000,00€	36 582,40€		88 000,00€			43 111,60€	±				10 306,00€		10 306,00€	5,00%
	EX005193	Acquisition de la fontaine de l'atelier à Excideuil	CC Isle Loue Auvézère	Excideuil	70 000,00€	49 000,00€					3 500,00€	*		17 500,00€				17 500,00€	25,00%
	<b>AVENANT 1</b>																		
	pas d'opération																		
	<b>AVENANT 2</b>																		
pas d'opération																			
<b>AVENANT 3</b>																			
pas d'opération																			
AXE 2 - Foncier agricole et naturel, opérations environnementales	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	EX006210	Projet de développement pastoral et agricole (Bâtiments agricoles, fromagerie)	CC Isle Loue Auvézère		1 170 410,00€	234 082,00€		643 725,50€							292 602,50€			292 602,50€	25,00%
	<b>AVENANT 1</b>																		
	pas d'opération																		
	<b>AVENANT 2</b>																		
	pas d'opération																		
<b>AVENANT 3</b>																			
pas d'opération																			
AXE 3 - Accès à la santé et aux services publics	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	EX006303	Construction d'une maison médicale à Lanouaille	CC Isle Loue Auvézère	Lanouaille	838 000,00€	628 500,00€									209 500,00€			209 500,00€	25,00%
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX008552	Création d'un pôle d'accueil social	CC Isle Loue Auvézère	Excideuil	195 100,00€	57 775,00€		78 795,00€							58 530,00€			58 530,00€	30,00%
	<b>AVENANT 2</b>																		
	pas d'opération																		
<b>AVENANT 3</b>																			
pas d'opération																			
AXE 4 - Equipements culturels, sportifs et de loisirs	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	pas d'opération																		
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX008570	Extension du réseau de Médiathèques : Médiathèque d'Excideuil	CC Isle Loue Auvézère	Excideuil	859 810,70€ Assiette : 778 486,00€	197 664,92€		300 124,28€	167 400,00€						194 621,50€			194 621,50€	25,00%
	EX008573	Extension du réseau de Médiathèques : Médiathèque de Cubjac	CC Isle Loue Auvézère	Cubjac	698 580,87€ Assiette : 605 436,24€	169 851,04€		251 670,75€	125 700,00€						151 359,08€			151 359,08€	25,00%
	EX008574	Extension du réseau de Médiathèques : Médiathèque de Cherveix-Cubas	CC Isle Loue Auvézère	Cherveix-Cubas	786 450,45€ Assiette : 680 278,25€	189 530,71€		289 950,18€	136 900,00€						170 069,56€			170 069,56€	25,00%
	<b>AVENANT 2</b>																		
	EX009105	Réhabilitation du gymnase de Coulaures	CC Isle Loue Auvézère	Coulaures	1 053 188,00€	562 566,00€		227 325,00€								263 297,00€		263 297,00€	25,00%
	<b>AVENANT 3</b>																		
	duplicata	Extension du réseau de Médiathèques : Médiathèque de Cubjac	CC Isle Loue Auvézère	Cubjac	774 160,95€ Assiette : 722 237,18€	195 119,10€		236 670,75€	125 700,00€							216 671,10€		216 671,10€	30,00%
	duplicata	Extension du réseau de Médiathèques : Médiathèque de Cherveix-Cubas	CC Isle Loue Auvézère	Cherveix-Cubas	786 450,45€ Assiette : 680 278,25€	155 516,80€		289 950,18€	136 900,00€							204 083,47€		204 083,47€	30,00%
AXE 5 - Equipements enfance et jeunesse	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	EX006632	Aménagement de l'Ecole en accueil de loisirs sans hébergement	CC Isle Loue Auvézère	Payzac	168 521,00€	63 242,00€		57 408,00€			5 741,00€				42 130,00€			42 130,00€	25,00%
	<b>AVENANT 1</b>																		
	pas d'opération																		
	<b>AVENANT 2</b>																		
	pas d'opération																		
<b>AVENANT 3</b>																			
duplicata	Aménagement de l'Ecole en accueil de loisirs sans hébergement	CC Isle Loue Auvézère	Payzac	168 521,00€	54 815,70€		57 408,00€			5 741,00€					50 556,30€		50 556,30€	30,00%	
duplicata	Réfection de deux salles de classes de l'école maternelle et bureaux de l'école primaire	Commune d'Excideuil	Excideuil	264 600,22€	185 220,22€					52 791,00€					26 589,00€		26 589,00€	10,05%	
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	pas d'opération																		
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX006614	Aménagement de 2 logements à Dussac	CC Isle Loue Auvézère	Dussac	145 832,00€ Assiette : 123 000,00€	84 257,00€		30 825,00€	*						30 750,00€			30 750,00€	25,00%
	<b>AVENANT 2</b>																		
	pas d'opération																		
<b>AVENANT 3</b>																			
pas d'opération																			

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto- financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24		
							Europe		Etat	*	Région	*	Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020
AXE 7 - Eau et Assainissement	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	EX006331	Diagnostic et géoréférencement des assainissements collectifs de Cherveix-Cubas, Génis, et Cubjac-Auvézère-Val d'Ans	CC Isle Loue Auvézère	Cherveix-Cubas Génis Cubjac-Auvézère-Val d'Ans	76 371,00 €	30 548,50 €					38 185,50 €			7 637,00 €				7 637,00 €	10,00%
	EX004782	Diagnostic des assainissements collectifs d'Angoisse et Payzac - La chapelle Géoréférencement des dispositifs d'assainissement collectif d'Angoisse, Payzac-la-Chapelle et Preyssac d'Excideuil	CC Isle Loue Auvézère	Angoisse Payzac - la chapelle Preyssac d'Excideuil	64 150,00 €	25 660,00 €					32 075,00 €	*	6 415,00 €					6 415,00 €	10,00%
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX008827	Réalisation d'une nouvelle unité de traitement de type filtres plantés de roseaux de 195 EH	CC Isle Loue Auvézère	Angoisse	224 500,00 €	126 150,00 €			75 900,00 €								22 450,00 €	22 450,00 €	10,00%
<b>AVENANT 2</b>																			
pas d'opération																			
<b>AVENANT 3</b>																			
EX016111	Diagnostic assainissement excideuil	CC Isle Loue Auvézère	Excideuil	120 000,00 €	48 000,00 €			60 000,00 €								12 000,00 €	12 000,00 €	10,00%	
AXE 8 - Equipements touristiques	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	EX005041	Aménagement et développement de l'offre touristique des itinérances douces dans les gorges de l'Auvézère	CC Isle Loue Auvézère	Territoire intercommunal	448 425,48 €	89 685,10 €	99 240,38 €		88 000,00 €	*				44 009,46 €				44 009,46 €	9,81%
	EX004592	Réhabilitation d'une passerelle au lieu-dit « Malherbaux » (PDIPR)	CC Isle Loue Auvézère	Savignac-Lédrier	84 137,25 €	29 358,68 €			33 744,26 €	*				21 034,31 €				21 034,31 €	25,00%
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX007794	Balisage et mise en œuvre de la signalétique des gorges de l'Auvézère	CC Isle Loue Auvézère	Payzac	70 580,00 €	38 819,00 €					14 116,00 €						17 645,00 €	17 645,00 €	25,00%
<b>AVENANT 2</b>																			
pas d'opération																			
<b>AVENANT 3</b>																			
pas d'opération																			
AXE 9 - Infrastructures et voirie	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	EX005042	Aménagement de la traverse de Payzac	CC Isle Loue Auvézère	Payzac	283 500,00 € Assiette éligible 200 000,00 €	124 600,00 €			108 900,00 €					50 000,00 €				50 000,00 €	25,00%
	EX004481	Aménagement de la place des commerces de Payzac	CC Isle Loue Auvézère	Payzac	198 680,40 €	40 160,82 €			81 940,68 €	*	40 160,82 €			36 418,08 €				36 418,08 €	18,33%
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX006634	Aménagement du bourg de Sarrazac	CC Isle Loue Auvézère	Sarrazac	279 500,00 € Assiette : 200 000,00 €	165 250,00 €			64 250,00 €					50 000,00 €				50 000,00 €	25,00%
	EX006901	Réfection et sécurisation du Pont de Saint-Vincent-sur-l'Isle	CC Isle Loue Auvézère	Saint-Vincent-sur-l'Isle	267 297,00 €	80 189,10 €			120 283,65 €					66 824,25 €				66 824,25 €	25,00%
	<b>AVENANT 2</b>																		
	EX010256	Consolidation et réfection d'un mur de soutènement à Excideuil	CC Isle Loue Auvézère	Excideuil	210 000,00 €	49 500,00 €			55 500,00 €								42 000,00 €	42 000,00 €	20,00%
<b>AVENANT 3</b>																			
EX014874	Sécurisation et Aménagement de la Traversée du Dognon - RD 4 - Commune de Mayac	CC Isle Loue Auvézère	Mayac	213 383,30 € Assiette : 200 000,00 €	56 691,65 €			106 691,65 €								50 000,00 €	50 000,00 €	25,00%	
à déposer	Travaux de voirie communautaire	CC Isle Loue Auvézère	Territoire interco	520 601,79 €	434 596,96 €											86 004,83 €	86 004,83 €	16,52%	
<b>TOTAUX</b>				<b>6 303 790,84 €</b>	<b>2 749 413,63 €</b>	<b>99 240,38 €</b>	<b>1 572 359,17 €</b>	<b>262 600,00 €</b>	<b>230 559,86 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>6 415,00 €</b>	<b>176 598,85 €</b>	<b>374 719,25 €</b>	<b>80 980,00 €</b>	<b>687 904,70 €</b>	<b>1 326 617,80 €</b>			

## BILAN DE LA PROGRAMMATION APRES AVENANT 3 :

Rappel de l'enveloppe 2016-2020 de l'EPCI :	1 324 929,00 €
Dotation complémentaire 2021 :	264 985,80 €
Rappel de l'enveloppe 2016-2021 de l'EPCI :	1 589 914,80 €
Rappel du montant réparti lors des premières programmations :	1 307 568,74 €
Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 3 :	363 558,64 €
Sous total des opérations programmées par l'avenant 3 :	645 904,70 €
Total des opérations programmées :	1 589 914,80 €
Nouvelle enveloppe disponible pour l'EPCI après l'avenant 3 :	0,00 €

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

Montant proratisé
Financement du CD24 au titre des CPT

ANNEXE 5

AVENANT 3 AU CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX  
DU CANTON ISLE MANOIRE

TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE DE  
L'AVENANT 3

## CANTON ISLE MANOIRE - Avenant 3 au Contrat de Projets Communaux 2016-2021

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24		
							Europe	*	Etat	*	Région	*	Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020
<b>OPÉRATIONS ANNULÉES PAR L'AVENANT 3 :</b>																			
		Pas d'opération déprogrammée																	
<b>Sous total des opérations</b>															<b>0,00 €</b>				
<b>OPÉRATIONS PROGRAMMÉES PAR L'AVENANT 3 :</b>																			
AXE 6 -Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergie renouvelable	EX015506	Réhabilitation énergétique de l'appartement ancienne Gendarmerie	Commune de Saint-Pierre-de-Chignac	Saint-Pierre-de-Chignac	13 724,31 €	3 234,59 €			2 744,86 €								2 744,86 €	2 744,86 €	20,00%
AXE 9 -Infrastructures et voirie	EX010294	Aménagement de la voirie - création d'un parking Bassillac	Commune de Bassillac et Auberoche	Bassillac et Auberoche	35 809,00 €	28 559,86 €											7 249,14 €	7 249,14 €	20,24%
<b>TOTAUX</b>					<b>49 533,31 €</b>	<b>31 794,45 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 744,86 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>5 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>9 994,00 €</b>	<b>9 994,00 €</b>		
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION APRÈS AVENANT 3 :</b>											<b>Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :</b>					<b>1 614 673,00 €</b>			
											<b>Dotation complémentaire 2021 :</b>					<b>322 934,60 €</b>			
											<b>Nouvelle enveloppe globale 2016 - 2021 :</b>					<b>1 937 607,60 €</b>			
											<b>Rappel du montant réparti lors des premières programmations :</b>					<b>1 927 613,60 €</b>			
											<b>Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 3 :</b>					<b>0,00 €</b>			
											<b>Sous total des opérations programmées par l'avenant 3 :</b>					<b>9 994,00 €</b>			
											<b>Total des opérations programmées :</b>					<b>1 937 607,60 €</b>			
											<b>Nouvelle enveloppe disponible pour le canton après l'avenant 3 :</b>					<b>0,00 €</b>			

(\*) Les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

	Montant proratisé
	Financement du CD24



**TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA PROGRAMMATION**  
**(Contrat initial + avenants)**

**CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX 2016-2021**  
**CANTON ISLE MANOIRE - Enveloppe du contrat 2016-2021 : 1.937.607,60 €**

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24	
							Europe	Etat	* Région	* Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant
AXE 1 - Immobilier d'entreprise, commerce, artisanat	<b>CONTRAT INITIAL</b>																	
	Pas d'opération																	
	<b>AVENANT 1</b>																	
	Pas d'opération																	
	<b>AVENANT 2</b>																	
Pas d'opération																		
<b>AVENANT 3</b>																		
Pas d'opération																		
AXE 2 - Foncier agricole et naturel, opérations environnementales	<b>CONTRAT INITIAL</b>																	
	Pas d'opération																	
	<b>AVENANT 1</b>																	
	Pas d'opération																	
	<b>AVENANT 2</b>																	
Pas d'opération																		
<b>AVENANT 3</b>																		
Pas d'opération																		
AXE 3 - Accès à la santé et aux services publics	<b>CONTRAT INITIAL</b>																	
	Pas d'opération																	
	<b>AVENANT 1</b>																	
	Pas d'opération																	
	<b>AVENANT 2</b>																	
EX010001	Extension d'une maison de santé	Commune de Bassillac-et-Auberoche	Bassillac	264 472,00 €	120 854,00 €			57 500,00 €			20 000,00 €					66 118,00 €	66 118,00 €	25,00%
EX010209	Travaux mise en service Maison France Services	Commune de Boulazac-Isle-Manoire	Boulazac-Isle-Manoire	95 000,00 €	71 250,00 €											23 750,00 €	23 750,00 €	25,00%
<b>AVENANT 3</b>																		
Pas d'opération																		
AXE 4 - Equipements culturels, sportifs et de loisirs	<b>CONTRAT INITIAL</b>																	
	EX005029	Vestiaires salle multi-activités	Commune de Boulazac-Isle-Manoire	Atur	412 000,00 €	282 675,00 €			82 400,00 €	*						46 925,00 €	46 925,00 €	11,39%
	EX005031	Salle des fêtes	Commune de Boulazac-Isle-Manoire	Atur	805 000,00 €	575 315,00 €			138 000,00 €	*						91 685,00 €	91 685,00 €	11,39%
	EX004982	Salle multisports	Commune de Sanilhac	Notre-Dame-de-Sanilhac	529 500,00 €	423 600,00 €										105 900,00 €	105 900,00 €	20,00%
	<b>AVENANT 1</b>																	
	EX007649	Construction de courts de tennis couverts à Bassillac	Commune de Bassillac-et-Auberoche	Bassillac	159 000,00 €	75 000,00 €			25 000,00 €			45 000,00 €				14 000,00 €	14 000,00 €	8,81%
	<b>AVENANT 2</b>																	
	EX006347	Construction d'un Club House sur la commune déléguée de Bassillac	Commune de Bassillac-et-Auberoche	Bassillac	100 000,00 €	60 000,00 €			25 000,00 €							15 000,00 €	15 000,00 €	15,00%
	EX010236	Réfection terrain de tennis et aménagement de l'espace du lavoir	Commune de Saint-Pierre-de-Chignac	Saint-Pierre-de-Chignac	30 000,00 €	15 141,28 €			8 001,72 €							6 857,00 €	6 857,00 €	22,86%
	EX0010197	Construction d'une tribune couverte à l'espace Lucien Dutard	Commune de Boulazac-Isle-Manoire	Boulazac-Isle-Manoire	500 000,00 €	275 000,00 €			125 000,00 €							100 000,00 €	100 000,00 €	20,00%
<b>AVENANT 3</b>																		
Pas d'opération																		
AXE 5 - Equipements enfance et jeunesse	<b>CONTRAT INITIAL</b>																	
	EX004973	Ecole maternelle	Commune de Bassillac-et-Auberoche	Bassillac	407 830,00 €	326 264,00 €										81 566,00 €	81 566,00 €	20,00%
	EX005032	Groupe scolaire Yves Peron (Phase 1)	Commune de Boulazac-Isle-Manoire	Boulazac	3 500 000,00 €	2 550 000,00 €			700 000,00 €					250 000,00 €			250 000,00 €	7,14%
	EX005033	Groupe scolaire ATUR	Commune de Boulazac-Isle-Manoire	Atur	1 000 000,00 €	700 000,00 €			200 000,00 €					100 000,00 €			100 000,00 €	10,00%
	EX004983	Groupes scolaires	Commune de Sanilhac	Notre-Dame-de-Sanilhac	240 000,00 €	144 000,00 €			48 000,00 €	*						48 000,00 €	48 000,00 €	20,00%
	<b>AVENANT 1</b>																	
	EX007648	Extension de l'école maternelle de Bassillac	Commune de Bassillac-et-Auberoche	Bassillac	557 830,00 €	225 873,00 €			192 500,00 €						139 457,00 €		139 457,00 €	25,00%
	EX005368	Extension et rénovation du groupe scolaire Secrestat	Commune de Saint-Pierre-de-Chignac	Saint-Pierre-de-Chignac	500 000,00 €	255 000,00 €	20 000,00 €		100 000,00 €	25 000,00 €						100 000,00 €	100 000,00 €	20,00%
	EX007839	Construction du groupe scolaire Yves Péron à Boulazac - Phase 2	Commune de Boulazac-Isle-Manoire	Boulazac-Isle-Manoire	2 500 000,00 €	1 115 000,00 €			1 050 000,00 €			250 000,00 €	*			250 000,00 €	250 000,00 €	10,00%
	<b>AVENANT 2</b>																	
EX009911	Réhabilitation groupe scolaire des Cébrades	Commune de Sanilhac	Sanilhac	550 000,00 €	120 000,00 €			165 000,00 €							100 000,00 €	100 000,00 €	18,18%	
<b>AVENANT 3</b>																		
Pas d'opération																		

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24		
							Europe	Etat	* Région	* Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	EX005030	Agrandissement et mises aux normes Mairie	Commune de Boulazac-Isle-Manoire	Atur	539 000,00 €	369 810,00 €			107 800,00 €	*				61 390,00 €				61 390,00 €	11,39%
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX004999	Réhabilitation de la salle des fêtes de Notre-Dame-de-Sanilhac	Commune de Sanilhac	Notre-Dame-de-Sanilhac	166 954,00 €	78 281,00 €			55 283,00 €					33 390,00 €				33 390,00 €	20,00%
	EX006400	Réhabilitation salle des fêtes de Marsaneix	Commune de Sanilhac	Marsaneix	156 567,00 €	49 651,00 €			51 675,00 €		23 928,00 €				31 313,00 €			31 313,00 €	20,00%
	<b>AVENANT 2</b>																		
EX009956	Aménagement bâtiment ancienne gendarmerie en logements	Commune de Saint-Pierre-de-Chignac	Saint-Pierre-de-Chignac	53 993,04 €	32 395,84 €			10 798,60 €								10 798,60 €	10 798,60 €	20,00%	
<b>AVENANT 3</b>																			
EX015506	Réhabilitation énergétique de l'appartement ancienne Gendarmerie	Commune de Saint-Pierre-de-Chignac	Saint-Pierre-de-Chignac	13 724,31	3 234,59 €			2 744,86 €		5 000,00 €						2 744,86 €	2 744,86 €	20,00%	
AXE 7 - Eau et Assainissement	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	Pas d'opération																		
	<b>AVENANT 1</b>																		
	Pas d'opération																		
<b>AVENANT 2</b>																			
Pas d'opération																			
<b>AVENANT 3</b>																			
Pas d'opération																			
AXE 8 - Equipements touristiques	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	Pas d'opération																		
	<b>AVENANT 1</b>																		
	Pas d'opération																		
<b>AVENANT 2</b>																			
Pas d'opération																			
<b>AVENANT 3</b>																			
Pas d'opération																			
AXE 9 - Infrastructures et voirie	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	EX004981	Aménagement bourg (2ème tranche)	Commune de Bassillac-et-Auberoche	Eyliac	210 000,00 €	168 000,00 €								42 000,00 €			42 000,00 €	20,00%	
	EX005028	Aménagement bourg	Commune de Boulazac-Isle-Manoire	Atur	150 000,00 €	120 000,00 €							30 000,00 €				30 000,00 €	20,00%	
	00071339	Aménagement bourg les Versannes	Commune de La Douze	La Douze	202 650,00 €	121 590,00 €			40 530,00 €	*				40 530,00 €			40 530,00 €	20,00%	
	00084569	Traverse du bourg	Commune de Saint-Pierre-de-Chignac	Saint-Pierre-de-Chignac	200 000,00 €	110 000,00 €			40 000,00 €	*				50 000,00 €			50 000,00 €	25,00%	
	EX004984	Traverse du bourg (1ère tr. 1ère phase)	Commune de Sanilhac	Notre-Dame-de-Sanilhac	200 000,00 €	110 000,00 €			40 000,00 €	*				50 000,00 €			50 000,00 €	25,00%	
	EX005043	Traverse du bourg (1ère tr. 2ème phase)	Commune de Sanilhac	Notre-Dame-de-Sanilhac	100 000,00 €	55 000,00 €			20 000,00 €	*				25 000,00 €			25 000,00 €	25,00%	
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX006409	Aménagement secteur Paul Toubet	Commune de Sanilhac	Notre-Dame-de-Sanilhac	300 000,00 €	255 000,00 €								45 000,00 €			45 000,00 €	15,00%	
	non déposé	Aménagement plaine	Commune de Saint-Crépin-d'Auberoche	Saint-Crépin-d'Auberoche	50 000,00 €	37 500,00 €									12 500,00 €			12 500,00 €	25,00%
	EX007387	Aménagement du bourg	Commune de Saint-Geyrac	Saint-Geyrac	188 050,00 €	91 635,00 €			56 415,00 €						40 000,00 €			40 000,00 €	21,27%
	<b>AVENANT 2</b>																		
	EX010235	Aménagement des bords du Manoire : création voie et passerelle	Commune de Saint Pierre de Chignac	Saint Pierre de Chignac	48 000,00 €	24 000,00 €			12 000,00 €								12 000,00 €	12 000,00 €	25,00%
	<b>AVENANT 3</b>																		
EX010294	Aménagement de la voirie - création d'un parking Bassillac	Commune de Bassillac et Auberoche	Bassillac et Auberoche	35 809,00 €	28 559,86 €										7 249,14 €	7 249,14 €	20,24%		
					<b>TOTAUX</b>	<b>14 198 549,35 €</b>	<b>8 588 365,57 €</b>	<b>20 000,00 €</b>	<b>3 578 648,18 €</b>	<b>25 000,00 €</b>	<b>298 928,00 €</b>	<b>0 €</b>	<b>682 820,00 €</b>	<b>337 000,00 €</b>	<b>473 270,00 €</b>	<b>100 000,00 €</b>	<b>344 517,60 €</b>	<b>1 937 607,60 €</b>	

Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :	1 614 673,00 €
Dotation complémentaire 2021 :	322 934,60 €
Nouvelle enveloppe globale 2016-2021	1 937 607,60 €
Rappel du montant réparti lors des premières programmations :	1 927 613,60 €
Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 3 :	0,00 €
Sous total des opérations programmées par l'avenant 3 :	9 994,00 €
Total des opérations programmées :	1 937 607,60 €
Nouvelle enveloppe disponible pour le canton après l'avenant 3 :	0,00 €

### BILAN DE LA PROGRAMMATION APRÈS AVENANT 3 :

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

	Montant proratisé
	Financement du CD24

ANNEXE 6

AVENANT 4 AU CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX  
DU CANTON VALLÉE DE L'ISLE

TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE DE  
L'AVENANT 4

## CANTON VALLÉE DE L'ISLE - Avenant 4 au Contrat de Projets Communaux 2016-2021

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24			
							Europe	*	Etat	*	Région	*	Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>OPÉRATIONS ANNULÉES PAR L'AVENANT 4 :</b>																				
		Pas d'opération déprogrammée																		
<b>Sous total des opérations déprogrammées :</b>															<b>0,00 €</b>					
<b>OPÉRATION PROGRAMMÉES PAR L'AVENANT 4</b>																				
AXE 4 - Equipements culturels, sportifs et de loisirs	EX012811	Réalisation d'un city stade	Commune de Saint-Germain-du-Salembre	Saint-Germain-du-Salembre	36 952,00 €	7 390,40 €			2 085,60 €								9 000,00 €	9 000,00 €	24,36%	
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergie renouvelable	EX010764	Installation de deux chaudières	Commune de Bourgnac	Bourgnac	22 425,20 €	16 818,90 €											5 606,30 €	5 606,30 €	25,00%	
<b>TOTAUX :</b>					<b>59 377,20</b>	<b>24 209,30 €</b>			<b>0,00 €</b>	<b>2 085,60 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>18 476,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>14 606,30 €</b>	<b>14 606,30 €</b>	
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION APRÈS AVENANT 4 :</b>															<b>Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :</b>		<b>1 934 074,00 €</b>			
															<b>Dotation complémentaire 2021 :</b>		<b>386 814,80 €</b>			
															<b>Enveloppe globale 2016-2021 :</b>		<b>2 320 888,80 €</b>			
															<b>Rappel du montant réparti lors des premières programmations :</b>		<b>2 306 278,75 €</b>			
															<b>Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 4 :</b>		<b>0,00 €</b>			
															<b>Sous total des opérations programmées par l'avenant 4 :</b>		<b>14 606,30 €</b>			
															<b>Total des opérations programmées :</b>		<b>2 320 885,05 €</b>			
<b>Nouvelle enveloppe disponible pour le canton après l'avenant 4 :</b>		<b>3,75 €</b>																		

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

Montant proratisé  
 Financement du CD24 au titre des CPT

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA PROGRAMMATION**  
**(Contrat initial + avenants)**

**CONTRATS DE PROJETS COMMUNAUX 2016-2021**  
**CANTON DE LA VALLÉE DE L'ISLE - Enveloppe du contrat 2016-2021 : 2.320.888,80 €**

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24			
							Europe	Etat	* Région	* Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux	
AXE 1 - Immobilier d'entreprise, commerce, artisanat	<b>CONTRAT INITIAL</b>																			
	00088312	Rénovation des menuiseries du multiple rural	Commune de Beaupouyet	Beaupouyet	10 000,00 €	7 500,00 €							2 500,00 €					2 500,00 €	25,00%	
	00088313	Réfection du multiple rural	Commune de Saint-Michel-de-Double	Saint-Michel-de-Double	25 584,00 €	19 188,00 €						6 396,00 €						6 396,00 €	25,00%	
	<b>AVENANT 1</b>																			
	Pas d'opération programmée																			
	<b>AVENANT 2</b>																			
	EX006601	Réhabilitation de l'épicerie en bar-restaurant	Commune de Saint-Laurent-des-Hommes	Saint-Laurent-des-Hommes	70 158,87 €	22 092,58 €		20 002,29 €	*	14 032,00 €	*				14 032,00 €			14 032,00 €	20,00%	
	EX008085	Aménagement d'un espace économique, de vie sociale et associative	Commune de Saint-Germain-du-Salembre	Saint-Germain-du-Salembre	435 400,00 €	217 700,00 €				108 850,00 €						108 850,00 €			108 850,00 €	25,00%
	<b>AVENANT 3</b>																			
	Pas d'opération programmée																			
<b>AVENANT 4</b>																				
Pas d'opération programmée																				
AXE 2 - Foncier agricole et naturel, opérations environnementales	<b>CONTRAT INITIAL</b>																			
	Pas d'opération programmée																			
	<b>AVENANT 1</b>																			
	Pas d'opération programmée																			
	<b>AVENANT 2</b>																			
Pas d'opération programmée																				
<b>AVENANT 3</b>																				
Pas d'opération programmée																				
<b>AVENANT 4</b>																				
Pas d'opération programmée																				
AXE 3 - Accès à la santé et aux services publics	<b>CONTRAT INITIAL</b>																			
	Pas d'opération programmée																			
	<b>AVENANT 1</b>																			
	EX005367	Réhabilitation d'un logement en Maison des Services Publics	Commune de Saint-Laurent-des-Hommes	Saint-Laurent-des-Hommes	114 000,00 €	39 300,00 €		46 200,00 €	*					28 500,00 €				28 500,00 €	25,00%	
	<b>AVENANT 2</b>																			
	EX007973	Acquisition d'un immeuble et de terrains en vue de la création d'une maison municipale de santé	Commune de Saint-Méard-de-Mussidan	Saint-Méard-de-Mussidan	130 000,00 €	97 500,00 €									32 500,00 €			32 500,00 €	25,00%	
	<b>AVENANT 3</b>																			
	EX009060	Aménagement d'un centre de santé	Commune de Saint-Méard-de-Mussidan	Saint-Méard-de-Mussidan	473 960,00 €	203 490,00 €										118 490,00 €		118 490,00 €	25,00%	
	EX009712	Transformation d'un logement en cabinet paramédical	Commune de Saint-Méard-de-Mussidan	Saint-Méard-de-Mussidan	71 500,00 €	13 860,00 €										17 875,00 €		17 875,00 €	25,00%	
	<b>AVENANT 4</b>																			
Pas d'opération programmée																				
AXE 4 - Equipements culturels, sportifs et de loisirs	<b>CONTRAT INITIAL</b>																			
	Pas d'opération programmée																			
	<b>AVENANT 1</b>																			
	EX004912	Création aire de jeux et de détente	Commune de Saint-Front-de-Pradoux	Saint-Front-de-Pradoux	115 652,00 €	40 477,60 €	11 000,00 €	23 130,40 €	*			6 000,00 €		28 913,15 €				28 913,15 €	25,00%	
	EX005299	Extension et réhabilitation de l'existant de la salle de sports	Commune de Saint-Méard-de-Mussidan	Saint-Méard-de-Mussidan	376 000,00 €	219 440,00 €		62 560,00 €	*			8 000,00 €		94 000,00 €				94 000,00 €	25,00%	
	EX006428	Réhabilitation d'un terrain multisports/citystade	Commune de Saint-Aquilin	Saint-Aquilin	76 261,50 €	31 892,30 €		20 569,20 €				15 000,00 €				8 800,57 €		8 800,57 €	11,54%	
	<b>AVENANT 2</b>																			
	EX007358	Création d'une salle des associations rénovation du gymnase	Commune de Saint-Front-de-Pradoux	Saint-Front-de-Pradoux	404 500,00 €	303 375,00 €									101 125,00 €			101 125,00 €	25,00%	
	EX007687	Réhabilitation du dojo municipal	Commune de Neuvic	Neuvic	52 969,00 €	39 726,75 €								13 242,25 €				13 242,25 €	25,00%	
	EX007688	Réfection de deux courts de tennis extérieurs	Commune de Neuvic	Neuvic	55 614,00 €	29 030,51 €		12 679,99 €						13 903,50 €				13 903,50 €	25,00%	
	EX007807	Rénovation et agrandissement des vestiaires du stade de football	Commune de Douzillac	Douzillac	24 036,00 €	18 027,00 €								6 009,00 €				6 009,00 €	25,00%	
	EX008034	Rénovation du stade des Mauries Tranche 1	Commune de Mussidan	Mussidan	97 390,00 €	73 042,50 €									24 347,50 €			24 347,50 €	25,00%	
	<b>AVENANT 3</b>																			
	EX010184	Rénovation énergétique de la salle des fêtes et construction d'une halle	Commune de Chantérac	Chantérac	538 900,00 €	134 725,00 €						134 725,00 €					134 725,00 €	134 725,00 €	25,00%	
	EX009176	Acquisition bâtiment pour création maisons des associations	Commune de Sourzac	Sourzac	85 000,00 €	64 000,00 €										21 000,00 €		21 000,00 €	24,71%	
	EX009153	Rénovation du stade de Mussidan - Tranche 2 : travaux tennis + vestiaires foot/rugby	Commune de Mussidan	Mussidan	35 660,40 €	21 745,30 €									8 915,10 €			8 915,10 €	25,00%	
	EX010487	Création d'une piste d'athlétisme	Commune de Neuvic	Neuvic	84 346,00 €	42 175,00 €		21 085,00 €							21 086,00 €			21 086,00 €	25,00%	
	EX010489	Création d'un skatepark	Commune de Neuvic	Neuvic	111 409,00 €	42 757,00 €		40 800,00 €							27 852,00 €			27 852,00 €	25,00%	
	EX010418	Travaux Eclige tranche 2	Commune de Saint-Etienne de Puycorbier	Saint-Etienne de Puycorbier	38 122,92 €	28 592,19 €									9 530,73 €			9 530,73 €	25,00%	
	EX006428	Parcours de santé	Commune de Saint-Aquilin	Saint-Aquilin	61 352,00 €	0,00 €						16 632,63 €				14 187,00 €		14 187,00 €	23,12%	
EX008142	Création d'une aire de jeux	Commune de Saint-Laurent des Hommes	Saint-Laurent des Hommes	81 667,00 €	24 500,20 €		24 500,00 €								20 416,75 €		20 416,75 €	25,00%		
<b>AVENANT 4</b>																				
EX012811	Réalisation d'un city stade	Commune de Saint-Germain-du-Salembre	Saint-Germain-du-Salembre	36 952,00 €	7 390,40 €		2 085,60 €			18 476,00 €					9 000,00 €		9 000,00 €	24,36%		

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto- financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24		
							Europe	Etat	* Région	* Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux
AXE 5 - Equipements enfance et jeunesse	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	00088314	Création d'une aire de jeux pour enfants et goudronnage du terrain de basket et du parking	Commune de Bourgnac	Bourgnac	23 532,00 €	17 649,00 €							5 883,00 €					5 883,00 €	25,00%
	00088316	Restructuration du groupe scolaire François Collas	Commune de Mussidan	Mussidan	1 800 000,00 €	813 874,00 €		458 654,00 €			442 472,00 € 5 000,00 €	80 000,00 €						80 000,00 €	4,44%
	00088317	Isolation et chauffage de l'école primaire	Commune de Saint-Front-de-Pradoux	Saint-Front-de-Pradoux	34 273,00 €	25 705,00 €						8 568,00 €						8 568,00 €	25,00%
	00072259	Construction d'une école maternelle à 2 classes	Commune de Saint-Laurent-des-Hommes	Saint-Laurent-des-Hommes	800 000,00 €	478 822,00 €		161 178,00 €	*			160 000,00 €						160 000,00 €	20,00%
	<b>AVENANT 1</b>																		
	Pas d'opération programmée																		
	<b>AVENANT 2</b>																		
	Pas d'opération programmée																		
	<b>AVENANT 3</b>																		
Pas d'opération programmée																			
<b>AVENANT 4</b>																			
Pas d'opération programmée																			
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	00088321	Réfection de la toiture de l'atelier municipal et du clocher de l'église	Commune de Beauronne	Beauronne	23 338,00 €	17 504,00 €							5 834,00 €					5 834,00 €	25,00%
	00082744	Restauration de l'église St Pierre	Commune de Chantérac	Chantérac	161 814,00 €	35 317,00 €		64 725,00 €	*	24 272,00 €	*		37 500,00 €					37 500,00 €	23,17%
	00088322	Réfection de l'église	Commune de Les Lèches	Les Lèches	37 882,00 €	28 412,00 €						9 470,00 €						9 470,00 €	25,00%
	00088323	Rénovation de la maison des instituteurs	Commune de Les Lèches	Les Lèches	42 519,00 €	31 889,00 €						10 630,00 €						10 630,00 €	25,00%
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX005057	Mise aux normes de la salle des fêtes	Commune de Douzillac	Douzillac	57 119,00 €	17 019,25 €		17 820,00 €	*	8 000,00 €	*		14 279,75 €					14 279,75 €	25,00%
	EX004903	Réhabilitation d'une salle annexe au Prieuré	Commune de Sourzac	Sourzac	39 228,00 €	13 730,00 €		15 691,00 €					9 807,00 €					9 807,00 €	25,00%
	EX005422	Rénovation de la Villa Mauresque	Commune de Mussidan	Mussidan	641 090,00 €	269 496,00 €	25 000,00 €	332 500,00 €							14 103,98 €			14 103,98 €	2,20%
	EX005222	Mise aux normes PMR de la salle des fêtes	Commune de Saint-Michel-de-Double	Saint-Michel-de-Double	32 310,00 €	24 232,50 €							8 077,50 €					8 077,50 €	25,00%
	<b>AVENANT 2</b>																		
	EX007310	Réfection toiture salle de réunion du CM, salle polyvalente, création d'une terrasse attenante	Commune de Saint-Martin-l'Astier	Saint-Martin-l'Astier	147 420,83 €	75 951,83 €		34 614,00 €	*						36 855,00 €			36 855,00 €	25,00%
	EX007385	Réhabilitation de la salle du foyer rural Tranche 1 : cuisine et cuisseries	Commune de Saint-Louis-en-Isle	Saint-Louis-en-Isle	41 641,30 €	20 820,65 €		10 410,33 €	*						10 410,32 €			10 410,32 €	25,00%
	EX007409	Rénovation de la Mairie	Commune de Saint-Michel-de-Double	Saint-Michel-de-Double	120 612,00 €	61 893,00 €		28 566,00 €	*						30 153,00 €			30 153,00 €	25,00%
	EX007983	Restauration de l'église Tranche 1	Commune de Beaupouyet	Beaupouyet	110 000,00 €	82 500,00 €									27 500,00 €			27 500,00 €	25,00%
	EX008024	Rénovation de la salle des fêtes	Commune de Saint-Étienne-de-Puycorbier	Saint-Étienne-de-Puycorbier	20 921,24 €	15 690,93 €									5 230,31 €			5 230,31 €	25,00%
	EX008028	Réfection de l'église	Commune de Saint-Étienne-de-Puycorbier	Saint-Étienne-de-Puycorbier	30 180,61 €	22 635,46 €									7 545,15 €			7 545,15 €	25,00%
	EX008033	Rénovation de la Mairie	Commune de Douzillac	Douzillac	54 410,16 €	40 807,62 €									13 602,54 €			13 602,54 €	25,00%
	EX008084	Aménagement des abords de la Mairie, incluant la place principale de la commune avec les réseaux	Commune de Vallereuil	Vallereuil	138 566,64 €	103 924,98 €									34 641,66 €			34 641,66 €	25,00%
	<b>AVENANT 3</b>																		
EX009884	Extension du cimetière - tranche 2	Commune de Beauronne	Beauronne	65 664,00 €	13 133,00 €		20 915,00 € 15 200,00 €									16 416,00 €	16 416,00 €	25,00%	
EX008982	Ateliers municipaux - aménagement et restructuration des locaux : création de vestiaires et sanitaires	Commune de Chantérac	Chantérac	75 997,50 €	40 883,82 €		16 120,00 €									18 993,68 €	18 993,68 €	25,00%	
EX010219	Restauration d'une maison locative	Commune de Saint-Michel-de-Double	Saint-Michel-de-Double	117 300,00 € 90 000,00 €	40 500,00 €		27 000,00 €									22 500,00 €	22 500,00 €	25,00%	
EX009427	Réhabilitation de la salle du foyer rural (2ième tranche : isolation peinture - chauffage)	Commune de Saint-Louis-en-Isle	Saint-Louis-en-Isle	49 469,14 €	17 314,20 €		19 787,65 €									12 367,29 €	12 367,29 €	25,00%	
EX009819	Rénovation énergétique de la salle des loisirs	Commune de Sourzac	Sourzac	40 892,00 €	8 178,40 €		16 356,80 € 6 133,80 €									10 223,00 €	10 223,00 €	25,00%	
<b>AVENANT 4</b>																			
EX010764	Installation de deux chaudières	Commune de Bourgnac	Bourgnac	22 425,20 €	22 425,20 €											5 606,30 €	5 606,30 €	25,00%	
AXE 7 - Eau et Assainissement	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	Pas d'opération programmée																		
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX005174	Assainissement collectif - 2e tranche	Commune de Chantérac	Chantérac	870 000,00 €	433 291,00 €		295 809,00 €					140 940,00 €					140 940,00 €	16,20%
	<b>AVENANT 2</b>																		
Aucune opération																			
<b>AVENANT 3</b>																			
EX009782	Création d'une station dépollution	Commune de Sourzac	Sourzac	278 013,00 €	65 001,70 €		100 000,00 €			85 210,00 €						27 801,30 €	27 801,30 €	10,00%	
<b>AVENANT 4</b>																			
Pas d'opération programmée																			
AXE 8 - Equipements touristiques	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	Pas d'opération programmée																		
	<b>AVENANT 1</b>																		
	Pas d'opération programmée																		
	<b>AVENANT 2</b>																		
Pas d'opération programmée																			
<b>AVENANT 3</b>																			
EX009839	Aménagement sanitaires camping	Commune de Sourzac	Sourzac	33 385,00 €	11 684,75 €		13 354,00 €									8 346,25 €	8 346,25 €	25,00%	
<b>AVENANT 4</b>																			
Pas d'opération programmée																			



AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)				Programmation investissement						Financement CD24		
							Europe	Etat	* Région	* Autres	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux	
<b>CONTRAT INITIAL</b>																			
	00080275	Aménagement du bourg	Commune de Saint-Aquilin	Saint-Aquilin	209 954,00 €	83 981,00 €			41 991,00 €	*			41 991,00 €	*	41 991,00 €			41 991,00 €	20,00%
	00088324	Aménagement de la place de l'église	Commune de Saint-Germain-du-Salembre	Saint-Germain-du-Salembre	207 896,00 €	114 343,00 €			41 579,00 €				8 000,00 €		51 974,00 €			51 974,00 €	25,00%
	00078082	Aménagement du bourg	Commune de Saint-Martin-l'Astier	Saint-Martin-l'Astier	184 073,00 €	80 205,00 €			55 222,00 €	*			11 832,00 €	*	36 814,00 €			36 814,00 €	20,00%
<b>AVENANT 1</b>																			
	EX005359	Accessibilité aux établissements publics - 2e phase	Commune de Saint-Louis-en-l'Isle	Saint-Louis-en-l'Isle	33 841,54 €	6 767,93 €			13 537,00 €	*			10 152,46 €		3 384,15 €			3 384,15 €	10,00%
	EX005420	Requalification de la place de la République	Commune de Mussidan	Mussidan	1 111 930,80 € Plafond : 300 000,00 €	306 938,00 €	25 000,00 €		400 000,00 €	*			74 000,00 €			90 000,00 €		90 000,00 €	30,00%
	EX006265	Aménagement du bourg	Commune de Saint-Médard-de-Mussidan	Saint-Médard-de-Mussidan	596 684,00 € Plafond : 300 000,00 €	243 010,60 €	25 000,00 €		149 171,00 €				59 668,40 €			90 000,00 €		90 000,00 €	30,00%
<b>AVENANT 2</b>																			
	EX005622	Aménagement du bourg	Commune de Sourzac	Sourzac	265 100,00 €	119 325,00 €			79 500,00 €							66 275,00 €		66 275,00 €	25,00%
	EX007348	Traverse du bourg	Commune de Sourzac	Sourzac	181 900,00 €	136 425,00 €										45 475,00 €		45 475,00 €	25,00%
	EX007860	Plan Mobilité	Commune de Mussidan	Mussidan	101 686,63 €	65 264,97 €					11 000,00 €	*				25 421,66 €		25 421,66 €	25,00%
	EX007901	Travaux routiers	Commune de Bourgnac	Bourgnac	68 644,62 €	51 484,62 €										17 160,00 €		17 160,00 €	25,00%
	EX007903	Travaux de voirie 2019	Commune de Saint-Martin-l'Astier	Saint-Martin-l'Astier	22 250,00 €	16 687,50 €										5 562,50 €		5 562,50 €	25,00%
	EX007972	Traverse d'agglomération - Avenue de Planèze RD39	Commune de Neuvic	Neuvic	105 900,00 €	50 514,66 €	3 842,07 €		25 068,27 €							26 475,00 €		26 475,00 €	25,00%
	EX007665	Aménagement du bourg - Place de Chapdal	Commune de Neuvic	Neuvic	265 000,00 €	118 898,81 €	17 121,34 €		62 729,85 €							66 250,00 €		66 250,00 €	25,00%
	EX007996	Réfection de voiries	Commune de Les Lèches	Les Lèches	23 475,90 €	17 607,67 €										5 868,23 €		5 868,23 €	25,00%
	EX008062	Réalisation d'un parking	Commune de Saint-Germain-du-Salembre	Saint-Germain-du-Salembre	35 713,00 €	26 784,75 €										8 928,25 €		8 928,25 €	25,00%
	EX008066	Aménagement d'un parking à la salle des fêtes	Commune de Beauronne	Beauronne	14 960,00 €	5 236,00 €			5 984,00 €							3 740,00 €		3 740,00 €	25,00%
<b>AVENANT 3</b>																			
	EX010474	Réfection voirie de Martory et enrochement de la fontaine de la Fouillouze	Commune de Les Lèches	Les Lèches	41 665,00 €	31 248,75 €											10 416,25 €	10 416,25 €	25,00%
	EX005498	Traverse tranche 1	Commune de Saint-Laurent des Hommes	Saint-Laurent-des-Hommes	209 858,00 € Assiette 200 000,00 €	83 274,00 €			66 726,00 €								50 000,00 €	50 000,00 €	25,00%
	EX10391	Travaux de voirie 2021 -2022	Commune de Saint-Martin-L'Astier	Saint-Martin-L'Astier	32 836,00 €	24 627,00 €											8 209,00 €	8 209,00 €	25,00%
<b>AVENANT 4</b>																			
	Pas d'opération programmée																		
					<b>TOTAUX</b>	13 138 585,30 €	6 137 309,58 €	106 963,41 €	3 582 056,41 €	166 154,00 €	776 932,86 €	391 369,00 €	119 190,90 €	274 901,65 €	487 441,90 €	454 024,95 €	593 956,65 €	2 320 885,05 €	

## BILAN DE LA PROGRAMMATION APRÈS AVENANT 4 :

Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :	1 934 074,00 €
Dotation complémentaire 2021 :	386 814,80 €
Enveloppe globale 2016-2021 :	2 320 888,80 €
Rappel du montant réparti lors des premières programmations :	2 306 278,75 €
Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 4 :	0,00 €
Sous total des opérations programmées par l'avenant 4 :	14 606,30 €
Total des opérations programmées :	2 320 885,05 €
Nouvelle enveloppe disponible pour le canton après l'avenant 4 :	3,75 €

(\*) Les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

	Montant proratisé
	Financement du CD24 au titre des CPT

## ANNEXE 7

### AVENANT 4 AU CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX DU CANTON DU PÉRIGORD CENTRAL

### TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE DE L'AVENANT 4

## CANTON DU PÉRIGORD CENTRAL - Avenant 4 au Contrat de Projets Communaux 2016-2021

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24			
							Europe	*	Etat	*	Région	*	Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>OPÉRATIONS ANNULÉES PAR L'AVENANT 4 :</b>																				
AXE 3 - Accès à la santé et aux services publics	EX009132	Réaménagement du bâtiment de la Mairie - salle polyvalente avec création d'une bibliothèque/ludothèque - Tranche 1 : gros œuvre, VRD, assainissement	Commune d'Eglise-Neuve-de-Vergt	Eglise-Neuve-de-Vergt	75 000,00 €	22 500,00 €											15 000,00 €	15 000,00 €	20,00%	
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	EX006092	Réhabilitation d'un logement au lieu-dit La tenancie	Commune d'Eglise-Neuve-de-Vergt	Eglise-Neuve-de-Vergt	127 000,00 € Assiette : 100 000,00 €	30 800,00 €												20 000,00 €	20 000,00 €	20,00%
																<b>Sous total des opérations déprogrammées</b>		<b>35 000,00 €</b>		
<b>OPÉRATIONS PROGRAMMÉES PAR L'AVENANT 4 :</b>																				
AXE 3 - Accès à la santé et aux services publics	EX009132	Réaménagement du bâtiment de la Mairie - salle polyvalente avec création d'une bibliothèque/ludothèque - Tranche financière 1	Commune d'Eglise-Neuve-de-Vergt	Eglise-Neuve-de-Vergt	553 268,47 €	518 268,47 €												35 000,00 €	35 000,00 €	6,33%
<b>Totaux :</b>					<b>553 268,47 €</b>	<b>518 268,47 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>35 000,00 €</b>	<b>35 000,00 €</b>		
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION APRÈS AVENANT 4 :</b>												<b>Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :</b>					<b>2 423 871,00 €</b>			
												<b>Dotation complémentaire 2021 :</b>					<b>484 774,20 €</b>			
												<b>Dotation globale 2016-2021 :</b>					<b>2 908 645,20 €</b>			
												<b>Rappel du montant réparti lors des premières programmations :</b>					<b>2 908 645,20 €</b>			
												<b>Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 4 :</b>					<b>35 000,00 €</b>			
												<b>Sous total des opérations programmées par l'avenant 4 :</b>					<b>35 000,00 €</b>			
<b>Total des opérations programmées (CPC initial et avenants) :</b>					<b>2 908 645,20 €</b>															
<b>Nouvelle enveloppe disponible pour le canton après l'avenant 4 :</b>					<b>0,00 €</b>															

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

	Montant proratisé
	Financement du CD24

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA PROGRAMMATION**  
**(Contrat initial + avenants)**



AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)				Programmation investissement						Financement CD24		
							Europe		Etat	Région	Autres	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux
AXE 5 - Equipements enfance et jeunesse	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	0008881	Construction d'un accueil périscolaire polyvalent	Commune d'Église-Neuve-de-Vergt	Église-Neuve-de-Vergt	172 218,00 €	72 275,00 €			37 500,00 €	*		28 000,00 €	*	34 443,00 €				34 443,00 €	20,00%
	0008883	Création d'une nouvelle classe et construction d'un restaurant scolaire	Commune de Grun-Bordas	Grun-Bordas	271 700,00 €	135 850,00 €			67 925,00 €					67 925,00 €				67 925,00 €	25,00%
	00088949	Construction du restaurant scolaire de Sainte-Alvère - tranche 2	Commune de Val-de-Louyre-et-Caudeau	Sainte-Alvère	62 167,00 €	43 516,90 €								18 650,10 €				18 650,10 €	30,00%
	00088950	Rénovation des écoles de Cendrieux et Saint-Laurent-des-Bâtons	Commune de Val-de-Louyre-et-Caudeau	Cendrieux et Saint-Laurent-des-Bâtons	117 123,00 €	58 561,00 €			29 281,00 €					29 281,00 €				29 281,00 €	25,00%
	00088952	Réhabilitation de l'ancien logement de fonction dans l'école primaire en local RASED et médecine scolaire	Commune de Vergt	Vergt	54 502,00 €	40 877,00 €								13 625,00 €				13 625,00 €	25,00%
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX006231	Aménagement des abords de l'école	Commune de Grun-Bordas	Grun-Bordas	83 400,00 €	33 360,00 €			20 850,00 €	*		7 510,00 €					16 680,00 €	16 680,00 €	20,00%
	EX006292	Achat d'une maison pour création d'une Maison des Assistantes Maternelles	Commune de Saint-Amand-de-Vergt	Saint-Amand-de-Vergt	176 000,00 €	140 800,00 €								35 200,00 €				35 200,00 €	20,00%
	EX006323	Création d'une aire de jeux et de convivialité pour les enfants	Commune de Fouleix	Fouleix	60 000,00 €	12 000,00 €		12 000,00 €	12 000,00 €							12 000,00 €		12 000,00 €	20,00%
	<b>AVENANT 2</b>																		
	EX006941	Construction d'une maison d'assistantes maternelles	Commune d'Église-Neuve-de-Vergt	Église-Neuve-de-Vergt	216 250,00 €	117 255,00 €			86 500,00 €								43 250,00 €	43 250,00 €	20,00%
	EX007318	Aménagement d'un espace de vie sociale	Commune de Villablard	Villablard	120 000,00 €	33 120,00 €			48 000,00 €								24 000,00 €	24 000,00 €	20,00%
	EX007885	Maison des Assistantes Maternelles (MAM)	Commune d'Eyraud-Crepse-Maurens	Maurens	256 275,00 €	105 775,00 €			86 000,00 €								53 750,00 €	53 750,00 €	20,97%
	<b>AVENANT 3</b>																		
	EX009022	Rénovation énergétique de l'école maternelle	Commune de Vergt	Vergt	54 658,82 €	25 913,06 €			17 814,00 €								10 931,76 €	10 931,76 €	20,00%
	EX008379	Aménagement des abords de l'école maternelle	Commune de Villablard	Villablard	101 100,00 €	50 550,00 €			30 330,00 €							20 220,00 €		20 220,00 €	20,00%
	<b>AVENANT 4</b>																		
	pas d'opération programmée																		
	AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	<b>CONTRAT INITIAL</b>																	
		0008885	Création d'un lieu de stockage pour le matériel communal et associatif	Commune de Bourrou	Bourrou	47 301,00 €	23 651,00 €			14 190,00 €					9 460,00 €				9 460,00 €
EX004593		Construction d'un hangar communal	Commune de Clermont-de-Beauregard	Clermont-de-Beauregard	101 600,00 €	41 030,00 €			40 250,00 €					20 320,00 €				20 320,00 €	20,00%
00088954		Construction d'un hangar communal	Commune de Creyssensac-et-Pissot	Creyssensac-et-Pissot	53 400,00 €	32 040,00 €			10 680,00 €					10 680,00 €				10 680,00 €	20,00%
00088957		Réhabilitation d'un immeuble en 3 logements locatifs	Commune d'Église-Neuve-de-Vergt	Église-Neuve-de-Vergt	293 800,00 €	160 875,00 €			73 450,00 €	*				59 475,00 €				59 475,00 €	20,24%
EX004698		Réhabilitation du hangar communal	Commune d'Issac	Issac	26 499,00 €	13 249,30 €			7 949,70 €	*				5 300,00 €				5 300,00 €	20,00%
00081471		Restauration intérieure de l'église Saint-Martin	Commune de Limeuil	Limeuil	133 768,00 €	41 038,00 €			43 119,00 €	*	16 169,00 €	*		33 442,00 €				33 442,00 €	25,00%
EX004596		Reconstruction de l'atelier communal	Commune de Montagnac-la-Crepse	Montagnac-la-Crepse	113 250,00 €	50 692,50 €			39 637,50 €					22 650,00 €				22 650,00 €	20,00%
EX004228		Rénovation de l'église Saint-Martial - tranche 4	Commune de Paunat	Paunat	120 000,00 €	54 000,00 €			30 000,00 €	*	18 000,00 €	*		18 000,00 €				18 000,00 €	15,00%
00088958		Rénovation de l'église - tranche 2	Commune de Saint-Martin-des-Combes	Saint-Martin-des-Combes	45 000,00 €	18 000,00 €			15 750,00 €	*				11 250,00 €				11 250,00 €	25,00%
00088959		Restauration et ravalement des façades de l'église	Commune de Saint-Maime-de-Péreyrol	Saint-Maime-de-Péreyrol	122 311,00 €	48 925,00 €			42 809,00 €					30 577,00 €				30 577,00 €	25,00%
00079579		Restauration de l'église Saint-Hilaire	Commune de Trémolat	Trémolat	124 346,00 €	37 290,00 €			18 652,00 €	*	37 304,00 €	*		31 100,00 €				31 100,00 €	25,00%
00082979		Restauration de l'église Saint-Pierre Es-Liens - phase 2 - tranche 4	Commune de Val-de-Louyre-et-Caudeau	Sainte-Alvère	143 413,00 €	57 419,00 €			28 682,00 €	*	21 512,00 €	*		35 800,00 €				35 800,00 €	24,96%
<b>AVENANT 1</b>																			
EX005317		Construction de deux logements sociaux conventionnés APL	Commune de Salon	Salon	331 335,02 € assiette : 179 600,00 €	162 958,02 €			75 477,00 €	*		48 000,00 €				44 900,00 €		44 900,00 €	25,00%
EX006450		Travaux à l'école : Réfection des enrobés de la cour et travaux eaux pluviales	Commune de Limeuil	Limeuil	18 105,00 €	9 053,00 €			4 526,00 €	*				4 526,00 €				4 526,00 €	25,00%
EX006325		Réhabilitation salle des fêtes et accessibilité PMR	Commune de Belemmas	Belemmas	108 750,00 €	42 346,90 €			39 215,60 €	*				27 187,50 €				27 187,50 €	25,00%
EX005054		Aménagement de la salle des fêtes	Commune de Saint-Julien-de-Crepse	Saint-Julien-de-Crepse	34 698,00 €	26 023,50 €								8 674,50 €				8 674,50 €	25,00%
EX005177		Construction d'un logement communal conventionné	Commune de Creyssensac-et-Pissot	Creyssensac-et-Pissot	156 000,00 € assiette : 115 400,00 €	127 150,00 €			38 450,00 €	*				28 850,00 €				28 850,00 €	25,00%
EX005343		Réhabilitation du logement indépendant du commerce	Commune de Maurens	Maurens	105 580,00 € assiette : 93 000,00 €	60 647,00 €			21 683,00 €	*				23 250,00 €				23 250,00 €	25,00%
EX005683		Réhabilitation de deux logements	Commune de Campsegret	Campsegret	293 964,00 € assiette : 180 370,00 €	177 552,00 €			71 320,00 €	*				45 092,00 €				45 092,00 €	25,00%
EX006054		Restauration de l'église - tranche 1	Commune de Saint-Jean-d'Eyraud	Saint-Jean-d'Eyraud	199 328,50 €	99 664,24 €			49 832,13 €					49 832,13 €				49 832,13 €	25,00%
EX006071		Église de Sainte-Alvère : 3e phase - tranche 1	Commune de Val-de-Louyre-et-Caudeau	Sainte-Alvère	159 779,55 €	50 378,76 €			31 955,91 €		39 944,88 €			37 500,00 €				37 500,00 €	23,47%
EX006077		Réhabilitation de l'ancienne école en logements communaux	Commune de Saint-Michel-de-Villadeix	Saint-Michel-de-Villadeix	309 000,00 €	73 673,00 €			105 385,00 € 52 692,00 €					77 250,00 €				77 250,00 €	25,00%
EX006138		Conventionnement et rénovation d'un logement à Cendrieux	Commune de Val-de-Louyre-et-Caudeau	Cendrieux	53 600,00 €	26 800,00 €			13 400,00 €	*				13 400,00 €				13 400,00 €	25,00%
EX006143		Aménagement paysager des abords de l'église et de la salle des fêtes + mise aux normes PMR et construction d'un auvent sur le bâtiment de la salle des fêtes	Commune de Saint-Jean-d'Estissac	Saint-Jean-d'Estissac	100 910,00 €	32 887,50 €			42 795,00 €					25 227,50 €				25 227,50 €	25,00%
EX006144		Création d'une bibliothèque-ludothèque-Mairie annexe dans l'ancien foyer rural	Commune de Val-de-Louyre-et-Caudeau	Cendrieux	214 065,48 €	107 953,48 €			57 879,00 €	*				48 233,00 €				48 233,00 €	22,53%
EX006193		Création d'un logement dans le bâtiment de l'ancienne école	Commune d'Église-Neuve-d'Issac	Église-Neuve-d'Issac	77 220,00 € assiette : 34 500,00 €	51 045,00 €			17 550,00 €	*				8 625,00 €				8 625,00 €	25,00%
EX006291		Réhabilitation thermique des logements du presbytère	Commune de Saint-Amand-de-Vergt	Saint-Amand-de-Vergt	243 466,00 € assiette : 212 192,00 €	79 741,00 €			67 075,00 € 19 712,00 €	* *		34 500,00 €		42 438,00 €				42 438,00 €	20,00%
EX006401		Réhabilitation de la salle des fêtes de Breuilh	Commune de Sanilhac	Breuilh	104 000,00 €	42 890,00 €			35 110,00 €					26 000,00 €				26 000,00 €	25,00%
EX006470		Rénovation de la halle	Commune de Saint-Georges-de-Montclard	Saint-Georges-de-Montclard	48 200,00 €	36 150,00 €								12 050,00 €				12 050,00 €	25,00%

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24		
							Europe	Etat	* Région	* Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	<b>AVENANT 2</b>																		
	EX006357	Mise en sécurité structurelle et mise aux normes d'accessibilité de la salle des fêtes et abords	Commune de Lacropte	Lacropte	255 859,00 €	134 287,80 €			57 607,20 €	*						51 171,80 €		51 171,80 €	20,00%
	EX006547	Eglise Saint-Pierre-Es-Liens-Sainte-Alvère 3ème phase, 2ème tranche	Commune de Val de Louyre et Caudeau	Sainte-Alvère	115 088,37 €	8 316,37 €			45 500,00 €	*	32 500,00 €					28 772,00 €		28 772,00 €	25,00%
	EX006914	Site sportif : rénovation énergétique du dojo et des courts de tennis (éclairage LED)	Commune de Vergt	Vergt	67 309,62 €	34 198,29 €			4 000,00 €	*						13 461,92 €		13 461,92 €	20,00%
	EX007309	Aménagement intérieur du hangar communal	Commune d'Issac	Issac	41 203,00 €	32 962,40 €			15 649,91 €	*						8 240,60 €		8 240,60 €	20,00%
	EX007344	Réfection toiture du bâtiment "Château"	Commune de Limeuil	Limeuil	77 986,70 €	33 622,10 €			27 867,93 €	*						19 496,67 €		19 496,67 €	25,00%
	EX007887	Réfection du logement de l'ancienne école de Saint Jean d'Eyraud	Commune d'Eyraud-Crepse-Maurens	Saint-Jean-d'Eyraud	179 900,00 €	82 800,00 €			36 750,00 €	*	34 850,00 €					25 500,00 €		25 500,00 €	14,17%
	EX007921	Conventionnement et rénovation de deux logements à Cendrieux	Commune de Val de Louyre et Caudeau	Cendrieux	208 800,00 € Assiette : 159 000,00 €	116 850,00 €			52 200,00 €							39 750,00 €		39 750,00 €	25,00%
	EX008048	Construction d'une halle polyvalente	Commune d'Eyraud-Crepse-Maurens	Maurens	120 000,00 €	54 000,00 €			36 000,00 €							30 000,00 €		30 000,00 €	25,00%
	<b>AVENANT 3</b>																		
	EX009305	Réhabilitation du presbytère en logements	Commune de Campsegret	Campsegret	Coût total : 551 100,00 € Assiette logements : 195 000,00 € Assiette communs : 145 573,00 €	152 325,40 €			165 330,00 € 27 555,00 €		137 775,00 €						39 000,00 €	39 000,00 €	20,00%
																sous-total logements de Campsegret :		68 114,60 €	
	EX008565	Rénovation d'un logement communal	Commune de Vergt	Vergt	53 700,00 € Assiette : 38 900,00 €	19 070,00 €			16 110,00 €		10 740,00 €						7 780,00 €	7 780,00 €	20,00%
	EX006092	Réhabilitation d'un logement au lieu-dit La tenancie	Commune d'Eglise-Neuve-de-Vergt	Église-Neuve-de-Vergt	127 000,00 € Assiette : 100 000,00 €	30 800,00 €			38 100,00 €		38 100						20 000,00 €	20 000,00 €	20,00%
EX008643	Aménagement du cimetière et d'une zone de stationnement avec mise aux normes accessibilité et sécurisation	Commune de Lacropte	Lacropte	118 800,00 €	70 290,00 €			33 000,00 €							15 510,00 €		15 510,00 €	20,00%	
EX009206	Création chaufferie bois	Commune de Montagnac la Crempse	Montagnac la Crempse	64 721,76 €	51 777,41 €										12 944,35 €		12 944,35 €	20,00%	
EX009250	Démolition et remplacement d'une partie du mur de cimetière	Commune de Vergt	Vergt	41 252,92 €	33 002,34 €										8 250,58 €		8 250,58 €	20,00%	
<b>AVENANT 4</b>																			
pas d'opération programmée																			
AXE 7 - Eau et Assainissement	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	pas d'opération programmée																		
	<b>AVENANT 1</b>																		
	pas d'opération programmée																		
	<b>AVENANT 2</b>																		
	pas d'opération programmée																		
<b>AVENANT 3</b>																			
pas d'opération programmée																			
<b>AVENANT 4</b>																			
pas d'opération programmée																			
AXE 8 - Equipements touristiques	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	pas d'opération programmée																		
	<b>AVENANT 1</b>																		
	pas d'opération programmée																		
	<b>AVENANT 2</b>																		
	pas d'opération programmée																		
<b>AVENANT 3</b>																			
pas d'opération programmée																			
<b>AVENANT 4</b>																			
pas d'opération programmée																			
AXE 9 - Infrastructures et voirie	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	00088960	Aménagement du bourg de Grun	Commune de Grun-Bordas	Grun-Bordas	34 956,00 €	19 315,90 €			8 649,10 €	*				6 991,00 €			6 991,00 €	20,00%	
	00065297	Aménagement de ruelles et places	Commune de Val-de-Louyre-et-Caudeau	Sainte-Alvère	131 000,00 €	78 600,00 €					26 200,00 €	*	26 200,00 €					26 200,00 €	20,00%
	00084088	Aménagement de ruelles et places - tranche 2	Commune de Val-de-Louyre-et-Caudeau	Sainte-Alvère	122 145,00 €	77 054,00 €					20 662,00 €	*		24 429,00 €				24 429,00 €	20,00%
	00072575	Aménagement du bourg - tranche 1 - places Marty et Jaurès	Commune de Vergt	Vergt	209 470,00 €	125 682,00 €					41 894,00 €	*	41 894,00 €					41 894,00 €	20,00%
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX005089	Réhabilitation du pont de la Caboussie	Commune de Maurens	Maurens	33 818,51 € 333 831,44 €	25 363,88 €								8 454,63 €				8 454,63 €	25,00%
	EX006039	Aménagement du centre-bourg de Trémolat	Commune de Trémolat	Trémolat	assiettes : RD30E : RD30+RD31 :	186 487,06 €			76 920,38 €	*						70 424,00 €		70 424,00 €	21,10%
	EX006131	Réhabilitation de la place du marché aux truffes à Sainte-Alvère	Commune de Val-de-Louyre-et-Caudeau	Sainte-Alvère	299 800,00 €	164 850,00 €			74 950,00 €	*				60 000,00 €				60 000,00 €	20,01%
	<b>AVENANT 2</b>																		
	EX006550	Requalification urbaine paysagère du bourg de Cendrieux : Tranche I	Commune de Val de Louyre et Caudeau	Cendrieux	186 960,00 €	59 568,00 €			90 000,00 €							37 392,00 €		37 392,00 €	20,00%
	EX007066	Aménagement de bourg - Phase n° 1 Réhabilitation de la rue Chaminade	Commune de Vergt	Vergt	92 155,00 €	36 862,00 €			36 862,00 €							18 431,00 €		18 431,00 €	20,00%
EX007345	Aménagement des rues et place du bourg de Limeuil - Tranche 1	Commune de Limeuil	Limeuil	300 000,00 €	109 445,12 €			130 554,88 €	*						60 000,00 €		60 000,00 €	20,00%	

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto- financement	Cofinanceurs (*)						Programmation investissement					Financement CD24	
							Europe	Etat	*	Région	*	Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021
AXE 9 - Infrastructures et voirie	<b>AVENANT 3</b>																		
	EX010374	Aménagement des rues et place du bourg - Tranche 2	Commune de Limeuil	Limeuil	385 640,75 € Assiette : 300 000,00 €	327 009,39 €											58 631,36 €	58 631,36 €	19,54%
	EX009375	Aménagement du bourg de Fouleix, requalification et végétalisation de la place centrale, création d'un parvis de l'église	Commune de Fouleix	Fouleix	146 478,00 €	43 422,40 €		53 760,00 €									29 295,60 €	29 295,60 €	20,00%
	EX008704	Requalification du bourg de Cendrieux - Tranche 2	Commune de Val de Louyre et Caudeau	Cendrieux	154 962,00 €	77 481,00 €		46 488,60 €						30 992,40 €			30 992,40 €	20,00%	
	EX009251	Réaménagement du bourg	Commune de Veyrines-de-Vergt	Veyrines de Vergt	134 400,00 €	107 520,00 €										26 880,00 €	26 880,00 €	20,00%	
	EX009717	Adressage	Commune d'Eyraud-Crempe-Maurens	Eyraud Crempe Maurens	40 366,86 €	12 110,00 €		20 183,48 €								8 073,37 €	8 073,37 €	20,00%	
<b>AVENANT 4</b>																			
pas d'opération programmée																			
<b>TOTAUX</b>					<b>15 575 846,54 €</b>	<b>7 534 673,79 €</b>	<b>12 000,00 €</b>	<b>3 891 417,12 €</b>	<b>518 794,88 €</b>	<b>734 578,84 €</b>	<b>169 437,00 €</b>	<b>525 304,23 €</b>	<b>798 089,13 €</b>	<b>849 226,77 €</b>	<b>165 286,75 €</b>	<b>401 301,32 €</b>	<b>2 908 645,20 €</b>		
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION APRÈS AVENANT 4 :</b>																			
Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :																			
Dotation complémentaire 2021 :																			
Dotation globale 2016-2021																			
Rappel du montant réparti lors des premières programmations :																			
Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 4 :																			
Sous total des opérations programmées par l'avenant 4 :																			
Total des opérations programmées :																			
Nouvelle enveloppe disponible pour le canton après l'avenant 4 :																			

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

	Montant proratisé
	Financement du CD24



## ANNEXE 8

### AVENANT 5 AU CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX DU CANTON ISLE LOUE AUVÉZÈRE

### TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE DE L'AVENANT 5

## CANTON ISLE LOUE AUVEZERE - Avenant 5 au Contrat de Projets Communaux 2016-2021

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto- financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24		
							Europe	*	Etat	*	Région	*	Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020
<b>OPÉRATIONS ANNULÉES PAR L'AVENANT 5 :</b>																			
	EX007457	Réhabilitation d'une partie de l'ancien collège rue Jean Chavoix - 1er étage et combles	Commune d'Excideuil	Excideuil	173 600,00 €	69 440,00 €			60 760,00 €						43 400,00 €			43 400,00 €	25,00%
															<b>Sous total des opérations déprogrammées :</b>		<b>43 400,00 €</b>		
<b>OPÉRATIONS PROGRAMMÉES PAR L'AVENANT 5 :</b>																			
AXE 5 - Equipements enfance et jeunesse	EX015753	Réfection de deux salles de classes de l'école maternelle et bureaux de l'école primaire	Commune d'Excideuil	Excideuil	264 600,22 €	185 220,22 €					26 589,00 €						52 791,00 €	52 791,00 €	19,95%
	EX016042	Aménagement des toilettes de l'école et accessibilité	Commune de Cherveix-Cubas	Cherveix-Cubas	34 182,00 €	12 092,00 €			13 673,00 €								8 417,00 €	8 417,00 €	24,62%
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergie renouvelable	EX015789	Aménagement d'un logement dans l'ancienne bibliothèque/presbytère	Commune de Génis	Génis	24 360,70 €	8 655,25 €			9 744,28 €								5 961,17 €	5 961,17 €	24,47%
	EX012769	Création d'un site cinéraire	Commune de Sarrazac	Sarrazac	24 240,00 €	11 040,70 €			7 272,00 €								5 927,30 €	5 927,30 €	24,45%
	EX014450	Papeterie de Vaux : restauration de la roue à auget	Commune de Payzac	Payzac	29 321,14 €	5 864,33 €			13 194,52 €	7 330,29 €							2 932,00 €	2 932,00 €	10,00%
<b>Totaux :</b>					<b>376 704,06 €</b>	<b>222 872,50 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>43 883,80 €</b>	<b>7 330,29 €</b>	<b>26 589,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>76 028,47 €</b>	<b>76 028,47 €</b>	
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION :</b>																			
															<b>Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :</b>		<b>2 229 400,00 €</b>		
															<b>Dotation complémentaire 2021 :</b>		<b>445 880,00 €</b>		
															<b>Rappel enveloppe globale 2016/2021 :</b>		<b>2 675 280,00 €</b>		
															<b>Rappel du montant réparti lors des premières programmations :</b>		<b>2 642 651,53 €</b>		
															<b>Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 5 :</b>		<b>43 400,00 €</b>		
															<b>Sous total des opérations programmées par l'avenant 5 :</b>		<b>76 028,47 €</b>		
															<b>Total des opérations programmées (CPC initial et avenants) :</b>		<b>2 675 280,00 €</b>		
															<b>Nouvelle enveloppe disponible pour le canton :</b>		<b>0,00 €</b>		

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

	Montant proratisé
	Financement du CD24

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA PROGRAMMATION**  
**(Contrat initial + avenants)**

**CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX 2016-2021**  
**CANTON ISLE LOUE AUVEZERE - Enveloppe du contrat 2016-2021 : 2.675.280 €**

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24		
							Europe	Etat	Région	Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux
AXE 1 - Immobilier d'entreprise, commerce, artisanat	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	EX003888	Construction d'une halle dédiée aux marchés et circuits courts (AMAP)	Commune de Payzac	Payzac	120 290,00 €	24 058,00 €	51 174,00 €	21 000,00 €					24 058,00 €					24 058,00 €	20,00%
	00088214	Travaux de réhabilitation et mise aux normes du bâtiment multiple-rural	Commune de Saint-Pantaly-d'Ans	Saint-Pantaly-d'Ans	54 425,00 €	28 739,00 €		12 080,00 €	*			13 606,00 €						13 606,00 €	25,00%
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX005925	Création d'un commerce de proximité : boulangerie pâtisserie viennoiserie restauration rapide	Commune de Savignac-les-Églises	Savignac-les-Églises	265 400,00 €	117 700,00 €		66 350,00 €	*		15 000,00 €		66 350,00 €					66 350,00 €	25,00%
	EX006082	Création d'un multiple rural	Commune de Coulaures	Coulaures	125 550,00 €	43 942,50 €		31 387,50 €	*	25 110,00 €				25 110,00 €				25 110,00 €	20,00%
	EX006561	Acquisition de l'atelier de la fontaine à Excideuil	CC Isle-Loue-Auvezère	Excideuil	70 000,00 €	49 000,00 €					17 500,00 €		3 500,00 €					3 500,00 €	5,00%
	<b>AVENANT 2</b>																		
	Aucune opération																		
	<b>AVENANT 3</b>																		
	EX009200	Mise en conformité du Multiple Rural	Commune de Saint-Martial d'Albarède	SAINT-MARTIAL-D'ALBAREDE	53 450,00 €	39 767,50 €											13 362,50 €	13 362,50 €	25,00%
	EX010738	Achat d'un terrain centre bourg en vue poursuite revitalisation	Commune de Coulaures	Commune de Coulaures	40 000,00 €	30 000,00 €											10 000,00 €	10 000,00 €	25,00%
	<b>AVENANT 4</b>																		
Aucune opération																			
<b>AVENANT 5</b>																			
Aucune opération																			
AXE 2 - Foncier agricole et naturel, opérations environnementales	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	Aucune opération																		
	<b>AVENANT 1</b>																		
	Aucune opération																		
	<b>AVENANT 2</b>																		
	Aucune opération																		
	<b>AVENANT 3</b>																		
	Aucune opération																		
AXE 3 - Accès à la santé et aux services publics	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	Aucune opération																		
	<b>AVENANT 1</b>																		
	Aucune opération																		
	<b>AVENANT 2</b>																		
	EX007706	Aménagement extérieur de la Mairie : façade et entrée nord	Commune d'Angoisse	Angoisse	41 699,00 €	20 849,50 €		10 424,75 €	*								10 424,75 €	10 424,75 €	25,00%
	<b>AVENANT 3</b>																		
	Aucune opération																		
<b>AVENANT 4</b>																			
Aucune opération																			
<b>AVENANT 5</b>																			
Aucune opération																			
AXE 4 - Equipements culturels, sportifs et de loisirs	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	Aucune opération																		
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX004040	Création d'un club-house au stade municipal	Commune de Sarrazac	Sarrazac	20 565,11 €	13 423,83 €					2 000,00 €		5 141,28 €				5 141,28 €	25,00%	
	EX006554	Aménagement et développement de l'offre touristique dans les gorges de l'Auvezère	CC Isle-Loue-Auvezère	Interco	448 425,48 €	188 934,94 €		88 000,00 €					43 990,54 €				43 990,54 €	9,81%	
								83 500,00 €											
	<b>AVENANT 2</b>																		
	EX007457	Réhabilitation d'une partie de l'ancien collège rue Jean-Chavoix 1er	Commune d'Excideuil	Excideuil	173 600,00 €	69 440,00 €		60 760,00 €						43 400,00 €			43 400,00 €	25,00%	
	EX007478	Aménagement d'une plaine des sports	Commune de Lanouaille	Lanouaille	386 000,00 €	179 950,00 €		90 250,00 €	*					115 800,00 €			115 800,00 €	30,00%	
	<b>AVENANT 3</b>																		
	EX010286	Extension du Gymnase d'Excideuil	SIVOS D'EXCIDEUIL	Excideuil	113 000,00 €	37 800,00 €		18 800,00 €		18 800,00 €							18 800,00 €	18 800,00 €	16,64%
	EX010266	Réhabilitation terrain de Tennis en plateau multisport	Commune de Sarrazac	Sarrazac	48 546,08 €	12 136,52 €					24 273,04 €						12 136,52 €	12 136,52 €	25,00%
	EX010638	Création d'un City-Stade	Commune d'Excideuil	Excideuil	59 700,00 €	11 940,00 €		23 880,00 €			11 940,00 €						11 940,00 €	11 940,00 €	20,00%
EX010744	Rénovation énergétique du foyer rural	Commune de Coulaures	Coulaures	26 358,80 €	7 907,64 €		11 861,46 €									6 589,70 €	6 589,70 €	25,00%	
<b>AVENANT 4</b>																			
EX010638	Création d'un citystade	Commune d'Excideuil	Excideuil	59 700,00 €	41 790,00 €											17 910,00 €	17 910,00 €	30,00%	
EX010785	Réhabilitation complète d'une structure multisports	Commune de Salagnac	Salagnac	23 324,15 €	17 493,15 €											5 831,00 €	5 831,00 €	25,00%	
<b>AVENANT 5</b>																			
Aucune opération																			
AXE 5 - Equipements enfance et jeunesse	<b>CONTRAT INITIAL</b>																		
	00088215	Restauration Préau école	Commune de Dussac	Dussac	11 478,00 €	9 182,00 €						2 296,00 €					2 296,00 €	20,00%	
	00088216	Construction d'un groupe scolaire (école primaire)	Commune de Savignac-les-Églises	Savignac-les-Églises	791 636,00 €	309 078,00 €		205 486,00 €	*		79 000,00 €	*	79 327,00 €				79 327,00 €	10,02%	
											118 745,00 €	*							
	00088217	Construction d'un restaurant scolaire	Commune de Saint-Sulpice-d'Excideuil	Saint-Sulpice-d'Excideuil	88 051,00 €	26 416,00 €		26 415,00 €	*		17 610,00 €	*	17 610,00 €					17 610,00 €	20,00%
	<b>AVENANT 1</b>																		
	EX005851	Travaux de mise aux normes des sanitaires et de l'accès sécurisé à l'école maternelle et primaire	Commune de Payzac	Payzac	49 000,00 €	21 469,00 €		17 731,00 €					9 800,00 €				9 800,00 €	20,00%	
	<b>AVENANT 2</b>																		
	EX006794	Réfection toiture école et préau avec isolation	Commune de Cubjac-Auvezère-Val-d'Ans	Cubjac Auvezère Val d'Ans	30 216,40 €	10 575,74 €		12 086,56 €	*					7 554,10 €			7 554,10 €	25,00%	
	EX007426	Projet transition école 2019	Commune de Saint-Médard d'Excideuil	Saint-Médard d'Excideuil	464 951,30 €	124 806,43 €		123 907,04 €	*	100 000,00 €				116 237,83 €			116 237,83 €	25,00%	
	<b>AVENANT 3</b>																		
	EX010574	Aménagement d'un accueil collectif de mineurs	Commune de Lanouaille	Lanouaille	439 860,00 €	87 972,00 €											87 972,00 €	87 972,00 €	20,00%
	EX010607	Remplacement menuiseries école maternelle fin - travaux complémentaires	Commune de Lanouaille	Lanouaille	37 754,00 €	26 287,80 €											9 388,50 €	9 388,50 €	25,00%
	<b>AVENANT 4</b>																		
	Aucune opération																		
	<b>AVENANT 5</b>																		
EX015753	Réfection de deux salles de classes de l'école maternelle et bureaux de l'école primaire	Commune d'Excideuil	Excideuil	264 600,22 €	185 220,22 €					26 589,00 €						52 791,00 €	52 791,00 €	19,95%	
EX016042	Aménagement des toilettes de l'école et accessibilité	Commune de Cherveix-Cubas	Cherveix-Cubas	34 182,00 €	12 092,00 €		13 673,00 €									8 417,00 €	8 417,00 €	24,62%	

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto- financement	Cofinanceurs (*)						Programmation investissement					Financement CD24				
							Europe		Etat	*	Région	*	Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	<b>CONTRAT INITIAL</b>																					
	00082318	Restauration des vitraux de l'église St Thomas (ISMH)	Commune d'Excideuil	Excideuil	136 093,00 €	47 631,00 €			20 414,00 €	*	34 024,00 €	*			34 024,00 €				34 024,00 €	25,00%		
	0008218	Travaux annexes à la restauration de l'église	Commune de Lanouaille	Lanouaille	31 088,00 €	19 871,00 €			5 000,00 €					6 217,00 €					6 217,00 €	20,00%		
	<b>AVENANT 1</b>																					
	EX004582	Extension et restructuration de la gendarmerie	Commune de Saint-Martial-d'Albarède	Saint-Martial-d'Albarède	655 828,39 €	229 551,29 €			262 320,00 €							163 957,10 €			163 957,10 €	25,00%		
	EX005071	Construction d'une halle communale	Commune de Savignac-les-Eglises	Savignac-les-Eglises	128 200,00 €	70 210,00 €			32 350,00 €					25 640,00 €					25 640,00 €	20,00%		
	EX005197	Agrandissement et aménagement du pôle touristique	Commune de Savignac-Lédrier	Savignac-Lédrier	75 491,00 €	40 634,81 €			20 913,00 €	*					13 943,19 €				13 943,19 €	18,47%		
	EX005275	Démolition d'un immeuble (Z.P.P.A.U.P) et aménagement d'un jardin paysager public	Commune de Saint-Raphaël	Saint-Raphaël	86 570,00 €	49 581,00 €			19 675,00 €							17 314,00 €			17 314,00 €	20,00%		
	EX005336	Travaux de façades Château/Eglise	Commune de Dussac	Dussac	148 000,00 €	111 000,00 €									37 000,00 €				37 000,00 €	25,00%		
	EX006056	Réfection des toitures de la Mairie et de l'Eglise	Commune de Clermont-d'Excideuil	Clermont-d'Excideuil	82 000,00 €	41 000,00 €			20 500,00 €							20 500,00 €			20 500,00 €	25,00%		
	EX006532	Réhabilitation bâtiment ancien collège - consolidation de la structure par traitement du gros-œuvre qui sépare le rez-de-chaussée- (bibliothèque) du 1er étage	Commune d'Excideuil	Excideuil	80 000,00 €	32 000,00 €			28 000,00 €							20 000,00 €			20 000,00 €	25,00%		
	<b>AVENANT 2</b>																					
	EX005686	Aménagement de 3 logements locatifs	Commune de Lanouaille	Lanouaille	198 306,78 € assiette :	84 685,78 €			70 196,00 €							43 425,00 €			43 425,00 €	25,00%		
	EX006467	Aménagement du logement du presbytère	Commune de Saint-Pantaly-d'Excideuil	Saint-Pantaly-d'Excideuil	173 700,00 € 129 002,04 € assiette :	75 312,04 €			23 825,00 €	*	4 000,00 €	*				25 865,00 €			25 865,00 €	25,00%		
	EX006551	Restauration des 3 tableaux de l'église Saint-Martin	Commune de Coulaures	Coulaures	103 460,00 € 21 659,00 €	10 874,50 €			6 470,70 €	*						4 313,80 €			4 313,80 €	19,92%		
	EX006994	Réhabilitation logement communal	Commune d'Anhiac	Anhiac	89 300,00 € assiette :	47 350,00 €			22 325,00 €	*						19 625,00 €			19 625,00 €	25,00%		
	EX007475	Raccordement de la maison médicale intercommunale au réseau de chaleur communal	Commune de Lanouaille	Lanouaille	78 500,00 € 39 022,00 €	27 315,40 €										11 706,60 €			11 706,60 €	30,00%		
	EX007799	Programme de sauvegarde et de mise en valeur du four de l'ancienne boulangerie	Commune de Saint-Cyr-les-Champagnes	Saint-Cyr-les-Champagnes	47 644,80 €	23 822,40 €			11 911,20 €	*						11 911,20 €			11 911,20 €	25,00%		
	EX007804	Création de 2 logements sociaux dans le cadre de la réhabilitation d'une maison d'habitation à la Chapelle	Commune de Savignac-Lédrier	Savignac-Lédrier	169 000,00 € assiette :	84 595,00 €			56 000,00 €	*						28 405,00 €			28 405,00 €	25,00%		
	EX007806	Travaux de toiture de la Mairie	Commune de Saint-Germain-des-Près	Saint-Germain-des-Près	113 620,00 € 22 380,00 €	17 904,00 €									4 476,00 €				4 476,00 €	20,00%		
	EX007859	Aménagement d'une salle de réunion et travaux communs dans le bâtiment public existant	Commune de Lanouaille	Lanouaille	127 149,60 €	54 873,49 €			40 488,71 €							31 787,40 €			31 787,40 €	25,00%		
	EX007873	Travaux de toiture de la cantine scolaire	Commune de Sarrazac	Sarrazac	13 466,00 €	10 772,80 €									2 693,20 €				2 693,20 €	20,00%		
	EX007893	Réfection des toitures des bâtiments communaux (presbytère et église)	Commune de Savignac-les-Eglises	Savignac-les-Eglises	37 102,92 €	29 682,34 €									7 420,58 €				7 420,58 €	20,00%		
	EX008063	Sécurisation de la cour de l'école élémentaire	Commune d'Excideuil	Excideuil	60 582,30 €	31 987,03 €			10 420,58 €	*						18 174,69 €			18 174,69 €	30,00%		
	EX008531	Aménagement parking aux abords de la salle des fêtes et de la salle des associations	Commune de Cherveix-Cubas	Cherveix-Cubas	76 612,00 €	17 990,00 €			21 480,00 €			17 989,00 €				19 153,00 €			19 153,00 €	25,00%		
	<b>AVENANT 3</b>																					
	EX009688	Réhabilitation du 2ème logement dans l'ancien presbytère	Commune d'Anhiac	ANLHIAC	103 100,00 € Assiette :	47 865,00 €			36 085,00 €							19 150,00 €			19 150,00 €	25,00%		
	EX009978	Remplacement de la chaudière à fuel ainsi que du chauffe-eau électrique par une pompe à chaleur et un chauffe-eau thermodynamique	Commune de Cubjac-Auvézère-Val-D'ans	CUBJAC-AUVEZERE-VAL-D'ANS	76 600,00 € 32 165,00 €	12 866,00 €			12 866,00 €							6 433,00 €			6 433,00 €	20,00%		
	EX009979	Rénovation de la toiture de l'église	Commune de Cubjac-Auvézère-Val-D'ans	CUBJAC-AUVEZERE-VAL-D'ANS	74 609,00 €	29 843,60 €			29 843,60 €							18 652,82 €			18 652,82 €	25,00%		
	EX009544	Logements locatifs conventionnés Beyneix	Commune de Dussac	DUSSAC	168 200,00 € assiette :	75 426,47 €			62 143,53 €							30 630,00 €			30 630,00 €	25,00%		
	EX009170	Etude et réalisation d'un sentier d'interprétation	Commune de Savignac-Les-Eglises	SAVIGNAC-LES-EGLISES	122 520,00 € 26 450,00 €	11 902,00 €			7 935,00 €							6 612,50 €			6 612,50 €	25,00%		
	EX010566	Réfection mur d'enceinte du cimetière	Commune de Savignac-Les-Eglises	SAVIGNAC-LES-EGLISES	46 693,90 €	15 591,90 €			7 796,00 €							11 673,47 €			11 673,47 €	25,00%		
	EX010567	Réfection du clocher et façade école	Commune de Savignac-Les-Eglises	SAVIGNAC-LES-EGLISES	31 183,99 €	15 591,99 €			7 796,00 €							7 796,00 €			7 796,00 €	25,00%		
	EX010568	Construction d'une forge	Commune de Savignac-Les-Eglises	SAVIGNAC-LES-EGLISES	31 148,04 €	15 574,04 €			7 787,00 €							7 787,01 €			7 787,01 €	25,00%		
	EX010661	Réhabilitation énergétique du logement dit "De la Vitonie"	Commune de Saint-Pantaly-D'Excideuil	SAINT-PANTALY-D'EXCIDEUIL	84 993,56 € Assiette :	29 754,24 €			33 993,41 €							21 245,98 €			21 245,98 €	25,00%		
	EX010420	Remplacement de menuiseries à la mairie et dans les salles du bâtiment "Le Ciella"	Commune d'Excideuil	EXCIDEUIL	84 993,56 € 34 030,00 €	1 701,50 €			10 209,00 €							8 507,50 €			8 507,50 €	25,00%		
<b>AVENANT 4</b> Aucune opération																						
<b>AVENANT 5</b>																						
EX015789	Aménagement d'un logement dans l'ancienne bibliothèque/presbytère	Commune de Génis	Génis	24 360,70 €	8 655,25 €			9 744,28 €							5 961,17 €			5 961,17 €	24,47%			
EX012769	Création d'un site cinéraire	Commune de Sarrazac	Sarrazac	24 240,00 €	11 040,70 €			7 272,00 €							5 927,30 €			5 927,30 €	24,45%			
EX014450	Papeterie de Vaux : restauration de la roue à auget	Commune de Payzac	Payzac	29 321,14 €	5 864,33 €			13 194,52 €		7 330,29 €					2 932,00 €			2 932,00 €	10,00%			
<b>CONTRAT INITIAL</b> Aucune opération																						
<b>AVENANT 1</b> Aucune opération																						
<b>AVENANT 2</b> Aucune opération																						
<b>AVENANT 3</b> Aucune opération																						
<b>AVENANT 4</b> Aucune opération																						
<b>AVENANT 5</b> Aucune opération																						
<b>AVENANT 6</b> Aucune opération																						
AXE 7 - Eau et Assainissement	<b>CONTRAT INITIAL</b> Aucune opération																					
	<b>AVENANT 1</b> Aucune opération																					
	<b>AVENANT 2</b> Aucune opération																					
	<b>AVENANT 3</b> Aucune opération																					
	<b>AVENANT 4</b> Aucune opération																					
	<b>AVENANT 5</b> Aucune opération																					
<b>AVENANT 6</b> Aucune opération																						
<b>CONTRAT INITIAL</b> Aucune opération																						
AXE 8 - Equipements touristiques	<b>AVENANT 1</b>																					
	EX006562	Création d'un office du tourisme et d'une boutique de producteurs	CC-Isle-Loue-Auvézère	Excideuil	178 000,00 €	45 479,20 €			79 103,20 €		10 306,00 €				43 111,60 €			43 111,60 €	24,22%			
	<b>AVENANT 2</b>																					
	EX008779	Aménagement d'une aire de stationnement plaine du Gué	Commune de Savignac-les-Eglises	Savignac-les-Eglises	162 410,00 €	73 084,50 €			48 723,00 €						40 602,50 €			40 602,50 €	25,00%			
	EX007948	Aménagement d'un meublé de tourisme dans l'ancienne maison de l'instituteur (annexe au gîte de groupe)	Commune de Saint-Mesmin	Saint-Mesmin	118 000,00 €	41 300,00 €			47 200,00 €						29 500,00 €			29 500,00 €	25,00%			
	<b>AVENANT 3</b>																					
	EX009879	Rénovation et accessibilité PMR maison communale « Le Relais de Poste »	Commune de Saint-Vincent-sur-L'Isle	SAINT-VINCENT-SUR-L'ISLE	131 260,00 €	53 645,00 €			44 800,00 €						32 815,00 €			32 815,00 €	25,00%			
<b>AVENANT 4</b> Aucune opération																						
<b>AVENANT 5</b> Aucune opération																						

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto- financement	Cofinancéurs (*)				Programmation investissement					Financement CD24					
							Europe	Etat	* Région	* Autres	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux			
AXE 9 - Infrastructures et voirie	<b>CONTRAT INITIAL</b>																				
	00089524	Aménagement du bourg de Cubas - Places Goumondie, du Charon et P. Queyroi	Commune de Cherveix-Cubas	Cherveix-Cubas	243 545,00 €	86 719,00 €			57 439,00 €	*	14 948,00 €	*	35 730,00 €	*	14 397,00 €			14 397,00 €	5,91%		
													34 312,00 €	*							
	00079086	Aménagement du bourg - Places de la Chapelle, S.Bordas, de l'église et ruelles (Tr 1)	Commune de Coulaures	Coulaures	125 098,00 €	46 102,00 €			28 958,00 €	*			25 019,00 €	*	25 019,00 €				25 019,00 €	20,00%	
	00079308	Aménagement du bourg - Places de la Chapelle, S.Bordas, de l'église et ruelles (Tr 2)	Commune de Coulaures	Coulaures	83 262,00 €	30 685,00 €			19 273,00 €	*			16 652,00 €	*	16 652,00 €				16 652,00 €	20,00%	
	00088225	Travaux de voirie	Commune de Dussac	Dussac	49 938,00 €	42 447,00 €									7 491,00 €				7 491,00 €	15,00%	
	00082894	Aménagement du bourg : Allées André Maurois (Promenades), et espaces publics périphériques de l'hôpital local	Commune d'Excideuil	Excideuil	376 591,00 €	75 791,00 €							76 650,00 €	*							
													112 800,00 €	*	67 452,00 €	*	35 898,00 €			35 898,00 €	9,53%
													8 000,00 €	*							
	00088227	Aménagement du bourg : sécurisation Traverse sur RD 5, carrefour RD 72E4, aménagement espaces périphériques (Place de la fontaine)	Commune de Génis	Génis	290 000,00 €	145 000,00 €			72 500,00 €	*						72 500,00 €				72 500,00 €	25,00%
	00088230	Travaux de voirie	Commune de Lanouaille	Lanouaille	30 000,00 €	25 500,00 €									4 500,00 €					4 500,00 €	15,00%
	EX003878	Travaux de voirie	Commune de Saint-Cyr-les-Champagnes	Saint-Cyr-les-Champagnes	88 500,00 €	75 225,00 €										13 275,00 €				13 275,00 €	15,00%
	00072589	Aménagement du bourg : Tr 1 secteur ruelles, rue du gué et fontaine, abords lavoir	Commune de Saint-Martial-d'Albarède	Saint-Martial-d'Albarède	226 985,00 €	92 370,00 €			47 171,00 €	*			34 047,00 €	*	45 397,00 €					45 397,00 €	20,00%
									8 000,00 €	*											
	00082609	Aménagement du bourg : Tr 2 (centre-bourg, place et rue de l'église, rue du lavoir à VC 8)	Commune de Saint-Martial-d'Albarède	Saint-Martial-d'Albarède	241 172,00 €	98 956,00 €			57 807,00 €	*			36 175,00 €	*	48 234,00 €					48 234,00 €	20,00%
	00088232	Travaux de voirie	Commune de Saint-Médard-d'Excideuil	Saint-Médard-d'Excideuil	94 960,00 €	80 716,00 €									14 244,00 €					14 244,00 €	15,00%
	00072525	Aménagement du bourg	Commune de Saint-Pantalay-d'Excideuil	Saint-Pantalay-d'Excideuil	300 000,00 €	102 648,00 €			73 537,00 €	*			63 815,00 €	*	60 000,00 €					60 000,00 €	20,00%
	00088240	Travaux de sécurité sur voirie	Commune de Saint-Vincent-sur-l'Isle	Saint-Vincent-sur-l'Isle	54 450,00 €	36 282,00 €							10 000,00 €	*		8 168,00 €				8 168,00 €	15,00%
	00088237	Travaux de sécurité sur voirie	Commune de Sarlande	Sarlande	74 280,00 €	63 138,00 €									11 142,00 €					11 142,00 €	15,00%
	<b>AVENANT 1</b>																				
	EX005449	Travaux 2018 sur voirie communale	Commune de Saint-Mesmin	Saint-Mesmin	45 951,00 €	39 058,35 €										6 892,65 €				6 892,65 €	15,00%
	EX006328	Travaux de voirie 2018	Commune de Mayac	Mayac	39 354,00 €	33 450,90 €										5 903,10 €				5 903,10 €	15,00%
	EX006195	Travaux de réhabilitation pont - 1ère phase (traitement des appuis)	Commune de Saint-Vincent-sur-l'Isle	Saint-Vincent-sur-l'Isle	263 054,00 €	63 916,20 €			118 374,30 €				15 000,00 €	*			65 763,50 €			65 763,50 €	25,00%
	EX006458	Programme de voirie	Commune de Lanouaille	Lanouaille	53 908,00 €	45 821,80 €														8 086,20 €	15,00%
	EX005930	Requalification des parkings et des places publiques liées à l'école	Commune de Savignac-les-Eglises	Savignac-les-Eglises	300 000,00 €	40 264,56 €			121 995,00 €				62 740,44 €	*			75 000,00 €			75 000,00 €	25,00%
	EX006386	Aménagement de l'infrastructure d'accès à l'usine d'eau potable de Pont Château à Sarrazac	SIAEP du Nord Est Périgord	Sarrazac	161 686,00 €	72 759,50 €											40 421,50 €			40 421,50 €	25,00%
	<b>AVENANT 2</b>																				
	EX007843	Aménagement du bourg - 2e tranche	Commune de Savignac-les-Eglises	Savignac-les-Eglises	300 000,00 €	132 385,66 €			77 614,34 €								90 000,00 €			90 000,00 €	30,00%
	EX006619	Réfection VC du Pic vers RD69 pour déviation suite à la fermeture obligatoire du pont pendant sa mise en sécurité	Commune de Saint-Vincent-sur-l'Isle	Saint-Vincent-sur-l'Isle	27 640,00 €	23 494,00 €										4 146,00 €				4 146,00 €	15,00%
	EX007764	Travaux de voirie 2019 sur voies communales dégradées voirie dangereuses.	Commune de Saint-Sulpice-d'Excideuil	Saint-Sulpice-d'Excideuil	110 330,00 €	88 264,00 €											22 066,00 €			22 066,00 €	20,00%
	EX007765	Adressage des voies et des habitations	Commune de Sarrazac	Sarrazac	19 481,86 €	14 611,39 €											4 870,47 €			4 870,47 €	25,00%
	EX007802	Voie 2019	Commune de Sarrazac	Sarrazac	46 466,30 €	39 496,35 €											6 969,95 €			6 969,95 €	15,00%
EX007805	Travaux de remise en état de voirie sur les voies structurantes de la commune 2019	Commune de Saint-Germain-des-Près	Saint-Germain-des-Près	30 008,00 €	25 506,80 €											4 501,20 €			4 501,20 €	15,00%	
EX007811	Réfection de la voie communale n° 201	Commune de Saint-Pantalay-d'Excideuil	Saint-Pantalay-d'Excideuil	13 500,00 €	11 475,00 €											2 025,00 €			2 025,00 €	15,00%	
EX007831	Programme de voirie 2019	Commune de Saint-Cyr-les-Champagnes	Saint-Cyr-les-Champagnes	24 969,00 €	21 223,65 €											3 745,35 €			3 745,35 €	15,00%	
EX007834	Réfection de la voirie	Commune de Cubjac-Auvezère-Val-d'Ans	Cubjac Auzevère-Val d'Ans	87 871,40 €	70 297,12 €											17 574,28 €			17 574,28 €	20,00%	
EX007954	Travaux de voirie Place Allée des Tilleuls - parking maison médicale	Commune de Lanouaille	Lanouaille	39 658,75 €	14 872,06 €							14 872,00 €	*			9 914,69 €			9 914,69 €	25,00%	
EX008081	Travaux de voirie 2019	Commune de Payzac	Payzac	105 258,00 €	84 206,40 €											21 051,60 €			21 051,60 €	20,00%	
EX008328	Signalétique d'information locale et adressage	Commune d'Excideuil	Excideuil	30 210,12 €	22 657,59 €												7 552,53 €			7 552,53 €	25,00%
<b>AVENANT 3</b>																					
EX009980	Restauration du pont de Saint-Pantalay d'Ans	Commune de Cubjac-Auvezère-Val-D'ans	SAINT PANTALAY D'ANS	770 000,00 €	192 500,00 €			385 000,00 €											192 500,00 €	192 500,00 €	25,00%
EX010320	Travaux de voirie	Commune de Clermont-D'Excideuil	CLERMONT-D'EXCIDEUIL	39 588,00 €	31 670,40 €														7 917,60 €	7 917,60 €	20,00%
EX010636	Programme de voirie 2021	Commune de Génis	GENIS	21 353,00 €	17 082,40 €														4 270,60 €	4 270,60 €	20,00%
EX010644	Travaux de voirie	Commune de Preyssac-D'Excideuil	PREYSSAC-D'EXCIDEUIL	23 968,50 €	19 174,80 €														4 793,70 €	4 793,70 €	20,00%
EX010645	Travaux de voirie 2021	Commune de Cherveix-Cubas	CHERVEIX-CUBAS	69 725,00 €	55 780,00 €														13 945,00 €	13 945,00 €	20,00%
EX010621	Rénovation du Chemin du Rat et Création d'un parking	Commune de Savignac-Les-Eglises	SAVIGNAC-LES- EGLISES	114 219,00 €	45 687,60 €			34 265,70 €											28 554,75 €	28 554,75 €	25,00%
EX010682	Travaux de remise en état sur les voies structurantes 2021	Commune de Saint-Germain-des-Près	SAINT GERMAIN DES PRÈS	71 736,25 €	57 389,00 €														14 347,25 €	14 347,25 €	20,00%
EX010710	Travaux de voirie 2021	Commune de Saint Cyr les Champagnes	SAINT CYR LES CHAMPAGNES	36 245,25 €	28 996,20 €														7 249,05 €	7 249,05 €	20,00%
EX010711	Aménagement d'un espace de rencontre autour du fournil communal	Commune de Saint Cyr les Champagnes	SAINT CYR LES CHAMPAGNES	95 000,00 €	29 070,00 €			42 180,00 €											23 750,00 €	23 750,00 €	25,00%
<b>AVENANT 4</b>																					
EX010780	Travaux de voirie 2021	Commune de Payzac	Payzac	63 676,50 €	50 941,20 €														12 735,30 €	12 735,30 €	20,00%
EX012151	Travaux de voirie	Commune de Saint Vincent sur l'Isle	Saint Vincent sur l'Isle	20 168,00 €	16 134,00 €														4 034,00 €	4 034,00 €	20,00%
<b>AVENANT 5</b>																					
Aucune opération																					
<b>TOTAUX</b>					<b>12 887 273,63 €</b>	<b>5 632 708,10 €</b>	<b>51 174,00 €</b>	<b>3 206 194,18 €</b>	<b>200 212,29 €</b>	<b>831 025,48 €</b>	<b>402 030,00 €</b>	<b>181 165,00 €</b>	<b>307 437,96 €</b>	<b>762 617,36 €</b>	<b>278 610,46 €</b>	<b>743 419,22 €</b>	<b>2 675 280,00 €</b>	<b>2 675 280,00 €</b>			

## BILAN DE LA PROGRAMMATION :

Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :	2 229 400,00 €
Dotation complémentaire 2021	445 880,00 €
Rappel enveloppe globale 2016/2021	2 675 280,00 €
Rappel du montant réparti lors des premières programmations :	2 642 651,53 €
Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 5 :	43 400,00 €
Sous total des opérations programmées par l'avenant 5 :	76 028,47 €
Total des opérations programmées (CPC initial et avenants) :	2 675 280,00 €
Nouvelle enveloppe disponible pour le canton après l'avenant 5 :	0,00 €

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

<span style="background-color: #d9ead3;">□</span>	Montant proratisé
<span style="background-color: #f4cccc;">□</span>	Financement du CD24

## ANNEXE 9

### AVENANT 5 AU CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX DU CANTON DU PAYS DE LA FORCE

### TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE DE L'AVENANT 5

**CANTON DU PAYS DE LA FORCE**  
**Avenant 5 au Contrat de Projets Communaux 2016-2021**

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Financement CD24							
							Europe	*	Etat	*	Région	*	Autres	*	2017	2018	2019	2020	2021
<b>OPÉRATIONS ANNULÉES PAR L'AVENANT 5 :</b>																			
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	EX009592	Aménagement de l'ancien presbytère en salles associatives	Commune de Ginestet	Ginestet	264 282,00 €	84 602,00 €			89 840,00 €			44 920,00 €					44 920,00 €	17,00%	
															<b>Sous total des opérations déprogrammées :</b>		44 920,00 €		
<b>OPÉRATIONS PROGRAMMÉES PAR L'AVENANT 5 :</b>																			
AXE 4 - Equipements culturels, sportifs et de loisirs	EX009720	Projet d'aménagement de jeux et de loisirs	Commune de Lamonzie-Saint-Martin	Lamonzie-Saint-Martin	91 480,97 €	16 415,79 €			27 036,74 €			27 036,74 €					20 991,70 €	20 991,70 €	22,95%
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	EX010703	Construction d'un club house	Commune de Saint-Pierre-d'Eyraud	Saint-Pierre-d'Eyraud	86 950,00 €	65 212,50 €											21 737,50 €	21 737,50 €	25,00%
AXE 9 - Infrastructures et voirie	EX015908	Adressage normalisé	Commune de Saint-Géry	Prignonrieux	7 145,50	6 073,50 €											1 072,00 €	1 072,00 €	15,00%
	EX016062	Création d'accès au city-stade pour accessibilité aux handicapés	Commune de Saint-Pierre-d'Eyraud	Le Fleix	4 475,20 €	3 356,40 €											1 118,80 €	1 118,80 €	25,00%
<b>Totaux :</b>					190 051,67 €	91 058,19 €	0,00 €		27 036,74 €	0,00 €		27 036,74 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	44 920,00 €	44 920,00 €	
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION APRÈS AVENANT 5 :</b>															<b>Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :</b>		1 692 022,00 €		
															<b>Dotation complémentaire 2021 :</b>		338 404,40 €		
															<b>Dotation globale 206-2021 :</b>		2 030 426,40 €		
															<b>Rappel du montant réparti lors des premières programmations :</b>		2 030 426,40 €		
															<b>Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 4 :</b>		44 920,00 €		
															<b>Sous total des opérations programmées par l'avenant 4 :</b>		44 920,00 €		
															<b>Total des opérations programmées :</b>		2 030 426,40 €		
<b>Enveloppe disponible pour le canton après l'avenant 4 :</b>		0,00 €																	

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

	Montant proratisé
	Financement du CD24



**TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA PROGRAMMATION**  
**(Contrat initial + avenants)**

**CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX 2016-2021**  
**CANTON DU PAYS DE LA FORCE - Enveloppe du contrat 2016-2021 : 2.030.426,40 €**

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24			
							Europe	Etat	* Région	* Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux	
AXE 1 - Immobilier d'entreprise, commerce, artisanat	<b>CONTRAT INITIAL</b>																			
	EX004613	Création de deux locaux tertiaires	Commune de Gardonne	Gardonne	105 300,00 €	42 120,00 €			42 120,00 €					21 060,00 €				21 060,00 €	20,00%	
	EX004773	Réfection de l'épicerie sociale	Commune de Prignonrieux	Prignonrieux	50 000,00 €	37 500,00 €								12 500,00 €				12 500,00 €	25,00%	
	<b>AVENANT 1</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 2</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 3</b>																			
	EX009591	Achat du complexe bar restaurant situé à Ginestet	Commune de Ginestet	Ginestet	170 000,00 €	107 316,52 €			20 183,48 €								42 500,00 €	42 500,00 €	25,00%	
	<b>AVENANT 4</b>																			
Pas d'opération																				
<b>AVENANT 5</b>																				
Pas d'opération																				
AXE 2 - Foncier agricole et naturel, opérations environnementales	<b>CONTRAT INITIAL</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 1</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 2</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 3</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 4</b>																			
	Pas d'opération																			
<b>AVENANT 5</b>																				
Pas d'opération																				
AXE 3 - Accès à la santé et aux services publics	<b>CONTRAT INITIAL</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 1</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 2</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 3</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 4</b>																			
	Pas d'opération																			
<b>AVENANT 5</b>																				
Pas d'opération																				
AXE 4 - Equipements culturels, sportifs et de loisirs	<b>CONTRAT INITIAL</b>																			
	EX004651	Aménagement du foyer rural	Commune de Ginestet	Ginestet	20 000,00 €	15 000,00 €							5 000,00 €				5 000,00 €	25,00%		
	EX004624	Création d'un espace intergénérationnel de loisirs	Commune de Le Fleix	Le Fleix	45 597,00 €	15 959,00 €			18 239,00 €					11 399,00 €				11 399,00 €	25,00%	
	EX004885	Création d'une salle omnisports	Commune de Lamonzie Saint-Martin	Lamonzie Saint-Martin	1 594 223,00 €	717 400,00 €			557 978,00 €					318 845,00 €				318 845,00 €	20,00%	
	EX004771	Création d'une maison de quartier à Peymilou	Commune de Prignonrieux	Prignonrieux	120 000,00 €	90 000,00 €								30 000,00 €				30 000,00 €	25,00%	
	EX004772	Rénovation, extension et mise aux normes salle des fêtes et transformation en espace socio-culturel	Commune de Prignonrieux	Prignonrieux	600 000,00 €	450 000,00 €								150 000,00 €				150 000,00 €	25,00%	
	<b>AVENANT 1</b>																			
	EX007362	Extension des vestiaires du stade de football	Commune de La Force	La Force	277 100,00 €	124 695,00 €			83 130,00 €							69 275,00 €		69 275,00 €	25,00%	
	EX007725	Extension du gymnase du complexe Fernand Mourgues	Commune de Gardonne	Gardonne	527 460,00 €	187 357,00 €			158 238,00 €			50 000,00 €					131 865,00 €		131 865,00 €	25,00%
	<b>AVENANT 2</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 3</b>																			
	EX009951	Reconstruction d'un cours de tennis	Commune de La Force	La Force	20 560,00 €	11 308,00 €			4 112,00 €								5 140,00 €		5 140,00 €	25,00%
	<b>AVENANT 4</b>																			
	EX010754	Création d'un city-stade	Commune de Saint-Pierre-d'Eyraud	Saint-Pierre-d'Eyraud	63 703,00 €	47 777,25 €											15 925,75 €		15 925,75 €	25,00%
<b>AVENANT 5</b>																				
EX009720	Projet d'aménagement de jeux et de loisirs	Commune de Lamonzie-Saint-Martin	Lamonzie-Saint-Martin	91 480,97 €	70 489,27 €			27 036,74 €			27 036,74 €					20 991,70 €		20 991,70 €	22,95%	
AXE 5 - Equipements enfance et jeunesse	<b>CONTRAT INITIAL</b>																			
	00072789	Travaux à l'école et à la cantine	Commune de Ginestet	Ginestet	54 985,00 €	43 988,00 €								10 997,00 €				10 997,00 €	20,00%	
	EX004614	Construction d'un restaurant scolaire	Commune de La Force	La Force	510 000,00 €	382 500,00 €								127 500,00 €				127 500,00 €	25,00%	
	EX004664	Travaux de rénovation des espaces extérieurs de l'école et aménagement du terrain multisports	Commune de Lunas	Lunas	84 042,00 €	39 312,00 €			23 719,00 €	*				21 011,00 €				21 011,00 €	25,00%	
	EX004774	Création d'une serre pédagogique	Commune de Prignonrieux	Prignonrieux	190 000,00 €	132 500,00 €			10 000,00 €					47 500,00 €				47 500,00 €	25,00%	
	EX004776	Aménagement de salles d'activités	Commune de Saint-Laurent-des-Vignes	Saint-Laurent-des-Vignes	69 700,00 €	23 237,00 €			32 523,00 €					13 940,00 €				13 940,00 €	20,00%	
	EX004625	Aménagement de locaux préscolaires et d'une garderie scolaire : 2ème tranche	Commune de Saint-Pierre d'Eyraud	Saint Pierre d'Eyraud	85 300,00 €	46 915,00 €			17 060,00 €	*				21 325,00 €				21 325,00 €	25,00%	
	EX004638	Restructuration de bâtiments communaux en salle de TAP	Commune de Saint-Pierre d'Eyraud	Saint Pierre d'Eyraud	99 000,00 €	74 250,00 €								24 750,00 €				24 750,00 €	25,00%	
	<b>AVENANT 1</b>																			
	EX006125	Construction d'un restaurant scolaire	Commune de Saint-Laurent-des-Vignes	Saint-Laurent-des-Vignes	315 000,00 €	110 245,00 €			126 000,00 €								78 755,00 €		78 755,00 €	25,00%

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto- financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24			
							Europe	Etat	*	Région	*	Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant
AXE 5 - Equipements enfance et jeunesse	<b>AVENANT 2</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 3</b>																			
	EX009755	Remplacement des menuiseries de l'Ecole Elémentaire du Centre-Ville	Commune de Prigonrieux	Prigonrieux	28 300,00 €	9 905,00 €			11 320,00 €							7 075,00 €	7 075,00 €	25,00%		
	<b>AVENANT 4</b>																			
	EX010733	Aménagement de la cour de l'école maternelle	Commune de La Force	La Force	40 450,00 €	30 337,50 €										10 112,50 €	10 112,50 €	25,00%		
EX009650	Aménagement de la cour de l'école	Commune de Saint-Laurent-des-Vignes	Saint-Laurent-des-Vignes	67 140,06 €	16 784,01 €										16 785,01 €	16 785,01 €	25,00%			
<b>AVENANT 5</b>																				
Pas d'opération																				
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	<b>CONTRAT INITIAL</b>																			
	EX005127	Travaux bâtiments communaux	Commune de Fraisse	Fraisse	13 234,00 €	9 925,00 €							3 309,00 €				3 309,00 €	25,00%		
	EX004628	Aménagement de la mairie : 2ème tranche	Commune de Ginestet	Ginestet	121 492,00 €	91 119,00 €							30 373,00 €				30 373,00 €	25,00%		
	EX004652	Travaux charpente et couverture des logements, ancien presbytère	Commune de Ginestet	Ginestet	51 038,00 €	38 278,00 €								12 760,00 €			12 760,00 €	25,00%		
	EX004621	Travaux restructuration mairie avec intégration agence postale	Commune de Le Fleix	Le Fleix	114 220,00 €	39 977,00 €			45 688,00 €				28 555,00 €				28 555,00 €	25,00%		
	EX004915	Rénovation huisseries bâtiments communaux	Commune de Monfaucou	Monfaucou	18 903,00 €	14 177,00 €							4 726,00 €				4 726,00 €	25,00%		
	EX004616	Restauration campanaire de l'église	Commune de Saint-Georges-de-Blancaneix	Saint Georges de Blancaneix	12 966,00 €	4 724,00 €				5 000,00 €			3 242,00 €				3 242,00 €	25,00%		
	EX004770	Construction d'un atelier communal	Commune de Saint-Laurent-des-Vignes	Saint-Laurent-des-Vignes	240 000,00 €	108 000,00 €			96 000,00 €				36 000,00 €				36 000,00 €	15,00%		
	00088475	Restructuration d'un bâtiment communal en logement	Commune de Saint-Pierre d'Eyraud	Saint Pierre d'Eyraud	90 500,00 €	54 300,00 €			18 100,00 €				18 100,00 €				18 100,00 €	20,00%		
	<b>AVENANT 1</b>																			
	EX007035	Réaménagement d'un bâtiment en logement pour maison d'accueil pour personnes âgées	Commune de Saint-Pierre-d'Eyraud	Saint-Pierre-d'Eyraud	200 000,00 €	67 000,00 €			80 000,00 €		3 000,00 €				50 000,00 €		50 000,00 €	25,00%		
	EX007361	Extension du cimetière de la Farganière	Commune de La Force	La Force	77 999,58 €	58 500,58 €								19 499,00 €			19 499,00 €	25,00%		
	EX007762	Transformation de l'ancienne école en salle multigénérationnelle	Commune de Saint-Géry	Saint-Géry	61 208,41 €	12 241,79 €			15 302,10 €		18 362,52 €				15 302,00 €		15 302,00 €	25,00%		
	<b>AVENANT 2</b>																			
	EX009008	Enrochement de l'ancien cimetière aux abords de l'église	Commune de Saint-Georges-Blancaneix	Saint-Georges-Blancaneix	39 200,00 €	29 400,00 €									9 800,00 €		9 800,00 €	25,00%		
	<b>AVENANT 3</b>																			
	EX009622	Travaux d'amélioration énergétique de l'école maternelle	Commune de Saint Pierre d'Eyraud	Saint Pierre d'Eyraud	212 600,00 €	53 150,00 €			106 300,00 €							53 150,00 €	53 150,00 €	25,00%		
	EX009952	Réhabilitation des sanitaires de l'école	Commune de La Force	La Force	51 800,00 €	12 950,00 €			25 900,00 €						12 950,00 €		12 950,00 €	25,00%		
	EX009954	Réaménagement de logements de fonction en salles de classe	Commune de La Force	La Force	145 200,00 €	36 300,00 €			72 600,00 €						36 300,00 €		36 300,00 €	25,00%		
	EX009744	Réalisation de la 3ème tranche de travaux au cimetière de Blanzac	Commune de Prigonrieux	Prigonrieux	130 700,00 €	70 185,00 €			27 840,00 €						32 675,00 €		32 675,00 €	25,00%		
	EX009651	Achat d'un local technique	Commune de Saint Laurent des Vignes	Saint Laurent des Vignes	150 000,00 €	112 500,00 €									37 500,00 €		37 500,00 €	25,00%		
	<b>AVENANT 4</b>																			
EX009592	Aménagement de l'ancien presbytère en salles associatives	Commune de Ginestet	Ginestet	264 282,00 €	219 362,00 €									44 920,00 €		44 920,00 €	17,00%			
EX010310	Rénovation thermique des logements communaux de Giralde	Commune de La Force	La Force	76 375,00 €	57 282,00 €									19 093,00 €		19 093,00 €	25,00%			
<b>AVENANT 5</b>																				
EX010703	Construction d'un club house	Commune de Saint-Pierre-d'Eyraud	Saint-Pierre-d'Eyraud	86 950,00 €	65 212,50 €										21 737,50 €	21 737,50 €	25,00%			
AXE 7 - Eau et Assainissement	<b>CONTRAT INITIAL</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 1</b>																			
	EX005154	Réhabilitation assainissement collectif (eaux usées) - réseaux	Commune de Le Fleix	Le Fleix	assiette : 67 254,00 €	264 435,69 €			552 500,00 €						3 362,71 €			3 362,71 €	5,00%	
	EX007841	Réhabilitation assainissement collectif (eaux usées) - station	Commune de Le Fleix	Le Fleix	assiette : 836 716,00 €											83 671,60 €			83 671,60 €	10,00%
	<i>sous-total assainissement Le Fleix :</i>																		87 034,31 €	
	EX006661	Réhabilitation d'un ruisseau canalisé traversant le centre ville suite à son effondrement	Commune de Prigonrieux	Prigonrieux	2 200 000,00 €	528 000,00 €			630 000,00 €	352 000,00 €	150 000,00 €				120 000,00 €			120 000,00 €	5,45%	
									400 000,00 €		20 000,00 €									
	<b>AVENANT 2</b>																			
	Pas d'opération																			
<b>AVENANT 3</b>																				
Pas d'opération																				
<b>AVENANT 4</b>																				
Pas d'opération																				
<b>AVENANT 5</b>																				
Pas d'opération																				
AXE 8 - Equipements touristiques	<b>CONTRAT INITIAL</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 1</b>																			
	Pas d'opération																			
	<b>AVENANT 2</b>																			
	Pas d'opération																			
<b>AVENANT 3</b>																				
Pas d'opération																				
<b>AVENANT 4</b>																				
Pas d'opération																				
<b>AVENANT 5</b>																				
Pas d'opération																				

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto- financement	Cofinanceurs (*)				Programmation investissement					Financement CD24				
							Europe	Etat	* Région	* Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux	
AXE 9 - Infrastructures et voirie	<b>CONTRAT INITIAL</b>																			
	EX004769	Création d'un accès communal à un parking et cour de service	Commune de Saint-Laurent-des-Vignes	Saint Laurent des Vignes	80 107,00 €	36 048,00 €							12 016,00 €					12 016,00 €	15,00%	
	<b>AVENANT 1</b>																			
	EX006486	Réhabilitation parking salle des fêtes	Commune de Le Fleix	Le Fleix	70 410,00 €	21 490,00 €								14 082,00 €				14 082,00 €	20,00%	
	EX006507	Aménagement du bourg	Commune de Lunas	Lunas	300 352,50 € assiette : 300 000,00 €	111 084,70 €											75 000,00 €	75 000,00 €	25,00%	
	EX007776	Traverse du bourg RD15	Commune de Lunas	Lunas	89 938,80 € assiette : 83 938,80 €	33 261,60 €											20 985,00 €	20 985,00 €	25,00%	
	<b>AVENANT 2</b>																			
	EX007855	Traverse RD32	Commune de Prigonrieux	Prigonrieux	200 000,00 €	150 000,00 €											50 000,00 €	50 000,00 €	25,00%	
	<b>AVENANT 3</b>																			
	EX009575	Aménagement du centre-bourg	Commune de Saint-Georges-Blancaneix	Saint-Georges-Blancaneix	157 839,60 €	64 703,76 €												31 567,92 €	31 567,92 €	20,00%
	<b>AVENANT 4</b>																			
	EX009734	Aménagement de la place du Groupe Loiseau : Construction d'une halle et aménagements divers Tranche 1	Commune de Prigonrieux	Prigonrieux	650 500,00 €	531 430,17 €												119 069,83 €	119 069,83 €	18,30%
	00099914	Travaux d'aménagement et de viabilisation du lotissement communal au lieu-dit "Lavaure"	Commune de Le Fleix	Le Fleix	195 000,00 €	156 000,00 €												39 000,00 €	39 000,00 €	20,00%
	<b>AVENANT 5</b>																			
EX015908	Adressage normalisé	Commune de Saint-Géry	Prigonrieux	7 145,50	6 073,50 €												1 072,00 €	1 072,00 €	15,00%	
EX016062	Création d'accès au city-stade pour accessibilité aux handicapés	Commune de Saint-Pierre-d'Eyraud	Le Fleix	4 475,20 €	3 356,40 €												1 118,80 €	1 118,80 €	25,00%	
				<b>TOTAUX</b>	<b>11 042 588,02 €</b>	<b>5 272 787,48 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 026 533,82 €</b>	<b>352 000,00 €</b>	<b>#VALEUR!</b>	<b>0 €</b>	<b>774 708,00 €</b>	<b>348 616,31 €</b>	<b>238 556,00 €</b>	<b>212 650,00 €</b>	<b>455 896,09 €</b>	<b>2 030 426,40 €</b>			
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION APRÈS AVENANT 5 :</b> Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton : 1 692 022,00 € Dotations complémentaires 2021 : 338 404,40 € Enveloppe globale 2016-2021 : 2 030 426,40 € Rappel du montant réparti lors des premières programmations : 2 030 426,40 € Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 5 : 44 920,00 € Sous total des opérations programmées par l'avenant 5 : 44 920,00 € Total des opérations programmées : 2 030 426,40 € Nouvelle enveloppe disponible : 0,00 €																				

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

Montant proratisé

Financement du CD24 au titre des CPT

ANNEXE 10

AVENANT 2 AU CONTRAT DE PROJETS TERRITORIAUX  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PÉRIGORD  
RIBÉRACOIS

TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE DE  
L'AVENANT 2

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PÉRIGORD RIBÉRACOIS**  
**Avenant 2 au Contrat de Projets Territoriaux 2016-2021**  
**Tableau de programmation pluriannuelle des projets**

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement				Financement CD24	
							Europe	*	Etat	*	Région	*	Autres	*	2018	2019	2020
<b>OPÉRATIONS ANNULÉES PAR L'AVENANT 2</b>																	
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat, énergies renouvelables	EX009718	Travaux d'isolation thermique et d'insonorisation des locaux du bâtiment Jacques Prévert	CC Périgord Ribéracois	Ribérac	119 189,00 €											35 756,70 €	30,00%
														<b>Sous total des opérations annulées :</b>		<b>35 756,70 €</b>	
<b>OPÉRATIONS PROGRAMMÉES PAR L'AVENANT 2</b>																	
AXE 4 - Équipements culturels, sportifs et de loisirs	EX015871	Réalisation d'un citystade sur la commune de Verteillac	CC Périgord Ribéracois	Verteillac	72 000,00 €	14 400,00 €		18 000,00 €							3 600,00 €	3 600,00 €	5,00%
	EX015604	Réfection, modernisation et mise aux normes du gymnase	Commune de Ribérac	Ribérac	1 022 900,00 €	204 580,00 €		36 000,00 €	255 725,00 €	255 725,00 €	51 145,00 €				255 725,00 €	255 725,00 €	25,00%
AXE 5 - Équipements enfance et jeunesse	EX015905	Acquisition bâtiment modulaire pour accueil périscolaire de Celles	CC Périgord Ribéracois	Celles	70 000,00 €	42 235,55 €		6 554,50 €		7 209,95 €				14 000,00 €	14 000,00 €	20,00%	
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat, énergies renouvelables	EX014751	Étude Pré-opérationnelle OPAH	CC Périgord Ribéracois	Ribérac	66 480,00 €	55 400,00 €		27 700,00 €						11 080,00 €	11 080,00 €	16,67%	
Axe 8 - Équipements touristiques	EX015872	Travaux d'aménagement nouveau locaux Office de Tourisme Intercommunal	CC Périgord Ribéracois	Ribérac	88 000,00 €	35 200,00 €		35 200,00 €						17 600,00 €	17 600,00 €	20,00%	
Axe 9 - Infrastructures et voirie	EX016046	Voirie communautaire 2022	CC Périgord Ribéracois	Territoire interco	500 000,00 €	425 181,00 €								74 819,00 €	74 819,00 €	14,96%	
<b>TOTAUX</b>					<b>1 819 380,00 €</b>	<b>316 615,55 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>379 179,50 €</b>	<b>255 725,00 €</b>	<b>58 354,95 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>376 824,00 €</b>	<b>376 824,00 €</b>		
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION :</b>														<b>Rappel de l'enveloppe 2016-2020 de l'EPCI :</b>		<b>1 177 200,00 €</b>	
														<b>Dotation complémentaire 2021 :</b>		<b>235 440,00 €</b>	
														<b>Dotation globale 2016-2021 :</b>		<b>1 412 640,00 €</b>	
														<b>Rappel du montant réparti lors des premières programmations :</b>		<b>1 071 572,70 €</b>	
														<b>Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 2 :</b>		<b>35 756,70 €</b>	
														<b>Sous total des opérations programmées par l'avenant 2 :</b>		<b>376 824,00 €</b>	
														<b>Total des opérations programmées (CPC initial et avenants) :</b>		<b>1 412 640,00 €</b>	
<b>Nouvelle enveloppe disponible après avenant 2 :</b>		<b>0,00 €</b>															

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

	Montant proratisé
	Financement du CD24

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA PROGRAMMATION**  
**(Contrat initial + avenants)**

**CONTRAT DE PROJETS TERRITORIAUX 2016-2021  
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PERIGORD RIBERACOIS - Avenant 2**

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24																
							Europe	Etat	Région	Autres	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux															
AXE 1 - Immobilier d'entreprise, commerce, artisanat	<b>CONTRAT INITIAL</b>																																
	EX004768	Construction d'un Centre d'hébergement des jeunes en formation et en insertion professionnelle - Tranche financière 1	CC Périgord Ribérais	Siorac-de-Ribérac	1 023 688,50 €	442 366,00 €	100 000,00 €	296 528,00 €	317 685,00 €	448 000,00 €	30 000,00 €						300 000,00 €	15,00%															
		Construction d'un centre d'hébergement des jeunes en formation et en insertion professionnelle - Tranche financière 2																	1 023 688,50 €	150 000,00 €	150 000,00 €												
	<b>AVENANT 1</b>																																
	EX009470	Acquisition d'un bâtiment industriel																	CC Périgord Ribérais	La Tour Blanche - Cercles	90 000,00 €	63 000,00 €											27 000,00 €
EX010599	Construction d'un centre d'hébergement des jeunes en formation et en insertion : travaux complémentaires	CC Périgord Ribérais	Siorac de Ribérac	390 000,00 €	390 000,00 €											117 000,00 €	30,00%																
<b>AVENANT 2</b> pas d'opération																																	
AXE 2 - Foncier agricole et naturel, opérations environnementales	<b>CONTRAT INITIAL</b> pas d'opération																																
	<b>AVENANT 1</b>																																
	EX009492	Plan Local Urbanisme Valant programme local de l'Habitat	CC Périgord Ribérais	Territoire intercommunal	335 200,00 €	248 424,76 €			1 610,24 €	19 725,00 €							65 440,00 €	19,52%															
<b>AVENANT 2</b> pas d'opération																																	
AXE 3 - Accès à la santé et aux services publics	<b>CONTRAT INITIAL</b> pas d'opération																																
	<b>AVENANT 1</b> pas d'opération																																
	<b>AVENANT 2</b> pas d'opération																																
AXE 4 - Equipements culturels, sportifs et de loisirs	<b>CONTRAT INITIAL</b> pas d'opération																																
	<b>AVENANT 1</b>																																
	EX009174	Réhabilitation du local technique et du système de traitement d'eau de la piscine de Ribérac	CC Périgord Ribérais	Ribérac	240 000,00 €	192 000,00 €											48 000,00 €	20,00%															
	EX015871	Réalisation d'un citystade sur la commune de Verteillac	CC Périgord Ribérais	Verteillac	72 000,00 €	14 400,00 €		18 000,00 €	36 000,00 €								3 600,00 €	5,00%															
EX015604	Réfection, modernisation et mise aux normes du gymnase	Commune de Ribérac	Ribérac	1 022 900,00 €	204 580,00 €		255 725,00 €	255 725,00 €	51 145,00 €							255 725,00 €	25,00%																
AXE 5 - Equipements enfance et jeunesse	<b>CONTRAT INITIAL</b> pas d'opération																																
	<b>AVENANT 1</b> pas d'opération																																
	<b>AVENANT 2</b>																																
EX015905	Acquisition bâtiment modulaire pour accueil périscolaire de Celles	CC Périgord Ribérais	Celles	70 000,00 €	42 235,55 €		6 554,50 €		7 209,95 €							14 000,00 €	20,00%																
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	<b>CONTRAT INITIAL</b>																																
	EX006627	Travaux de mise en conformité dans les résidences autonomie	CIAS du Val de Dronne	Tocane Saint Apre / Ribérac	87 431,35 €	17 486,35 €				48 087,00 €	*					21 858,00 €	21 858,00 €	25,00%															
	EX007809	Acquisition immobilière et travaux du siège du Syndicat	SRB Dronne	Ribérac	275 000,00 €	253 000,00 €				22 000,00 €					5 500,00 €		5 500,00 €	2,00%															
	<b>AVENANT 1</b>																																
	EX007800	Remplacement de la toiture de la Résidence Autonomie de Ribérac	CIAS Val de Dronne	Ribérac	177 313,00 €	35 462,00 €			88 657,00 €	*						53 194,00 €	53 194,00 €	30,00%															
	EX009718	Travaux d'isolation thermique et d'insonorisation des locaux du bâtiment Jacques Prévert	CC Périgord Ribérais	Ribérac	119 189,00 €	83 432,30 €										35 756,70 €	35 756,70 €	30,00%															
<b>AVENANT 2</b>																																	
EX014751	Étude Pré-opérationnelle OPAH	CC Périgord Ribérais	Ribérac	66 480,00 €	66 480,00 €		27 700,00 €									11 080,00 €	16,67%																
AXE 7 - Eau et Assainissement	<b>CONTRAT INITIAL</b> pas d'opération																																
	<b>AVENANT 1</b> pas d'opération																																
	<b>AVENANT 2</b> pas d'opération																																
AXE 8 - Equipements touristiques	<b>CONTRAT INITIAL</b> pas d'opération																																
	<b>AVENANT 1</b> pas d'opération																																
	<b>AVENANT 2</b>																																
EX015872	Travaux d'aménagement nouveau locaux Office de Tourisme Intercommunal	CC Périgord Ribérais	Ribérac	88 000,00 €	52 800,00 €		35 200,00 €									17 600,00 €	20,00%																
AXE 9 - Infrastructures et voirie	<b>CONTRAT INITIAL</b>																																
	EX008287	Travaux de sécurisation des voiries intercommunales	CC Périgord Ribérais	Territoire intercommunal	1 260 000,00 €	1 148 758,00 €									111 242,00 €		111 242,00 €	8,83%															
	<b>AVENANT 1</b>																																
	EX010653	Voie 2021	CC Périgord Ribérais	Territoire intercommunal	253 330,00 €	189 998,00 €											63 332,00 €	25,00%															
	EX009007	Amélioration et sécurisation de la voirie intercommunale (programmation 2019-2020)	CC Périgord Ribérais	Territoire intercommunal	455 500,00 €	382 250,00 €											73 250,00 €	25,00%															
<b>AVENANT 2</b>																																	
EX016046	Voie communautaire 2022	CC Périgord Ribérais	Territoire interco	500 000,00 €	425 181,00 €											74 819,00 €	14,96%																
					<b>TOTAUX</b>	<b>7 430 531,35 €</b>	<b>4 168 421,66 €</b>	<b>100 000,00 €</b>	<b>1 319 392,50 €</b>	<b>793 992,24 €</b>	<b>178 166,95 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>583 100,00 €</b>	<b>5 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>824 040,00 €</b>	<b>1 412 640,00 €</b>															
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION APRÈS AVENANT 2 :</b>																																	
Rappel de l'enveloppe 2016-2020 de l'EPCI : 1 177 200,00 €																																	
Dotation complémentaire 2021 : 235 440,00 €																																	
Enveloppe globale 2016-2020 de l'EPCI : 1 412 640,00 €																																	
Rappel du montant réparti lors des premières programmations : 1 071 572,70 €																																	
Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 2 : 35 756,70 €																																	
Sous total des opérations programmées par l'avenant 2 : 376 824,00 €																																	
Total des opérations programmées : 1 412 640,00 €																																	
Nouvelle enveloppe disponible pour l'EPCI après l'avenant 2 : 0,00 €																																	

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*  
Montant proratisé  
Financement du CD24 au titre des CPT



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.51

Politique des Solidarités Territoriales.  
Avenant n° 3 CPC - Canton de Saint-Astier.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Germinal PEIRO

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.51

Politique des Solidarités Territoriales.  
Avenant n° 3 CPC - Canton de Saint-Astier.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

VU la communication de la Commission Européenne n° 2016/C262/01 en date du 19 mai 2016 concernant les mesures d'aide publique locales pouvant être accordées et ne rentrant pas dans le champ des aides d'Etat (dimension purement locale des aides),

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020,

VU les Contrats de ruralité, les dispositifs « Cœur de Ville » et « Petites Villes de demain » mis en œuvre par l'Etat,

VU les délibérations du Conseil départemental n° 16-03 du 8 janvier 2016, n° 16-179 du 31 mars 2016, n° 16-193 du 23 juin 2016, n° 16-337 du 18 novembre 2016 et n° 17-219 du 27 juin 2017, et de la Commission Permanente n° 18.CP.V.36 du 23 juillet 2018 et n° 18.CP.VI.33 du 3 septembre 2018,

VU les Conférences des Territoires des 6 juin et 28 novembre 2016, 27 novembre 2017, 7 juin 2018, 12 avril et 14 juin 2019, et 10 septembre 2020,

VU l'adoption des différents Schémas : Schéma Départemental d'Accès aux Soins de Proximité de la Dordogne adopté le 15 janvier 2018 et le Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public adopté le 25 juin 2018,

VU l'accord départemental de relance et la prolongation exceptionnelle de la contractualisation avec les Communes et les Intercommunalités,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-18 du 4 février 2021 adoptant le budget Investissement du Service des Politiques Territoriales et Européennes actant l'adoption d'autorisations de programmes complémentaires à hauteur de 15,4 M€,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la programmation financière de l'**Avenant n° 3 au Contrat de Projets Communaux du Canton de Saint-Astier** (ci-annexé) actant l'attribution d'un montant total de subventions de 50.357 € pour le soutien de 4 projets d'investissement.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter, au nom et pour le compte du Département lesdits Contrats actant la programmation de ces avenants sur la base du format standard d'avenant aux Contrats de Projets Communaux adopté lors de la Commission Permanente du 3 septembre 2018 (Cf. délibération n° 18.CP.VI.33), et sur la base du format standard d'avenant aux Contrats de Projets Territoriaux adopté par le Conseil départemental le 29 mars 2019 (Cf. délibération n° 19-155).

**ACTE** la fin de programmation des Contrats de Territoire pour la période 2016-2021.



**Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,**

**Bruno LAMONERIE**

## ANNEXE 1

### AVENANT 3 AU CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX DU CANTON DE SAINT-ASTIER

### TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE DE L'AVENANT 3

# CANTON DE SAINT ASTIER - Avenant 3 au Contrat de Projets Communaux 2016-2021

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Programmation investissement					Financement CD24			
							Europe	*	Etat	*	Région	*	Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>OPÉRATIONS ANNULÉES PAR L'AVENANT 3 :</b>																				
																	<b>Sous total des opérations</b>		<b>0,00 €</b>	
<b>OPÉRATIONS PROGRAMMÉES PAR L'AVENANT 3 :</b>																				
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	EX014930	Amélioration énergétique de la salle polyvalente	Commune de Jaure	Jaure	36 947,37 €	12 931,58 €			14 778,95 €									9 236,84 €	9 236,84 €	25,00%
	EX015176	Rénovation de la Salle des Fêtes	Commune de Léguillac de l'Auche	Léguillac de l'Auche	28 216,63 €	9 875,82 €			11 286,65 €										7 054,16 €	7 054,16 €
AXE 9 - Infrastructures et voirie	EX015749	Aménagement d'un parking au complexe sportif du Roc	Commune de Saint Astier	Saint Astier	141 919,95 €	63 863,97 €			56 767,98 €									21 288,00 €	21 288,00 €	15,00%
	EX016077	Aménagement voie douce de connexion au Bourg - Axe Est/Ouest	Commune de Mensignac	Mensignac	110 637,00 €	31 487,00 €			22 127,00 €		44 245,00 €							12 778,00 €	12 778,00 €	11,55%
<b>TOTAUX</b>					<b>317 720,95 €</b>	<b>118 158,37 €</b>	<b>0,00 €</b>		<b>104 960,58 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>44 245,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>50 357,00 €</b>	<b>50 357,00 €</b>	
<b>BILAN DE LA PROGRAMMATION APRÈS AVENANT 3 :</b>											<b>Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :</b>					<b>1 590 576,00 €</b>				
											<b>Dotation complémentaire 2021 :</b>					<b>318 115,20 €</b>				
											<b>Enveloppe 2016-2021 :</b>					<b>1 908 691,20 €</b>				
											<b>Rappel du montant réparti lors des premières programmations :</b>					<b>1 858 333,88 €</b>				
											<b>Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 3 :</b>					<b>0,00 €</b>				
											<b>Sous total des opérations programmées par l'avenant 3 :</b>					<b>50 357,00 €</b>				
											<b>Total des opérations programmées (CPC initial et avenants) :</b>					<b>1 908 690,88 €</b>				
											<b>Nouvelle enveloppe disponible pour le canton après l'avenant 3 :</b>					<b>0,32 €</b>				

(\*) les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

	Montant proratisé
	Financement du CD24

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA PROGRAMMATION**  
**(Contrat initial + avenants)**

**CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX 2016-2021**  
**CANTON DE SAINT ASTIER - Enveloppe du contrat 2016-2021 : 1.908.691,20 €**

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)						Financement CD24									
							Europe	Etat	* Région	* Autres	*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux			
AXE 1 - Immobilier d'entreprise, commerce, artisanat	<b>CONTRAT INITIAL</b>																					
	pas d'opération programmée																					
	<b>AVENANT 1</b>																					
	pas d'opération programmée																					
	<b>AVENANT 2</b>																					
pas d'opération programmée																						
<b>AVENANT 3</b>																						
pas d'opération programmée																						
AXE 2 - Foncier agricole et naturel, opérations environnementales	<b>CONTRAT INITIAL</b>																					
	pas d'opération programmée																					
	<b>AVENANT 1</b>																					
	pas d'opération programmée																					
	<b>AVENANT 2</b>																					
pas d'opération programmée																						
<b>AVENANT 3</b>																						
pas d'opération programmée																						
AXE 3 - Accès à la santé et aux services publics	<b>CONTRAT INITIAL</b>																					
	pas d'opération programmée																					
	<b>AVENANT 1</b>																					
	EX007378	Aménagement d'une maison de santé pluridisciplinaire	Commune de Saint-Astier	Saint-Astier	831 842,54 €	291 145,20 €										207 960,33 €	207 960,33 €	25,00%				
	EX007534	Réhabilitation ancien bourg de Montanceix 1ère tranche : acquisition et travaux	Commune de Montrem	Montrem	395 933,00 €	202 798,32 €												98 983,00 €	98 983,00 €	25,00%		
																					332 737,01 €	
																					70 121,68 €	
<b>AVENANT 2</b>																						
pas d'opération programmée																						
<b>AVENANT 3</b>																						
pas d'opération programmée																						
AXE 4 - Equipements culturels, sportifs et de loisirs	<b>CONTRAT INITIAL</b>																					
	EX005096	Complexe sportif de Gimel	Commune de Saint-Astier	Saint-Astier	344 254,00 €	218 191,00 €											86 063,00 €	86 063,00 €	25,00%			
	<b>AVENANT 1</b>																					
	EX005960	Système de désenfumage du centre culturel «La Fabrique»	Commune de Saint-Astier	Saint-Astier	112 122,26 €	89 697,81 €											22 424,45 €	22 424,45 €	20,00%			
	EX006610	Restructuration du foyer rural	Commune d'Annesse et Beaulieu	Annesse et Beaulieu	123 494,87 €	68 619,87 €											24 000,00 €	24 000,00 €	19,43%			
	EX006653	Création d'un city-stade	Commune de Grignols	Grignols	71 956,00 €	20 608,20 €																
	EX007541	Couverture d'un court de tennis existant et création d'un club house attenant	Commune de Montrem	Montrem	302 885,00 €	115 164,00 €												75 721,00 €	75 721,00 €	25,00%		
	EX007730	Aménagement des abords de l'Isle	Commune de Saint-Léon-sur-l'Isle	Saint-Léon-sur-l'Isle	169 600,00 €	59 360,00 €												42 400,00 €	42 400,00 €	25,00%		
	<b>AVENANT 2</b>																					
	EX010336	Rénovation d'une piste d'athlétisme	Commune de Saint-Astier	Saint-Astier	55 495,00 €	19 424,00 €												13 873,00 €	13 873,00 €	25,00%		
	EX010337	Installation d'une passerelle sur l'ilot du pontet	Commune de Saint-Astier	Saint-Astier	62 300,00 €	31 150,00 €												15 575,00 €	15 575,00 €	25,00%		
	EX010000	Création d'un club-house	Commune de Léguillac-de-l'Auche	Léguillac-de-l'Auche	35 150,00 €	12 302,50 €												8 787,50 €	8 787,50 €	25,00%		
<b>AVENANT 3</b>																						
pas d'opération programmée																						
AXE 5 - Equipements enfance et jeunesse	<b>CONTRAT INITIAL</b>																					
	00082346	Restructuration du restaurant scolaire	Commune d'Annesse et Beaulieu	Annesse et Beaulieu	354 700,00 €	133 202,00 €												70 940,00 €	70 940,00 €	20,00%		
	EX004684	Agrandissement des écoles	Commune de Coursac	Coursac	620 000,00 €	324 600,00 €												155 000,00 €	155 000,00 €	25,00%		
	<b>AVENANT 1</b>																					
	EX007020	Rénovation et extension de l'école-cantine	Commune de Mensignac	Mensignac	975 000,00 €	441 346,93 €												223 418,07 €	223 418,07 €	22,91%		
	EX007898	Aménagement du parking du groupe scolaire	Commune de Coursac	Coursac	156 727,60 €	95 382,08 €												30 000,00 €	30 000,00 €	19,14%		
	<b>AVENANT 2</b>																					
EX010368	Réaménagement/agrandissement de l'ALSH de Coursac	Commune de Coursac	Coursac	834 725,00 €	518 016,73 €												100 000,00 €	100 000,00 €	11,98%			
<b>AVENANT 3</b>																						
pas d'opération programmée																						
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	<b>CONTRAT INITIAL</b>																					
	EX005587	Construction d'un centre technique communal	Commune de La Chapelle Gonaguet	La Chapelle Gonaguet	180 561,00 €	99 309,00 €												45 140,00 €	45 140,00 €	25,00%		
	EX004855	Rénovation énergétique du restaurant scolaire	Commune de Manzac-sur-Vèze	Manzac-sur-Vèze	88 843,00 €	39 980,00 €												17 768,00 €	17 768,00 €	20,00%		
	EX005085	Amélioration des services de polarité en bourg centre	Commune de Saint-Astier	Saint-Astier	48 966,00 €	26 931,80 €												12 241,00 €	12 241,00 €	25,00%		
	EX005108	Aménagement d'un village associatif	Commune de Saint-Astier	Saint-Astier	129 794,00 €	97 346,00 €												32 448,00 €	32 448,00 €	25,00%		
EX004785	Changement des menuiseries de la mairie	Commune de Saint-Léon-sur-l'Isle	Saint-Léon-sur-Vézère	51 097,00 €	30 659,00 €												10 219,00 €	10 219,00 €	20,00%			

AXES	n° progos	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant	Auto-financement	Cofinanceurs (*)					Financement CD24						
							Europe	Etat	* Région	* Autres	* 2016	2017	2018	2019	2020	2021	Montant	Taux
AXE 6 - Patrimoine, bâtiments communaux, habitat et énergies renouvelables	<b>AVENANT 1</b>																	
	EX006508	Rénovation et extension de l'accueil périscolaire, sécurisation des abords de l'école, accessibilité école	Commune de Manzac-sur-Vern	Manzac-sur-Vern	99 242,00 €	48 191,10 €			7 600,00 €							24 810,50 €	24 810,50 €	25,00%
	EX007187	Rénovation énergétique de 18 logements communaux : le Village de Retraite	Commune de Saint-Léon-sur-l'Isle	Saint-Léon-sur-l'Isle	437 307,00 €	115 210,95 €			85 500,00 €	171 000,00 €						65 596,05 €	65 596,05 €	15,00%
	EX007523	Réhabilitation bâtiment Mairie - Salle des fêtes	Commune de Léguillac-de-l'Auche	Léguillac-de-l'Auche	48 500,00 €	16 975,00 €			19 400,00 €							12 125,00 €	12 125,00 €	25,00%
	<b>AVENANT 2</b>																	
	EX010245	Programme de travaux d'efficacité énergétique qur bâtiments communaux	Commune de Montrem	Montrem	41 010,75 €	17 965,11 €			6 396,48 €							10 252,68 €	10 252,68 €	25,00%
	EX004855	Rénovation énergétique du restaurant scolaire	Commune de Manzac-sur-Vern	Manzac-sur-Vern	114 208,00 €	68 403,05 €			7 579,53 €		15 418,08 €					22 807,34 €	22 807,34 €	19,97%
	EX010575	Sécurisation du groupe scolaire de Saint-Léon sur l'Isle : Création d'un escalier extérieur	Commune de Saint-Léon-sur-l'Isle	Saint-Léon-sur-l'Isle	30 305,50 €	22 729,12 €										7 576,38 €	7 576,38 €	25,00%
	<b>AVENANT 3</b>																	
	EX014930	Amélioration énergétique de la salle polyvalente	Commune de Jaure	Jaure	36 947,37 €	12 931,58 €			14 778,95 €							9 236,84 €	9 236,84 €	25,00%
EX015176	Rénovation de la Salle des Fêtes	Commune de Léguillac de l'Auche	Léguillac de l'Auche	28 216,63 €	9 875,82 €			11 286,65 €							7 054,16 €	7 054,16 €	25,00%	
AXE 7 - Eau et Assainissement	<b>CONTRAT INITIAL</b>																	
	pas d'opération programmée																	
	<b>AVENANT 1</b>																	
	EX006469	Réalisation d'un diagnostic du système d'assainissement collectif	Commune de Grignols	Grignols	30 326,00 €	21 228,20 €			6 065,20 €							3 032,60 €	3 032,60 €	10,00%
<b>AVENANT 2</b>																		
pas d'opération programmée																		
<b>AVENANT 3</b>																		
pas d'opération programmée																		
AXE 8 - Equipements touristiques	<b>CONTRAT INITIAL</b>																	
	pas d'opération programmée																	
	<b>AVENANT 1</b>																	
	pas d'opération programmée																	
<b>AVENANT 2</b>																		
pas d'opération programmée																		
<b>AVENANT 3</b>																		
pas d'opération programmée																		
AXE 9 - Infrastructures et voirie	<b>CONTRAT INITIAL</b>																	
	00079336	Aménagement du bourg TR1 : voie d'accès et abords de la salle de sport	Commune de Coursac	Coursac	158 921,00 €	103 299,00 €					23 838,00 €	*			31 784,00 €	31 784,00 €	20,00%	
	00084045	Aménagement du bourg TR2	Commune de Coursac	Coursac	208 600,00 €	83 440,00 €			41 720,00 €	*					41 720,00 €	41 720,00 €	20,00%	
	EX004683	Aménagement du bourg TR3	Commune de Coursac	Coursac	171 978,00 €	103 187,60 €			51 593,40 €	*					17 197,00 €	17 197,00 €	10,00%	
	EX005364	Aménagement des abords du gymnase	Commune de Mensignac	Mensignac	206 615,00 €	123 309,35 €			41 982,65 €	*					41 323,00 €	41 323,00 €	20,00%	
	00065433	Aménagement de la rue Alexis Maréchal	Commune de Saint-Astier	Saint-Astier	232 000,00 €	98 804,00 €			40 396,00 €	*			46 400,00 €	*	46 400,00 €	46 400,00 €	20,00%	
	EX005450	Aménagement de la place de la victoire	Commune de Saint-Astier	Saint-Astier	255 479,00 €	103 427,20 €			51 095,80 €	*			75 408,00 €	*	25 548,00 €	25 548,00 €	10,00%	
	00065539	Aménagement du bourg TR2 : ruelles adjacentes à la place de l'église	Commune de Saint-Astier	Saint-Astier	172 054,00 €	67 796,24 €			35 435,76 €	*			34 411,00 €	*	34 411,00 €	34 411,00 €	20,00%	
	EX005086	Amélioration de la polarité en centre-bourg : aménagement des espaces publics	Commune de Saint-Astier	Saint-Astier	295 656,00 €	162 610,80 €			59 131,20 €	*					73 914,00 €	73 914,00 €	25,00%	
	<b>AVENANT 1</b>																	
	pas d'opération programmée																	
	<b>AVENANT 2</b>																	
	EX010570	Travaux de voirie 2021 : 3ème tranche route des clèdes, route de Mensignac (partie du panneau d'agglomération sur 1100 ml) et route de la Chapelle Gonaguet	Commune d'Annesse et Beaulieu	Annesse et Beaulieu	53 710,00 €	42 968,00 €										10 742,00 €	10 742,00 €	20,00%
	EX010571	Création d'une liaison douce	Commune d'Annesse et Beaulieu	Annesse et Beaulieu	33 000,00 €	26 400,00 €										6 600,00 €	6 600,00 €	20,00%
	EX010572	Acquisition de terrain pour création de liaisons douces et voie reliant le futur lotissement	Commune d'Annesse et Beaulieu	Annesse et Beaulieu	35 592,10 €	28 474,10 €										7 118,00 €	7 118,00 €	20,00%
	EX010331	Adressage	Commune de Léguillac-de-l'Auche	Léguillac-de-l'Auche	11 047,92 €	8 285,94 €										2 761,98 €	2 761,98 €	25,00%
	EX010588	Chelinement piétonnier route de Biras	Commune de La Chapelle Gonaguet	La Chapelle Gonaguet	82 556,50 €	61 917,50 €			20 639,00 €							20 639,00 €	20 639,00 €	25,00%
	EX010590	Chemins doux et sécurisation de la route des Genêts	Commune de La Chapelle Gonaguet	La Chapelle Gonaguet	235 175,00 €	176 382,00 €			83 793,00 €							58 793,00 €	58 793,00 €	25,00%
<b>AVENANT 3</b>																		
EX015749	Aménagement d'un parking au complexe sportif du Roc	Commune de Saint Astier	Saint Astier	141 919,95 €	63 863,97 €			56 767,98 €							21 288,00 €	21 288,00 €	15,00%	
EX016077	Aménagement voie douce de connexion au Bourg - Axe Est/Ouest	Commune de Mensignac	Mensignac	110 637,00 €	31 487,00 €			22 127,00 €			44 245,00 €				12 778,00 €	12 778,00 €	11,55%	
				<b>TOTAUX</b>	<b>9 127 607,99 €</b>	<b>4 514 417,07 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 016 652,21 €</b>	<b>171 000,00 €</b>	<b>652 374,83 €</b>	<b>0 €</b>	<b>354 463,00 €</b>	<b>419 342,05 €</b>	<b>799 002,95 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>335 882,88 €</b>	<b>1 908 690,88 €</b>	
Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :																		
Dotation complémentaire 2021																		
Dotation globale 2016-2021																		
Rappel du montant réparti lors des premières programmations :																		
Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 3 :																		
Sous total des opérations programmées par l'avenant 3 :																		
Total des opérations programmées :																		
Nouvelle enveloppe disponible pour le canton après l'avenant 3 :																		

(\*) Les montants saisis concernent les financements sollicités et/ou acquis, seules les subventions acquises devront être suivies d'un \*

	Montant proratisé
	Financement du CD24

### BILAN DE LA PROGRAMMATION APRES AVENANT 3 :

Rappel de l'enveloppe 2016-2020 du canton :	1 590 576,00 €
Dotation complémentaire 2021	318 115,20 €
Dotation globale 2016-2021	1 908 691,20 €
Rappel du montant réparti lors des premières programmations :	1 858 333,88 €
Sous total des opérations déprogrammées par l'avenant 3 :	0,00 €
Sous total des opérations programmées par l'avenant 3 :	50 357,00 €
Total des opérations programmées :	1 908 690,88 €
Nouvelle enveloppe disponible pour le canton après l'avenant 3 :	0,32 €



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.52

Programmes 2022.  
Grosses réparations d'ouvrages d'art.  
Route départementale n° 31E1. Commune du BUGUE.  
Réhabilitation du platelage de la passerelle.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CAPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Michel LAJUGIE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

N° 22.CP.IV.52

Programmes 2022.  
Grosses réparations d'ouvrages d'art.  
Route départementale n° 31E1. Commune du BUGUE.  
Réhabilitation du platelage de la passerelle.

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 908 / 843 / 2315.1 / 0 / 2022 / ROUTE	
Autorisation de programme votée :	37 345 000,00€
Décision : Affectation N° : 2022 CP 14700 1	100 000,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm <sup>te</sup> :	0,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

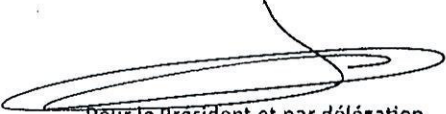
VU la délibération du Conseil départemental n° 22-86 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

AFFECTE une autorisation de programme complémentaire d'un montant de 100.000 €, au chapitre 908, article fonctionnel 843, nature 2315.1, au titre du Programme 2022 « Grosses réparations d'ouvrages d'art » pour l'opération suivante : « Route départementale n° 31E1 LE BUGUE - Réhabilitation du platelage de la passerelle ».

RD	Commune	Nature des travaux	Coût en € TTC
31 <sup>E</sup> 1	LE BUGUE	réhabilitation du platelage de la passerelle	100.000
		TOTAL	100.000

  
Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.53

Programme 2022.  
Travaux neufs.  
Route départementale n° 709.  
Communes de BERGERAC et GINESTET.  
Réparation de deux talus au lieu-dit "La Ressègue".

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

N° 22.CP.IV.53

Programme 2022.  
Travaux neufs.  
Route départementale n° 709.  
Communes de BERGERAC et GINESTET.  
Réparation de deux talus au lieu-dit "La Ressègue".

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 908 / 843 / 2315.1 / 0 / 2022 / ROUTE	
Autorisation de programme votée :	37 345 000,00€
Décision : Affectation N° : 2022 CP 14702 1	255 000,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm <sup>te</sup> :	0,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,


VU la délibération du Conseil départemental n° 22-86 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

AFFECTE une autorisation de programme complémentaire d'un montant de 255.000 €, au chapitre 908, article fonctionnel 843, nature 2315.1, au titre de la réserve « Travaux neufs 2022 » pour l'opération suivante :

RD	Commune	Nature des travaux	Coût en € TTC
709	BERGERAC et GINESTET « La Ressègue »	réparation de 2 talus	255.000
		TOTAL	255.000

  
Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.54

Travaux d'aménagement des Routes départementales n° 4, n° 5, n° 25 et n° 660.  
Communes de MAYAC, TOURTOIRAC, LE BUISSON-DE-CADOUIN et LAVALADE.  
Traverses de bourg.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.54

Travaux d'aménagement des Routes départementales n° 4, n° 5, n° 25 et n° 660.  
Communes de MAYAC, TOURTOIRAC, LE BUISSON-DE-CADOUIN et LAVALADE.  
Traverses de bourg.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** les conventions ci-annexées (I à IV), entre le Département de la Dordogne, la Communauté de Communes ISLE-LOUE-AUVÉZÈRE EN PÉRIGORD, les Communes de MAYAC, TOURTOIRAC, LE BUISSON-DE-CADOUIN, LAVALADE et le Syndicat Mixte Périgord Numérique (SMPN) pour :

- fixer les conditions techniques, administratives et financières selon lesquelles les Communes sont autorisées à occuper et utiliser, à titre précaire et révocable, les biens du domaine public départemental présentement désignés, étant entendu que le Département est gestionnaire des Routes départementales n° 4, n° 5, n° 25 et n° 660,
- fixer les engagements des Communes, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la nouvelle contractualisation relative aux Travaux d'édilité sur les routes départementales,
- fixer les règles de gestion des dépendances départementales situées dans les agglomérations de MAYAC (Le Dognon), TOURTOIRAC, LE BUISSON-DE-CADOUIN et LAVALADE,
- permettre aux Communes de TOURTOIRAC, LE BUISSON-DE-CADOUIN, LAVALADE et à la Communauté de Communes ISLE-LOUE-AUVÉZÈRE EN PÉRIGORD de percevoir le Fonds de Compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ces conventions, au nom et pour le compte du Département, ainsi que tout document afférent à leur mise en œuvre.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

CONVENTION N°

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 4,  
COMMUNE DE MAYAC  
COMMUNAUTE DE COMMUNES ISLE-LOUE-AUVÉZÈRE EN PERIGORD  
AMENAGEMENT DE LA TRAVERSE AU LIEU-DIT« LE DOGNON »

ENTRE

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET N° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

Ci-après dénommé « Le Département »,  
**D'une part,**

ET

**La Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère en Périgord** sise rue de la Tuilerie - 24270 PAYZAC, représentée par son Président, M. Bruno LAMONERIE, dûment habilité à signer en vertu de la délibération du Conseil communautaire n° CC-DC-2020-031 du 15 juillet 2020

Ci-après dénommée « La Communauté de Communes »,

**La Commune de MAYAC** sise « Route de la Mairie » - 24420 MAYAC, représentée par le Maire, M. Jean-Michel QUEMERE, dûment habilité à signer en vertu de la délibération du Conseil municipal n° du ,

Ci-après dénommée « La Commune »,

**Le Syndicat Mixte Périgord Numérique (SMPN)** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, représenté par le Vice-président, M. Alain COURNIL, dûment habilité à signer en vertu de l'arrêté n° 2018-02 du 19 février 2018,

Ci-après dénommé « Le SMPN »,  
**D'autre part.**

## **PREAMBULE**

La Communauté de Communes souhaite réaliser l'aménagement de la traverse du lieu-dit « Le Dognon » (Commune de MAYAC) qui constitue une section de la Route départementale n° 4, appartenant au Domaine public routier départemental.

Dans ce contexte, la Collectivité a sollicité le Département afin d'obtenir l'autorisation de réaliser les travaux.

La présente convention concerne l'opération d'aménagement de la traverse du lieu-dit « Le Dognon » (Commune de MAYAC). En effet, la Communauté de Communes Isle-Loue-Auvézère en Périgord souhaite aménager cette traverse sur la Route départementale n° 4, afin d'en améliorer la sécurité.

**Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de la Communauté de Communes, de la Commune, du SMPN et du Département en ce qui concerne l'opération d'aménagement de la traverse du lieu-dit « Le Dognon » (Commune de MAYAC), en agglomération.

Elle précise notamment :

- les conditions techniques, administratives et financières selon lesquelles la Communauté de Communes est autorisée à occuper et utiliser, à titre précaire et révocable, les biens du Domaine public départemental présentement désignés étant entendu que le Département est Gestionnaire de la Route départementale n° 4,
- les engagements de la Communauté de Communes et de la Commune, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la nouvelle contractualisation relative aux Travaux d'édilité sur routes départementales,
- les règles de gestion des dépendances départementales situées au lieu-dit « Le Dognon » (Commune de MAYAC).

Enfin, la présente convention permet à la Communauté de Communes de percevoir le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention vaut permission de voirie.



## **ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES**

### **ARTICLE 2.1 : Le Département**

Le Département autorise, à titre précaire et révocable, l'occupation du Domaine public routier départemental aux fins de réaliser les travaux intercommunaux ci-dessous désignés dans la mesure où la réalisation et l'exploitation des ouvrages ainsi réalisés n'influent pas sur la pérennité et l'intégrité des routes départementales et de ses dépendances, y compris des ouvrages situés en sous-sol.

### **ARTICLE 2.2 : La Communauté de Communes**

La Communauté de Communes assurera la réalisation de l'aménagement de la traverse du lieu-dit « Le Dognon » (Commune de MAYAC), la gestion, l'entretien ainsi que la responsabilité de l'opération, ce qui inclut notamment :

- la reprise et la rénovation du réseau d'évacuation des eaux pluviales,
- la mise en place de fourreaux et de chambres pour le THD,
- le recalibrage de la chaussée,
- la mise en œuvre de 3 plateaux surélevés,
- le marquage horizontal de police (Bandes de Stop, passages piétons, dents de requin....),
- la signalisation verticale de police,
- la création de trottoirs pour la circulation piétonne,
- la mise en place de bordures et caniveaux.

A l'issue des travaux, la Communauté de Communes devra fournir :

- au Département les Plans de récolement des ouvrages exécutés, et plus particulièrement ceux enterrés, conformément à la réglementation DT-DICT (Déclaration de projet de Travaux – Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux),
- au SMPN les Plans de récolement des ouvrages exécutés (fourreaux THD), conformément à la réglementation DT-DICT (Déclaration de projet de Travaux – Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux).

Dans le cadre d'une éventuelle demande de subvention départementale par la Communauté de Communes, Maître d'ouvrage, au titre des nouveaux Contrats de Projets Territoriaux, et afin que le projet d'aménagement de la traverse réponde aux conditions d'éligibilité prévues dans la Fiche traverse votée le 10 février 2017 lors de la session du Budget primitif 2017, la Communauté de Communes s'engage à :

- adhérer à la Charte 0 pesticide, former ses agents et approuver le Plan d'amélioration dans le cadre de son adhésion,
- adhérer à la Charte de signalisation directionnelle et touristique intégrant la Charte départementale de signalisation d'information locale adoptée par

le Département par délibération du Conseil départemental n°17-224 du 27 juin 2017 et en respecter les dispositions,

- justifier du bon état du réseau des eaux usées ou de sa remise à niveau.
- étudier et dimensionner le réseau des eaux pluviales,
- élaborer et approuver le Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics (PAVEP),
- répondre aux besoins en matière de déploiement du Très Haut Débit (THD) dit « réflexe fourreaux ».

Le respect de ces obligations conditionne le versement de subventions dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Territoriaux.

### **ARTICLE 2.3 : La Commune**

Dans le cadre d'une demande de subvention départementale par la Communauté de Communes, Maître d'ouvrage, au titre des nouveaux Contrats de Projets Territoriaux, et afin que le projet d'aménagement de la traverse réponde aux conditions d'éligibilité prévues la Fiche traverse votée le 10 février 2017 lors de session du Budget primitif 2017, parallèlement à la Communauté de Communes, la Commune s'engage à :

- adhérer à la Charte 0 pesticide, former ses agents et approuver le Plan d'amélioration dans le cadre de son adhésion,
- adhérer à la Charte de signalisation directionnelle et touristique intégrant la Charte départementale de signalisation d'information locale adoptée par le Département par délibération du Conseil départemental n° 17-224 du 27 juin 2017 et en respecter les dispositions.

## **ARTICLE 3 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

### **ARTICLE 3.1 : Identification du foncier**

Les emprises nécessaires à la réalisation de ces travaux se situent sur le Domaine public routier départemental.

### **ARTICLE 3.2 : Exécution des travaux**

La Maîtrise d'Ouvrage des travaux est assurée par la Communauté de Communes.

La Maîtrise d'Œuvre des travaux est confiée à A2I SAS Iché Ingénierie.

Avant le démarrage des travaux, la Communauté de Communes soumettra au Département, les dispositions qu'elle compte adopter pour l'exécution des travaux et s'assurera auprès de celui-ci de la bonne coordination des travaux avec la reprise de la chaussée départementale.

Dans ce cadre, le calendrier prévisionnel de l'opération devra être validé préalablement et de manière expresse par le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités / Unité d'Aménagement de PERIGUEUX). Le non-respect de cette clause constitue une cause de résiliation de la convention aux dépens exclusifs de la Communauté de Communes. Les frais de remise en état des travaux éventuellement engagés par la Communauté de communes sur le Domaine public routier départemental seraient intégralement supportés par la Communauté de Communes.

La Communauté de Communes sera tenue de se conformer aux prescriptions techniques du Règlement départemental de voirie, dans l'intérêt du bon usage et de la conservation du domaine public routier.

Le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités) sera associé au projet de détail, notamment en ce qui concerne la vue en plan et le profil en long du projet, l'assainissement pluvial de la plateforme routière, la conformité des réseaux existants, la prise en compte de THD (réflexe fourreaux), la signalisation directionnelle horizontale et verticale, l'accessibilité, la réglementation routière et la sécurité, les aménagements urbains et paysagers et pourra prescrire de nouvelles contraintes techniques.

Le SMPN sera associé au projet de détail relatif au projet de réalisation des fourreaux THD, notamment en ce qui concerne la nature des fourreaux, le génie civil associé et pourra prescrire de nouvelles contraintes techniques.

En cours de réalisation de chantier toute modification substantielle de projet devra être soumise au Département et devra faire l'objet d'une approbation formelle.

La Communauté de Communes réalisera les travaux sous sa seule responsabilité et devra en toutes circonstances assurer la sécurité du chantier et veiller à la continuité et à la sécurité de la circulation des véhicules et des piétons durant les travaux.

#### **ARTICLE 4 : PROCEDURE DE REMISE D'OUVRAGES**

A la fin des travaux prévus à l'article n° 2.2, il sera procédé aux opérations suivantes :

##### **ARTICLE 4.1 : Remise d'ouvrage**

A la fin des travaux, une visite technique sera organisée par la Communauté de Communes. Les représentants de la Communauté de Communes et du Département assisteront à cette visite technique. Un Procès-verbal de remise d'ouvrage, qui pourra être assorti éventuellement de réserves si des travaux de parachèvement s'avèrent nécessaires, constatera le transfert des aménagements réalisés par la Communauté de Communes sur le Domaine public routier départemental au Département et précisera la teneur de ce transfert.

#### **ARTICLE 4.2 : La garantie de parfait achèvement**

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un an à dater de la réception définitive des travaux, la Communauté de Communes prendra en charge la réparation de tous les désordres constatés dans les travaux exécutés, y compris ceux éventuellement révélés après le procès-verbal de remise d'ouvrage.

Ces désordres feront l'objet, de la part du Département, soit de réserves mentionnées au Procès-verbal de remise d'ouvrage, soit pendant le délai de garantie, de notifications écrites pour ceux révélés postérieurement à la remise d'ouvrage.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage des aménagements.

#### **ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL**

L'utilisation du domaine public départemental aménagé par la Communauté de communes est soumise au respect des dispositions suivantes :

##### **ARTICLE 5.1 : Dispositions diverses**

L'entretien et la gestion des aménagements autorisés seront exécutés, conformément aux règles fixées dans le cadre du Règlement départemental de voirie et ci-après rappelées.

Toutes précautions utiles devront être prises par la Communauté de Communes pour assurer la protection et la sécurité des usagers et des biens mis à disposition.

La Communauté de Communes est tenue d'informer dans les plus brefs délais, le Département de tout incident qui aurait des conséquences sur l'intégrité ou la sécurité du Domaine public départemental.

##### **ARTICLE 5.2 : Répartition des compétences**

Dans le cadre de la présente convention, le Département, le SMPN, la Communauté de Communes et la Commune acceptent la répartition des compétences relatives à la gestion des espaces ci-dessous mentionnés :

##### **■ Concernant le Département :**

La structure de la chaussée et la couche de roulement de l'ensemble des Routes départementales situées à l'intérieur de la traverse du lieu-dit « Le Dognon » (Commune de MAYAC) au sens du Code de la Route, sont gérées et entretenues par le Département.

De plus, ce dernier prend à sa charge l'entretien et la mise en conformité de la signalisation directionnelle pour les mentions desservies par le Réseau routier départemental et inscrites au Schéma directeur de jalonnement départemental.

## ■ Concernant la Communauté de Communes et la Commune :

Les aménagements situés sur le Domaine public routier départemental en agglomération, sont gérés et entretenus sous la responsabilité de la Communauté de Communes ou de la Commune selon leurs compétences respectives, et notamment :

### Pour la Commune :

- la signalisation verticale de police,
- les marquages spéciaux en peinture (passages piétons, bandes stop, cédez le passage...),
- l'aménagement paysager.

### Pour la Communauté de Communes :

- le système d'assainissement d'eaux usées et ses accessoires (collecteurs, grilles avaloir, bouches d'évacuation, etc.),
- Les éléments constitutifs du réseau d'eaux pluviales,
- les trottoirs et caniveaux,
- les divers revêtements de trottoirs, pavages, bétons désactivés, résines, etc. réalisés à l'occasion d'aménagement de traverse,

## ■ Concernant le SMPN :

La propriété et la gestion des fourreaux THD sont transférées de la Communauté de Communes au SMPN à compter de la date de transmission, par la Communauté de Communes des Plans de récolement désignés à l'article 2.2 de la présente convention.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES**

### **ARTICLE 6.1 : Coût de l'opération à charge de la Communauté de Communes**

Le coût de l'aménagement de la traverse du lieu-dit « Le Dognon » (Commune de MAYAC) est à la charge exclusive de la Communauté de Communes.

Les éventuelles subventions départementales seront définies dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Territoriaux.

### **ARTICLE 6.2 : Coût de la reprise de la chaussée départementale**

Le coût de l'aménagement de la traverse du lieu-dit « Le Dognon » (Commune de MAYAC) à la charge de la Communauté de Communes ne prend pas en compte le coût de reprise de la chaussée départementale qui est financé par le Conseil départemental.

### **ARTICLE 6.3 : Application du FCTVA**

Il est établi qu'en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les travaux réalisés par la Communauté de Communes sur le Domaine départemental sont éligibles au Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

Le FCTVA sera appliqué en fonction du coût réel des travaux jusqu'à concurrence du montant des marchés (avenants compris).

### **ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION**

Pour ce qui est de l'occupation du Domaine public départemental nécessaire à la réalisation de l'opération Intercommunale, la présente convention est conclue pour la durée des travaux. Elle prend effet, à compter de la notification par le Département à la Communauté de Communes, la Commune et au SMPN d'un exemplaire signé des Parties et prend fin, à la dernière date, entre l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement et la liquidation complète des dépenses.

Quant à la répartition des compétences définie à l'article « Répartition des compétences » de la présente convention, ses effets sont sans limite de durée.

### **ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification éventuelle d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention, décidée d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet de la passation d'un avenant signé par les Parties.

### **ARTICLE 9 : RESPONSABILITES**

La Communauté de Communes assure, sous sa responsabilité exclusive, la conception et la réalisation et l'entretien des aménagements sur le Domaine public départemental, objet de la convention.

Elle s'engage à souscrire à toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment.

La responsabilité du Département et du SMPN ne pourra en aucun cas être recherchée.

La Communauté de Communes fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir de l'occupation et de l'utilisation du Domaine public départemental, objet de la présente convention.

Elle est donc responsable vis-à-vis des tiers et du Département de tous les accidents et dommages pouvant survenir à l'occasion des travaux d'aménagement et d'entretien dans le cadre des domaines de compétences définis dans la présente convention.

#### **ARTICLE 10 : RESILIATION**

En cas de non-respect de la Communauté de Communes des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par le Département ou le SMPN aux frais et risques de la Communauté de Communes, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée en tout ou partie infructueuse.

#### **ARTICLE 11 : REGLEMENT DE LITIGES**

En cas de litige pour l'application de la présente convention, si un accord ne pouvait intervenir entre les Parties signataires, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de BORDEAUX.

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux.

Fait à PERIGUEUX, le

Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,

Pour la Communauté de Communes  
Isle-Loue-Auvézère en Périgord,  
le Président,

Germinal PEIRO

Bruno LAMONERIE

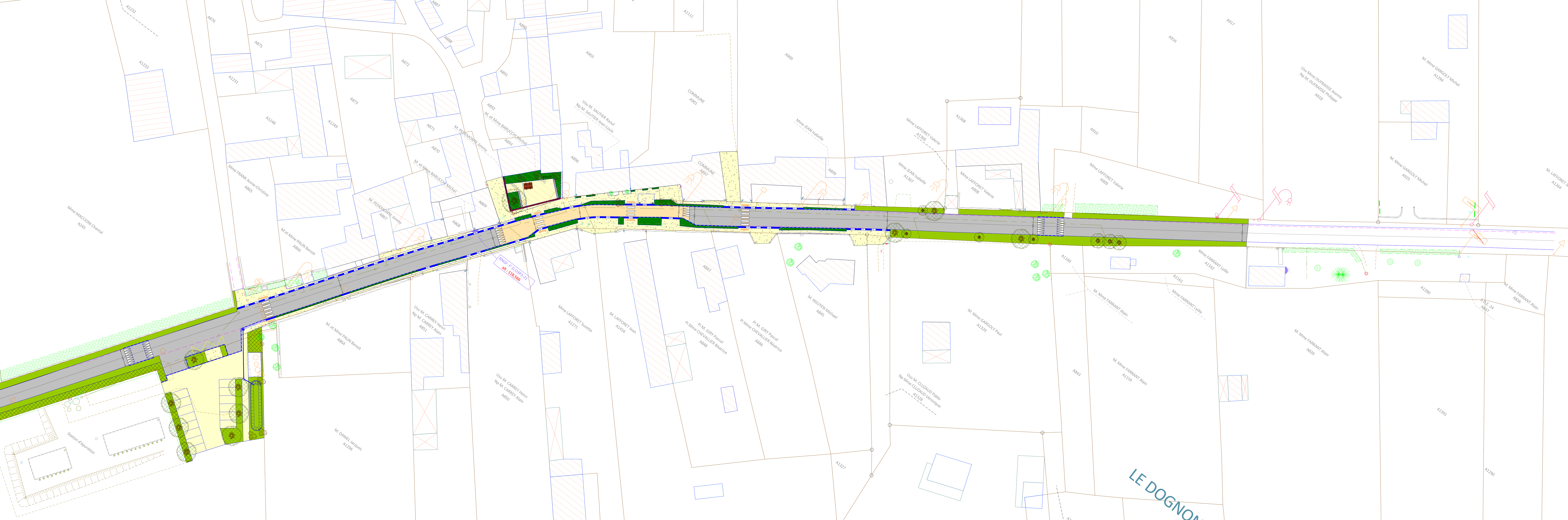
Pour la Commune de MAYAC,  
le Maire,

Pour le Syndicat Mixte Périgord Numérique,  
le Vice-président,

Jean-Michel QUEMERE

Alain COURNIL

Légendes	
<b>Revêtements</b>	
	Béton désactivé
	Enrobé
	Sable stabilisé
	Résine
	Pavage (bloc pierres récup)
	Caniveau CC2
	Bordure T2
<b>Mobilier</b>	
	Assise (avec linteaux récup)
	Table de pique-nique
<b>Végétaux</b>	
	Massif type 1
	Massif type 2
	Accotement enherbé
	Haie
	Arbre tige
	Arbre en cépée



LE DOGNON



**CONVENTION N°**

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 5  
COMMUNE DE TOURTOIRAC  
SECURISATION ET AMENAGEMENT DE LA TRAVERSE DU BOURG  
2<sup>ème</sup> tranche**

---

**ENTRE**

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

Ci-après dénommé « Le Département »  
**D'une part,**

**ET**

**La Commune de TOURTOIRAC** sise Le Bourg - 24390 TOURTOIRAC, représentée par le Maire, M. Dominique DURAND dûment habilité à signer en vertu de la délibération du Conseil municipal n° du ,

Ci-après dénommée « La Commune »  
**D'autre part.**

**PREAMBULE**

En 2015, la Commune de TOURTOIRAC a réalisé l'aménagement de la traverse 1<sup>ère</sup> tranche sur la Route départementale n° 5. Cette tranche consistait à aménager la partie Est de l'agglomération entre le panneau d'agglomération et le carrefour avec l'église et l'abbaye.

La Commune souhaite désormais réaliser la sécurisation et l'aménagement de la traverse du bourg de TOURTOIRAC - 2<sup>ème</sup> tranche, qui constitue une section de la Route départementale n° 5 à l'ouest de l'agglomération et de la Route départementale n° 67 appartenant au Domaine public routier départemental.

Dans ce contexte, la Collectivité a sollicité le Département afin d'obtenir l'autorisation de réaliser les travaux.

La présente convention concerne l'opération d'aménagement de la traverse du bourg de TOURTOIRAC - 2<sup>ème</sup> tranche, à savoir l'aménagement de la RD 5 (du carrefour RD 5 et RD 67, à la sortie Ouest du bourg) ainsi que de la RD 67 (carrefour RD 5 et RD 67).

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de la Commune et du Département en ce qui concerne l'opération d'aménagement de la traverse du bourg de TOURTOIRAC en agglomération.

Elle précise notamment :

- les conditions techniques, administratives et financières selon lesquelles la Commune est autorisée à occuper et utiliser, à titre précaire et révocable, les biens du Domaine public départemental présentement désignés, étant entendu que le Département est Gestionnaire de la Route départementale n° 5 et de la Route départementale n° 67,
- les engagements de la Commune, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la nouvelle contractualisation relative aux Travaux d'édilité sur routes départementales,
- les règles de gestion des dépendances départementales situées dans l'agglomération de TOURTOIRAC.

Enfin, la présente convention permet à la Commune de percevoir le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention vaut permission de voirie.

## **ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES**

### **ARTICLE 2.1 : Le Département**

Le Département autorise, à titre précaire et révocable, l'occupation du Domaine public routier départemental aux fins de réaliser les travaux communaux ci-dessous désignés dans la mesure où la réalisation et l'exploitation des ouvrages ainsi réalisés n'influent pas sur la pérennité et l'intégrité des routes départementales et de leurs dépendances, y compris des ouvrages situés en sous-sol.

## ARTICLE 2.2 : La Commune

La Commune assurera la réalisation de l'aménagement de la traverse du bourg, la gestion, l'entretien ainsi que la responsabilité de l'opération, ce qui inclut notamment :

- la reprise et la rénovation du réseau d'évacuation des eaux pluviales,
- la sécurisation des échanges entre la RD 5, RD 67 et des voies communales,
- la création d'une continuité piétonne,
- la mise en place de bordures et caniveaux,
- le revêtement des trottoirs et la réalisation des résines,
- la création d'un passage piéton,
- la création d'espaces engazonnés et de plantations.

A l'issue des travaux, la Commune devra fournir au Département les Plans de récolement des ouvrages exécutés, et plus particulièrement ceux enterrés, conformément à la réglementation DT-DICT (Déclaration de projet de Travaux – Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux).

Dans le cadre d'une éventuelle demande de subvention départementale par la Commune, Maître d'ouvrage, au titre des nouveaux Contrats de Projets Communaux, et afin que le projet d'aménagement de la traverse réponde aux conditions d'éligibilité prévues dans la Fiche traverse votée le 10 février 2017 lors de la session du Budget primitif 2017, la Commune s'engage à :

- adhérer à la Charte 0 pesticide, former ses agents et approuver le Plan d'amélioration dans le cadre de son adhésion,
- adhérer à la Charte de signalisation directionnelle et touristique intégrant la Charte départementale de signalisation d'information locale adoptée par le Département par délibération du Conseil départemental n° 17-224 du 27 juin 2017 et en respecter les dispositions,
- répondre aux besoins en matière de déploiement du Très Haut Débit (THD) dit « réflexe fourreaux »,
- justifier du bon état du réseau des eaux usées ou de sa remise à niveau,
- étudier et dimensionner le réseau des eaux pluviales,
- élaborer et approuver le Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics (PAVEP).

Le respect de ces obligations conditionne le versement de subventions dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Communaux.

## **ARTICLE 3 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX PAR LA COMMUNE**

### **ARTICLE 3.1 : Identification du foncier**

Les emprises nécessaires à la réalisation de ces travaux se situent sur le Domaine public routier départemental.

### **ARTICLE 3.2 : Exécution des travaux**

La Maîtrise d’Ouvrage et la Maîtrise d’Œuvre des travaux sont assurées par la Commune.

Avant le démarrage des travaux, la Commune soumettra au Département, les dispositions qu’elle compte adopter pour l’exécution des travaux et s’assurera auprès de celui-ci de la bonne coordination des travaux avec la reprise de la chaussée départementale.

Dans ce cadre, le calendrier prévisionnel de l’opération devra être validé préalablement et de manière expresse par le département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités / Unité d’Aménagement de TERRASSON). Le non-respect de cette clause constitue une cause de résiliation de la convention aux dépens exclusifs de la Commune. Les frais de remise en état des travaux éventuellement engagés par la Commune sur le Domaine public routier départemental seraient intégralement supportés par la Commune.

La Commune sera tenue de se conformer aux prescriptions techniques du Règlement départemental de voirie, dans l’intérêt du bon usage et de la conservation du Domaine public routier.

Le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités) sera associé au projet de détail, notamment en ce qui concerne la vue en plan et le profil en long du projet, l’assainissement pluvial de la plateforme routière, la conformité des réseaux existants, la prise en compte de THD (réflexe fourreaux), la signalisation directionnelle horizontale et verticale, l’accessibilité, la réglementation routière et la sécurité, les aménagements urbains et paysagers et pourra prescrire de nouvelles contraintes techniques.

En cours de réalisation de chantier toute modification substantielle de projet devra être soumise au Département et devra faire l’objet d’une approbation formelle.

La Commune réalisera les travaux sous sa seule responsabilité et devra en toutes circonstances assurer la sécurité du chantier et veiller à la continuité et à la sécurité de la circulation des véhicules et des piétons durant les travaux.

#### **ARTICLE 4 : PROCEDURE DE REMISE D'OUVRAGES**

A la fin des travaux prévus à l'article n° 2.2, il sera procédé aux opérations suivantes :

##### **ARTICLE 4.1 : Remise d'ouvrage**

A la fin des travaux, une visite technique sera organisée par la Commune. Les représentants de la Commune et du Département assisteront à cette visite technique. Un Procès-verbal de remise d'ouvrage, qui pourra être assorti éventuellement de réserves si des travaux de parachèvement s'avèrent nécessaires, constatera le transfert des aménagements réalisés par la Commune sur le Domaine public routier départemental au Département et précisera la teneur de ce transfert.

##### **ARTICLE 4.2 : La garantie de parfait achèvement**

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un an à dater de la réception définitive des travaux, la Commune prendra en charge la réparation de tous les désordres constatés dans les travaux exécutés, y compris ceux éventuellement révélés après le Procès-verbal de remise d'ouvrage.

Ces désordres feront l'objet, de la part du Département, soit de réserves mentionnées au Procès-verbal de remise d'ouvrage, soit pendant le délai de garantie, de notifications écrites pour ceux révélés postérieurement à la remise d'ouvrage.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage des aménagements.

#### **ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL**

L'utilisation du Domaine public départemental aménagé par la Commune est soumise au respect des dispositions suivantes :

##### **ARTICLE 5.1 : Dispositions diverses**

L'entretien et la gestion des aménagements autorisés seront exécutés, conformément aux règles fixées dans le cadre du Règlement départemental de voirie et ci-après rappelées.

Toutes précautions utiles devront être prises par la Commune pour assurer la protection et la sécurité des usagers et des biens mis à disposition.

La Commune est tenue d'informer dans les plus brefs délais, le Département de tout incident qui aurait des conséquences sur l'intégrité ou la sécurité du Domaine public départemental.

## **ARTICLE 5.2 : Répartition des compétences**

Dans le cadre de la présente convention, le Département et la Commune acceptent la répartition des compétences relatives à la gestion des espaces ci-dessous mentionnés :

### **■ Concernant le Département :**

La structure de la chaussée et la couche de roulement de l'ensemble des Routes départementales situées à l'intérieur de l'agglomération de la Commune de TOURTOIRAC au sens du Code de la Route, sont gérées et entretenues par le Département.

De plus, ce dernier prend à sa charge l'entretien et la mise en conformité de la signalisation directionnelle pour les mentions desservies par le Réseau routier départemental et inscrites au Schéma directeur de jalonnement départemental.

### **■ Concernant la Commune :**

Les aménagements situés sur le Domaine public routier départemental en agglomération, sont gérés et entretenus sous la responsabilité de la Commune, et notamment :

- les trottoirs et caniveaux,
- les divers revêtements de trottoirs, pavages, bétons désactivés, résines, etc. réalisés à l'occasion d'aménagement de traverse,
- le système d'assainissement d'eaux pluviales et ses accessoires (collecteurs, grilles avaloir, bouches d'évacuation, etc.),
- les espaces engazonnés et végétalisés,
- la signalisation verticale de police,
- les marquages spéciaux en peinture (passages piétons, bandes stop, cédez le passage...).

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES**

### **ARTICLE 6.1 : Coût de l'opération à charge de la Commune**

Le coût de l'aménagement de la traverse de TOURTOIRAC est à la charge exclusive de la Commune.

Les éventuelles subventions départementales seront définies dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Communaux.

### **ARTICLE 6.2 : Coût de la reprise de la chaussée départementale**

Le coût de l'aménagement de la traverse de TOURTOIRAC à la charge de la Commune ne prend pas en compte le coût de reprise de la chaussée départementale qui est financé par le Conseil départemental de la Dordogne.

### **ARTICLE 6.3 : Application du FCTVA**

Il est établi qu'en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les travaux réalisés par la Commune sur le Domaine départemental sont éligibles au Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

Le FCTVA sera appliqué en fonction du coût réel des travaux jusqu'à concurrence du montant des marchés (avenants compris).

### **ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION**

Pour ce qui est de l'occupation du Domaine public départemental nécessaire à la réalisation de l'opération communale, la présente convention est conclue pour la durée des travaux. Elle prend effet, à compter de la notification par le département à la Commune d'un exemplaire signé des Parties et prend fin, à la dernière date, entre l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement et la liquidation complète des dépenses.

Quant à la répartition des compétences définie à l'article « Répartition des compétences » de la présente convention, ses effets sont sans limite de durée.

### **ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification éventuelle d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention, décidée d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet de la passation d'un avenant signé par les Parties.

### **ARTICLE 9 : RESPONSABILITES**

La Commune assure, sous sa responsabilité exclusive, la conception et la réalisation et l'entretien des aménagements sur le Domaine public départemental, objet de la convention.

Elle s'engage à souscrire à toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment.

La responsabilité du département ne pourra en aucun cas être recherchée.

La Commune fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir de l'occupation et de l'utilisation du Domaine public départemental, objet de la présente convention.

Elle est donc responsable vis-à-vis des tiers et du département de tous les accidents et dommages pouvant survenir à l'occasion des travaux d'aménagement et d'entretien dans le cadre des domaines de compétences définis dans la présente convention.

## **ARTICLE 10 : RESILIATION**

En cas de non-respect de la Commune des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par le département aux frais et risques de la commune, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée en tout ou partie infructueuse.

## **ARTICLE 11 : REGLEMENT DE LITIGES**

En cas de litige pour l'application de la présente convention, si un accord ne pouvait intervenir entre les Parties signataires, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de BORDEAUX.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à PERIGUEUX, le

Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,

Pour la Commune de TOURTOIRAC,  
le Maire,

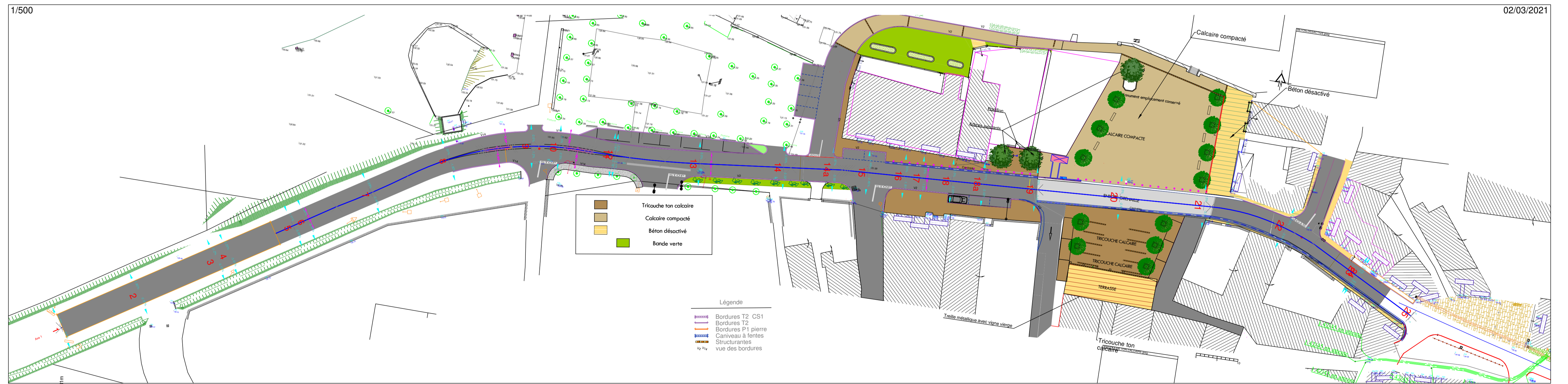
Germinal PEIRO

Dominique DURAND



Tourtoirac RD5 Traverse Bourg

02/03/2021



Axe : Axe 1  
 Echelle X : 1/500  
 Echelle Z : 1/250  
 Plan Comp : 128.00

P1		-137.06	-138.07	-135.07	-134.91	-134.07	-133.89	-133.10	-132.27	-131.73	-131.62	-131.49	-131.42	-131.52	-131.58	-131.61	-131.64	-131.65	-131.65	-131.64	-131.62	-131.71	-131.87	-132.39	-132.47	-133.42	-134.31	
Numéro de tabulation		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	14a	15	16	17	18	18a	19	20	21	22	23	24	25
Pentes terrain			-4.98%	-4.99%	-5.08%	-5.08%	-4.83%	-3.88%	-2.83%	-1.50%	-1.42%	-0.22%	0.50%	0.49%	0.52%	0.38%	-0.04%	-0.04%	-0.05%	-0.17%	0.17%	1.07%	2.99%	4.73%	5.50%			
Terrain	Z	0.00	20.00	40.00	43.28	60.00	65.45	80.00	100.00	120.00	125.59	139.29	160.00	180.00	191.69	200.00	208.86	212.95	220.00	227.41	240.00	260.00	280.00	300.00	320.00	338.47		
	D	0.00	20.00	40.00	43.28	60.00	65.45	80.00	100.00	120.00	125.59	139.29	160.00	180.00	191.69	200.00	208.86	212.95	220.00	227.41	240.00	260.00	280.00	300.00	320.00	338.47		
Projet Linéaire	Z	0.00	20.00	40.00	43.28	60.00	65.45	80.00	100.00	120.00	125.59	139.29	160.00	180.00	191.69	200.00	208.86	212.95	220.00	227.41	240.00	260.00	280.00	300.00	320.00	338.47		
	D	0.00	20.00	40.00	43.28	60.00	65.45	80.00	100.00	120.00	125.59	139.29	160.00	180.00	191.69	200.00	208.86	212.95	220.00	227.41	240.00	260.00	280.00	300.00	320.00	338.47		

Annexe III à la délibération n° 22.CP.IV.54 du 20 juin 2022.

## CONVENTION N°

### ROUTE DEPARTEMENTALE N° 25 COMMUNE DU BUISSON-DE-CADOUIN AMENAGEMENT DE SECURITE DE LA RUE FRANCOIS MEULET ET DE LA RUE DE LA REPUBLIQUE

---

#### ENTRE

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

Ci-après dénommé « Le Département »  
**D'une part,**

#### ET

**La Commune du BUISSON-DE-CADOUIN** sise 4, rue François Meulet - 24480 LE BUISSON-DE-CADOUIN, représentée par le Maire, Mme Marie-Lise MARSAT, dûment habilitée à signer en vertu de la délibération du Conseil municipal n° du ,

Ci-après dénommée « La Commune »  
**D'autre part.**

#### PREAMBULE

La Commune souhaite réaliser la sécurisation et l'aménagement de la traverse du bourg du BUISSON-DE-CADOUIN (soit la rue François de Meulet et la rue de la République) qui constitue une section de la Route départementale n° 25 appartenant au Domaine public routier départemental.

Dans ce contexte, la collectivité a sollicité le Département afin d'obtenir l'autorisation de réaliser les travaux.

La présente convention concerne l'opération d'aménagement de sécurité du bourg du BUISSON-DE-CADOUIN, à savoir l'aménagement de la RD 25.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de la Commune et du Département en ce qui concerne l'opération d'aménagement de la traverse du bourg du BUISSON-DE-CADOUIN, en agglomération.

Elle précise notamment :

- les conditions techniques, administratives et financières selon lesquelles la Commune est autorisée à occuper et utiliser, à titre précaire et révocable, les biens du Domaine public départemental présentement désignés, étant entendu que le Département est Gestionnaire de la Route départementale n° 25,
- les engagements de la Commune, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la nouvelle contractualisation relative aux Travaux d'édilité sur routes départementales,
- les règles de gestion des dépendances départementales situées dans l'agglomération du BUISSON-DE-CADOUIN.

Enfin, la présente convention permet à la Commune de percevoir le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention vaut permission de voirie.

## **ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES**

### **ARTICLE 2.1 : Le Département**

Le Département autorise, à titre précaire et révocable, l'occupation du Domaine public routier départemental aux fins de réaliser les travaux communaux ci-dessous désignés dans la mesure où la réalisation et l'exploitation des ouvrages ainsi réalisés n'influent pas sur la pérennité et l'intégrité des Routes départementales et de leurs dépendances, y compris des ouvrages situés en sous-sol.

### **ARTICLE 2.2 : La Commune**

La Commune assurera la réalisation de l'aménagement de la traverse du bourg, la gestion, l'entretien ainsi que la responsabilité de l'opération, ce qui inclut notamment :

- la reprise et la rénovation du réseau d'évacuation des eaux pluviales,

- le recalibrage de la chaussée,
- la sécurisation des échanges entre la RD25 et les rues communales,
- la sécurisation des carrefours,
- la création d'une continuité piétonne,
- la mise en place de bordures et caniveaux,
- la création d'un plateau surélevé,
- le revêtement des trottoirs et la réalisation des résines,
- la création d'un passage piéton,
- les aménagements paysagers.

A l'issue des travaux, la Commune devra fournir au département les Plans de récolement des ouvrages exécutés, et plus particulièrement ceux enterrés, conformément à la réglementation DT-DICT (Déclaration de projet de Travaux – Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux).

Dans le cadre d'une éventuelle demande de subvention départementale par la Commune, Maître d'ouvrage, au titre des nouveaux Contrats de Projets Communaux, et afin que le projet d'aménagement de la traverse réponde aux conditions d'éligibilité prévues dans la Fiche traverse votée le 10 février 2017 lors de la session du Budget primitif 2017, la Commune s'engage à :

- adhérer à la Charte 0 pesticide, former ses agents et approuver le Plan d'amélioration dans le cadre de son adhésion,
- adhérer à la Charte de signalisation directionnelle et touristique intégrant la Charte départementale de signalisation d'information locale adoptée par le Département par délibération du Conseil départemental n° 17-224 du 27 juin 2017 et en respecter les dispositions,
- répondre aux besoins en matière de déploiement du Très Haut Débit (THD) dit « réflexe fourreaux »,
  - justifier du bon état du réseau des eaux usées ou de sa remise à niveau,
  - étudier et dimensionner le réseau des eaux pluviales,
  - élaborer et approuver le Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics (PAVEP)

Le respect de ces obligations conditionne le versement de subventions dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Communaux.

### **ARTICLE 3 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX PAR LA COMMUNE**

#### **ARTICLE 3.1 : Identification du foncier**

Les emprises nécessaires à la réalisation de ces travaux se situent sur le Domaine public routier départemental.

### **ARTICLE 3.2 : Exécution des travaux**

La Maîtrise d’Ouvrage et la Maîtrise d’Œuvre des travaux sont assurées par la Commune.

Avant le démarrage des travaux, la Commune soumettra au Département, les dispositions qu’elle compte adopter pour l’exécution des travaux et s’assurera auprès de celui-ci de la bonne coordination des travaux avec la reprise de la chaussée départementale.

Dans ce cadre, le calendrier prévisionnel de l’opération devra être validé préalablement et de manière expresse par le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités / Unité d’Aménagement du BUGUE). Le non-respect de cette clause constitue une cause de résiliation de la convention aux dépens exclusifs de la Commune. Les frais de remise en état des travaux éventuellement engagés par la Commune sur le Domaine public routier départemental seraient intégralement supportés par la Commune.

La Commune sera tenue de se conformer aux prescriptions techniques du Règlement départemental de voirie, dans l’intérêt du bon usage et de la conservation du Domaine public routier.

Le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités) sera associé au projet de détail, notamment en ce qui concerne la vue en plan et le profil en long du projet, l’assainissement pluvial de la plateforme routière, la conformité des réseaux existants, la prise en compte de THD (réflexe fourreaux), la signalisation directionnelle horizontale et verticale, l’accessibilité, la réglementation routière et la sécurité, les aménagements urbains et paysagers et pourra prescrire de nouvelles contraintes techniques.

En cours de réalisation de chantier toute modification substantielle de projet devra être soumise au Département et devra faire l’objet d’une approbation formelle.

La Commune réalisera les travaux sous sa seule responsabilité et devra en toutes circonstances assurer la sécurité du chantier et veiller à la continuité et à la sécurité de la circulation des véhicules et des piétons durant les travaux.

### **ARTICLE 4 : PROCEDURE DE REMISE D’OUVRAGES**

A la fin des travaux prévus à l’article n° 2.2, il sera procédé aux opérations suivantes :

#### **ARTICLE 4.1 : Remise d’ouvrage**

A la fin des travaux, une visite technique sera organisée par la Commune. Les représentants de la Commune et du Département assisteront à cette visite technique.

Un Procès-verbal de remise d'ouvrage, qui pourra être assorti éventuellement de réserves si des travaux de parachèvement s'avèrent nécessaires, constatera le transfert des aménagements réalisés par la Commune sur le Domaine public routier départemental au département et précisera la teneur de ce transfert.

#### **ARTICLE 4.2 : La garantie de parfait achèvement**

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un an à dater de la réception définitive des travaux, la Commune prendra en charge la réparation de tous les désordres constatés dans les travaux exécutés, y compris ceux éventuellement révélés après le Procès-verbal de remise d'ouvrage.

Ces désordres feront l'objet, de la part du Département, soit de réserves mentionnées au Procès-verbal de remise d'ouvrage, soit pendant le délai de garantie, de notifications écrites pour ceux révélés postérieurement à la remise d'ouvrage.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage des aménagements.

#### **ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL**

L'utilisation du Domaine public départemental aménagé par la Commune est soumise au respect des dispositions suivantes :

##### **ARTICLE 5.1 : Dispositions diverses**

L'entretien et la gestion des aménagements autorisés seront exécutés, conformément aux règles fixées dans le cadre du Règlement départemental de voirie et ci-après rappelées.

Toutes précautions utiles devront être prises par la Commune pour assurer la protection et la sécurité des usagers et des biens mis à disposition.

La Commune est tenue d'informer dans les plus brefs délais, le Département de tout incident qui aurait des conséquences sur l'intégrité ou la sécurité du Domaine public départemental.

##### **ARTICLE 5.2 : Répartition des compétences**

Dans le cadre de la présente convention, le Département et la Commune acceptent la répartition des compétences relatives à la gestion des espaces ci-dessous mentionnés :

## ■ Concernant le Département :

La structure de la chaussée et la couche de roulement de l'ensemble des Routes départementales situées à l'intérieur de l'agglomération de la Commune du BUISSON-DE-CADOUIN au sens du Code de la Route, sont gérées et entretenues par le département.

De plus, ce dernier prend à sa charge l'entretien et la mise en conformité de la signalisation directionnelle pour les mentions desservies par le Réseau routier départemental et inscrites au Schéma directeur de jalonnement départemental.

## ■ Concernant la Commune :

Les aménagements situés sur le Domaine public routier départemental en agglomération, sont gérés et entretenus sous la responsabilité de la Commune, et notamment :

- les trottoirs et caniveaux,
- les divers revêtements de trottoirs, pavages, bétons désactivés, résines, etc. réalisés à l'occasion d'aménagement de traverse,
- le système d'assainissement d'eaux pluviales et ses accessoires (collecteurs, grilles avaloir, bouches d'évacuation, etc.),
- les espaces engazonnés et végétalisés,
- la signalisation verticale de police,
- les marquages spéciaux en peinture (passages piétons, bandes stop, cédez le passage...).

## ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES

### ARTICLE 6.1 : Coût de l'opération à charge de la Commune

Le coût de l'aménagement de la traverse du BUISSON-DE-CADOUIN est à la charge exclusive de la Commune.

Les éventuelles subventions départementales seront définies dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Communaux.

### ARTICLE 6.2 : Coût de la reprise de la chaussée départementale

Le coût de l'aménagement de la traverse du BUISSON-DE-CADOUIN à la charge de la Commune ne prend pas en compte le coût de reprise de la chaussée départementale qui est financé par le Conseil départemental.

### **ARTICLE 6.3 : Application du FCTVA**

Il est établi qu'en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les travaux réalisés par la Commune sur le Domaine départemental sont éligibles au Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

Le FCTVA sera appliqué en fonction du coût réel des travaux jusqu'à concurrence du montant des marchés (avenants compris).

### **ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION**

Pour ce qui est de l'occupation du Domaine public départemental nécessaire à la réalisation de l'opération communale, la présente convention est conclue pour la durée des travaux. Elle prend effet, à compter de la notification par le Département à la Commune d'un exemplaire signé des Parties et prend fin, à la dernière date, entre l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement et la liquidation complète des dépenses.

Quant à la répartition des compétences définie à l'article « Répartition des compétences » de la présente convention, ses effets sont sans limite de durée.

### **ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification éventuelle d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention, décidée d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet de la passation d'un avenant signé par les Parties.

### **ARTICLE 9 : RESPONSABILITES**

La Commune assure, sous sa responsabilité exclusive, la conception et la réalisation et l'entretien des aménagements sur le Domaine public départemental, objet de la convention.

Elle s'engage à souscrire à toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

La Commune fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir de l'occupation et de l'utilisation du Domaine public départemental, objet de la présente convention.



Elle est donc responsable vis-à-vis des tiers et du Département de tous les accidents et dommages pouvant survenir à l'occasion des travaux d'aménagement et d'entretien dans le cadre des domaines de compétences définis dans la présente convention.

#### **ARTICLE 10 : RESILIATION**

En cas de non-respect de la Commune des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par le Département aux frais et risques de la commune, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée en tout ou partie infructueuse.

#### **ARTICLE 11 : REGLEMENT DE LITIGES**

En cas de litige pour l'application de la présente convention, si un accord ne pouvait intervenir entre les Parties signataires, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de BORDEAUX.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à PERIGUEUX, le

Pour le Département de la DORDOGNE,  
le Président du Conseil départemental,

Pour la Commune du BUISSON-DE-CADOUIN,  
le Maire,

Germinal PEIRO

Marie-Lise MARSAT

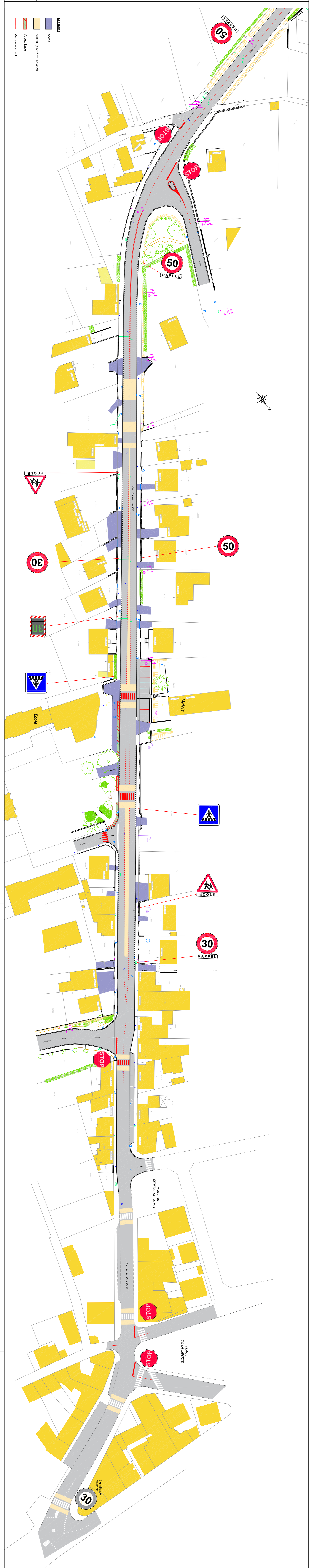
**Signalisation et  
Marquage au sol  
Proposition**

**Le BUISSON de CADOUIN**  
**Aménagement de sécurité  
de la rue François Meulet et  
rue de la république**

Route Départementale n°25

Echelle : 1/500 ème

Versions	Date	Objet de la version
1	06/03/2021	1 <sup>ère</sup> version
2	20/07/2021	Mise à jour
3	03/08/2021	Mise à jour



**CONVENTION N°**

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 660  
COMMUNE DE LAVALADE  
SECURISATION ET AMENAGEMENT DE LA TRAVERSE DU BOURG**

---

**ENTRE**

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

Ci-après dénommé « Le Département »,  
**D'une part,**

**ET**

**La Commune de LAVALADE** sise Le Bourg - 24540 LAVALADE, représentée par le Maire, M. Thierry TESTUT, dûment habilité à signer en vertu de la délibération du Conseil municipal n° du ,

Ci-après dénommée « La Commune »,  
**D'autre part.**

**PREAMBULE**

La Commune souhaite réaliser la sécurisation et l'aménagement de la traverse du bourg de LAVALADE qui constitue une section de la Route départementale n° 660 appartenant au Domaine public routier départemental.

Dans ce contexte, la Collectivité a sollicité le Département afin d'obtenir l'autorisation de réaliser les travaux.

La présente convention concerne l'opération d'aménagement de la traverse du bourg de LAVALADE, à savoir l'aménagement de la RD 660.

**Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :**

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de la Commune et du Département en ce qui concerne l'opération d'aménagement de la traverse du bourg de LAVALADE en agglomération.

Elle précise notamment :

- les conditions techniques, administratives et financières selon lesquelles la Commune est autorisée à occuper et utiliser, à titre précaire et révocable, les biens du Domaine public départemental présentement désignés, étant entendu que le Département est gestionnaire de la Route départementale n° 660,
- les engagements de la Commune, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la nouvelle contractualisation relative aux Travaux d'édilité sur routes départementales,
- les règles de gestion des dépendances départementales situées dans l'agglomération de LAVALADE.

Enfin, la présente convention permet à la commune de percevoir le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention vaut permission de voirie.

## **ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES**

### **ARTICLE 2.1 : Le Département**

Le Département autorise, à titre précaire et révocable, l'occupation du Domaine public routier départemental aux fins de réaliser les travaux communaux ci-dessous désignés dans la mesure où la réalisation et l'exploitation des ouvrages ainsi réalisés n'influent pas sur la pérennité et l'intégrité des routes départementales et de leurs dépendances, y compris des ouvrages situés en sous-sol.

### **ARTICLE 2.2 : La Commune**

La Commune assurera la réalisation de l'aménagement de la traverse du bourg, la gestion, l'entretien ainsi que la responsabilité de l'opération, ce qui inclut notamment :

- la reprise et la rénovation du réseau d'évacuation des eaux pluviales,
- le recalibrage de la chaussée,

- la sécurisation des échanges entre la RD 660 et des Voies communales n° 1 et n° 2,
- la création d'une continuité piétonne,
- la mise en place de bordures et caniveaux,
- la création d'un plateau surélevé,
- le revêtement des trottoirs et la réalisation des résines,
- la création d'un passage piéton,
- les aménagements paysagers.

A l'issue des travaux, la Commune devra fournir au Département les Plans de récolement des ouvrages exécutés, et plus particulièrement ceux enterrés, conformément à la réglementation DT-DICT (Déclaration de projet de Travaux – Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux).

Dans le cadre d'une éventuelle demande de subvention départementale par la Commune, Maître d'ouvrage, au titre des nouveaux Contrats de Projet Communaux, et afin que le projet d'aménagement de la traverse réponde aux conditions d'éligibilité prévues dans la Fiche traverse votée le 10 février 2017 lors de la session du Budget primitif 2017, la Commune s'engage à :

- adhérer à la Charte 0 pesticide, former ses agents et approuver le Plan d'amélioration dans le cadre de son adhésion,
- adhérer à la Charte de signalisation directionnelle et touristique intégrant la Charte départementale de signalisation d'information locale adoptée par le Département par délibération du Conseil départemental n° 17-224 du 27 juin 2017 et en respecter les dispositions,
- répondre aux besoins en matière de déploiement du Très Haut Débit (THD) dit « réflexe fourreaux »,
- justifier du bon état du réseau des eaux usées ou de sa remise à niveau,
- étudier et dimensionner le réseau des eaux pluviales,
- élaborer et approuver le Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics (PAVEP).

Le respect de ces obligations conditionne le versement de subventions dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Communaux.

### **ARTICLE 3 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX PAR LA COMMUNE**

#### **ARTICLE 3.1 : Identification du foncier**

Les emprises nécessaires à la réalisation de ces travaux se situent sur le Domaine public routier départemental.

### **ARTICLE 3.2 : Exécution des travaux**

La Maîtrise d’Ouvrage et la Maîtrise d’Œuvre des travaux sont assurées par la Commune.

Avant le démarrage des travaux, la Commune soumettra au Département, les dispositions qu’elle compte adopter pour l’exécution des travaux et s’assurera auprès de celui-ci de la bonne coordination des travaux avec la reprise de la chaussée départementale.

Dans ce cadre, le calendrier prévisionnel de l’opération devra être validé préalablement et de manière expresse par le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités / Unité d’Aménagement du BUGUE). Le non-respect de cette clause constitue une cause de résiliation de la convention aux dépens exclusifs de la Commune. Les frais de remise en état des travaux éventuellement engagés par la Commune sur le Domaine public routier départemental seraient intégralement supportés par la Commune.

La Commune sera tenue de se conformer aux prescriptions techniques du Règlement départemental de voirie, dans l’intérêt du bon usage et de la conservation du domaine public routier.

Le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités) sera associé au projet de détail, notamment en ce qui concerne la vue en plan et le profil en long du projet, l’assainissement pluvial de la plateforme routière, la conformité des réseaux existants, la prise en compte de THD (réflexe fourreaux), la signalisation directionnelle horizontale et verticale, l’accessibilité, la réglementation routière et la sécurité, les aménagements urbains et paysagers et pourra prescrire de nouvelles contraintes techniques.

En cours de réalisation de chantier, toute modification substantielle de projet devra être soumise au Département et devra faire l’objet d’une approbation formelle.

La Commune réalisera les travaux sous sa seule responsabilité et devra en toutes circonstances assurer la sécurité du chantier et veiller à la continuité et à la sécurité de la circulation des véhicules et des piétons durant les travaux.

### **ARTICLE 4 : PROCEDURE DE REMISE D’OUVRAGES**

A la fin des travaux prévus à l’article n° 2.2, il sera procédé aux opérations suivantes :

#### **ARTICLE 4.1 : Remise d’ouvrage**

A la fin des travaux, une visite technique sera organisée par la Commune. Les représentants de la Commune et du Département assisteront à cette visite technique. Un Procès-verbal de remise d’ouvrage, qui pourra être assorti éventuellement de réserves si des travaux de parachèvement s’avèrent nécessaires, constatera le transfert des

aménagements réalisés par la Commune sur le Domaine public routier départemental au Département et précisera la teneur de ce transfert.

#### **ARTICLE 4.2 : La garantie de parfait achèvement**

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un an à dater de la réception définitive des travaux, la Commune prendra en charge la réparation de tous les désordres constatés dans les travaux exécutés, y compris ceux éventuellement révélés après le Procès-verbal de remise d'ouvrage.

Ces désordres feront l'objet, de la part du Département, soit de réserves mentionnées au Procès-verbal de remise d'ouvrage, soit pendant le délai de garantie, de notifications écrites pour ceux révélés postérieurement à la remise d'ouvrage.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage des aménagements.

#### **ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL**

L'utilisation du Domaine public départemental aménagé par la Commune est soumise au respect des dispositions suivantes :

##### **ARTICLE 5.1 : Dispositions diverses**

L'entretien et la gestion des aménagements autorisés seront exécutés conformément aux règles fixées dans le cadre du Règlement départemental de voirie et ci-après rappelées.

Toutes précautions utiles devront être prises par la Commune pour assurer la protection et la sécurité des usagers et des biens mis à disposition.

La Commune est tenue d'informer dans les plus brefs délais, le Département de tout incident qui aurait des conséquences sur l'intégrité ou la sécurité du Domaine public départemental.

##### **ARTICLE 5.2 : Répartition des compétences**

Dans le cadre de la présente convention, le Département et la Commune acceptent la répartition des compétences relatives à la gestion des espaces ci-dessous mentionnés :

##### **■ Concernant le Département :**

La structure de la chaussée et la couche de roulement de l'ensemble des routes départementales situées à l'intérieur de l'agglomération de la Commune de LAVALADE au sens du Code de la Route, sont gérées et entretenues par le Département.

De plus, ce dernier prend à sa charge l'entretien et la mise en conformité de la signalisation directionnelle pour les mentions desservies par le Réseau routier départemental et inscrites au Schéma directeur de jalonnement départemental.

■ **Concernant la Commune :**

Les aménagements situés sur le domaine public routier départemental en agglomération, sont gérés et entretenus sous la responsabilité de la Commune, et notamment :

- les trottoirs et caniveaux,
- les divers revêtements de trottoirs, pavages, bétons désactivés, résines, etc. réalisés à l'occasion d'aménagement de traverse,
- le système d'assainissement d'eaux pluviales et ses accessoires (collecteurs, grilles avaloir, bouches d'évacuation, etc.),
- les espaces engazonnés et végétalisés,
- la signalisation verticale de police,
- les marquages spéciaux en peinture (passages piétons, bandes stop, cédez le passage...).

**ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES**

**ARTICLE 6.1 : Coût de l'opération à charge de la Commune**

Le coût de l'aménagement de la traverse de LAVALADE est à la charge exclusive de la Commune.

Les éventuelles subventions départementales seront définies dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Communaux.

**ARTICLE 6.2 : Coût de la reprise de la chaussée départementale**

Le coût de l'aménagement de la traverse de LAVALADE à la charge de la Commune ne prend pas en compte le coût de reprise de la chaussée départementale qui est financé par le Conseil Départemental.

**ARTICLE 6.3 : Application du FCTVA**

Il est établi qu'en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les travaux réalisés par la Commune sur le Domaine départemental sont éligibles au Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

Le FCTVA sera appliqué en fonction du coût réel des travaux jusqu'à concurrence du montant des marchés (avenants compris).



## **ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION**

Pour ce qui est de l'occupation du Domaine public départemental nécessaire à la réalisation de l'opération communale, la présente convention est conclue pour la durée des travaux. Elle prend effet, à compter de la notification par le Département à la Commune d'un exemplaire signé des Parties et prend fin, à la dernière date, entre l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement et la liquidation complète des dépenses.

Quant à la répartition des compétences définie à l'article « Répartition des compétences » de la présente convention, ses effets sont sans limite de durée.

## **ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification éventuelle d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention, décidée d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet de la passation d'un avenant signé par les parties.

## **ARTICLE 9 : RESPONSABILITES**

La Commune assure, sous sa responsabilité exclusive, la conception et la réalisation et l'entretien des aménagements sur le Domaine public départemental, objet de la convention.

Elle s'engage à souscrire à toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

La Commune fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir de l'occupation et de l'utilisation du Domaine public départemental, objet de la présente convention.

Elle est donc responsable vis-à-vis des tiers et du Département de tous les accidents et dommages pouvant survenir à l'occasion des travaux d'aménagement et d'entretien dans le cadre des domaines de compétences définis dans la présente convention.

## **ARTICLE 10 : RESILIATION**

En cas de non-respect de la Commune des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par le Département aux frais et risques de la Commune, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée en tout ou partie infructueuse.

**ARTICLE 11 : REGLEMENT DE LITIGES**

En cas de litige pour l'application de la présente convention, si un accord ne pouvait intervenir entre les Parties signataires, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de BORDEAUX.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à PERIGUEUX, le

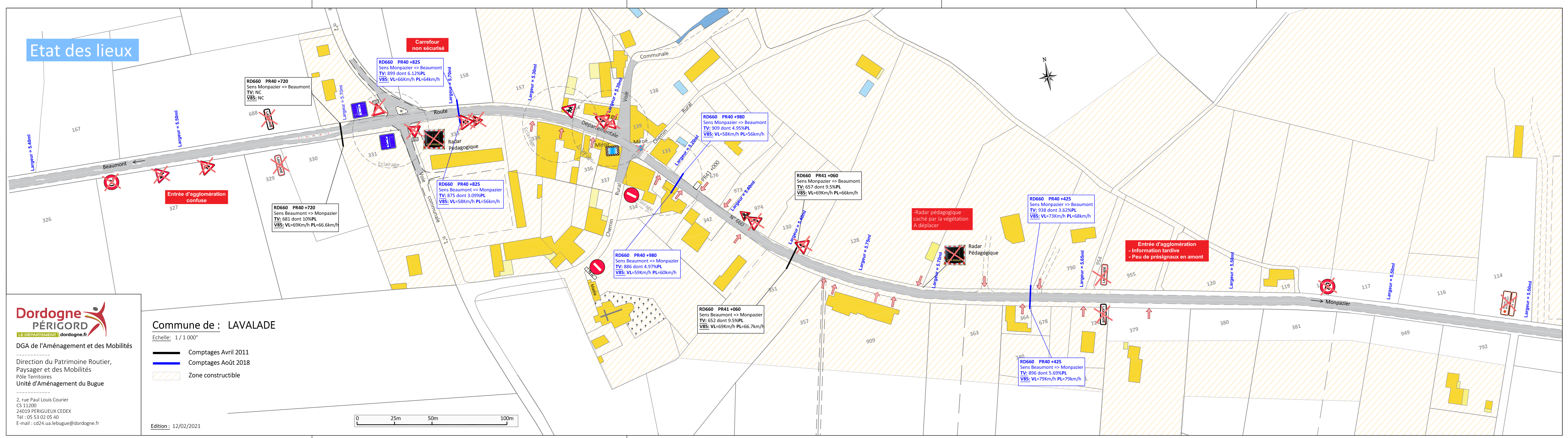
Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,

Pour la Commune de LAVALADE,  
le Maire,

Germinal PEIRO

Thierry TESTUT

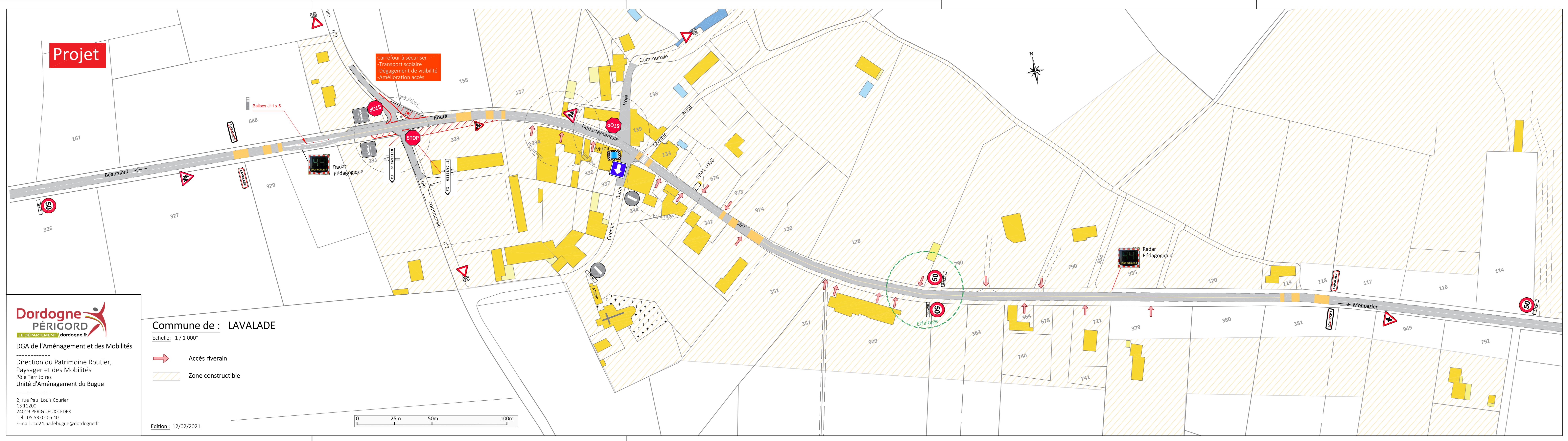
# Etat des lieux



**Dordogne PÉRIGORD**  
LE DÉPARTEMENTAL dordogne.fr  
DGA de l'Aménagement et des Mobilités  
Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités  
Pôle Territoires  
Unité d'Aménagement du Bugue  
2, rue Paul Louis Courier  
CS 13200  
24019 PÉRIGUEUX CEDEX  
Tél : 05 53 02 05 40  
E-mail : cd24.ua.lebugue@dordogne.fr

Commune de : LAVALADE  
Echelle: 1 / 1 000'  
Comptages Avril 2011  
Comptages Août 2018  
Zone constructible  
Edition: 12/02/2021

# Projet



**Dordogne PÉRIGORD**  
LE DÉPARTEMENTAL dordogne.fr  
DGA de l'Aménagement et des Mobilités  
Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités  
Pôle Territoires  
Unité d'Aménagement du Bugue  
2, rue Paul Louis Courier  
CS 13200  
24019 PÉRIGUEUX CEDEX  
Tél : 05 53 02 05 40  
E-mail : cd24.ua.lebugue@dordogne.fr

Commune de : LAVALADE  
Echelle: 1 / 1 000'  
Accès riverain  
Zone constructible  
Edition: 12/02/2021

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.55

Réalisation du programme d'études, des procédures et des travaux en vue de la création de la passerelle du "Pas du Raysse" pour le franchissement de la rivière Dordogne, sur le territoire des Communes de PECHS-DE-L'ESPERANCE en Dordogne et du ROC dans le Lot.  
Convention de co-maîtrise d'ouvrage.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.55

Réalisation du programme d'études, des procédures et des travaux en vue de la création de la passerelle du "Pas du Raysse" pour le franchissement de la rivière Dordogne, sur le territoire des Communes de PECHS-DE-L'ESPERANCE en Dordogne et du ROC dans le Lot.  
Convention de co-maîtrise d'ouvrage.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

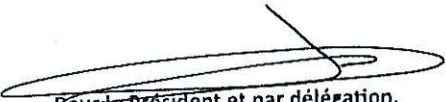
VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la convention de co-maîtrise d'ouvrage ci-annexée, entre le Département de la Dordogne, le Syndicat Mixte des Voies Vertes du Lot et la Communauté de Communes du Pays de Fénelon précisant les obligations particulières relatives à l'exécution des études et des travaux de la passerelle dite du « Pas du Raysse » et de ses raccordements immédiats à la voirie existante pour le franchissement de la rivière *Dordogne* à proximité de la plage du camping de CAZOULÈS, sur le territoire des Communes du PECHS-DE-L'ESPERANCE en Dordogne et du ROC dans le Lot.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à engager toutes les procédures pour mener à bien cette opération et notamment à signer tous les documents afférents à l'obtention des autorisations administratives, au nom et pour le compte du Département.

  
Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

**Bruno LAMONERIE**

Annexe à la délibération n° 22.CP.IV.55 du 20 juin 2022.

**CONVENTION N°**

**CONVENTION DE CO-MÂÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA REALISATION DU PROGRAMME D'ETUDES, DES PROCEDURES ET DES TRAVAUX EN VUE DE LA CRÉATION DE LA PASSERELLE DU « PAS DU RAYSSE » POUR LE FRANCHISSEMENT DE LA RIVIERE DORDOGNE, SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE PECHS DE L'ESPERANCE EN DORDOGNE ET DU ROC DANS LE LOT ET PORTANT DISPOSITIONS POUR SA GESTION, SA SURVEILLANCE ET SON ENTRETIEN**

**Entre les soussignés :**

LE **DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE** sis, 2, rue Paul Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. en date du 20 juin 2022,

Ci-après dénommé « Le Département »,  
**D'une part,**

**ET**

LE **SYNDICAT MIXTE DES VOIES VERTES DU LOT** sis Regourd - BP291 - 46005 CAHORS, représenté par son Président, M. Serge RIGAL, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du Comité syndical n° en date du 12 juillet 2022,

Ci-après dénommé « Le Syndicat ou SMVV du Lot »,  
**D'autre part,**

**ET**

LA **COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FENELON** sise 1, place de la Mairie - 24590 SALIGNAC-EYVIGUES représentée par son Président, M. Patrick BONNEFON, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par délibération du Conseil communautaire n° en date du

Ci-après dénommée « La Communauté de Communes »,  
**D'autre part.**

**Il a été convenu ce qui suit :**

## PREAMBULE

- 1- Pour le **Département de la Dordogne** reconnu avant tout pour la richesse de son patrimoine naturel et culturel, le développement d'un réseau cyclable constitue un élément de mise en valeur de son territoire. La Vélo route Voie Verte V 91 s'inscrit dans un large programme d'aménagement cyclable drainant toute l'Europe. Classé au Schéma régional et national des Vélo routes Voies Vertes, l'itinéraire de la V91 repose sur les tronçons en site propre (Voie Verte) et des Vélo routes utilisant des routes calmes. La V91 allant de SOUILLAC à LIBOURNE permettra de connecter la Vélo route de la Corrèze, V87, la « Trans-Massif Central » à l'Est à l'Eurovélo 3 reliant TRONDHEIM (Norvège) à SAINT-JACQUES DE COMPOSTELLE (Espagne). Une étude, cofinancée par la Région et le Département, a été réalisée par un groupement de bureaux d'études afin de valider la faisabilité technique, réglementaire et foncière du tracé le long de *la Dordogne et de la Vézère* au sein du Département de la Dordogne.
  
- 2- Le **Syndicat Mixte des Voies Vertes du Lot** a été créé pour l'aménagement, l'entretien et la promotion des Voies Vertes dans le Lot le 16 janvier 2020. Les sept membres fondateurs sont le Département du Lot, Grand Figeac, Grand Cahors, Cauvaldor, la Communauté de Communes Vallée du Lot et du Vignoble, les Communes de CENEVIÈRES et de SAINT-MARTIN-LABOUVAL. Les itinéraires projetés suivants ont été retenus par le Syndicat :
  - La Voie Verte de la Vallée du Lot avec trois sections :
    - SOTURAC/PARNAC (41 km),
    - DOUELLE/CAHORS (11 km)
    - CAHORS/CAPDENAC-GARE (70 km)
  - La Voie Verte de la Vallée de la Dordogne de SOUILLAC à GAGNAC-SUR-CÈRE (environ 50 km sur un tracé en cours d'étude).

L'aménagement se fait sur des lignes ferroviaires fermées ou déclassées (ce qui permet de conserver leur emprise dans le Domaine public), sur les chemins de halage ou sur des emprises nouvelles.

- 3- La **Communauté de Communes du Pays de Fénelon** est gestionnaire de la piste cyclable **SARLAT - PECHS DE L'ESPERANCE** (nouvelle Commune regroupant les Communes de PEYRILLAC ET MILLAC, d'ORLIAGUET et de CAZOULÈS) depuis 2017 en lieu et place d'un Syndicat mixte Promenade Périgord Quercy Voies Vertes Véloroutes qui a été dissout. La piste cyclable située en partie sur l'ancienne voie ferrée est composée d'un peu plus de 19 km de voie verte et 9 km de Véloroute.

Le Budget annexe dédié à la piste cyclable est abondé par les 3 Collectivités traversées par cette dernière à savoir la Communauté de Communes Sarlat Périgord Noir (pour la Ville de Sarlat), la Communauté de Communes du Pays de Fénelon (pour les Communes de CARSAC-AILLAC, CALVIAC-EN-PERIGORD, CARLUX, SAINT-JULIEN-DE-LAMPON, PECHS-DE-L'ESPERANCE) et la Commune de GROLÉJAC.

Le projet d'itinéraire de « Véloroute et Voie Verte (VVV) de la Vallée de la Dordogne Sources-Estuaire » a pour objet notamment :

- de développer un tourisme durable sur le bassin de la Dordogne,
- et de relier les sources de *la Dordogne* à l'estuaire de *la Gironde*.

La réalisation de cet itinéraire de VVV (ou itinéraire cyclable) présente un linéaire total de 456 km, dont :

- 90 km sont réalisés (20 %),
- 41 km sont en cours de travaux (9 %),
- 325 km sont en projet (71 %).

A ce jour, différentes études ont été menées pour les tronçons encore en projet.

Le projet de tronçon entre CAZOULÈS en Dordogne (PECHS-DE-L'ESPERANCE) et SOUILLAC dans le Lot est rendu problématique par une section routière située en encorbellement au-dessus de la Dordogne au niveau du « Pas du Raysse ».

Il s'agit de relier deux secteurs touristiques d'importance pour l'itinéraire cyclable Vallée de la Dordogne.

Cette section, toujours en étude, est identifiée à ce jour comme un verrou pour le projet par les Collectivités concernées au regard de leurs compétences en termes de mobilité, à savoir le Département de la Dordogne, le Syndicat Mixte des Voies Vertes du Lot et les Communautés de Communes Cauvaldor et du Pays de Fénelon.

Dans ce contexte, EPIDOR a réalisé en 2021-2022 une étude de faisabilité par les Bureaux d'études ARTELIA et B+M.

L'objectif de l'étude était d'apporter tous les éléments techniques et financiers pour permettre aux Parties prenantes de choisir une des solutions de franchissement étudiées.

Deux possibilités de tracés de VVV de franchissement du Pas de Raysse ont été identifiées :

#### **SOLUTION 1 :**

- Tracé rive droite de franchissement du « Pas de Raysse » en secteur routier ;
- Création d'un encorbellement le long de la RD 703 ;
- Création d'un aménagement ou d'un ouvrage pour assurer le franchissement de voies ferrées PARIS-TOULOUSE de SNCF.

L'ensemble de la solution 1 est située sur le territoire du Département de la Dordogne.



## SOLUTION 2 :

- Tracé en rive droite d'évitement du « Pas de Raysse » en secteur apaisé, dans la plaine de CAZOULÈS, en Dordogne ;
- Création d'une 1<sup>ère</sup> passerelle de franchissement de *la Dordogne* ;
- Création d'une 2<sup>ème</sup> passerelle de franchissement de *la Dordogne*, parallèle au pont routier existant de Cieurac, dans le Lot.

Dans le cadre de l'étude de faisabilité, il y avait lieu pour chaque solution d'identifier :

- La situation existante ;
- Le contexte paysager ;
- Les contraintes environnementales ;
- Les contraintes hydrauliques ;
- Les contraintes techniques ;
- Les contraintes réglementaires associées.

Lors du troisième et dernier Comité de Pilotage du 26 janvier 2022, la solution 2 a été présentée selon les principes suivants :

- Création d'une passerelle de franchissement de *la Dordogne* au niveau de la plage du camping de CAZOULÈS ;
- Réutilisation du pont routier existant de Cieurac (Route départementale n° 255), avec sécurisation par un système de feux tricolores intelligents donnant la priorité aux cycles et pour gérer l'alternat circulaire d'une voie sur le pont ;
- La passerelle de franchissement de *la Dordogne* et de ses raccordements immédiats à la voirie existante sera réalisée en co-Maîtrise d'Ouvrage entre le Département de la Dordogne et le Syndicat Mixte des Voies Vertes du Lot ;
  - La Maîtrise d'Ouvrage sera assurée par le Département de la Dordogne - DPRPM ;
  - Le financement sera assuré à part égale entre le Département de la Dordogne et le Syndicat Mixte des Voies Vertes du Lot ;
  - L'objectif fixé est d'assurer un commencement des travaux en 2025 ;
  - Les études et travaux de réutilisation du pont routier existant de Cieurac ainsi que les sections courantes de VVV hors rétablissement contigus à la passerelle, sont exclus de cette convention de co-Maîtrise d'Ouvrage.

Compte tenu du caractère complémentaire et imbriqué de cette passerelle située sur les deux territoires départementaux, la poursuite des études et des travaux relève simultanément de la compétence :

- pour l'ouvrage d'art de la Maîtrise d'Ouvrage du Département de la Dordogne et du Syndicat Mixte des Voies Vertes du Lot,
- pour le raccordement de l'ouvrage projeté au réseau de voirie existant coté Dordogne, de la Maîtrise d'Ouvrage de la Communauté de Communes du Pays de Fénelon,
- pour le raccordement de l'ouvrage projeté au réseau de voirie existant côté Lot, de la Maîtrise d'Ouvrage du Syndicat Mixte des Voies Vertes du Lot.

Ainsi, ces trois Maîtres d'ouvrage ont souhaité désigner, pour des raisons d'efficience, celui d'entre eux qui assurera la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération et conviennent de désigner le Département de la Dordogne, Maître d'ouvrage unique, pour conduire ces études et ces travaux.

Les Parties ont ainsi convenu des conditions de la présente convention de co-Maîtrise d'Ouvrage.

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Les parties décident de confier, conformément aux dispositions de l'article L.2422-12 du Code de la Commande publique, au DEPARTEMENT de la Dordogne, la Maîtrise d'Ouvrage Unique du programme d'études et des travaux de la Passerelle dite du « Pas du Raysse » et de ses raccordements immédiats à la voirie existante pour le franchissement de la rivière *Dordogne* à proximité de la plage du camping de CAZOUULÈS, sur le territoire des Communes du PECHS-DE-L'ESPERANCE en Dordogne et du ROC dans le Lot (membre de la Communauté de Communes Cauvaldor), tel que défini en article 2. Cette convention fixe également les dispositions relatives à la domanialité, la gestion, la surveillance et l'entretien des ouvrages réalisés.

## **ARTICLE 2 : PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE – CALENDRIER PRÉVISIONNEL**

### **2.1 - Programme**

L'opération a pour objectif (Cf. plans joints) l'aménagement de la Passerelle dite du « Pas du Raysse » pour le franchissement de la rivière *Dordogne* à proximité de la plage du camping de CAZOUULÈS, sur le territoire des Communes du PECHS-DE-L'ESPERANCE en Dordogne et du ROC dans le Lot.

Le principe retenu pour ce programme consiste en un aménagement d'une passerelle piétonne d'environ 110 ml et d'une largeur utile de 3 m, sans appui en rivière (lit mineur) et ses voies cyclables de raccordement à la voirie existante à proximité.

Les caractéristiques des voies devront répondre aux critères de dimensionnement définis par les guides techniques applicables en fonction du mode de déplacement et du caractère de la zone traversée.

## 2.2 - Enveloppe prévisionnelle

L'enveloppe financière prévisionnelle des études et des travaux s'élève à **3.100.000 € HT**, soit **3.720.000 € TTC** estimation décembre 2021, hors imprévision.

Elle est répartie de la manière suivante :

- Prestations externalisées (études géotechniques, hydrauliques, levés topographiques, études environnementales, maîtrise d'œuvre ...) : **400.000 € HT**
  
- Coût total des travaux arrondi : **2.700.000 € HT**

## 2.3 - Calendrier prévisionnel

Les délais partiels prévisibles sont donnés ci-après à titre indicatif :

- **2022 / 2023** : Foncier :
  - Négociations pour autorisation d'entrer sur les propriétés pour la réalisation des études techniques ;
  - Puis acquisitions foncières par voie amiable et autorisations d'occupation temporaire.
- **Printemps 2022 / printemps 2023** : études environnementales (état initial).
- **Été 2022** : Levé topographique, étude géotechnique et étude hydraulique, saisie anticipée des DRAC (archéo).
- **Octobre - novembre 2022** : désignation du Maître d'œuvre (BET, Architecte et mission complémentaire pour constitution des dossiers d'autorisations administratives).
- **2023** : établissement du dossier technique (PRO) et des dossiers d'autorisations administratives, échanges avec les services instructeurs de l'Etat et l'Architecte des Bâtiments de France.
- **Fin 2023 / début 2024** : Approbation des dossiers par le Maître d'Ouvrage.
- **Fin 2024** : Obtention de toutes les autorisations administratives.
- **2<sup>ème</sup> semestre 2024** : Anticipation du lancement de l'appel d'offre travaux si maîtrise foncière.
- **2025** :
  - Début des travaux (si procédure d'expropriation et/ou fouilles archéologiques, le début des travaux est envisagé au plus tôt en 2026).
  - Durée des travaux estimée par ARTELIA :
    - Période préparatoire 3 mois
    - Durée des travaux : 7 mois

Le Département s'engage à respecter le programme, les ordres de grandeurs du calendrier et l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux objet de la Maîtrise d'Ouvrage Unique, sauf, précisions, adaptations et modifications mineures et sous réserve de la libération préalable des emprises (foncier, archéologie et déplacements de réseaux) et de l'obtention des autorisations administratives.

### **ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MISSION DU DEPARTEMENT**

La mission du Département en tant que Maître d'ouvrage unique porte sur les éléments suivants :

- La définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les études et les travaux seront réalisés ;
- La conduite et la fourniture des prestations externalisées : Les études géotechniques, hydrauliques, environnementales, les levés topographiques, les études de projet (AVP, PRO) ;
- La coordination avec les concessionnaires de réseaux ;
- Déclarations préalables nécessaires (DT, ...) et investigations complémentaires éventuelles ;
- Missions de Maîtrise d'Œuvre associées à la phase travaux :
  - ACT (assistance à la passation des contrats),
  - VISA (visa des dossiers d'exécution de l'entreprise),
  - DET (Direction de l'Exécution des Travaux),
  - OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination),
  - AOR (Assistance aux Opérations de Réception),
- Choix des entreprises avec attribution par la Commission des Marchés ou la Commission d'Appel d'Offres du Département ;
- Organisation, passation et gestion des contrats (marchés et conventions) ;
- Direction, contrôle et réception des travaux sous réserve de l'accord préalable du Syndicat Mixte des Voies Vertes du Lot et de la Communauté de Communes du Pays de Fénelon ;
- Gestion administrative, financière et comptable du programme des travaux, l'ordonnancement et la liquidation des dépenses ;
- Echanges avec les intervenants et les riverains au projet ;
- Engagement de toute action en justice et la défense dans le cadre de tout litige avec les Entrepreneurs, Maîtres d'œuvre et Prestataires intervenant dans l'opération avec l'accord du Syndicat Mixte des Voies Vertes du Lot et de la Communauté de Communes du Pays de Fénelon ;
- Mise en œuvre des garanties afférentes à l'opération ;
- Et, plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

#### **ARTICLE 4 : REMUNERATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE DESIGNÉ**

La Maîtrise d'Ouvrage assurée par LE DEPARTEMENT au titre de l'article 1 de la présente convention est exercée à titre gratuit.

#### **ARTICLE 5 : MODE DE FINANCEMENT DE L'OPERATION**

Le coût global prévisionnel de l'opération s'établit comme suit, études et travaux sous Maîtrise d'Ouvrage Unique du Département : **3.100.000 € HT, soit 3.720.000 € TTC.**

##### **5.1 - Dispositions financières**

Le Département fait l'avance de l'intégralité du montant prévisionnel des dépenses TTC liées aux études et travaux afférentes.

Le Département et le Syndicat rechercheront pour cette opération, chacun dans son domaine de compétence territoriale, les subventions éligibles auprès des différents acteurs publics. Elles feront l'objet d'une demande coordonnée entre les Parties.

Ces subventions viendront en déduction du coût d'opération, qui sert de base au calcul des participations du Département et du Syndicat.

Il est expressément convenu entre les Parties que le Département et le Syndicat participeront chacun à hauteur de 50 % du reste à charge hors FCTVA, déduction faite des subventions obtenues, sur la base des dépenses réelles y compris les imprévus.

##### Principes de participation au financement de l'opération

Département de la Dordogne :	50 %
Syndicat :	50 %

##### **5.2 - Equilibre financier - Imprévision des matières premières**

Au-delà d'une augmentation de 10 % du montant global de l'opération d'aménagement sous Maîtrise d'Ouvrage du Département, en raison des difficultés actuelles d'approvisionnement ou de la hausse des matières premières, les Parties conviennent qu'elles participeront au prorata de leur engagement initial sous réserve d'un accord express par le Comité de Pilotage (Cf. article 6) à la poursuite de l'opération.

En cas de retards de livraison ou d'exécution de l'aménagement sous Maîtrise d'Ouvrage du Département, dès lors que les conséquences des difficultés d'approvisionnement ou de la hausse des matières premières, qu'elles soient ou non directement liées à la crise sanitaire, il ne pourra être revendiqué par les Parties aucune indemnité de retard. Les Parties se réuniront pour s'accorder sur des reports de délais.

### 5.3 - Paiement

Le Syndicat se libérera des sommes dues, en une seule fois, à l'issue de la réception des travaux et sur présentation :

- du décompte général définitif précisant le montant HT des travaux effectivement réalisés,
- des copies des factures acquittées,
- d'un état récapitulatif :
  - des dépenses hors FCTVA,
  - des montants des subventions perçues par chacune des Parties,
  - du reste à charge,
  - du rappel des pourcentages de participation précisés dans le paragraphe 5.1,
  - du montant à la charge du Département et du Syndicat,
  - du montant à verser en remboursement par le Syndicat au Département.

L'ensemble des documents seront datés et signés par le représentant du Département, dûment habilité.

Le Comptable assignataire du paiement est Mme le Payeur départemental du Lot.

Le Syndicat versera au Département la participation financière qui lui incombe dans **un délai maximum d'un mois** à compter de la date de mise en recouvrement qui lui sera faite par M. le Payeur départemental de la Dordogne.

Les fonds seront versés pour le compte du Département, à :

- Trésorerie : Paierie Départementale
- Compte n° C2420000000 Clé RIB 43

### 5.4 - FCTVA

Il est établi qu'en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les travaux réalisés par le Département sur le Domaine public fluvial, les Domaines communaux ou les propriétés du Syndicat sont éligibles au Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

Le FCTVA sera appliqué en fonction du coût réel des prestations jusqu'à concurrence du montant des marchés (avenants compris).

En conséquence, le Département fera son affaire de récupération du FCTVA pour les études et les travaux réalisés dans le cadre de cette opération.

## **ARTICLE 6 : COORDINATION ET SUIVI DU PROGRAMME DES ETUDES**

Les Parties conviennent de la mise en place de Comités de pilotage et technique chargés d'accompagner le DEPARTEMENT dans l'avancement du projet. Ils se réuniront autant que de besoin.

**Le Comité de pilotage**, sera composé des représentants (élus et techniciens) des cosignataires de la présente convention. Il pourra être réuni autant que de besoin, à la demande de l'une des parties et assurera les fonctions suivantes :

- proposer des modifications ayant des incidences sur les coûts, les délais et la nature des travaux envisagés ;
- porter le projet à l'externe (communication, concertation, réunions publiques,...).

**Le Comité technique** sera composé des représentants des services concernés au sein des trois Collectivités cosignataires. Il se réunira autant que de besoin pour :

- présenter l'avancement de l'opération,
- s'accorder sur le déroulement des procédures, les choix techniques, les orientations et modifications en cours de réalisation,
- préparer les décisions du Comité de Pilotage.

## **ARTICLE 7 : CONTRÔLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE**

Le Syndicat se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'elle estime nécessaires.

### **7.1 - Passation des marchés publics**

Les Rapports d'analyse des offres seront notifiés au Syndicat et à la Communauté de Communes du Pays de Fénelon. Le choix du ou des Titulaires des marchés publics appartient à la Commission des Marchés ou d'Appel d'Offres du Département.

Le choix du ou des Titulaires des marchés publics fait l'objet d'une information auprès du Syndicat et de la Communauté de Communes du Pays de Fénelon.

### **7.2 - Modalités de contrôle**

L'avancement des études fera faire l'objet d'une information par le Département au Syndicat et à la Communauté de Communes lors des Comités techniques.

## **ARTICLE 8 : ACHEVEMENT DE LA MISSION DU DEPARTEMENT**

La mission de co-Maîtrise d’Ouvrage du Département en vue de la construction de la Passerelle, prend fin par le quitus délivré par le Syndicat et la Communauté de Communes ou par la résiliation de la présente convention.

Le quitus décharge le Département de toute responsabilité envers le Syndicat et la Communauté de Communes à raison des conditions dans lesquelles sa mission a été exécutée et des désordres susceptibles d’affecter les travaux réalisés en exécution de celle-ci.

Le quitus est délivré à la demande du Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, après exécution complète de ses missions et notamment :

- réception des prestations et levée des réserves de réception,
- mise à disposition des prestations par la remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux prestations,
- établissement du décompte général et définitif des études, des travaux et acceptation par le Syndicat et la Communauté de Communes.

Le Syndicat et la Communauté de Communes devront notifier au Département leur décision dans un délai de quatre mois suivant la réception de la demande de quitus. Le défaut de réponse vaut quitus.

## **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

Chaque Partie doit être titulaire d’une police d’assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu’elle est susceptible d’encourir vis-à-vis des tiers à propos de tous les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant la période de construction qu’après l’achèvement des travaux.

## **ARTICLE 10 : REMISE D’OUVRAGE ET TRANSFERT DE GESTION**

### **10.1 - Foncier**

Le Département et le Syndicat font leur affaire de la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation des travaux (acquisition et occupation temporaire pour la phase chantier), sur leur territoire respectif.

### **10.2 - Remise d’ouvrage**

Les travaux réalisés feront l’objet d’une visite technique organisée par le Département. Les représentants du Département, du Syndicat et de la Communauté de Communes assisteront à cette visite technique. Un Procès-verbal de remise d’ouvrage, sera établi et fixera un état des lieux contradictoire de l’ouvrage réalisé. Un Procès-verbal de remise d’ouvrage qui



pourra être assorti éventuellement de réserves si des travaux de parachèvement s'avèrent nécessaires, constatera le transfert des aménagements réalisés, du Département à la Communauté de Commune et au Syndicat sur la base du Plan de récolement et selon les principes suivants :

- passerelle et rampes d'accès sur pilotis constituant l'ouvrage d'art : Département et Syndicat,
- piste de la Voie Verte et rampes d'accès en remblais : Communauté de Communes sur le territoire de la Dordogne et Syndicat sur le territoire du Lot.

### **10.3 - Transferts de propriété et de domanialité**

Les occupations foncières ainsi que celles qui découleront des travaux prévus dans cette convention nécessiteront des régularisations.

Le Département, le Syndicat et la Communauté de Communes conviennent des transferts de propriété à réaliser, sur la base du Plan de récolement selon les principes suivants :

- passerelle et rampes d'accès sur pilotis constituant l'ouvrage d'art : Département et Syndicat,
- piste de la Voie Verte et rampes d'accès en remblais : Communauté de Communes sur le territoire de la Dordogne et Syndicat sur le territoire du Lot.

A l'achèvement des travaux, le Département, le Syndicat, la Communauté de Communes s'engagent à réaliser les démarches administratives nécessaires aux transferts de propriété et de domanialité (délibérations, actes...).

Le Département prendra à sa charge la réalisation des documents d'arpentage et la rédaction des actes de vente en la forme administrative liés à ces régularisations foncières.

### **10.4 - La garantie de parfait achèvement**

Pendant le délai de garantie d'un an à dater de la réception définitive des travaux, le Département mettra en œuvre la garantie de parfait achèvement, si nécessaire.

Les désordres feront l'objet, de la part du Syndicat et de la Communauté de Communes, soit de réserves mentionnées au Procès-verbal de remise d'ouvrage, soit pendant la durée du délai de garantie, de notifications écrites pour ceux révélés postérieurement à la remise d'ouvrage ou au transfert de gestion.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage des aménagements.

## 10.5 - Gestion, surveillance et entretien de la Passerelle du Pas du Raysse

La surveillance régulière, les visites programmées, la vérification des conditions d'utilisation et les opérations d'entretien ou de réparation que nécessitent cet ouvrage, ne peuvent être envisagées, pour le même ouvrage, par deux gestionnaires différents.

Les services du Département de la Dordogne seront gestionnaires de la Passerelle du Pas du Raysse.

En revanche, il est expressément convenu que le Syndicat et la Communauté de Communes assureront l'entretien courant de la Passerelle, en concertation.

Cet entretien courant, qui doit être effectué régulièrement, ou rapidement après l'apparition des besoins, comprend notamment les opérations telles que :

- le nettoyage des dispositifs d'écoulement des eaux ;
- l'enlèvement des amas et des corps flottants ;
- le nettoyage de la bande roulante, des joints, etc.
- l'élimination de toute végétation nuisible sur l'ensemble des abords de l'ouvrage ;
- l'entretien et la remise en état des dispositifs de retenue ou garde-corps.

A ce titre, aussi bien le Syndicat que la Communauté de Communes s'engagent à informer au plus tôt, le Département gestionnaire de tout autre désordre qu'ils seraient amenés à constater.

Le Département en sa qualité de Gestionnaire devra assurer le financement des interventions de gestion et de surveillance périodique, détaillées ci-après :

### **A - Interventions à la charge du gestionnaire unique**

#### 1. la gestion de l'ouvrage comprend :

- la composition et l'établissement du dossier d'ouvrage ;
- la gestion proprement dite du dossier d'ouvrage, notamment l'archivage et la mise à jour ;
- l'instruction des affaires administratives afférentes à l'ouvrage, telles que les limitations de charge, les interventions d'entretien courants ...

#### 2. la surveillance périodique, qui comprend :

- la visite annuelle des superstructures ;
- les visites subaquatiques ;
- les inspections détaillées périodiques,
- éventuellement, la surveillance renforcée ou la mise sous haute surveillance.

### **B- Entretien spécialisé, grosses réparations, élargissement ou reconstruction**

Les travaux d'entretien spécialisés et les interventions de réparation, ou, éventuellement d'élargissement ou de reconstruction seront pris en charge par moitié, par le Département et le Syndicat. Seront ainsi co-financés, outre le prix des travaux, les frais d'étude, de contrôle et de suivi du chantier.

Pour chacune de ces opérations, une convention spécifique, compatible avec la présente convention, sera établie entre le Département et le Syndicat, afin de définir les caractéristiques générales du projet et les modalités de financement entre les deux départements.

1 - L'entretien spécialisé qui demande des moyens plus importants que l'entretien courant ou exige des techniques spéciales et comprend en particulier les opérations suivantes :

- la réfection des couches de roulement ;
- la remise en peinture des structures métalliques de l'ouvrage ;
- la mise en place d'enrochements de protection des piles et des culées ;
- la protection des équipements de superstructures ;
- la protection des berges au droit de l'ouvrage.

2 - Les grosses réparations qui regroupent l'ensemble des interventions nécessaires à la remise totale ou partielle de l'ouvrage dans son état de service.

3 - Les opérations de modernisation, qui concernent les opérations portant sur la modification des caractéristiques de l'ouvrage en vue d'une amélioration de la voie supportée.

### **C- Modalités**

Lorsqu'une opération dont le financement doit être partagé par les Collectivités, s'avèrera nécessaire, le Département gestionnaire devra dresser un avant-projet pour en définir les caractéristiques au Syndicat. Il établira le projet de convention spécifique correspondant et sera chargé de le soumettre au Syndicat.

Après signature définitive de cette convention particulière, le Département conservera la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre de l'opération.

### **ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification éventuelle d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention, décidée d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet de la passation d'un avenant.

### **ARTICLE 12 : DUREE**

Pour ce qui est de la co-Maîtrise d'Ouvrage nécessaire à la réalisation de la Passerelle, la présente convention est conclue pour la durée des travaux. Elle prend effet, à compter de la notification par le Département aux parties d'un exemplaire signé et prend fin, à la dernière date, entre l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement et la liquidation complète des dépenses.

Quant aux conditions de gestion, surveillance et entretien de la Passerelle du « Pas du Raysse » définies à l'article 10-5 de la présente convention, leurs effets sont sans limite de durée.

### **ARTICLE 13 : RESILIATION-INDEMNITE**

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre Partie d'une ou plusieurs des obligations de la présente convention.

La résiliation de la présente convention prendra effet un mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant le ou les motifs.

La résiliation de la présente convention n'ouvre pas droit à indemnité de résiliation au profit de l'une ou l'autre Partie, en revanche, toutes les dépenses engagées par le Département devront être financées conformément à l'article 5.

### **ARTICLE 14 : REGLEMENT DES LITIGES**

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la Partie la plus diligente, d'une recherche d'un règlement amiable préalablement à toute action contentieuse devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_.

Pour LE DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE  
Maître d'Ouvrage Unique,  
le Président du Conseil départemental,

Pour LE SYNDICAT MIXTE DES VOIES VERTES  
DU LOT,  
le Président du SMVV du Lot,

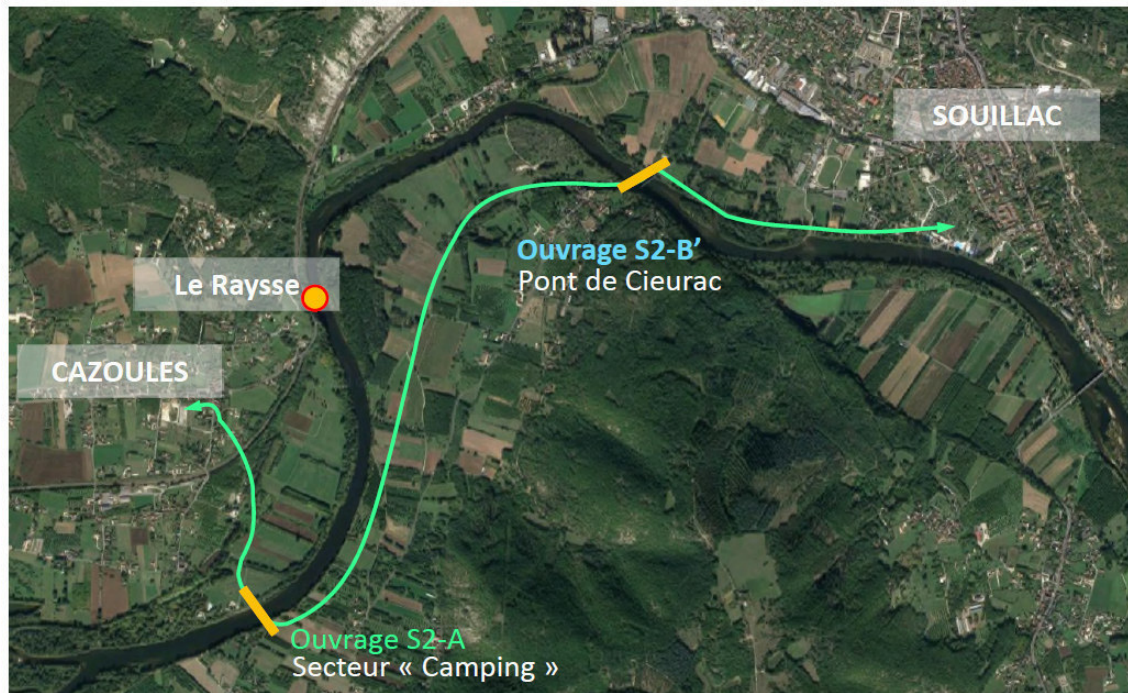
Germinal PEIRO

Serge RIGAL

Pour LA COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DU PAYS DE FENELON,  
le Président de la CCPF,

Patrick BONNEFON

Présentation générale de la solution :



Secteur géographique du projet de la Passerelle du Pas du Raysse :

## Faisabilité solution S2-A



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.56

Route départementale n° 703.

Création d'un giratoire d'accès à un centre commercial sur la Commune de LALINDE.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.56

Route départementale n° 703.  
Création d'un giratoire d'accès à un centre commercial sur la Commune de LALINDE.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la convention ci-annexée, entre le Département de la DORDOGNE, la Commune de LALINDE la Communauté de Communes BASTIDES-DORDOGNE-PERIGORD, la SCI KAIROS, et M. Robert DESTEUQUE-LASSERRE pour :

- définir les conditions techniques administratives et financières de réalisation du giratoire sur la Route départementale n° 703,
- fixer en application de l'article L.332-8 du Code de l'Urbanisme, les conditions de la participation à la réalisation des équipements publics exceptionnels ci-dessus visés,
- définir les modalités de cession des emprises nécessaires à la réalisation de ces équipements publics,
- définir les remises d'ouvrage et les règles de gestion ultérieure des ouvrages réalisés.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter cette convention, au nom et pour le compte du Département ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre et accomplir toutes les formalités administratives préalables à l'exécution de cette opération, notamment à signer et procéder au dépôt des demandes d'autorisations administratives nécessaires.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.57

Routes départementales n° 939 et 12.

Déviations de LA ROCHEBEAUCOURT-ET-ARGENTINE.

Plan de gestion pour l'année 2022 relatif aux mesures compensatoires consécutives aux travaux d'aménagement de la déviation.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONÉRIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONÉRIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.57

Routes départementales n° 939 et 12.  
Déviation de LA ROCHEBEAUCOURT-ET-ARGENTINE.  
Plan de gestion pour l'année 2022 relatif aux mesures compensatoires consécutives aux travaux  
d'aménagement de la déviation.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU l'arrêté interdépartemental du 17 août 2010 autorisant, au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement relatif à la gestion des eaux, l'aménagement de la Route départementale n° 939 et de la déviation de la Route départementale n° 12, sur le territoire des Communes de LA ROCHEBEAUCOURT-ET-ARGENTINE, en DORDOGNE (24), d'EDON et de COMBIERS, en CHARENTE (16), fixe en son article 9 les mesures compensatoires à la charge du Département de la Dordogne, suite aux impacts résiduels du projet en lit majeur de la *Nizonne*,

VU la convention du 20 mars 2015, entre le Département et le PNRPL pour la rédaction du Plan de gestion,

VU la convention partenariale du 15 mai 2015, qui a pour objet de définir les modalités de coopération entre le Département, le PNRPL et le SRB DRONNE dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi des mesures compensatoires fixées par arrêté inter-préfectoral en date 17 août 2010 et pour 15 ans (2015-2030),

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.II.36 du 11 avril 2022 relative au Plan de gestion des berges de la *Nizonne* pour la période 2022-2026 - Réalisation des suivis écologiques et administratifs,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE dans le cadre de l'opération d'aménagement de la déviation de LA ROCHEBEAUCOURT, sur les Routes départementales n° 939 et n° 12, sur le territoire des Communes de LA ROCHEBEAUCOURT-ET-ARGENTINE (24), d'EDON et de COMBIERS (16) :

➤ la convention ci-annexée, à intervenir avec le Syndicat de Rivières du Bassin de la Dronne (SRBD), définissant les engagements financiers et les actions à mettre en œuvre pour les opérations à réaliser pour l'année 2022, liées à l'exécution du Plan de gestion.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention, au nom et pour le compte du Département ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre.

DIT que la dépense estimée pour l'année 2022 à 1.750 € TTC, sera prise en charge par le Département et imputée au chapitre 908, article fonctionnel 843, nature 2315.1.

~~Pour le Président et par délégation,~~  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE



Annexe à la délibération n° 22.CP.IV.57 du 20 juin 2022.

**Convention pour la réalisation des opérations prévues dans le plan de gestion pour l'année 2019 sur les parcelles acquises par le Département de la Dordogne dans le cadre de la mise en œuvre des mesures compensatoires consécutives aux travaux d'aménagement de la Route départementale n° 939 et de la déviation de la Route départementale n° 12, sur le territoire des Communes de LA ROCHEBEAUCOURT-ET-ARGENTINE en Dordogne (24) et d'EDON et COMBIERS en Charente (16)**

**N°**

**Année 2022**

ENTRE

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

Ci-après dénommé « Le Département »  
D'une part,

ET

**Le Syndicat de Rivières du Bassin de la Dronne (SRB Dronne)** sis 9 ter, rue Couleau - 24600 RIBÉRAC, représenté par son Président M. Jean-Didier ANDRIEUX mandaté par décision du Bureau syndical en date du 19 février 2015,

Ci-après dénommé « le SRB Dronne »,  
D'autre part.

## COMPTE TENU DES ELEMENTS CI-DESSOUS :

Dans le cadre des travaux d'aménagement de la Route départementale n° 939 et de la déviation de la Route départementale n° 12, sur le territoire des Communes de LA ROCHEBEAUCOURT-ET-ARGENTINE en Dordogne (24) et D'EDON et COMBIERS en Charente (16), il a été prescrit par l'arrêté interdépartemental du 17 août 2010, des mesures compensatoires à la charge du Département de la Dordogne, suite aux impacts résiduels du projet en lit majeur de *la Nizonne* consistant notamment en :

- La gestion durable des zones humides et l'établissement d'un Plan de gestion pour une durée de 15 ans.

A ce titre, les acquisitions foncières ont été achevées par le Département en 2015 et représentent 75.000 m<sup>2</sup> de zones humides en lit majeur de *la Nizonne*, au sein de la zone Natura 2000 « Vallée de la Nizonne », sur la Commune D'EDON (en Charente).

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 17 août 2010, la rétrocession de ces parcelles doit être envisagée auprès d'un Organisme compétent dans la gestion durable des zones humides et le Plan de gestion de cette zone doit également être établi pour une durée de 15 ans. Pour respecter cette 2<sup>ème</sup> phase de leurs obligations, le Département de la Dordogne a sollicité l'appui des services du **Parc Naturel Régional du Périgord-Limousin (PNRPL)** pour l'élaboration du Plan de gestion de la zone acquise. Le département de la Dordogne adhère au Syndicat mixte (Organisme de gestion) du PNRPL depuis sa création en 1998 et a signé sa Charte renouvelée en 2011.

Dans le cadre de cet accompagnement, deux conventions ont été signées en 2015 :

- **la Convention partenariale du 15 mai 2015**, qui a pour objet de définir les modalités de coopération entre le Département, le PNRPL et le SRB Dronne dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi des mesures compensatoires fixées par arrêté inter-préfectoral en date 17 août 2010 et pour 15 ans (2015-2030) ;

- **la Convention du 20 mars 2015** entre le Département et le PNRPL pour la rédaction du Plan de gestion.

Pour le suivi et la mise en œuvre de ce Plan de gestion, le Département a formalisé sa coopération avec ses deux partenaires dans le cadre de deux conventions :

- l'une **avec le PNRPL** : il s'agit de la **Convention d'application quinquennale du 18 août 2016 (2016-2020), pour assurer le suivi écologique et administratif du Plan de gestion**. (ou Plan de Gestion des Berges de la Nizonne). Un Bilan de cette première Convention quinquennale a été établi lors du COPIL annuel du 17 décembre 2020 où il a été décidé de reconduire pour l'année 2021 les actions du SRB Dronne, afin d'assurer la continuité et cohérence des actions entreprises depuis 2016, sans attendre la validation de la seconde Convention quinquennale, en cours de préparation, pour la période 2021-2025.

- la seconde **avec le SRB Dronne** pour la mise en œuvre de programme de travaux, **par le biais de Conventions annuelles établies depuis 2016**.

Le SRB Dronne a suivi le dossier en lien avec l'ensemble des acteurs constituant le COPIL de ce projet. A ce titre, le Syndicat a été désigné comme Opérateur pour certaines opérations de gestion et le suivi des travaux. En lien avec le PNRPL, ce dernier réalisera un co-accompagnement général du dossier.

Arrivés au terme de cette première Phase de mise en œuvre du Plan de gestion et sur la base des deux derniers Comités de Pilotage (celui du 17 décembre 2020 qui fait le bilan des 5 premières années et celui du 23 novembre 2021 qui oriente la gestion à venir à partir de 2022), un nouveau Plan de gestion du site (2022-2026) a été approuvé par la Commission Permanente du Conseil départemental du 11 avril 2022.

La convention correspondante pour la réalisation des suivis écologiques et administratifs prévus dans le Plan de gestion des berges de la Nizonne pour la période 2022-2026 sur les parcelles acquises par le Département de la Dordogne dans le cadre de la mise en œuvre des mesures compensatoires consécutives aux travaux d'aménagement de la Route départementale n° 939 et de la déviation de la Route départementale n° 12, sur le territoire des Communes de LA ROCHEBEAUCOURT-ET-ARGENTINE en Dordogne (24) et d'EDON et COMBIERS en Charente (16) a été signée le 9 mai 2022.

Ce document prend en compte les nouvelles préconisations de gestion suite aux suivis écologiques du site et aux actions de restauration déjà réalisées.

La présente convention décline les programmes de travaux à mettre en œuvre en 2022.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir l'action à mettre en œuvre et les engagements financiers entre le Département de la Dordogne et le SRB Dronne pour la réalisation des opérations à réaliser pour l'année 2022, liées à la mise en œuvre du Plan de gestion 2022-2026.

#### **ARTICLE 2 : OBLIGATION DU SYNDICAT DE RIVIERES DU BASSIN DE LA DRONNE**

Le SRB Dronne est désigné comme Opérateur pour la mise en œuvre d'une partie des actions programmées en 2022 dans le Plan de gestion des berges de la Nizonne 2022-2026. Ces actions sont listées ci-dessous :

##### **➤ GH1 : Opération de gyrobroyage pour la restauration de milieux ouverts**

- Broyage léger sur les parcelles centrale et ouest (1.5 ha)

Ces zones correspondent à des secteurs humides où la pratique de la fauche n'est pas réalisable. Aussi, il est nécessaire d'entretenir par broyage ces zones afin d'empêcher une domination des espèces ligneuses.

L'opération sera donc réalisée par le SRB Dronne avec un broyeur semi-forestier. Cette opération répondant aux objectifs OP2, OP3, OP4 et OP5 du plan de gestion. Le coût total de l'opération est estimé à **250 € TTC**.

#### ➤ Opération de débroussaillage sélectif

Une action consiste à réaliser un débroussaillage manuel, visant à maintenir la présence de milieux ouverts en bordure du canal du moulin et de *la Nizonne* afin de favoriser la présence d'odonates et de l'Agrion de Mercure en particulier. Pour cette année 2022 l'équipe interviendra dans les cadres des opérations suivantes :

- **Travaux de gestion d'entretien de la ripisylve, retrait des arbres tombés sur la prairie et embâcles dans la Nizonne et dans le canal ;**
- **Le suivi et la gestion des foyers d'espèces invasives (renouée japon, ambroisie).**

Le temps d'intervention pour 2022 est de **1 jours** pour un coût de **750 € TTC**.

#### ➤ Coordination de l'opération de piégeage des ragondins

Le Plan de gestion préconise la mise en place d'une gestion des populations de ragondins et de rats surmulot présentes sur le site et aux alentours afin de limiter l'impact sur les berges et potentiellement sur le Campagnol amphibie (qui lui est à préserver). Cette action est régie par la fiche GH6.

Cela se traduit par la pose de pièges-cages par des piègeurs agréés le long des berges du site, mais aussi en amont et en aval du site.

Les piègeurs qui interviendront auront fait une mise à jour de leurs connaissances en particulier vis-à-vis de la reconnaissance du Campagnol amphibie. L'Animateur en charge de la coordination du piégeage de ragondin à l'échelle du SRB Dronne veillera à mettre en place un piégeage régulier en lien avec les bénévoles des Sociétés départementales de piègeurs agréés de Dordogne/Charente.

#### ➤ Suivis techniques et administratifs

Le SRB Dronne participera avec le Parc Naturel Régional Périgord-Limousin (PNRPL) à la rédaction des Bilans annuels de gestion du site, en y intégrant les données des suivis écologiques.

Le SRB Dronne réalisera le suivi et l'encadrement des travaux pour cette année 2022 avec un repérage préalable et la conduite des opérations sur site par le Technicien de rivières pour une durée de **3 jours** et un coût de **750 € TTC**.

### **ARTICLE 3 : OBLIGATION DU DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE POUR L'ANNEE 2022 (ANNEES 2022-2026)**

Le Département de la Dordogne suit, valide et inscrit le programme annuel proposé et l'enveloppe financière nécessaire au financement de la mise en œuvre des actions prévues dans le plan de gestion.

### **ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES**

Le volume financier nécessaire à la restauration des milieux ouverts par broyage mécanique lourd, la fauche tardive, le débroussaillage sélectif, le Bilan annuel de gestion et le suivi et l'encadrement des travaux, est évalué à **1.750 € TTC**.

Le Département s'acquittera auprès du SRB Dronne des dépenses engagées de la manière suivante :

- 30 % de la dépense prévisionnelle annuelle, à la signature de la convention pour l'année 2022,
- le solde à l'achèvement des opérations définies dans la présente convention, sur la base des dépenses réelles, sur présentation d'un rapport d'exécution et des pièces comptables justifiant des opérations réalisées.

La participation du Département sera calculée en fonction du coût réel des prestations réalisées, dans la limite d'une augmentation de 5 % du montant de dépenses prévisionnelles ci-après indiqué (soit un montant maximum de 87,50 € TTC) afin d'éviter la passation d'un avenant éventuel.

Les dépenses prévisionnelles pour 2022 sont les suivantes :

Mission	2022
	Montant en € TTC
Suivi et mise en place de l'opération de restauration des milieux ouverts et co-rédaction du Bilan annuel de gestion avec le PNR PL	1.750 €

### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour 1 an.

### **ARTICLE 6 : MODIFICATIONS**

Des modifications pourront être apportées à la présente convention par voie d'avenants après accord des Parties signataires.

## **ARTICLE 7 : REGLEMENT DE LITIGES**

Pour toute contestation qui s'élèverait des Parties à la convention, relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, ces dernières s'engagent à trouver un règlement amiable, préalablement à toute procédure judiciaire.

En cas de litige pour l'application de la présente convention ou sur les avenants qui s'y rapportent, seul le Tribunal Administratif de BORDEAUX est compétent.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à PERIGUEUX, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,**

**Pour le Syndicat de Rivières du Bassin de la Dronne,  
le Président,**

**Germinal PEIRO**

**Jean-Didier ANDRIEUX**



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.58

Commune du BUGUE.  
Collège André LEROI-GOURHAN.  
Agrandissement et restructuration du parking.  
Requalification des voies adjacentes.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.58

Commune du BUGUE.  
Collège André LEROI-GOURHAN.  
Agrandissement et restructuration du parking.  
Requalification des voies adjacentes.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

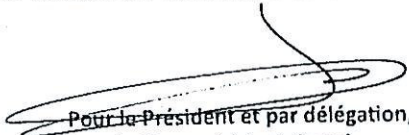
VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la convention ci-annexée, entre le Département de la Dordogne, la Communauté de Communes de la Vallée de l'Homme et la Commune du BUGUE pour :

- déterminer les conditions techniques, administratives et financières de la Maîtrise d'Ouvrage Unique des travaux par le Département,
- définir la domanialité et les conditions de gestion ultérieure des ouvrages réalisés,
- permettre au Département de percevoir le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter cette convention, au nom et pour le compte du Département, ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre.

  
Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

**CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE  
COMMUNE DU BUGUE  
AGRANDISSEMENT ET RESTRUCTURATION DU PARKING  
DU COLLEGE ANDRE LEROI-GOURHAN  
REQUALIFICATION DES VOIES ADJACENTES**

N°

**ENTRE**

**Le Département de la Dordogne** sis, 2, rue Paul Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. en date du 20 juin 2022,

Ci-après dénommé « Le Département »,  
**D'une part,**

**ET**

**La Communauté de Communes Vallée de l'Homme** sise 28, avenue de la Forge - 24620 LES EYZIES, représentée par le Président, M. Philippe LAGARDE, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du Conseil communautaire n° en date du ,

Ci-après dénommée « La Communauté de Communes »,  
**D'autre part,**

**ET**

**La Commune du BUGUE** sise place de l'Hôtel de Ville - 24260 LE BUGUE, représentée par le Maire, M. Serge LEONIDAS, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du Conseil municipal n° en date du ,

Ci-après dénommée « La Commune »,  
**D'autre part.**

**Il a été convenu ce qui suit :**

## **PREAMBULE**

Le Département de la Dordogne a en charge la construction, la restructuration, le fonctionnement, l'entretien général et technique ainsi que la restauration des collèges publics du territoire. Il participe également au fonctionnement matériel des collèges privés ainsi qu'à la prise en charge du personnel TOS de ces Etablissements.

A ce titre, il a donc la charge du Collège André LEROI-GOURHAN et du gymnase adjacent, situé sur la Commune du BUGUE.

Cet Etablissement dispose d'un parking situé sur l'avant du collège et d'un gymnase, destiné au stationnement du personnel, des parents, des bus liés au ramassage scolaire. Il est desservi par la rue Jean-Léon DESSALLES, elle-même raccordée à la Route départementale n°31<sup>E1</sup>, qui constitue l'accès principal au collège.

Le Collège dans l'emprise de son enceinte est situé sur la propriété foncière du Département. La rue Jean-Léon DESSALLES, est une voirie communale sous propriété et gestion communale. Le parking quant à lui, est situé sur le Domaine public communal et sur une propriété cadastrée départementale.

La Communauté de Communes de la Vallée de l'Homme est quant à elle, utilisatrice du gymnase du collège, au titre des activités organisées dans le cadre de sa compétence Sports et Culture.

Le stationnement sur ce parking pose aujourd'hui des problèmes de sécurité, liés à un nombre de places insuffisantes, qui favorise des stationnements sauvages ou désorganisés, tant sur les arrêts de bus que sur les espaces non dédiés. Cette situation génère également des conflits d'usage, entre les différents utilisateurs du site, parents ou élèves, qui circulent à pied pour rejoindre les véhicules ou les bus.

Il convient donc d'envisager l'agrandissement et la restructuration de ce parking ainsi que de la rue Jean-Léon DESSALLES et ses abords, afin d'offrir des conditions de sécurité optimales tant pour les élèves de l'établissement que pour les usagers des parkings.

La réalisation de ces travaux imbriqués relevant simultanément de la compétence de plusieurs Maîtres d'ouvrage, ces derniers ont souhaité désigner, pour des raisons d'efficacité, celui d'entre eux qui assurera la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

**Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit.**

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La Commune, la Communauté de Communes et le Département, décident de confier au Département, la Maîtrise d’Ouvrage unique des travaux relatifs à l’agrandissement et la restructuration du parking du Collège André LEROI-GOURHAN du BUGUE et l’aménagement de la rue du Jean-Léon DESSALLES et ses abords, conformément aux dispositions de l’article L.2422-12 du Code de la Commande publique.

La présente convention a donc pour objet de fixer :

- les conditions techniques, administratives et financières de la Maîtrise d’Ouvrage unique des travaux par le Département,
- la domanialité et les conditions de gestion ultérieure des ouvrages réalisés.

La présente convention vaut autorisation d’occupation temporaire par la Commune au bénéfice du Département des emprises nécessaires aux travaux objet de la présente et pour la durée des dits travaux.

## **ARTICLE 2 : PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE – CALENDRIER PREVISIONNEL**

### **2.1 Programme**

L’opération a pour objectif l’agrandissement et la restructuration du parking du Collège André LEROI-GOURHAN de la Commune du BUGUE et l’aménagement de la rue du Jean-Léon DESSALLES et ses abords, conformément au Plan annexé (annexe 1 à la convention).

Ces travaux comprennent :

- la restructuration du parking existant dédié au personnel et aux visiteurs / parents de l’Etablissement, d’une capacité de 35 places, sur le terrain départemental situé devant le gymnase,
- la création d’un parking supplémentaire, d’une capacité de 11 places, le long de la rue Jean-Léon DESSALLES desservant le collège, à destination des parents d’élèves,
- la création d’un quai bus sécurisé devant le collège,
- l’aménagement du parvis situé devant le collège, espace paysager et dédié aux modes de déplacements doux
- la réfection de la section de la rue Jean-Léon DESSALES concernée par les travaux,
- la création de voies dédiés aux cycles,
- la reprise de la signalisation verticale,
- la reprise de la signalisation horizontale,
- l’enfouissement des réseaux aériens,
- l’adaptation des réseaux souterrains,
- l’aménagement paysager de l’ensemble des espaces,
- la réhabilitation et l’extension de l’éclairage public.

## 2.2 Foncier

Les travaux d'aménagement du parking situé devant le gymnase sont réalisés sur le Domaine public départemental (parcelle cadastrée 511).

Les travaux d'aménagement du parvis sont réalisés sur le Domaine public communal (parcelle cadastrée 476).

Les travaux de création du parking situé le long de la RD 31E1 sont réalisés sur le Domaine public départemental (parcelle cadastrée 401).

Les travaux d'aménagement de la voirie (sécurisation, voie cyclable...) sont réalisés sur le Domaine public communal (voie Jean-Léon DESSALLES et parcelle 86).

## 2.3 Enveloppe prévisionnelle

L'enveloppe financière prévisionnelle des travaux pour cette opération s'élève à 350.000 € TTC.

## 2.4 Calendrier prévisionnel

Le calendrier prévisionnel est le suivant:

### Etudes

ETUDES	<u>CALENDRIER prévisionnel</u>
Etudes de projet (AVP, PRO)	2021-1 <sup>er</sup> trimestre 2022

### Travaux

TRAVAUX	<u>CALENDRIER prévisionnel</u>
Opération globale	Été 2022 pour la voirie Automne 2022 pour les aménagements paysagers

Le Département s'engage à respecter le programme, le calendrier et l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux objet de la Maîtrise d'Ouvrage Unique, sauf, précisions, adaptations et modifications mineures et sous réserve de la libération préalable des emprises par la Commune et de l'obtention des autorisations administratives éventuelles.

Aucune indemnité ne pourra être demandée au Département en cas de retard, les parties se réuniront pour s'accorder sur un report de délai.

### **ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MISSION DU DEPARTEMENT**

La mission du Département en tant que Maître d'ouvrage unique porte sur les éléments suivants :

- les études géotechniques et les levés topographiques éventuels,
- les études de projet (AVP, PRO),
- la coordination avec les concessionnaires de réseaux,
- la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les travaux seront réalisés
- les déclarations et autorisations administratives préalables nécessaires (DT, ...) et investigations complémentaires éventuelles,
- les missions de maîtrise d'œuvre associées à la phase travaux :
  - o ACT (assistance à la passation des contrats),
  - o VISA (visa des dossiers d'exécution de l'entreprise),
  - o DET (Direction de l'Exécution des Travaux),
  - o OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination),
  - o AOR (Assistance aux Opérations de Réception),
- le choix des entreprises avec attribution par la Commission des Marchés ou la Commission d'Appel d'Offres du Département,
- l'organisation, passation et gestion des contrats (marchés et conventions),
- la direction, contrôle et réception des travaux sous réserve de l'accord préalable de la Commune et la Communauté de Communes,
- la gestion administrative, financière et comptable du programme des travaux, l'ordonnancement et la liquidation des dépenses,
- la sollicitation de subventions éventuelles notamment auprès de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne,
- les échanges avec les intervenants et les riverains au projet,
- l'engagement de toute action en justice et la défense dans le cadre de tout litige avec les Entrepreneurs, Maîtres d'œuvre et Prestataires intervenant dans l'opération avec l'accord de la Commune et la Communauté de Communes,
- la mise en œuvre des garanties afférentes à l'opération,
- et, plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

### **ARTICLE 4 : REMUNERATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE DESIGNE**

La Maîtrise d'Ouvrage assurée par LE DEPARTEMENT au titre de l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention est exercée à titre gratuit.

## ARTICLE 5 : MODE DE FINANCEMENT DE L'OPERATION

Le coût total prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

Ce coût prévisionnel comprend le coût de l'éclairage public réalisé sous la Maîtrise d'Ouvrage du SDE 24 : **291.666 € HT, soit 350.000 € TTC.**

### 5.1 Dispositions financières

Le Département fait l'avance de l'intégralité du montant prévisionnel des dépenses TTC liées aux travaux et études afférentes.

Le Département a sollicité pour cette opération une subvention de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne (Eau Grand Sud-Ouest), sur la base dépenses éligibles estimées à **155.522 € HT, soit 186.626 € TTC.**

Le montant de la subvention accordée a été précisée par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, est évaluée à **108.741 €.**

Cette subvention sera versée par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne après la réalisation des travaux et sur la base des dépenses réalisées.

Cette subvention viendra en déduction du coût d'opération à charge du Département, qui sert de base au calcul des participations de la Commune et de la Communauté de Communes.

Montant d'opération estimé après déduction de la subvention : **182.925 € HT**

#### Principes de participation au financement de l'opération

◆ Communauté de Communes :	33 %
◆ Commune :	17 %
◆ Département :	50 %

La Commune du BUGUE a, dans le cadre de cette opération, formalisé avec le SDE 24 la réfection de l'éclairage public du parking du Collège et de ses abords immédiats. Ces travaux font partie de l'opération globale mais seront réalisés sous la Maîtrise d'Ouvrage du SDE 24 et financés directement par la Commune à hauteur de 55 % des travaux HT. La participation de la Commune sur ces travaux d'éclairage est estimée à 15.737,64 € HT selon la délibération communale du 15 avril 2022.

Le montant réalisé des travaux d'éclairage public payé par la Commune sera donc déduit de la participation financière de la Commune du BUGUE, sur la base du décompte définitif des travaux réellement exécutés.



## 5.2 Paiement

La Communauté de Commune et la Commune se libéreront des sommes dues, en une seule fois, sur la base des dépenses réellement réalisées, de la manière suivante à l'issue de la réception des travaux et sur présentation :

- du décompte général définitif précisant le montant HT des travaux effectivement réalisés sur la base des pourcentages de participation précisés dans le tableau détaillé au paragraphe 5.1 et des dispositions complémentaires relatives à l'éclairage public,
- des copies des factures acquittées

L'ensemble des documents seront datés et signés par le représentant du Département.

Le Comptable assignataire du paiement est Mme le Payeur régional Nouvelle-Aquitaine.

**Estimation du coût à charge de la Communauté de Communes : 60.365 €**

**Estimation du coût à charge de la Commune : 15.359,36 €**

*(Calculé sur la base d'une participation théorique de 31.09 7€, sur laquelle vient en déduction le coût de l'éclairage public à charge de la Commune 15.737,64 € HT)*

La Communauté de Communes et la Commune verseront au Département la participation financière qui leur incombe dans **un délai maximum d'un mois** à compter de la date de mise en recouvrement qui lui sera faite par le Payeur départemental de la Dordogne.

Les fonds seront versés pour le compte du Département, à :

- Trésorerie : Paierie Départementale :  
Compte n° C2420000000 Clé RIB 43

## 5.3 Rémunération du Département

Le Département ne percevra aucune autre rémunération pour l'exercice de sa mission de Maître d'ouvrage unique que celles prévues à l'article 4.2 de la présente.

## **5.4 FCTVA**

Il est établi qu'en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les travaux réalisés par le département sur le Domaine public communal sont éligibles au Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

Le FCTVA sera appliqué en fonction du coût réel des prestations jusqu'à concurrence du montant des marchés (avenants compris).

En conséquence, le Département fera son affaire de récupération du FCTVA pour les travaux réalisés pour son compte.

## **5.5 Equilibre financier - Imprévision des matières premières**

Au-delà d'une augmentation de 10 % du montant global de l'opération d'aménagement sous Maîtrise d'Ouvrage du Département, en raison des difficultés actuelles d'approvisionnement ou de la hausse des matières premières, les parties conviennent qu'elles participeront au prorata de leur engagement initial sous réserve d'un accord des Parties à la poursuite de l'opération.

En cas de retards de livraison ou d'exécution de l'aménagement sous Maîtrise d'Ouvrage du Département, dès lors que les conséquences des difficultés d'approvisionnement ou de la hausse des matières premières, qu'elles soient ou non directement liées à la crise sanitaire, il ne pourra être revendiqué par les Parties aucune indemnité de retard. Les Parties se réuniront pour s'accorder sur des reports de délais.

## **ARTICLE 6 : CONTRÔLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE**

La Commune et la Communauté de Communes se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'elles estiment nécessaires.

### **6.1. Passation des marchés publics.**

La Commune et la Communauté de Communes sont notifiées du Rapport d'analyse des offres. Le choix du ou des Titulaires des marchés publics appartient à la Commission des Marchés ou d'Appel d'Offres du Département.

### **6.2 Modalités de contrôle**

Les phases suivantes (ACT – VISA et AOR) devront faire l'objet d'une information par le Département à la Commune et la Communauté de Communes.

Avant la fin de chaque phase, le Département adresse à la Commune et la Communauté de Communes le projet de dossier.

La Commune et la Communauté de Communes disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception du dossier pour faire connaître leurs observations.

## **ARTICLE 7 : REMISE D'OUVRAGE ET TRANSFERT DE GESTION**

### **7.1 Foncier**

Les travaux relatifs à l'opération seront réalisés sur le Domaine public communal et départemental.

### **7.2 Remise d'ouvrage**

Les travaux réalisés sur l'emprise du Domaine public de la Commune font l'objet d'une visite technique organisée par le Département. Les représentants du Département, de la Commune et de la Communauté de Communes assisteront à cette visite technique. Un Procès-verbal de remise d'ouvrage, sera établi et fixera un état des lieux contradictoire de l'ouvrage réalisé. Un Procès-verbal de remise d'ouvrage qui pourra être assorti éventuellement de réserves si des travaux de parachèvement s'avèrent nécessaires, constatera le transfert des aménagements réalisés, du Département à la Commune.

### **7.3 Transferts de propriété**

Les occupations foncières actuelles de la Commune et du Département ainsi que celles qui découleront des travaux prévus dans cette convention nécessitent des régularisations.

La Commune et le Département conviennent des transferts de propriété à réaliser, selon les principes du Plan ci-annexé (annexe 2 à la convention). La limite séparative définitive entre les deux Collectivités sera définie sur la base du Plan de récolement.

A l'achèvement des travaux, le Département et la Commune s'engagent à réaliser les démarches administratives nécessaires aux transferts de propriété (délibérations, actes...).

Le Département prendra à sa charge la réalisation des documents d'arpentage et la rédaction des actes de vente en la forme administrative liés à ces régularisations foncières.

### **7.4 La garantie de parfait achèvement**

Pendant le délai de garantie d'un an à dater de la réception définitive des travaux, le Département mettra en œuvre la garantie de parfait achèvement, si nécessaire.

Les désordres feront l'objet, de la part de la Commune et de la Communauté de Communes, soit de réserves mentionnées au Procès-verbal de remise d'ouvrage, soit pendant la durée du délai de garantie, de notifications écrites pour ceux révélés postérieurement à la remise d'ouvrage ou au transfert de gestion.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage des aménagements.

## **7.5 Gestion, entretien des aménagements**

Dans le cadre de la présente convention, la Commune prend en charge l'entretien des aménagements réalisés sur l'espace relevant de sa compétence exclusive après travaux, qui comprendra notamment :

- les trottoirs et caniveaux,
- la voirie et les espaces dédiés au stationnement,
- les arrêts de bus
- les îlots séparateurs,
- les revêtements de trottoirs,
- les systèmes d'assainissement d'eaux pluviales et d'eaux usées et leurs accessoires (collecteurs, grilles avaloir, bouches d'évacuation, etc.),
- l'éclairage public (matériel et énergie),
- les aménagements paysagers,
- le mobilier urbain (barrière de protection, bornes...),
- la signalisation horizontale, directionnelle, de police, les marquages spéciaux en peinture (passages piétons, bandes stop, cédez le passage, arrêts de bus,...),
- le parvis en béton perméable.

### **ARTICLE 8 : ACHEVEMENT DE LA MISSION DU DEPARTEMENT**

La mission du Département prend fin par le quitus délivré par la Commune et la Communauté de Communes ou par la résiliation de la présente convention.

Le quitus décharge le Département de toute responsabilité envers la Commune et la Communauté de Communes à raison des conditions dans lesquelles sa mission a été exécutée et des désordres susceptibles d'affecter les travaux réalisés en exécution de celle-ci.

Le quitus est délivré à la demande du Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, après exécution complète de ses missions et notamment :

- réception des prestations et levée des réserves de réception,
- mise à disposition des prestations par la remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux prestations,
- établissement du décompte général et définitif des études, des travaux et acceptation par la Commune et la Communauté de Communes.

La Commune et la Communauté de Communes devront notifier au Département leur décision dans un délai de quatre mois suivant la réception de la demande de quitus. Le défaut de réponse vaut quitus.

## **ARTICLE 9 : DUREE DE LA CONVENTION**

Pour ce qui est de la Co-maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement du parking, la présente convention est conclue pour la durée des travaux. Elle prend effet, à compter de la notification par le Département aux Parties d'un exemplaire signé et prend fin, à la dernière date, entre l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement et la liquidation complète des dépenses.

Quant aux conditions de gestion et entretien des aménagements définies au paragraphe 7-5 de la présente convention, leurs effets sont sans limite de durée.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification éventuelle d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention, décidée d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet de la passation d'un avenant à l'exception des modifications relatif au calendrier établi à l'article 2.3 de la présente convention.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION-INDEMNITE**

La présente convention pourra être résiliée dans les conditions suivantes :

- Si le Département est défaillant, et après mise en demeure écrite restée sans effet dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la lettre de mise en demeure, les autres parties peuvent résilier la présente convention sans indemnité d'aucune sorte.
- Dans le cas où les Parties ne respectent pas leurs obligations, le Département, après mise en demeure écrite restée sans effet dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la lettre de mise en demeure, a droit à la résiliation de la présente convention sans indemnité d'aucune sorte, hors frais engagées (voir ci-dessous).
- Dans le cas de non obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute de Département, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties sans versement d'aucune sorte, hors frais engagées (voir ci-dessous).

- Dans les trois cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de résiliation. Le Département est alors remboursé des frais occasionnés pour la mission ou partie de mission accomplie jusqu'à la date de résiliation effective, y compris les frais ultérieurs liés aux mesures conservatoires ou de remise en état que le Département aurait à mettre en œuvre. Il est procédé immédiatement à un constat des prestations effectuées par le Département et des travaux réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet d'un Procès-verbal qui précise, en outre, les mesures conservatoires ou de remise en état que le Département doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés. Il indique enfin le délai dans lequel le Département doit remettre l'ensemble des dossiers aux Parties.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

En cas de litige pour l'application de la présente convention, si un accord ne pouvait intervenir entre les Parties signataires, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de BORDEAUX.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à PERIGUEUX, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,**

**Germinal PEIRO**

**Pour la Communauté de Communes  
Vallée de l'Homme,  
le Président,**

**Philippe LAGARDE**

**Pour la Commune,  
le Maire,**

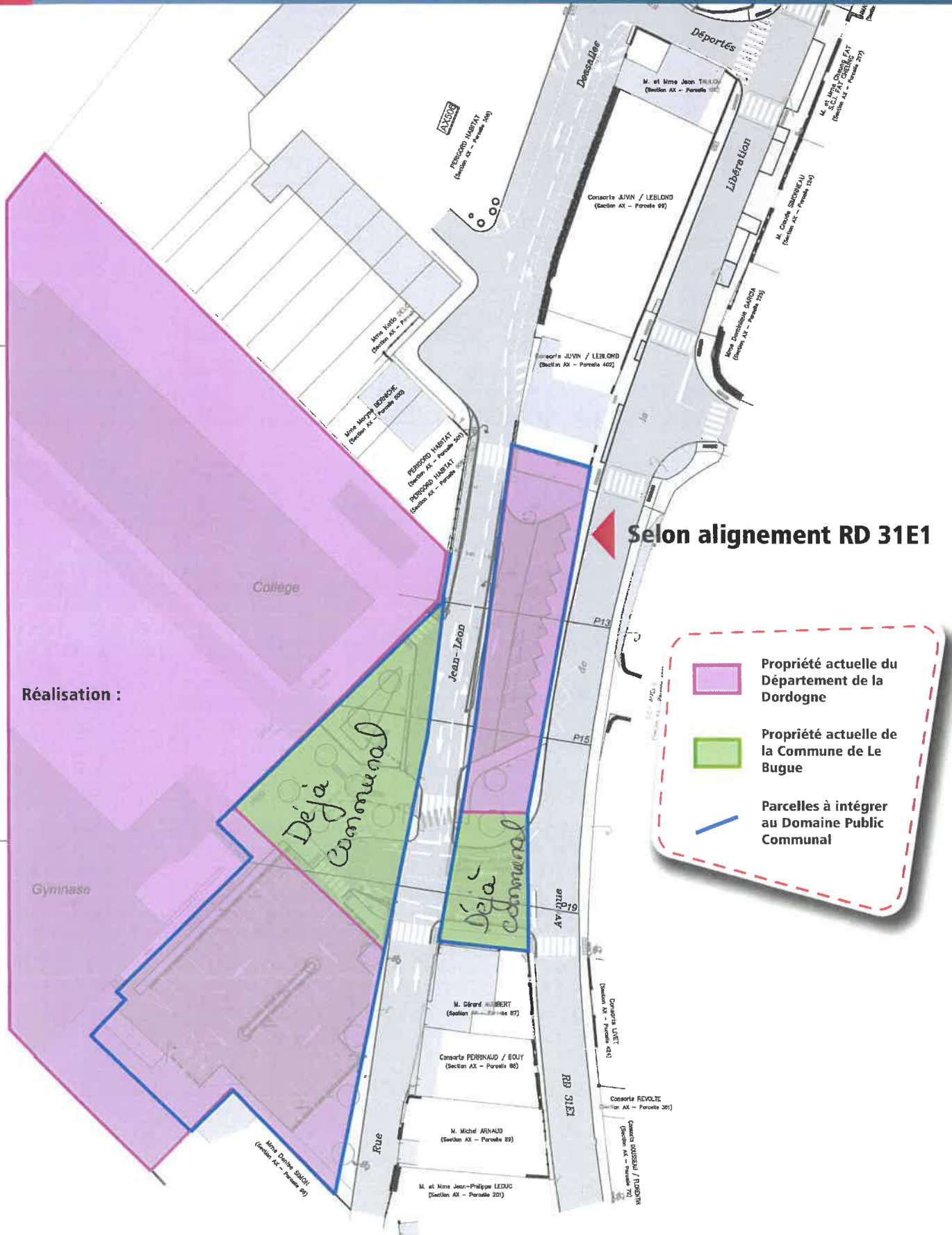
**Serge LEONIDAS**

# Collège Leroi Gourhan 24260 LE BUGUE Projet Réhabilitation de la Voirie et Création d'un Parking avec Aménagements Paysagers

Direction Générale Adjointe de  
l'Aménagement et des Mobilités  
Direction du Patrimoine Routier  
Paysager et des Mobilités

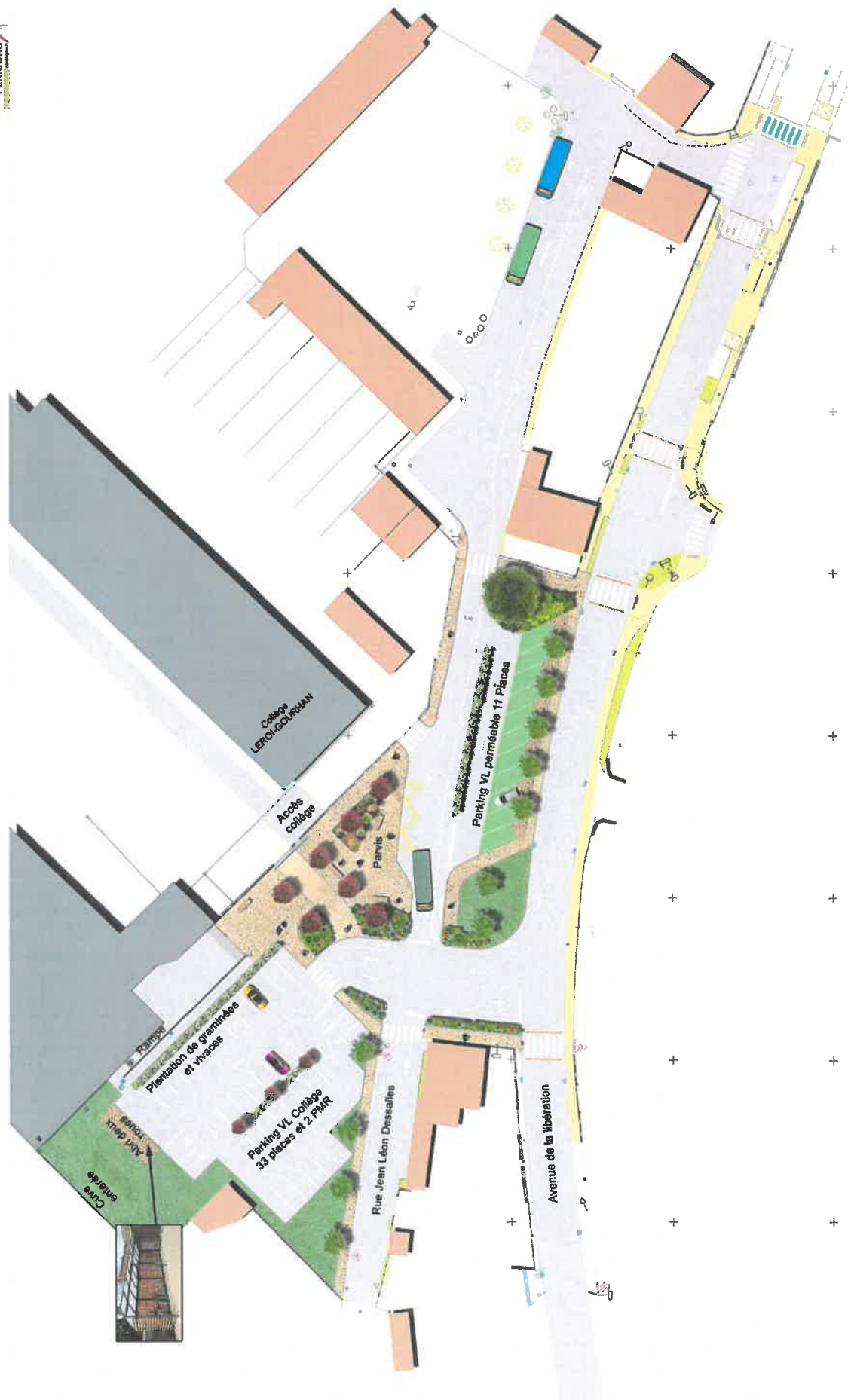


# Aménagement du parking du Collège du Bugue - Annexe 2 à la convention Plan de principes des transferts de domanialités / propriétés





# Collège Leroi Gourhan 24260 LE BUGUE Projet Réhabilitation de la Voirie et Création d'un Parking avec Aménagements Paysagers



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.59

Transactions foncières sur le territoire des Communes de  
BEAURONNE, GENIS, PEZULS, PRIGONRIEUX,  
SAINT-MARTIAL-DE-VALETTE et SAINT-MEDARD-DE-MUSSIDAN.  
Création d'une servitude d'écoulement des eaux pluviales sur le territoire  
de la Commune de PROISSANS.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.59

Transactions foncières sur le territoire des Communes de  
BEAURONNE, GENIS, PEZULS, PRIGONRIEUX,  
SAINT-MARTIAL-DE-VALETTE et SAINT-MEDARD-DE-MUSSIDAN.  
Création d'une servitude d'écoulement des eaux pluviales sur le territoire  
de la Commune de PROISSANS.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 11.CP.IX.45 du 14 novembre 2011,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.II.41 du 11 avril 2022,

VU la demande auprès du Pôle d'évaluation domaniale n°8747889 du 11 mai 2022,

VU les avis du Pôle d'évaluation domaniale n° 2022-24462-11187 du 21 mars 2022  
et n° 2022-24451-16790 du 21 avril 2022.

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

DÉCIDE les transactions foncières suivantes :

**ACQUISITIONS PAR LE DEPARTEMENT**

1 – A l'intersection des Routes départementales n° 709 et n° 40 sur le territoire de la Commune de BEAURONNE, acquisition par le Département d'une parcelle entière de terrain à usage de dépôt de matériaux cadastrée, Commune de BEAURONNE, lieu-dit « Le Pontet » section AH n° 487 d'une contenance cadastrale de 13a13ca appartenant à M. Paul Raymond Jean Georges PRIEUR moyennant la somme de QUATRE CENT SOIXANTE EUROS (460 €).

2 – Sur le territoire de la Commune de GENIS, suite à l'aménagement du carrefour entre la Route départementale n° 72<sup>E</sup>1 et la Voie communale n° 201 du cimetière dans le cadre de la régularisation foncière d'une Opération Locale de Sécurité, acquisition par le Département d'une parcelle entière de terrain cadastrée, Commune de GENIS, lieu-dit « La Croix du Treuil » section AZ n° 214 d'une contenance cadastrale de 1a03ca appartenant à M. Antonino

MALARA et Mame Céline Danièle Odile SINNAEVE moyennant la somme de CINQ CENT VINGT EUROS (520 €).

3 – En bordure de la Route départementale n° 675 sur le territoire de la Commune de SAINT-MARTIAL-DE-VALETTE, acquisition à titre gracieux par le Département d'une parcelle entière de terrain à usage de dépôt de matériaux, cadastrée, Commune de SAINT-MARTIAL-DE-VALETTE, lieu-dit « Chez Yonnet » section B n° 843, d'une contenance cadastrale de 12a50ca appartenant à la Communauté de Communes du PERIGORD NONTRONNAIS évaluée à la somme de DEUX CENT CINQUANTE EUROS (250 €) - Avis du Pôle d'évaluation domaniale n° 2022-24451-16790 du 21 avril 2022.

4 – Dans le cadre d'une régularisation foncière, Route départementale n° 703, sur le territoire de la Commune de PEZULS, acquisition par le Département de parcelles de terrain cadastrées, lieu-dit « Le Boussinet » :

- section A n° 770 d'une contenance cadastrale de 03a80ca appartenant à M. et Mme Gérard FAURE moyennant la somme de CENT EUROS (100 €),

- section A n° 775 d'une contenance cadastrale de 05a94ca appartenant à M. et Mme Raphaël RIGOLET moyennant la somme de CENT CINQUANTE EUROS (150 €),

- section A n° 773 d'une contenance cadastrale de 04a72ca appartenant aux Consorts BIERNE moyennant la somme de CENT VINGT EUROS (120 €).

#### CESSIONS PAR LE DEPARTEMENT

1 – Au croisement des Routes départementales n° 34 et n° 34<sup>E</sup> sur le territoire de la Commune de PRIGONRIEUX, cession à titre gracieux par le Département, à la Commune de PRIGONRIEUX, de trois parcelles de terrain contenant un bac à décantation des sables provenant du bassin versant, cadastrées lieu-dit « Route des Combes » section ZY n° 300, lieu-dit « Le Sable Sud » section ZY n° 302 et lieu-dit « 115, Route des Combes » section ZY n° 304, d'une contenance cadastrale totale de 12a35ca. La valeur vénale de ces parcelles est estimée à la somme de MILLE DEUX CENT TRENTE-CINQ EUROS (1.235 €). Une demande d'avis a été adressée au Pôle d'évaluation domaniale le 11 mai 2022 sous le numéro 8747889. Le délai d'un mois s'étant écoulé sans réponse de sa part (article L.3213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales), cet avis est réputé donné.

2 – Suite à l'aménagement de la Route départementale n° 709, liaison BERGERAC et autoroute A89, déviation Ouest de MUSSIDAN, sur le territoire de la Commune de SAINT-MEDARD-DE-MUSSIDAN, cession par le Département à M. Serge Basile FIMBAULT demeurant 11, rue de la Chartreuse - 33230 SAINT-MEDARD-DE-GUIZIERES, de quatre parcelles de terrain cadastrées lieu-dit « Manieux » section ZI n° 628, n° 632, n° 633 et n° 634 d'une contenance cadastrale totale de 86a74ca, moyennant la somme de QUINZE MILLE SIX CENT TREIZE EUROS (15.613 €), conformément à l'avis du Pôle d'évaluation domaniale n° 2022-24462-11187 du 21 mars 2022 et sous réserve des dispositions relatives à la préemption purgées.

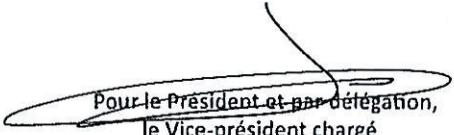
DÉCIDE en vue du libre écoulement des eaux pluviales de la Route départementale n° 56, au PR4+470D, sur le territoire de la Commune de PROISSANS, au lieu-dit « La Millade », la création d'une servitude d'écoulement des eaux pluviales :

- a. entre M. Jean-Claude Francis DELPECH demeurant « La Millade » à PROISSANS (24200), propriétaire du fonds servant cadastré section AK n° 81,
- b. et le Département de la Dordogne, propriétaire du fonds dominant la route départementale n° 56.

Le propriétaire du fonds servant a accepté de grever sa propriété sans indemnisation.

DÉCIDE que les actes authentiques seront établis en la forme administrative.

AUTORISE M. le Vice-président en charge de l'Administration générale, des Finances, de la Commande publique, Rapporteur du budget ou en cas d'empêchement M. le Vice-président en charge des Routes et des Mobilités à signer les actes authentiques en la forme administrative correspondants, au nom et pour le compte du Département.

  
~~Pour le Président et par délégation,~~  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.60

Politique Départementale de l'Habitat.

Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Privé.

Informations sur les décisions prises par le Président du Conseil départemental sur proposition de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) au titre de l'année 2022.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

PREND ACTE

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

N° 22.CP.IV.60

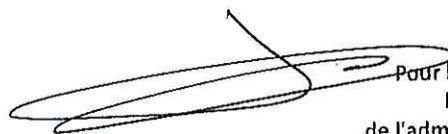
Politique Départementale de l'Habitat.  
Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Privé.  
Informations sur les décisions prises par le Président du Conseil départemental sur proposition  
de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) au titre de l'année 2022.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
VU la délibération du Conseil départemental n° 20-212 du 2 octobre 2020,  
VU la délibération de la Commission Permanente n° 20.CP.IX.51 du 14 décembre 2020,  
VU la délibération du Conseil départemental n° 22-90 du 11 février 2022,  
VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**PREND ACTE** des décisions prises par le Président du Conseil départemental et de l'engagement des dossiers, ci-annexés, pour un montant total de subventions de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) :

- au chapitre 905, article fonctionnel 555, nature 20422.200, un montant de subvention de **981.571 €**, répartis sur 2 CLAH (Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat) au titre des Propriétaires Occupants et Propriétaires Bailleurs :
  - CLAH du 5 mai 2022 : 39 logements de Propriétaires Occupants et Bailleurs pour un montant de **386.055 €**,
  - CLAH du 19 mai 2022 : 63 logements de Propriétaires Occupants et Bailleurs pour un montant de **595.516 €**,
- au chapitre 905, article fonctionnel 555, nature 2041581.200, un montant de subventions de **27.700 €** au titre des subventions Anah pour les OPAH (Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat) – PIG (Programmes d'Intérêt Général) aux Intercommunalités.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

**Bruno LAMONERIE**

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.61

Politique Départementale de l'Habitat.  
Avenant n° 2022-1 à la convention de délégation de compétence  
en matière d'aide à la pierre relatif aux objectifs et aux moyens initiaux pour l'année 2022.  
Annulation de l'avenant approuvé par délibération  
de la Commission Permanente n° 22.CP.II.43 du 11 avril 2022.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.61

Politique Départementale de l'Habitat.  
Avenant n° 2022-1 à la convention de délégation de compétence  
en matière d'aide à la pierre relatif aux objectifs et aux moyens initiaux pour l'année 2022.  
Annulation de l'avenant approuvé par délibération  
de la Commission Permanente n° 22.CP.II.43 du 11 avril 2022.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 20.CP.IX.51 du 14 décembre 2020,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-90 du 11 février 2022,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.II.43 du 11 avril 2022,

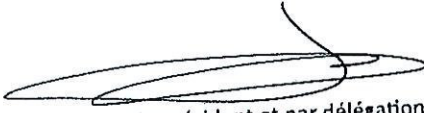
VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ANNULE** l'avenant n° 2022-1 à la Convention de délégation de compétence en matière d'aide à la pierre relatif aux objectifs et aux moyens initiaux pour l'année 2022, entre le Département de la Dordogne et l'Etat, suite au changement de répartition des PLAI par zone.

**APPROUVE** le nouvel avenant n° 2022-1 à la Convention de délégation de compétence en matière d'aide à la pierre relatif aux objectifs et aux moyens initiaux pour l'année 2022, entre le Département de la Dordogne et l'Etat, ci-annexé.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à le signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.

  
Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

**Avenant n° 2022 - 1**  
**à la convention de délégation de compétence**  
**en matière d'aide à la pierre**  
**relatif aux objectifs et aux moyens initiaux pour l'année 2022**

Entre

**Le Département de la Dordogne**, sis 2, rue Paul-Louis Courier – CS 11200 – 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET : 222 400 012 00019), représenté par M. Germinal PEIRO, Président du Conseil départemental, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_, dénommé ci-après « le Déléataire »,

et

**L'Etat**, représenté par Monsieur Jean-Sébastien LAMONTAGNE, Préfet de la Dordogne.

**Vu** la convention de délégation de compétence en application de l'article L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, du 5 juin 2018,

**Vu** l'avis du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement du 03 mars 2022 sur la répartition des objectifs et des crédits.

Il a été convenu ce qui suit :

**A – Les Objectifs quantitatifs prévisionnels pour 2022**

**A 1- Développement, amélioration et diversification de l'offre de logements sociaux**

**Le Conseil départemental de la Dordogne** délégataire s'engage à réaliser au titre de **2022** les objectifs annuels suivants, par construction neuve ou acquisition/amélioration :

- **494 logements de type PLUS et PLAI :**  
247 PLUS  
247 PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration),  
dont 11 PLAI adaptés

Les plafonds régionaux d'attribution des subventions par type de financements sont fixés à :

- PLAI 8 300 € en zone tendue et 10 000 € en acquisition-amélioration
- PLAI 5 700 € en agglomération hors zone tendue en CN et 10 000 € en acquisition amélioration

- PLAII 4 400 € en zone détendue en CN et 10 000 € en acquisition amélioration
- PLUS 0 €

**La cartographie du financement du logement social (zone tendue, agglomération hors zone tendue et zone détendue) est établie au niveau régional en concertation avec les territoires de gestion.**

Les montants au logement peuvent être modulés (dans ce cas l'avenant précise les montants pratiqués), la modulation devra respecter les objectifs quantitatifs maximum de réalisation, par type de financement et par zone, ci-dessus précisés.

- **116 PLS**

Cet avenant ne concerne pas les logements prévus dans le cadre de l'exécution des conventions de rénovation urbaine signées avec l'ANRU (Agence Nationale de Rénovation Urbaine).

**A 2 - Requalification du parc privé ancien, des copropriétés et production d'une offre en logements privés à loyer maîtrisé :**

Sur la base des objectifs figurant à l'article I-1 de la convention de délégation de compétence, il est prévu, pour l'année 2022, la réhabilitation d'environ **769** logements privés en tenant compte des orientations et des objectifs de l'Agence nationale de l'habitat et conformément à son régime des aides, ainsi répartis par type de bénéficiaire :

- 754 logements de propriétaires occupants,
- 15 logements de propriétaires bailleurs,
- 0 logement ou lot traité dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires.

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionnée (sauf exceptions précisées dans le régime des aides de l'Anah).

La mise à jour de la déclinaison annuelle des objectifs et la répartition par type d'intervention figure en annexe 1 (objectifs de réalisation de la convention et tableau de bord).

A noter que les notions d'habitat dégradé, très dégradé et d'habitat indigne ont été définies par le Conseil d'administration de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

Conformément aux orientations de l'ANAH, priorité sera donnée aux Programmes (OPAH – Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et PIG – Programme d'Intérêt Général).

**A 3 - Mobilisation des acteurs du logement :**

Le délégataire s'engage à mettre tous les moyens d'animation territoriale et de conduite de la programmation pour l'engagement des objectifs sus visés. L'Etat soutiendra et accompagnera ces démarches notamment par les actions relevant de sa compétence :

- application de l'article 55 de la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbains) sur le taux de logements sociaux,
- animation d'un Pôle de lutte contre le logement indigne,
- suivi des organismes HLM (convention d'utilité sociale, accords collectifs notamment)

- mise en œuvre des contrats de ville et conventions ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine)

## **B - Modalités financières pour 2022**

### **B 1 - Moyens mis à la disposition du délégataire pour 2022 au titre du Parc Public**

Après décision du Préfet de Région sur la répartition des crédits, l'enveloppe de droits à engagement délégués par l'Etat en 2022 est de **1 470 300 € (un million quatre cent soixante-dix mille trois cents euros)**, pour l'objectif fixé par le C.R.H.H. de **64 PLAI** en tranche ferme avec un montant moyen de subvention (MMS) de **8 300 €** en zone tendue, **103 PLAI** avec un MMS de **5 700 €** en agglomération hors zone tendue et **80 PLAI** avec un MMS de **4 400 €** en zone détendue.

Au titre de l'année 2022, et afin d'éviter le dépôt des dossiers sur les deux derniers mois de l'année, un bonus pour les dossiers complets et engagés dans GALION avant le 31 août 2022 est mis en place. Il représente 560 logements pour un montant unitaire de **1 500 €/logement PLAI** à l'échelle régionale.

Un bonus « énergies renouvelables » visant à massifier le recours aux énergies renouvelables au sein du parc social est également mis en place. Il représente 700 logements pour un montant unitaire de **1 500 €/logement PLAI** à l'échelle régionale.

Une majoration de subvention pourra être sollicitée au fil de l'eau pour améliorer le financement des logements PLAI produits en acquisition amélioration, en dents creuses ainsi que pour les opérations de démolition-reconstruction et le porter à 10 000 € par PLAI sur toutes les zones. Cette majoration représente donc :

- **4 300 €** dans les agglomérations hors zone tendue
- **5 600 €** en zone détendue
- **1 700 €** en zone tendue

Cette majoration sera distribuée par la DREAL à la demande de la DDT/M délégante et dans la limite de l'enveloppe régionale identifiée (pour 368 PLAI).

Une majoration de subvention pour les logements financés en PLAI adapté et respectant le document cadre national, est également mobilisable au fil de l'eau. Cette majoration est de l'ordre de **13 980 € en logement familial** et **5 600 € en foyer, en fonction de l'équilibre de l'opération**. Cette majoration sera distribuée par la DREAL à la demande de la DDT/M délégante et dans la limite de l'enveloppe mise à disposition de la Nouvelle Aquitaine soit **3 878 420 €**.

Une enveloppe régionale de **1 225 283 €** est également mise en place pour le financement des opérations de déconstruction en zone détendue et agglomération du programme cœur de ville, hors PNRU et NPNRU. La subvention représentera **4 104 € par logement** dans la limite d'un tiers du coût de la construction. Cette enveloppe sera également mise à disposition au fil de l'eau dans la limite de l'enveloppe régionale.

Une enveloppe de **200 000 €** est identifiée pour les opérations lauréates de l'appel à projet « matériaux biosourcés » (5 à 6 opérations) en cas d'absence d'équilibre de l'opération. L'appel à

projet vise un accompagnement en ingénierie afin de faciliter l'intégration de matériaux biosourcés dans des opérations de rénovation énergétique portées par les organismes sociaux

Pour 2022, l'Etat allouera au délégataire son enveloppe de droits à engagement dans les conditions suivantes :

- **882 180€** correspondant à 60 % de la dotation en PLAI hors reliquat chez les délégataires (hors démolition et différentes majorations) pour l'année 2022, à la signature du présent avenant ;

- **588 120 €** correspondant au solde des droits à engagement de l'année, ajustés en fonction des perspectives pour la fin de l'année et dans la limite des droits à engagement disponibles.

Le comptable assignataire est la DRFiP à BORDEAUX.

## **B 2 - Moyens mis à la disposition du délégataire pour 2022 au titre du Parc privé**

Pour l'année d'application, l'enveloppe des droits à engagement ANAH destinée au parc privé est fixée à **8 390 662 €** (huit millions trois cent quatre-vingt-dix mille six cent soixante-deux euros). Cette enveloppe correspond aux montants moyens de subvention nationaux appliqués aux objectifs de production indiqués dans le présent document.

## **B 3 - Intervention propre du délégataire :**

Cf. règlement d'intervention Parc Public (annexe 2) et Parc Privé (annexe 3).

### **Publication**

Le présent avenant sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du délégataire.

Cette délégation de compétence prend effet à compter de la signature du présent avenant.

Les dispositions de la convention initiale non modifiées dans cet avenant restent applicables.

Fait en deux exemplaires originaux à Périgueux le

**Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental**

**Pour l'Etat,  
le Préfet de la Dordogne,**



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.62

Politique Départementale de l'Habitat.  
Avenant n° 2 à la convention d'Opération Programmée  
d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH-RU) "AMELIA 2"  
de la Communauté d'Agglomération Le Grand Périgueux.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.62

Politique Départementale de l'Habitat.  
Avenant n° 2 à la convention d'Opération Programmée  
d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH-RU) "AMELIA 2"  
de la Communauté d'Agglomération Le Grand Périgueux.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 18.CP.IX.52 du 17 décembre 2018,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 19.CP.VII.69 du 14 octobre 2019,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** l'avenant n° 2, ci-annexé, à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH-RU) de la Communauté d'Agglomération Le Grand Périgueux « AMELIA 2 ».

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à le signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE





Annexe à la délibération n° 22.CP.IV.62 du 20 juin 2022.

## Avenant n°2 à la

### Convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) du Grand Périgueux

L'avenant 2 à la convention a pour objet de :

- Etendre, sur la Ville de Périgueux, les périmètres Renouvellement Urbain de l'OPAH-RU Amélia 2

Le présent avenant à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) de la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux.

Entre :

- **La Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux**, Maître d'ouvrage de l'opération programmée, représentée par son Président, M. Jacques AUZOU,
- **L'Agence nationale de l'habitat**, Etablissement public à caractère administratif, représentée en application de la convention de délégation de compétence par le Président du Conseil départemental de la Dordogne, M. Germinal PEIRO, et dénommée ci-après « Anah »,
- **Le Département de la Dordogne**, représenté par le Président du Conseil départemental de la Dordogne, M. Germinal PEIRO, et par délégation par le Vice-président chargé de l'Administration générale, des Finances, de la Commande publique et Rapporteur du budget, M. Bruno LAMONERIE, dûment habilité à signer en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

D'une part,

- La Ville de Périgueux, partenaire de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain, représentée par la Maire, Mme Delphine LABAILS,
- La SACICAP PROCIVIS Gironde, domiciliée Bassins à Flot - 21, Quai Lawton - 33000 BORDEAUX, représentée par M. Jean-Pierre MOUCHARD agissant en qualité de Directeur Général,
- La SACICAP PROCIVIS Les Prévoyants, domiciliée Bassins à Flot - 21, Quai Lawton - 33000 BORDEAUX, représentée par M. André LEGEARD agissant en qualité de Président Directeur Général,
- La FONDATION ABBÉ PIERRE, dont le siège est 3-5, rue de Romainville - 75019 PARIS, représentée par Mme Sonia HURCET, sa Directrice Générale Adjointe, par délégation du Président M. Raymond ETIENNE, ayant pouvoir à cet effet,
- ACTION LOGEMENT GROUPE, dont le siège social est situé 66, avenue du Maine - 75014 PARIS, représenté par le Président du Comité Régional Action Logement Nouvelle-Aquitaine, M. Philippe DEJEAN,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L. 303-1 (OPAH) / R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et au Programme d'Intérêt Général, en date du 8 novembre 2002,

Vu le Programme Local de l'Habitat Durable, adopté par la Communauté d'Agglomération Le Grand Périgueux, le 7 décembre 2017

Vu le Programme Départemental de l'Habitat 2019-2024, adopté le 8 février 2019,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, adopté le 2 mars 2018,

Vu la convention de délégation de compétence du 5 juin 2018 conclue entre le Conseil départemental de la Dordogne et l'État, en application de l'article L.301-5-1 (L.301-5-2) (en délégation de compétence), et ses avenants annuels,

Vu la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé du 7 juin 2018 conclue entre le délégataire et l'Anah (en délégation de compétence) et ses avenants annuels,

Vu la délibération de l'Assemblée délibérante de la Collectivité maître d'ouvrage de l'opération, en date du 29 mars 2019 autorisant la signature du présent avenant,

Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Périgueux, partenaire de l'opération, en date du 10 octobre 2019, autorisant la signature de la présente convention,

Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Périgueux, partenaire de l'opération, en date du 9 mars 2022, autorisant l'extension du périmètre renouvellement urbain de l'OPAH-RU « Amelia »,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat, en application de l'article R.321-10 du Code de la Construction et de l'Habitation, en date du \_\_\_\_\_,

Vu l'avis du Délégué de l'Anah dans la Région en date du \_\_\_\_\_,

Vu la mise à disposition du public du projet d'avenant à la convention d'OPAH-RU du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ au siège de la Communauté d'Agglomération Le Grand Périgueux en application de l'article L.303-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (en OPAH uniquement),

D'autre part.

**Il est convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : Périmètre de l'Opération Programmée**

L'article 1.2 est ainsi modifié :

« - Un volet Renouvellement Urbain multi sites sur la Ville de Périgueux (secteurs RU en Annexe 1) : en effet, sur les secteurs RU, la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux et la Ville de Périgueux souhaitent, au-delà des thématiques d'intervention prioritaires et transversales, mettre en œuvre :

- des moyens d'actions supplémentaires incitatifs (rénovation des devantures commerciales, accès aux étages, accession à la propriété et travaux de remise aux normes (logements sous procédure, RSD...),
- mais aussi des moyens complémentaires coercitifs (de type Déclaration d'Utilité Publique travaux [DUP], traitement de l'Habitat insalubre remédiable ou dangereux et des

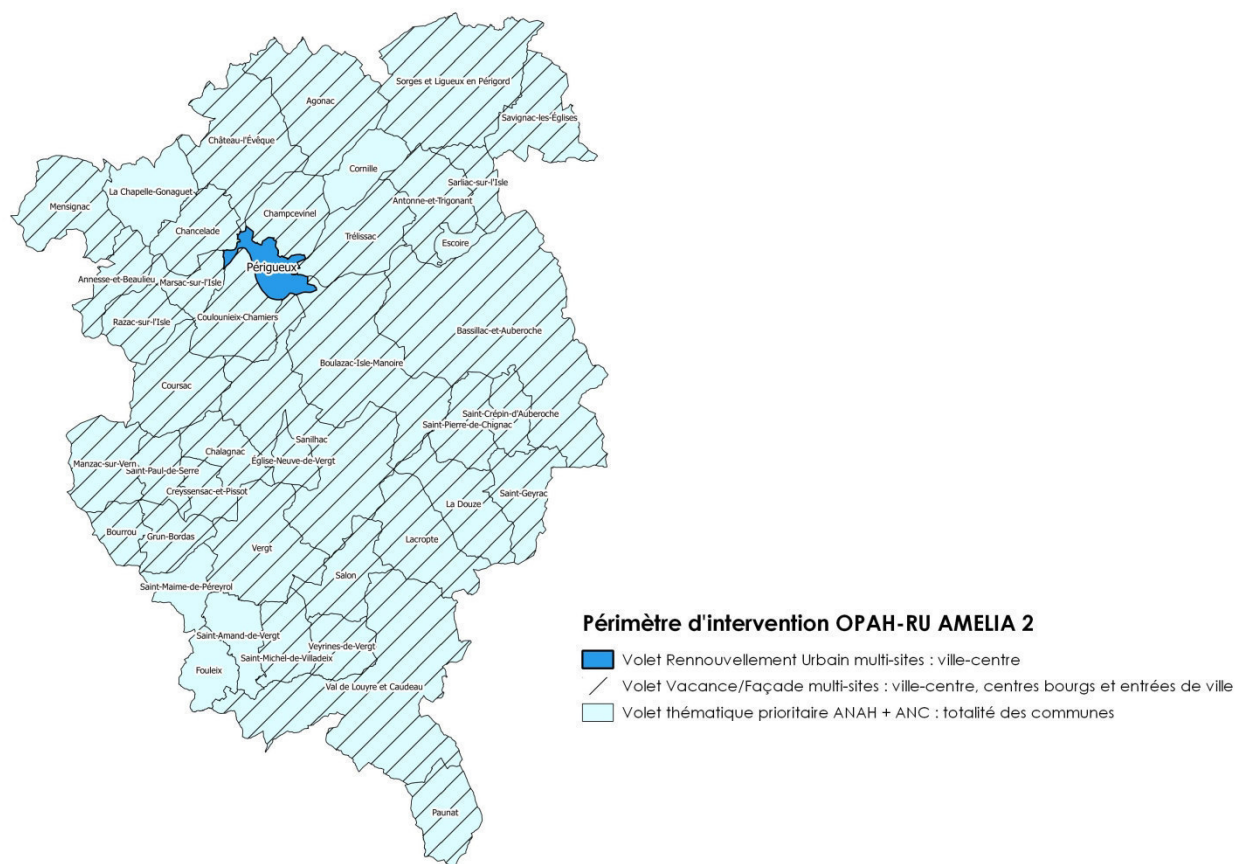
- opérations de restauration immobilière [THIRORI], opération de restauration immobilière [ORI] ou résorption de l'Habitat indigne [RHI]),
- et des actions **curatives** à travers d'éventuels réaménagements du tissu urbain dégradé des îlots stratégiques dans le cadre de projets urbains intégrés.

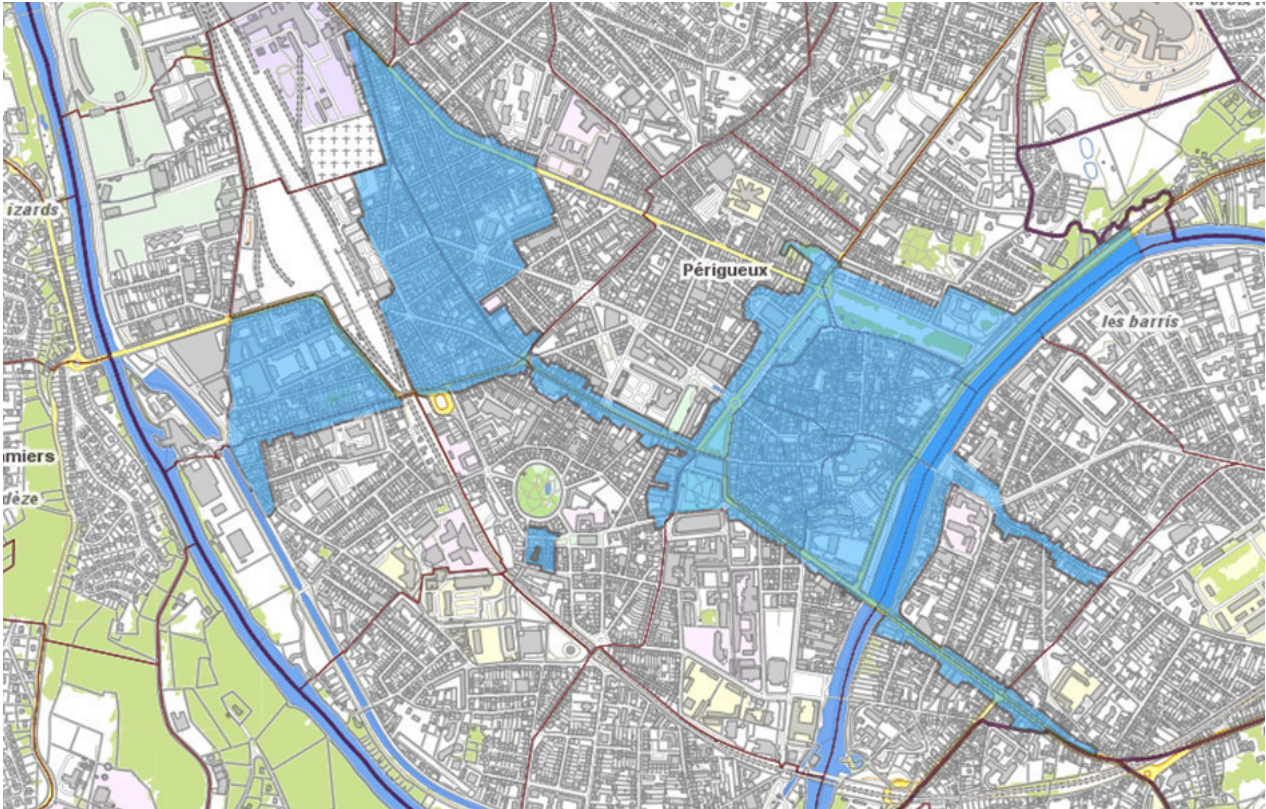
L'OPAH-RU comprend, sur la Ville-Centre, trois périmètres opérationnels tels qu'indiqués ci-après :

- le Grand quartier de la Gare qui regroupe les emprises de Saint-Martin – la Gare et du Bassin,
- l'îlot de la Cité,
- le quartier médiéval du Puy Saint-Front ou secteur sauvegardé pris en compte dans son projet d'extension.

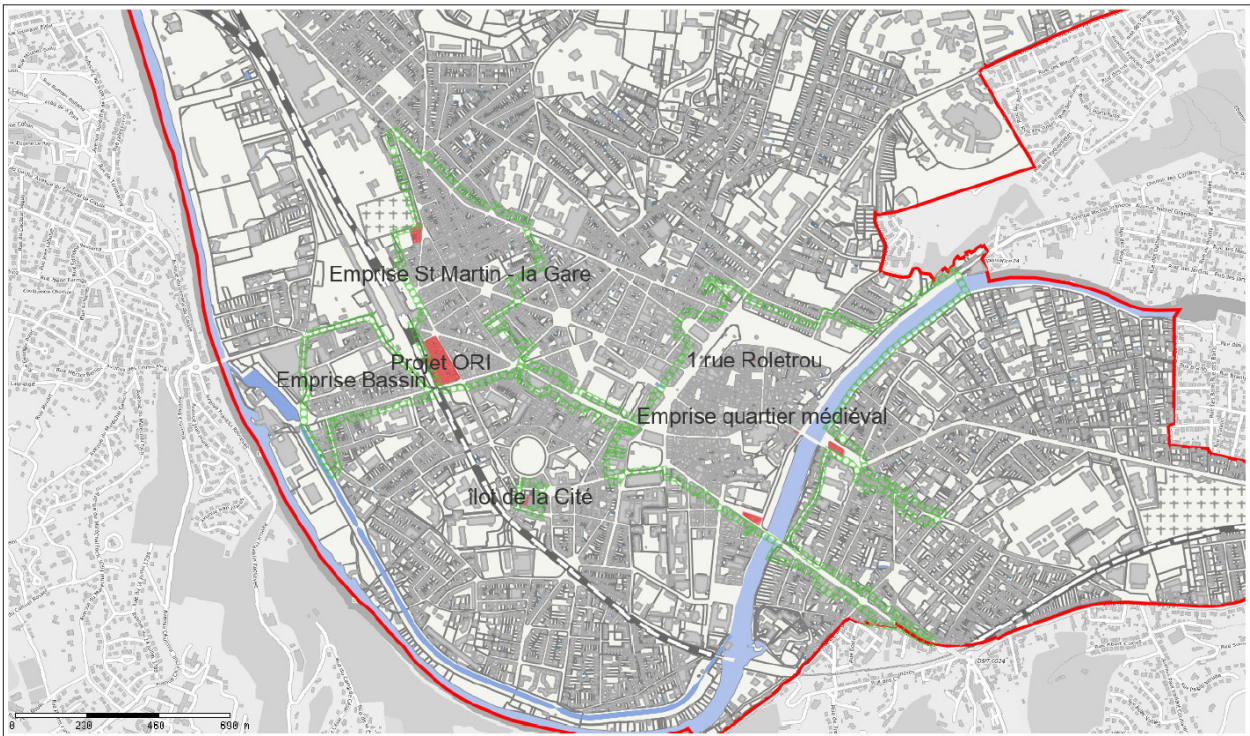
Ces périmètres sont étendus sur **la rue Wilson**, la rue Pierre Magne et au Cours Saint-Georges considérés comme des entrées de Ville pour les aides spécifiques de la Ville de Périgueux (ravalement de façade et ravalement de devanture commerciale). Par ailleurs, ce Programme est étroitement articulé avec le Programme Action Cœur de Ville.

Les Volets d'intervention ANAH et ANC s'appliqueront sur **toutes les communes**, avec **en plus de de ces volets**, des interventions sur les thématiques façades et centre bourgs sur certaines communes et, **en plus sur Périgueux**, un Volet renouvellement urbain multi-sites :





**Zoom périmètres RU au sein de la Ville-Centre de Périgueux (contours vert) :**



## Annexe 1 : Périmètre de l'opération et/ ou liste des immeubles adressés

L'annexe 1 ter est ainsi modifiée :

<b>îlot de la Cité</b>		
Rue du 15e Tirailleurs Algériens	côté pair de 8 à 16	
Rue Saint Astier		
Rue des Casernes		
Avenue du 50ème RI	côté pair	
Rue St Etienne		
Avenue Cavaignac		
<b>Emprise Bassin</b>		
Rue Claude Bernard		côté impair du 137 au 145
Chemin de Halage		côté impair du 77 au 79
Rue Nouvelle du Port	côté pair le 2	côté impair du 1 au 5
Rue du Général Clergerie		côté impair
Allée du Port		
Rue des Tabacs		
Rue Clermont De Piles		
Rue Henri Murger	côté pair	
Rue Rastignac		
Rue de l'Entrepôt		
Rue du Bassin		
Avenue du Maréchal Juin		côté impair du 167 au 109
<b>Emprise St Martin - la Gare</b>		
Avenue du Maréchal Juin	côté pair du 60 au 96	côté impair du 71 au 93
Rue des Forgerons	côté pair du 30 au 32	côté impair le 27
<b>Rue Wilson</b>		
Rue Saint Gervais		
Rue Chanzy		
Rue des Frères Peyronnet		
Rue des Mobiles de Coulmiers		

Rue de Metz		côté impair du 3 au 15
Rue Louis Blanc		
Rue Puebla		
Rue Denis Papin	côté pair	côté impair du 17 au 27
Rue de Tunis		
Rue Kléber		côté impair du 1 au 17
Rue Sébastopol		
Rue Mirabeau		
Avenue Henri Barbusse		
Place Saint Martin		
Rue Gambetta	côté pair à partir du 76	côté impair à partir du 59
Rue Leon Dessalles	côté pair du 2 au 14	côté impair
Rue Cronstadt		
Rue des Jacobins		côté impair du 17 au 31
Rue Victor Hugo	côté pair à partir du 82	côté impair à partir 87
Rue Lagrange Chancel	côté pair du 2 au 6	
Rue Coligny		
Rue Solferino		
Rue Michel Rouland		
Rue Général Beaupuy		
Rue Icarie		
Rue Pierre Sépard	côté pair du 2 au 18	côté impair 1 au 9
Emprise quartier médiéval		
Avenue Daumesnil		
Avenue Georges Pompidou		Côté impair du 3 au 9
Boulevard Georges Saumande		côté impair du 1 au 35
Place de l'Hôtel de Ville		
Place Saint Silain		
Cours Fénelon		
Allées de Tourny		
Cours Tourny		
Cours Saint-Georges		Côté impair du 1 au 67 Côté pair du 2 au 54

Impasse André Saigne		
Impasse Conseil		
Impasse de la Clarté		
Impasse de la gaité		
Impasse des Places		
Impasse des Remparts		
Impasse du Port de Graules		
Impasse Limogeanne		
Impasse Miséricorde		
Impasse Sainte Cécile		
Impasse Séguier		
Passage Taillefer		
Place Bugeaud		
Place Daumesnil		
Place de la Clautre		
Place de Navarre		
Place du Coderc		
Place du Marché au Bois		
Place Emile Goudeau		
Place Francheville	côté pair du 26 au 38	
Place la de Clautre		
Place Hoche		
Place Michel Montaigne		
Place Saint Louis		
Place Yves Guena		
Ruelle des Farges		
Pont des Barris		
Pont Saint Georges		
Rue André Saigne		
Rue Aubergerie		
Rue Barbecane		
Rue Bergère		



Rue Berthe Bonnaventure		
Rue Chancelier de L'Hôpital		
Rue Condé		
Rue d'Aguesseau		
Rue de l'Abreuvoir		
Rue de l'Ancienne Préfecture		
Rue de l'Arc		
Rue de l'Arsault		Côté impair du 5 au 27
Rue de l'Etrier		
Rue de l'Hôtel de Ville		
Rue de l'Oie		
Rue de l'Union		
Rue de la Clarté		
Rue de la Constitution		
Rue de la République		
Rue de la Sagesse		
Rue de l'Harmonie		
Rue de la Selle		
Rue de la Vertu		
Rue Denfert Rochereau		
Rue des Augustins		
Rue des Chaînes		
Rue des Dépêches		
Rue des Drapeaux		
Rue des Farges		
Rue des Français		
Rue des Francs Maçons		
Rue Fournier-Lacharmie		Côté pair
Rue des Places		
Rue des Tanneries		côté impair
Rue du Calvaire		
Rue du Cimetière St Silain		

Rue du Conseil		
Rue du Lys		
Rue du Plantier		
Rue du Port de Graules		
Rue du Puits de la Fouine		
Rue du Puits Limogeanne		
Rue du Séminaire		
Rue du Serment		
Rue Eguillerie		
Rue Fénelon		
Rue Fulbert Dumonteil		
Rue Hervé Fayard		
Rue Judaïque		
Rue la de Bride		
Rue Lanmary		
Rue Limogeanne		
Rue Malesherbes		
Rue Mataguerre		
Rue Mauvard		
Rue Mignot		
Rue Milor		
Rue Modeste		
Rue Montaigne		
Rue Notre Dame		
Rue Nouvelle des Quais		
Rue Roletrou		
Rue Saint Roch		
Rue Saint Front		
Rue Saint Joseph		
Rue Saint Louis		
Rue Saint Silain		
Rue Sainte Marthe		

Rue Salinière		
Rue Salomon		
Rue Séguier		
Rue Sully		
Rue Taillefer		
Rue Tourville		
Rue Tranquille		
Rue Voltaire		
Rur de la Nation		
Place Faidherbe	côté pair du 2 au 12	
Rue Pierre Magne		côté impair du 1 au 73 côté pair du 2 au 58
Cours Michel Montaigne		
Rue de la Grenade		
Boulevard Michel Montaigne		
Place du Général De Gaulle		
Place du Général Leclerc		
Passage du Thouin		

Le reste de la convention, et notamment les objectifs et les engagements financiers, demeure inchangé.

Fait en 4 exemplaires, à Périgueux.

Pour la Communauté d'Agglomération  
Le Grand Périgueux,  
le Président,

**M. Jacques AUZOU**

Fait en 4 exemplaires, à Périgueux.

Pour la Directrice Générale de l'Anah et par délégation,  
le Président du Conseil départemental,

**M. Germinal PEIRO**

Fait en 4 exemplaires, à Périgueux.

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,  
le Vice-président,

**M. Bruno LAMONERIE**

Fait en 4 exemplaires, à Périgueux.

Pour la Ville de Périgueux,  
la Maire,

**Mme Delphine LABAILS**

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.63

Politique Départementale de l'Habitat.  
Aide Solidarité-Urgence-Habitat pour les Propriétaires Occupants.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CAPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.63

Politique Départementale de l'Habitat.  
Aide Solidarité-Urgence-Habitat pour les Propriétaires Occupants.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-241 du 20 juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-297 du 10 novembre 2021,

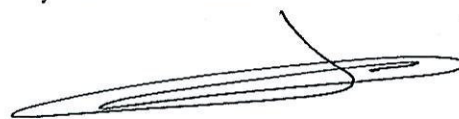
VU la délibération du Conseil départemental n° 22-90 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE** aux Propriétaires Occupants (PO) figurant sur la liste ci-annexée, la subvention d'un montant total de **8.921,09 €** au chapitre 905, article fonctionnel 588, nature 20422.3, au titre de l'aide Solidarité-Urgence-Habitat accordée aux Propriétaires Occupants modestes et très modestes, sous plafond de ressources de l'Anah, pour l'aide à l'amélioration de l'habitat.

**VALIDE** la liste des Propriétaires Occupants bénéficiaires jointe en annexe.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

**Bruno LAMONERIE**

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.64

Politique Départementale de l'Habitat.  
Aide départementale pour l'amélioration de l'habitat  
pour les Propriétaires Occupants.  
Attribution de subvention - 4ème programmation.  
Modifications de délibérations de la Commission Permanente.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.64

Politique Départementale de l'Habitat.  
Aide départementale pour l'amélioration de l'habitat  
pour les Propriétaires Occupants.  
Attribution de subvention - 4ème programmation.  
Modifications de délibérations de la Commission Permanente.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 16.CP.II.60 du 31 mars 2016,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 18.CP.VII.77 du 8 octobre 2018,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 19.CP.II.60 du 8 avril 2019,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 19.CP.III.60 du 13 mai 2019,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 19.CP.IV.80 du 17 juin 2019,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 21.CP.I.96 du 29 mars 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-90 du 11 février 2022,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.II.45 du 11 avril 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE** aux Propriétaires Occupants (PO) figurant sur la liste en annexe I, la subvention d'un montant global de **41.500 €**, imputée au chapitre 905, article fonctionnel 588, nature 20422.80 et répartie comme suit :

PROGRAMME	Nbre de bénéficiaires	Montant alloué
DIFFUS	11	5 500 €
OPAH Castillon Pujols et du Pays Foyen	2	1 000 €
OPAH RR Périgord Limousin Isle Loue Avv.	5	2 500 €
OPAH RR du Nontronnais	9	4 500 €
OPAH RR Pays Isle en Périgord	11	5 500 €
OPAH RR Vallée de l'Homme	8	4 000 €
OPAH RR Vallée Dordogne.Forêt Bessède	9	4 500 €
OPAH RU AMELIA 2	19	9 500 €
OPAH RU Bergerac	7	3 500 €
PIG Ribéracois	2	1 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>83</b>	<b>41 500 €</b>

**VALIDE** la liste des Bénéficiaires de l'aide départementale à l'amélioration de l'habitat pour les Propriétaires Occupants ci-annexée (Cf. tableau en annexe I).

**MODIFIE** les délibérations des Commissions Permanentes n° 16.CP.II.60 du 31 mars 2016, n° 18.CP.VII.77 du 8 octobre 2018, n° 19.CP.II.60 du 8 avril 2019, n° 19.CP.III.60 du 13 mai 2019, n° 19.CP.IV.80 du 17 juin 2019, n° 21.CP.I.96 du 29 mars 2021 et n° 22.CP.II.45 du 11 avril 2022 (Cf. tableau en annexe II).



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.65

Politique Départementale de l'Habitat.  
Plan de relance de l'économie en faveur de l'habitat.  
Aide aux Propriétaires Occupants.  
Attribution de subvention - 3ème programmation.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

N° 22.CP.IV.65

Politique Départementale de l'Habitat.  
Plan de relance de l'économie en faveur de l'habitat.  
Aide aux Propriétaires Occupants.  
Attribution de subvention - 3ème programmation.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 20-167 du 4 juin 2020,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-203 du 28 avril 2021,

VU la délibération du conseil départemental n° 22-90 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE** une subvention d'un montant total de **90.093,14 €** au chapitre 905, article fonctionnel 588, nature 20422.42 au titre du Plan de relance de l'économie en faveur de l'habitat pour les Propriétaires Occupants figurant sur la liste ci-annexée et répartie comme suit :

AIDE PLAN DE RELANCE	Nbre de bénéficiaires	Montant alloué en €
ELECTRICITE	15	17 616,72 €
TOITURE/FACADE	24	49 300,32 €
ASSAINISSEMENT	10	23 176,10 €
<b>TOTAL</b>	<b>49</b>	<b>90 093,14 €</b>

**VALIDE** la liste des Propriétaires Occupants bénéficiaires jointe en annexe.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

**Bruno LAMONERIE**

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.66

Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).  
Conventions relatives à la sous-location avec bail glissant dans le Parc Privé  
avec 3 Associations concernant des familles de réfugiés statutaires  
bénéficiant de la protection internationale.  
Année 2022.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCOQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

N° 22.CP.IV.66

Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).  
Conventions relatives à la sous-location avec bail glissant dans le Parc Privé  
avec 3 Associations concernant des familles de réfugiés statutaires  
bénéficiant de la protection internationale.  
Année 2022.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-231 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** les termes des conventions ci-annexées (I à III), dans le cadre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), concernant le dispositif de bail glissant destiné aux réfugiés bénéficiaires de la protection internationale prévoyant un financement total de **7.200 €** et un cautionnement de **14.400 €**, entre le Département de la Dordogne et :

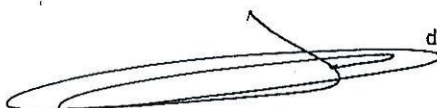
- L'Association Périgourdine d'Action et de Recherche sur l'Exclusion (APARE) – Annexe I  
141 - 145, rue Combe des Dames – 24000 PERIGUEUX ;
- L'Association de Soutien de la Dordogne (ASD) – Annexe II  
61, rue Lagrange Chancel – 24000 PERIGUEUX ;
- L'Association L'Atelier – Annexe III  
40, rue Neuve d'Argenson – 24100 BERGERAC.

Selon la répartition suivante :

Associations	Nombre de mesures en bail glissant	Financement	Cautionnement
APARE	4	2.400 €	4.800 €
ASD	3	1.800 €	3.600 €
L'Atelier	5	3.000 €	6.000 €
Total	12	7.200 €	14.400 €

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ces conventions, au nom et pour le compte du Département.

Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,



Bruno LAMONERIE



Annexe I à la délibération n° 22.CP.IV.66 du 20 juin 2022.

**Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).**  
**Convention relative au financement d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL)**  
**entre le Département de la Dordogne et l'Association Périgourdine d'Action**  
**et de Recherche sur l'Exclusion (APARE)**  
**concernant la sous-location avec bail glissant**  
**pour 4 familles de réfugiés statutaires bénéficiant de la protection internationale**  
**- Année 2022 -**

**ENTRE**

**Le Département de la DORDOGNE** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV du 20 juin 2022,

Ci-après dénommé « le Département », d'une part,

**ET**

**L'Association Périgourdine d'Action et de Recherche sur l'Exclusion (APARE)** sise 141-145, rue Combe des Dames - 24000 PERIGUEUX, régulièrement déclarée en Préfecture sous le SIRET n° 490 576 824 000 42, représentée par sa Présidente, Mme Nathalie SEGURA,

Ci-après dénommée « l'Association », d'autre part.

**Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup> : Objet**

La présente convention définit les conditions dans lesquelles est mise en œuvre cette action de sous-location avec bail glissant et les financements y afférents.

**Article 2 : Prescription**

La prescription est réalisée par une des Commissions d'Orientation suivantes :

- Service Intégré d'Accueil et l'Orientation (SIAO) ;
- Commission de Relogement Adapté (CORA) ;
- Commission d'Orientation Relogement (COR) ;
- Commission de Relogement Adapté pour les Bénéficiaires de la Protection Internationale (CORA BPI).

L'Association est agréée pour **4 contrats de sous-location avec bail glissant** financés au titre de l'année 2022.

**Article 3 : Mise en œuvre**

La durée du contrat de sous-location est de 6 mois éventuellement renouvelable.

#### Article 4 : Financement

Chaque prise en charge d'un ménage, dans le cadre de la sous-location avec bail glissant pour une durée de 6 mois, donne lieu au paiement de l'aide à la gestion locative, soit **600 €**. L'Association pourra percevoir **4 aides** à la gestion locative, soit **2.400 €**. L'Association sera rémunérée sur la base du nombre de contrats de sous-location effectifs.

#### Article 5 : Paiement

Un acompte de 75 % calculé sur la base des objectifs sera versé à l'Association dès signature de la convention. Le solde, calculé en fonction de la réalisation effective des objectifs, sera versé au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

#### Article 6 : Cautionnement

##### 1- Etendue de la garantie

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) de la Dordogne se porte caution solidaire de l'Association signataire :

- pour le paiement des loyers et des charges locatives récupérables mentionnées en annexe du décret n° 87-713 du 26 août 1987 ;
- pour le paiement d'éventuelles dégradations des logements sous-loués qui ne rentreraient pas dans le champ des réparations locatives mentionnées en annexe du décret n° 87-712 du 26 août 1987.

Il est précisé que le présent cautionnement ne couvre, pour ce qui concerne les impayés de loyer, que le montant des loyers déduction faite des aides au logement.

##### 2 - Limite du cautionnement

Le cautionnement est limité à un montant annuel total maximum de **4.800 €** correspondant à **4 logements** en sous-location avec bail glissant.

##### 3 - Assurance habitation

L'Association doit veiller à ce que le ménage contracte une assurance habitation. En cas de difficulté, elle incitera le ménage à solliciter une aide du FSL à cet effet.

##### 4 - Durée de la caution

Le présent cautionnement prend effet à la signature du contrat de sous-location et se termine au terme du même contrat, dans la limite d'une durée de 12 mois.

##### 5 - Délai de mise en jeu du cautionnement

Le délai de mise en jeu du cautionnement prend fin dans les 6 mois suivant la fin du contrat de sous-location.

##### 6 - Bénéfice de discussion

Le FSL de la Dordogne renonce au bénéfice de discussion défini à l'article 2305-1 du Code Civil et au bénéfice de division.

## 7 - Modalités de mise en jeu du cautionnement

Le cautionnement est mis en jeu à tout moment, dans la limite des délais prévus à l'article 4, à la demande de l'Association signataire auprès de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Dordogne, Gestionnaire du FSL et par périodes semestrielles pour les impayés de loyer.

## 8 - Modalités de paiement

Le montant du cautionnement sera adressé par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) sous forme de subvention à l'Association. Le présent document sera annexé aux baux passés entre le Locataire et le Bailleur pour les logements gérés en location sous-location.

## **Article 7 : Bilan**

L'Association s'engage à établir, au terme de l'année 2022, un Bilan global tant en termes quantitatif et qualitatif que financier, afin de permettre au Département un suivi et une évaluation des actions conduites. Un exemplaire sera transmis avant le 31 janvier 2023 au Service du Logement - Coordination des Aides Individuelles - MASP.

L'Association s'engage à fournir également un Bilan définitif de chaque mesure. Les Bilans individuels des baux arrivés à échéance seront adressés au Service du Logement - Coordination des Aides Individuelles - MASP.

Ces différents Bilans seront conformes aux grilles établies à cet effet par le FSL pour l'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL).

## **Article 8 : Durée de la convention et avenant**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et expire le 31 décembre 2022.

Toute modification suppose un accord des Signataires et donne lieu à la conclusion d'un avenant. La présente convention peut être interrompue en cas de non-respect de l'un quelconque de ses termes.

## **Article 9 : Obligation générale d'information par l'Association**

L'Association adressera au Service Logement – Coordination des Aides Individuelles - MASP :

- . le Procès-verbal de la dernière Assemblée générale,
- . les Comptes de résultats de l'Exercice 2021,
- . la composition du Bureau et du Conseil d'Administration.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,**

**Pour l'Association APARE,  
la Présidente,**

**Germinal PEIRO**

**Nathalie SEGURA**

Annexe II à la délibération n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022.

**Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).**  
**Convention relative au financement d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL)**  
**entre le Département de la Dordogne et l'Association de Soutien de la Dordogne (ASD)**  
**concernant la sous-location avec bail glissant**  
**pour 3 familles de réfugiés statutaires bénéficiant de la protection internationale**  
**- Année 2022 -**

**ENTRE**

**Le Département de la DORDOGNE** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

Ci-après dénommé « le Département », d'une part,

**ET**

**L'Association de Soutien de la Dordogne (ASD)** sise 61, rue Lagrange Chancel - 24000 PERIGUEUX, régulièrement déclarée en Préfecture sous le SIRET n° 319 641 890 000 52, représentée par son Président, M. Jean-François TALLET-DUBREIL,

Ci-après dénommée « l'Association », d'autre part.

**Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup> : Objet**

La présente convention définit les conditions dans lesquelles est mise en œuvre cette action de sous-location avec bail glissant et les financements y afférents.

**Article 2 : Prescription**

La prescription est réalisée par une des Commissions d'Orientation suivantes :

- Service Intégré d'Accueil et l'Orientation (SIAO) ;
- Commission de Relogement Adapté (CORA) ;
- Commission d'Orientation Relogement (COR) ;
- Commission de Relogement Adapté pour les Bénéficiaires de la Protection Internationale (CORA BPI).

L'Association est agréée pour **3 contrats de sous-location avec bail glissant** financés au titre de l'année 2022.

**Article 3 : Mise en œuvre**

La durée du contrat de sous-location est de 6 mois éventuellement renouvelable.

#### Article 4 : Financement

Chaque prise en charge d'un ménage, dans le cadre de la sous-location avec bail glissant pour une durée de 6 mois, donne lieu au paiement de l'aide à la gestion locative, soit **600 €**. L'Association pourra percevoir **3 aides** à la gestion locative, soit **1.800 €**. L'Association sera rémunérée sur la base du nombre de contrats de sous-location effectifs.

#### Article 5 : Paiement

Un acompte de 75 % calculé sur la base des objectifs sera versé à l'Association dès signature de la convention. Le solde, calculé en fonction de la réalisation effective des objectifs, sera versé au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

#### Article 6 : Cautionnement

##### 1- Etendue de la garantie

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) de la Dordogne se porte caution solidaire de l'Association signataire :

- pour le paiement des loyers et des charges locatives récupérables mentionnées en annexe du décret n° 87-713 du 26 août 1987 ;
- pour le paiement d'éventuelles dégradations des logements sous-loués qui ne rentreraient pas dans le champ des réparations locatives mentionnées en annexe du décret n° 87-712 du 26 août 1987.

Il est précisé que le présent cautionnement ne couvre, pour ce qui concerne les impayés de loyer, que le montant des loyers déduction faite des aides au logement.

##### 2 - Limite du cautionnement

Le cautionnement est limité à un montant annuel total maximum de **3.600 €** correspondant à **3 logements** en sous-location avec bail glissant.

##### 3 - Assurance habitation

L'Association doit veiller à ce que le ménage contracte une assurance habitation. En cas de difficulté, elle incitera le ménage à solliciter une aide du FSL à cet effet.

##### 4 - Durée de la caution

Le présent cautionnement prend effet à la signature du contrat de sous-location et se termine au terme du même contrat, dans la limite d'une durée de 12 mois.

##### 5 - Délai de mise en jeu du cautionnement

Le délai de mise en jeu du cautionnement prend fin dans les 6 mois suivant la fin du contrat de sous-location.

##### 6 - Bénéfice de discussion

Le FSL de la Dordogne renonce au bénéfice de discussion défini à l'article 2305-1 du Code Civil et au bénéfice de division.

## 7 - Modalités de mise en jeu du cautionnement

Le cautionnement est mis en jeu à tout moment, dans la limite des délais prévus à l'article 4, à la demande de l'Association signataire auprès de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Dordogne, Gestionnaire du FSL et par périodes semestrielles pour les impayés de loyer.

## 8 - Modalités de paiement

Le montant du cautionnement sera adressé par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) sous forme de subvention à l'Association. Le présent document sera annexé aux baux passés entre le Locataire et le Bailleur pour les logements gérés en location sous-location.

## **Article 7 : Bilan**

L'Association s'engage à établir, au terme de l'année 2022, un Bilan global tant en termes quantitatif et qualitatif que financier, afin de permettre au Département un suivi et une évaluation des actions conduites. Un exemplaire sera transmis avant le 31 janvier 2023 au Service du Logement - Coordination des Aides Individuelles - MASP.

L'Association s'engage à fournir également un Bilan définitif de chaque mesure. Les Bilans individuels des baux arrivés à échéance seront adressés au Service du Logement - Coordination des Aides Individuelles - MASP.

Ces différents Bilans seront conformes aux grilles établies à cet effet par le FSL pour l'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL).

## **Article 8 : Durée de la convention et avenant**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et expire le 31 décembre 2022.

Toute modification suppose un accord des Signataires et donne lieu à la conclusion d'un avenant. La présente convention peut être interrompue en cas de non-respect de l'un quelconque de ses termes.

## **Article 9 : Obligation générale d'information par l'Association**

L'Association adressera au Service Logement – Coordination des Aides Individuelles - MASP :

- . le Procès-verbal de la dernière Assemblée générale,
- . les Comptes de résultats de l'Exercice 2021,
- . la composition du Bureau et du Conseil d'Administration.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,**

**Pour l'Association ASD,  
le Président,**

**Germinal PEIRO**

**Jean-François TALLET-DUBREIL**

Annexe III à la délibération n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022.

**Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).**  
**Convention relative au financement d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL)**  
**entre le Département de la Dordogne et l'Association L'Atelier**  
**concernant la sous-location avec bail glissant**  
**pour 5 familles de réfugiés statutaires bénéficiant de la protection internationale**  
**- Année 2022 -**

**ENTRE**

**Le Département de la DORDOGNE** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

Ci-après dénommé « le Département », d'une part,

**ET**

**L'Association L'Atelier** sise 40, rue Neuve d'Argenson - 24100 BERGERAC, régulièrement déclarée en Préfecture sous le SIRET n° 314 329 061 000 43, représentée par sa Présidente, Mme Martine CORNU,

Ci-après dénommée « l'Association », d'autre part.

**Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup> : Objet**

La présente convention définit les conditions dans lesquelles est mise en œuvre cette action de sous-location avec bail glissant et les financements y afférents.

**Article 2 : Prescription**

La prescription est réalisée par une des Commissions d'Orientation suivantes :

- Service Intégré d'Accueil et l'Orientation (SIAO) ;
- Commission de Relogement Adapté (CORA) ;
- Commission d'Orientation Relogement (COR) ;
- Commission de Relogement Adapté pour les Bénéficiaires de la Protection Internationale (CORA BPI).

L'Association est agréée pour **5 contrats de sous-location avec bail glissant** financés au titre de l'année 2022.

**Article 3 : Mise en œuvre**

La durée du contrat de sous-location est de 6 mois éventuellement renouvelable.

#### Article 4 : Financement

Chaque prise en charge d'un ménage, dans le cadre de la sous-location avec bail glissant pour une durée de 6 mois, donne lieu au paiement de l'aide à la gestion locative, soit **600 €**. L'Association pourra percevoir **5 aides** à la gestion locative, soit **3.000 €**. L'Association sera rémunérée sur la base du nombre de contrats de sous-location effectifs.

#### Article 5 : Paiement

Un acompte de 75 % calculé sur la base des objectifs sera versé à l'Association dès signature de la convention. Le solde, calculé en fonction de la réalisation effective des objectifs, sera versé au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

#### Article 6 : Cautionnement

##### 1- Etendue de la garantie

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) de la Dordogne se porte caution solidaire de l'Association signataire :

- pour le paiement des loyers et des charges locatives récupérables mentionnées en annexe du décret n° 87-713 du 26 août 1987 ;
- pour le paiement d'éventuelles dégradations des logements sous-loués qui ne rentreraient pas dans le champ des réparations locatives mentionnées en annexe du décret n° 87-712 du 26 août 1987.

Il est précisé que le présent cautionnement ne couvre, pour ce qui concerne les impayés de loyer, que le montant des loyers déduction faite des aides au logement.

##### 2 - Limite du cautionnement

Le cautionnement est limité à un montant annuel total maximum de **6.000 €** correspondant à **5 logements** en sous-location avec bail glissant.

##### 3 - Assurance habitation

L'Association doit veiller à ce que le ménage contracte une assurance habitation. En cas de difficulté, elle incitera le ménage à solliciter une aide du FSL à cet effet.

##### 4 - Durée de la caution

Le présent cautionnement prend effet à la signature du contrat de sous-location et se termine au terme du même contrat, dans la limite d'une durée de 12 mois.

##### 5 - Délai de mise en jeu du cautionnement

Le délai de mise en jeu du cautionnement prend fin dans les 6 mois suivant la fin du contrat de sous-location.

##### 6 - Bénéfice de discussion

Le FSL de la Dordogne renonce au bénéfice de discussion défini à l'article 2305-1 du Code Civil et au bénéfice de division.



## 7 - Modalités de mise en jeu du cautionnement

Le cautionnement est mis en jeu à tout moment, dans la limite des délais prévus à l'article 4, à la demande de l'Association signataire auprès de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Dordogne, Gestionnaire du FSL et par périodes semestrielles pour les impayés de loyer.

## 8 - Modalités de paiement

Le montant du cautionnement sera adressé par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) sous forme de subvention à l'Association. Le présent document sera annexé aux baux passés entre le Locataire et le Bailleur pour les logements gérés en location sous-location.

## **Article 7 : Bilan**

L'Association s'engage à établir, au terme de l'année 2022, un Bilan global tant en termes quantitatif et qualitatif que financier, afin de permettre au Département un suivi et une évaluation des actions conduites. Un exemplaire sera transmis avant le 31 janvier 2023 au Service du Logement - Coordination des Aides Individuelles - MASP.

L'Association s'engage à fournir également un Bilan définitif de chaque mesure. Les Bilans individuels des baux arrivés à échéance seront adressés au Service du Logement - Coordination des Aides Individuelles - MASP.

Ces différents Bilans seront conformes aux grilles établies à cet effet par le FSL pour l'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL).

## **Article 8 : Durée de la convention et avenant**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et expire le 31 décembre 2022.

Toute modification suppose un accord des Signataires et donne lieu à la conclusion d'un avenant. La présente convention peut être interrompue en cas de non-respect de l'un quelconque de ses termes.

## **Article 9 : Obligation générale d'information par l'Association**

L'Association adressera au Service Logement – Coordination des Aides Individuelles - MASP :

- . le Procès-verbal de la dernière Assemblée générale,
- . les Comptes de résultats de l'Exercice 2021,
- . la composition du Bureau et du Conseil d'Administration.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,**

**Pour l'Association L'Atelier,  
la Présidente,**

**Germinal PEIRO**

**Martine CORNU**

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.67

Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).  
Convention relative à l'Auto-Réhabilitation Accompagnée itinérante (ARA)  
entre le Département de la Dordogne et l'Association des Compagnons Bâisseurs  
de Nouvelle-Aquitaine (CBNA).  
Année 2022.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.67

Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).  
Convention relative à l'Auto-Réhabilitation Accompagnée itinérante (ARA)  
entre le Département de la Dordogne et l'Association des Compagnons Bâisseurs  
de Nouvelle-Aquitaine (CBNA).  
Année 2022.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

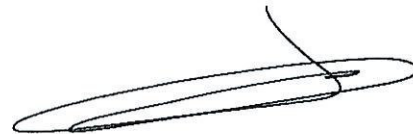
VU la délibération du Conseil départemental n° 21-231 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** les termes de la convention ci-annexée, dans le cadre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), à intervenir entre le Département de la Dordogne et l'Association des Compagnons Bâisseurs de Nouvelle-Aquitaine (CBNA) sise 61, rue Barillet Deschamps - 33300 BORDEAUX, relative à l'Auto-Réhabilitation Accompagnée itinérante (ARA) prévoyant un financement de **30.000 €**.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à la signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE



**CONVENTION FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT DORDOGNE (FSL)  
CONCERNANT L'AUTO-REHABILITATION  
ACCOMPAGNEE ITINERANTE (ARA)  
ANNEE 2022**

**Entre**

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

D'une part,

**Et**

**L'Association Compagnons Bâisseurs de Nouvelle-Aquitaine (CBNA)** sise 61, rue Barillet Deschamps -33300 BORDEAUX, ci-après désignée « CBNA », représentée par le Président, M. Denis PACOMME,

D'autre part.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup> : OBJET**

La présente convention a pour objectif de définir et fixer les règles du soutien que le Département de la Dordogne, au titre du Fonds Solidarité Logement (FSL), souhaite apporter à l'Association Compagnons Bâisseurs de Nouvelle-Aquitaine (CBNA) dans le cadre de l'action nommée « Auto-Réhabilitation Accompagnée itinérante » (ARA).

## Article 2 : CONTEXTE

La Dordogne est un Département particulièrement touché par les situations de pauvreté et de précarité. En effet, une part importante de la population dispose de revenus modestes avec un revenu médian des ménages de 15.425 €. Il fait partie des Départements les plus pauvres de la Région Nouvelle-Aquitaine et de France Métropolitaine.

De plus, ce territoire est marqué par la ruralité avec une faible densité de population et par une problématique d'habitat indigne liée à un parc de logements vieillissants.

« La Dordogne possède l'un des parcs de logements les plus anciens de la région après la Creuse et la Charente. Près de 40 % des 248.600 logements recensés au 1<sup>er</sup> janvier 2012, ont été construits avant 1946 \* » (\* INSEE ANALYSES, La Dordogne à grands traits, avril 2016.)

Pour faire face à la triple dimension de la problématique, la réponse proposée est structurée en 3 Temps :

- Intervenir sur l'habitat en impliquant le ménage ;
- A partir de ce point d'entrée, générer l'entraide et la solidarité sous forme collective ;
- Pour s'adapter aux conditions géographiques du territoire (dimension rurale, mobilité difficile), le projet est mis en œuvre de façon itinérante.

En effet, l'action qui mêle **amélioration de l'habitat** et **création de liens sociaux** se développera à partir d'un véhicule adapté qui contiendra tout le matériel nécessaire à la mise en œuvre du dispositif d'**Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA)**.

C'est dans le cadre de la coopération entre la Fondation Abbé Pierre (FAP) et les Compagnons Bâisseurs de Nouvelle-Aquitaine (CBNA) que le projet est né. Il est le fruit de multiples rencontres avec les acteurs du territoire et d'un travail collectif afin de proposer une action en phase avec les besoins et le contexte du Département de la Dordogne. L'action est aujourd'hui engagée et un travail de repérage a déjà démarré avec les Travailleurs sociaux du Département.

## Article 3 : CONCEPT DE L'ARA

- **Auto** : c'est l'habitant lui-même qui réhabilite ;
- **Réhabilitation** : un logement rénové, agréable à vivre, fonctionnel, économe en usage... ;
- **Accompagnée** : " faire ensemble " avec des professionnels, des bénévoles, des jeunes volontaires en service civique des Compagnons Bâisseurs de Nouvelle-Aquitaine (CBNA), des citoyens bénévoles...

## Article 4 : PUBLIC VISÉ

Des ménages en difficulté dans la résolution de leur problématique logement liée à une multitude de facteurs :

- précarité économique et financière,
- situation sociale, environnement, sentiment d'isolement,
- logement dégradé pouvant aller jusqu'à l'insalubrité,

- conditions de vie empêchant le développement des projets individuels et familiaux pouvant avoir des conséquences en matière de scolarité, d'emploi, de santé, de vie et de relations sociales,
- sentiment dévalorisant allant quelque fois jusqu'à la honte.

### **Article 5 : OBJECTIFS ET FINALITÉS**

A partir d'une étude de situation au cas par cas, et suivant une triple approche, comprenant la situation économique, sociale et familiale du ménage, la problématique logement personnalisée,

les capacités d'investissement du ménage, l'action permet :

- d'améliorer l'habitat et de lutter contre la précarité énergétique,
- de développer le pouvoir d'agir des personnes, de révéler sa capacité individuelle, de leur (re)donner confiance,
- de créer ou renforcer les liens avec l'environnement social et familial pouvant aller jusqu'à la transmission d'un savoir-faire nouvellement acquis.

Et en même temps, le projet mobilisera le concours de bénévoles du territoire, permettra au Groupe d'intervention d'accueillir des jeunes en mission de volontariat en Service Civique et mobilisera un animateur technique.

### **Article 6 : INTERVENTION DU DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE**

Le Département, au titre du Fonds Solidarité Logement (FSL), apporte une enveloppe financière de **30.000 €** correspondant à la prestation des CBNA pour la réalisation d'environ 66 jours de chantier. Le coût global d'intervention est fixé à 450 € par jour et par chantier.

Les CBNA percevront un acompte de 50 % de la subvention, soit 15.000 €, à la signature de la convention. Le solde sera versé, au prorata des chantiers réalisés et du total des jours d'intervention, après validation par le Comité de pilotage.

Aussi, le FSL, dans le cadre de son Règlement intérieur, peut attribuer une aide individuelle sous forme de subvention plafonnée à 500 € par chantier pour l'achat de petits matériaux.

### **Article 7 : INTERVENTION DES CBNA**

L'Auto-Réhabilitation Accompagnée est mise en œuvre par les Compagnons Bâisseurs de Nouvelle-Aquitaine (CBNA) depuis plus de 60 ans en France.

Moyens humains mis à disposition pour ce projet :

- **Un Animateur habitat** qui :
  - coordonne l'action,
  - organise et co-anime les instances de travail,
  - évalue la gestion du Projet technique, financier et organisationnel,
  - co-anime les réunions familles en tant que membre de l'équipe projet,
  - organise les animations collectives thématiques et en co-anime certaines,
  - réalise les médiations avec les bailleurs,
  - rédige les différents Comptes rendus et Bilans,

- **Un Animateur technique** : recruté sur ses compétences techniques, pédagogiques, d'animation et de Chef d'équipe, c'est le pilier central de l'action chantier, il :
  - encadre et organise le travail collectif, favorise la rencontre, la coopération, co-anime les réunions familles en tant que membre de l'équipe projet,
  - transmet les savoir-faire techniques et veille au bon déroulement des phases des chantiers, veille au respect des conditions de sécurité,
  - favorise l'entraide entre les familles,
  - apporte aux familles ses compétences techniques, humaines et pédagogiques,
  - organise et anime certains ateliers collectifs.
  
- **Des volontaires inscrits dans les dispositifs Service Civique et Service Volontaire Européen** :  
 les Compagnons Bâisseurs accueillent sous le statut de Volontaires des jeunes, filles et garçons âgés de 18 à 30 ans, français ou venant de l'étranger, avec ou sans formation et souhaitant consacrer 6 à 12 mois renouvelables au service des objectifs de l'Association.

L'engagement des Volontaires s'inscrit dans une solidarité concrète portant notamment sur la participation active des personnes à des chantiers de réhabilitation de leur habitat. L'équipe de Volontaires viendra renforcer l'intervention des permanents.

L'action des Volontaires revêt un caractère social et humain qui la différencie d'une intervention de professionnels. L'expérience des Compagnons Bâisseurs montre que l'intervention des volontaires contribue à « dénouer » des situations difficiles, particulièrement lorsque le ménage est réfractaire à l'accueil d'autres personnes au sein de leur logement, les volontaires sont vecteurs d'échanges autour de l'interculturalité et de relations intergénérationnelles.

- **Les habitants bénévoles** : personnes en cours d'action qui réalisent leur propre chantier, personnes souhaitant rester adhérentes pour aider d'autres personnes, voisins, amis, familles, personnes ayant juste envie de donner du temps.

## **Article 8 : ORGANISATION DE L'ACTION**

Les situations des familles seront identifiées par les Travailleurs sociaux des Unités Territoriales et SOLIHA. Ces Orientations seront faites grâce à une Fiche de prescription construite par les Compagnons Bâisseurs. Ces Fiches de prescription seront le support pour la visite à domicile et le contact avec la famille par l'Animateur Habitat et pour la présentation de la situation en Comité Technique de Suivi (CTS).

Le CTS est une instance partenariale qui se réunira tous les 2 mois. Il est le lieu privilégié des échanges entre partenaires sur l'accompagnement de chaque famille. C'est l'instance de validation de l'orientation des ménages par les partenaires. Le CTS se réunira pour valider les nouvelles orientations, faire un Bilan de l'avancée des travaux pour les chantiers entamés et échanger sur les suites de parcours des ménages concernés.

### Moyens matériels mis à disposition pour ce projet

- **Soli'bât** : Plateforme de récupération des matériaux : l'Association Compagnons Bâisseurs de Nouvelle-Aquitaine (CBNA) construit une Plateforme de récupération des matériaux de fin de chantier et des équipements de fin de stock pour réemployer ces matériaux et matériels dans des chantiers d'amélioration de l'habitat et toutes autres actions en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des publics les plus modestes.

Tous les bénéficiaires de l'ARA sont prioritairement utilisateurs de Soli'Bât pour faire baisser les coûts de chantier ou faire plus dans le logement.

- **Camion aménagé** en atelier et disposant de tout l'outillage nécessaire à l'action.

### **Article 9 : PILOTAGE DE L'ACTION**

Un Comité de pilotage (COFIL) est mis en place dont les institutions suivantes seront obligatoirement représentées :

- Conseil départemental de la Dordogne (Pôle RSA - Lutte contre l'Exclusion et Service Habitat) ;
- Compagnons Bâisseurs de Nouvelle-Aquitaine ;
- Fondation Abbé Pierre.

D'autres partenaires pourront être associés.

Le Comité de pilotage participe à l'orientation de l'action et valide le Bilan de l'action réalisé et présenté annuellement par les CBNA.

### **Article 10 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et se termine le 31 décembre 2022. Elle pourra être modifiée ou prorogée par voie d'avenant.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,**

**Germinal PEIRO**

**Pour les Compagnons Bâisseurs  
de Nouvelle-Aquitaine,  
le Président,**

**Denis PACOMME**



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.68

Convention de partenariat pour le financement du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)  
entre le Département de la Dordogne et la Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne (CAF).  
Année 2022.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.68

Convention de partenariat pour le financement du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)  
entre le Département de la Dordogne et la Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne (CAF).  
Année 2022.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

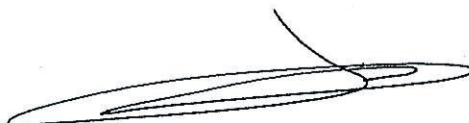
VU la délibération du Conseil départemental n° 21-231 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la convention ci-annexée, relative à la participation financière de la Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne (CAF) sise 50, rue Claude Bernard - 24011 PERIGUEUX Cedex au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), pour un montant de **104.300 €** au titre de l'année 2022.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à la signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

Annexe à la délibération n° 22.CP.IV.68 du 20 juin 2022.

**Convention pour le financement du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)  
entre le Département de la Dordogne  
et la Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne (CAF).  
- Année 2022 -**

**ENTRE**

**Le Département de la DORDOGNE** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (n° SIRET 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

**ET**

**La Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne (CAF)** sise 50, rue Claude Bernard - 24011 PERIGUEUX Cedex, représentée par son Directeur, M. Michel BEYLOT.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup> - Participation financière**

La Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne (CAF) attribue une participation d'un montant de **104.300 €** au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) pour l'année 2022.

**Article 2 - Modalités de versement**

Cette somme sera versée sur le compte de la Trésorerie Générale au nom de la Caisse d'Allocations Familiales, Gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), dont les coordonnées sont les suivantes :

- Compte n° 00001000139 12
- Code banque : 10071
- Code guichet : 24000
- Code IBAN : FR 76 / 1007 / 1240 / 0000 / 0010 / 0013 / 912
- Code BIC : TRPUFRP1

Cette convention a été établie en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,**

**Pour la Caisse d'Allocations Familiales  
de la Dordogne (CAF),  
le Directeur,**

**Germinal PEIRO**

**Michel BEYLOT**

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.69

Sites départementaux de la Ferme du Parcot et du Grand Etang de La Jemaye.  
Contrats NATURA 2000 - Année 2022.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Pascal BOURDEAU

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.69

Sites départementaux de la Ferme du Parcot et du Grand Etang de La Jemaye.  
Contrats NATURA 2000 - Année 2022.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,


**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer les deux Contrats NATURA 2000 à intervenir sur les sites du Grand Etang de La Jemaye et de la Ferme du Parcot et effectuer les démarches nécessaires afférentes à ces opérations.

Il s'agit :

- D'un Contrat forestier qui vise au développement de bois sénescents dans les forêts des sites de la Ferme du Parcot et du Grand Etang de La Jemaye ;
- D'un Contrat NiNi (Ni agricole, Ni forestier) sur le site du Grand Etang de La Jemaye à proximité de l'Etang du Tuquet où deux mesures sont prévues.

**SOLLICITE** le financement de l'Etat et de l'Union Européenne dans le cadre de ces contrats.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.70

Réalisation et animation du stand interactif "Jardiner au naturel".  
Convention avec l'Association "Pour les Enfants du Pays de Beleyme".

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Pascal BOURDEAU

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

N° 22.CP.IV.70

Réalisation et animation du stand interactif "Jardiner au naturel".  
Convention avec l'Association "Pour les Enfants du Pays de Beleyme".

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 937 / 76 / 611 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	300 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2022 CP 184159 1	10 000,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	42 685,20€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-82 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ENGAGE** un crédit de paiement d'un montant de **10.000 €** au chapitre 937, article fonctionnel 76, nature 611 destiné à la promotion et l'animation du stand « Jardiner au naturel ».

**APPROUVE** la convention de partenariat ci-annexée, entre le Département de la Dordogne et l'Association « Pour les Enfants du Pays de Beleyme », au terme de laquelle un montant maximum de 10.000 € est attribué pour l'année 2022.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

**CONVENTION POUR L'ANIMATION DU STAND INTERACTIF « JARDINER AU NATUREL »  
DANS LE CADRE DE LA CHARTE DÉPARTEMENTALE ZÉRO PESTICIDE  
ANNÉE 2022**

**ENTRE**

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019) représenté par le Président du Conseil départemental, **M. Germinal PEIRO**, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

**Ci-après dénommé « le Département »,**

**D'une part,**

**ET**

**L'Association « Pour les Enfants du Pays de Beleyme »** domiciliée à Montagnac-la-Crempse - Centre d'animation rurale - 24140 MONTAGNAC-LA-CREMPSE, régulièrement déclarée en Préfecture sous le SIRET n° 399 565 183 00015, représentée par son Président, M. Jean-Luc CRABOL, agissant au nom et en qualité de Président de l'Association, mandaté par le Conseil d'Administration par délibération en date du \_\_\_\_\_,

**Ci-après dénommée « l'Association »,**

**D'autre part.**

**PREAMBULE**

Conscient de l'impact que provoque l'utilisation des pesticides sur l'environnement et la santé humaine, le Département a entamé de multiples actions et développé plusieurs dispositifs auprès des Collectivités (exemple de la Charte « Zéro pesticide ») et auprès des agriculteurs en soutenant les pratiques vertueuses, cette politique s'amplifiant dans le cadre de la politique d'Excellence environnementale.

En outre, le Conseil départemental a engagé des actions en direction du grand public. Il a notamment réalisé un stand de sensibilisation pour promouvoir le jardinage sans produit phytosanitaire. Ce stand interactif est animé par l'Association « Pour les Enfants du Pays de Beleyme », située à Montagnac-la-Crempse (24140). Cette animation permet de rendre plus dynamique et pédagogique le contenu des panneaux mais surtout de répondre directement aux questions très concrètes des visiteurs.

Installé et animé lors de plus de 250 manifestations organisées par les Communes et/ou les Associations durant ces dix dernières années, le matériel et la scénographie du stand ont été entièrement refaits en 2020, le nouveau stand ayant été présenté pour l'animation en 2021.



Ce stand, appartenant au Département, est toujours destiné à parcourir les foires et marchés et à être mis à disposition des Collectivités du département et tous autres organismes (associations, écoles, etc.) qui en font la demande. Ce nouveau stand, même si sa conception se veut interactive, fera toujours l'objet d'une animation.

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques, administratives et financières de l'animation et la promotion du stand « Jardiner au naturel », par l'Association « Pour les Enfants du Pays de Beleyme » pour le compte du Département de la Dordogne.

### **Article 2 - Caractéristiques des missions**

#### **LA PROMOTION DU STAND**

En parallèle de la promotion propre au Conseil départemental, l'Association « Pour les Enfants du Pays de Beleyme » fait la promotion du stand auprès de toutes les Structures organisatrices de foires et marchés ayant pour thématique le jardinage d'une manière globale, ainsi qu'auprès des Collectivités.

L'Association devra :

- informer la Mission Développement Durable du Conseil départemental des projets de manifestations. Cette dernière organise et valide l'agenda de mise à disposition du stand,
- mettre en avant le fait que les animations qu'elle dispense sont gratuites, effectuées pour le compte du Département de la Dordogne, et rendre visible le fait que le stand est mis à disposition par le Conseil départemental,
- faire la publicité du stand auprès des Structures organisatrices de manifestations pouvant être intéressées par cet outil, ainsi qu'auprès des Collectivités.

#### **L'ANIMATION DU STAND**

L'Association assurera l'animation du stand, en mettant à disposition un Animateur. L'animation devra proposer des séquences avec visite libre (démonstrations, expériences permettant de capter le public sur le stand) et des séquences ponctuelles programmées (conférences débats, démonstrations ...). L'Animateur renseignera les visiteurs en s'appuyant sur le contenu du stand, des outils présents sur place (plaquettes, livres...) ou en renvoyant les personnes sur les autres outils mis à disposition du public comme le site Internet dédié du Conseil départemental.

### L'Association devra :

- mettre à disposition une personne ayant la connaissance de la thématique pour assurer l'animation du stand. Cette prestation comprend par sortie :
  - le transport,
  - l'installation du stand,
  - l'animation proprement dite,
  - le démontage du stand.
- stocker le stand dans ses installations,
- assurer des réparations mineures du mobilier du stand quand elles sont possibles,
- faire un compte rendu annuel de son activité et recenser les investissements à faire en terme de réparation,
- mettre à disposition le stand au Département, pour toute manifestation ne donnant pas lieu à un besoin d'animation.

### **Article 3 - Engagements du Département**

Le Département s'engage à :

- faire la promotion du stand pour assurer un nombre régulier de mise à disposition du stand,
- assurer l'agenda d'utilisation du stand en collaboration étroite avec l'Association,
- financer l'animation du stand,
- prendre en charge financièrement les réparations nécessaires liées à l'usure et à l'utilisation du stand,
- organiser au moins une réunion-bilan annuelle.

### **Article 4 - Durée des interventions**

Suivant le type de manifestation, l'animation pourra porter sur une demi-journée ou une journée entière. Exceptionnellement, et après accord des deux Parties, l'intervention pourra se décliner sur deux jours consécutifs.

### **Article 5 - Durée de la convention**

La présente convention est établie pour l'année 2022 et ne pourra faire l'objet d'une tacite reconduction.

### **Article 6 - Conditions financières**

Pour 2022, le montant total de l'enveloppe prévue pour l'animation ne pourra excéder **10.000 €**.

Le coût d'une animation est fixé à 400 € TTC, qui comprend un forfait déplacement de cent kilomètres aller-retour. Les kilomètres supplémentaires seront facturés 0,45 €/km.

### **Article 7 - Paiement**

Le versement interviendra sur présentation de la facture correspondante. La somme versée pourra être inférieure à 10.000 € en fonction du nombre d'animations effectuées dans l'année.

### **Article 8 - Assurance - Responsabilité**

L'Association « Pour les Enfants du Pays de Beleyme » conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de ses activités, des personnels et bénévoles concourant à la réalisation de ses actions. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

### **Article 9 - Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précise les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux.

### **Article 10 - Résiliation de la convention**

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention avec l'Association « Pour les Enfants du Pays de Beleyme » de ses engagements contractuels, en cas de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention peut également être dénoncée par l'Association en respectant un préavis de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article 11 - Règlement des litiges**

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente, les Parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relève de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

**Pour l'Association  
« Pour les Enfants du Pays de Beleyme »,  
le Président,**

**Jean-Luc CRABOL**

**Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,**

**Germinal PEIRO**

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.71

Route départementale n° 704 - Déviation de SARLAT.  
Convention d'application n° 4. Thématique "PROJETS ROUTIERS".  
Accompagnement à la mise en œuvre du Plan de gestion "ASTER AMELLE".  
Bilan de la Convention triennale 2019-2021.  
Approbation de la Convention triennale 2022-2024.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Pascal BOURDEAU

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.71

Route départementale n° 704 - Déviation de SARLAT.  
Convention d'application n° 4. Thématique "PROJETS ROUTIERS".  
Accompagnement à la mise en œuvre du Plan de gestion "ASTER AMELLE".  
Bilan de la Convention triennale 2019-2021.  
Approbation de la Convention triennale 2022-2024.

---

VU le Codé Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU l'arrêté préfectoral n° 57/2009 du 15 octobre 2009,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 16.CP.VI.25 du 5 septembre 2016,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 19.CP.IV.24 du 17 juin 2019,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** le Bilan de la Convention d'application n° 3 - « ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE GESTION "ASTER AMELLE" » CONVENTION TRIENNALE 2019-2021 ci-annexé (Annexe 1).

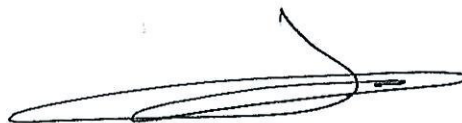
**APPROUVE** la Convention d'application n° 4 relative à la thématique « PROJETS ROUTIERS », RD 704 - Déviation de SARLAT-LA-CANÉDA - « ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE GESTION "ASTER AMELLE" » CONVENTION TRIENNALE 2022-2024 ci-annexée (Annexe 2), établie en application de :

- la Convention-cadre signée le 4 mars 2013, définissant les modalités techniques, administratives et financières selon lesquelles le Département et le CEN Aquitaine collaborent pour mettre en œuvre des mesures compensatoires et d'accompagnement consécutives à la réalisation de l'aménagement de la Route départementale n° 704 - Déviation de SARLAT-LA-CANÉDA, conformément à l'arrêté préfectoral n° 57/2009 du 15 octobre 2009, portant autorisation de destruction de spécimens d'espèces végétales protégées « ASTER AMELLE »,

- la Convention d'application n° 1 « Elaboration de la Notice de gestion ASTER AMELLE, entre le Département de la Dordogne et CEN Aquitaine, signée le 24 décembre 2014, définissant les modalités d'assistance technique du CEN Aquitaine, pour la réalisation du Plan de gestion.

AUTORISE M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention d'application n° 4, au nom et pour le compte du Département.

ENGAGE une autorisation de programme d'un montant de 12.250 € au chapitre 908, article fonctionnel 843, nature 2315.1, au titre des opérations d'assistance technique du Plan de gestion 2022-2024.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

**Bruno LAMONERIE**



Conservatoire  
d'espaces naturels  
Nouvelle-Aquitaine



# 2021

# Rapport d'activités

Période janvier 2019 - décembre 2021



## Site du Ratz

Sarlat-la-Canéda (24)

05 55 03 29 07

| [cen-nouvelle-aquitaine.org](http://cen-nouvelle-aquitaine.org)

| 6 ruelle du Theil,  
87510 Saint-Gence

## Préambule

Dans le cadre de mesures compensatoires inscrites à l'arrêté préfectoral n°57/2009 du 15 octobre 2009, portant autorisation d'arrachage, de cueillette ou d'enlèvement de spécimens d'espèces végétales protégées, le Conseil Départemental de la Dordogne a confié au CEN Aquitaine l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de gestion sur les 2 parcelles acquises par le Département (site du Ratz) et la portion du talus routier de la RD6 concernée.

Le site du Ratz se situe sur la commune de Sarlat-la-Canéda (24200), il se trouve à 2,5 kilomètres au nord-ouest du centre-ville et à 14 kilomètres au sud-est des Eyzies-de-Tayac-Sireuil, à la jonction des RD47 et 6. Le site est une propriété du Département de la Dordogne de 0,66 hectare.

Un premier plan de gestion a été élaboré en 2015 pour la période 2016-2024. Le programme d'action y prévoit plusieurs suivis écologiques et des opérations de gestion réparties annuellement, sur ces 9 années. L'objectif principal de ces actions est de maintenir la population d'*Aster amellus* sur le site.

Au cours des 6 premières années (2016 à 2021) d'application du 1er plan décennal de gestion (2016-2024), les opérations de gestion et de suivis écologiques ont été réalisées par le CEN Nouvelle-Aquitaine en partenariat avec le Conseil Départemental de la Dordogne (pour la réalisation des travaux).



## Bilan d'activité triennal 2021

<b>A. CONTEXTE .....</b>	<b>1</b>
A.1 – PÉRIMÈTRE ET LOCALISATION DU SITE D'ÉTUDE .....	1
A.2 – RAPPEL DES ENJEUX DU SITE .....	2
A.3 – DÉTAIL DES ACTIONS PROGRAMMÉES EN 2019, 2020 ET 2021 DANS LE PLAN DE GESTION .....	2
<b>B. ÉTUDES ET SUIVIS ÉCOLOGIQUES .....</b>	<b>3</b>
B.1 – SUIVI DU NOMBRE DE PIEDS D'ASTER AMELLE ET DE MILLEPERTUIS DES MONTAGNES (SE2) .....	3
<i>B.1.1 – Comptage du nombre de pieds fleuris d'Aster amelle .....</i>	<i>3</i>
<i>B.1.2 – Comptage du nombre de pieds fleuris de Millepertuis des montagnes .....</i>	<i>5</i>
<b>C. TRAVAUX DE GESTION ET D'ENTRETIEN .....</b>	<b>7</b>
C.1 – BÛCHERONNAGE ET DÉBROUSSAILLAGE LOURD DES LIGNEUX (TU1) .....	7
C.2 – FAUCHE DES BORDURES DE ROUTE (TE1) .....	8
C.3 – DÉBROUSSAILLAGE DE LA STRATE ARBUSTIVE ET HERBACÉE (TE2) .....	9
C.4 – CRÉATION ET POSE D'UN PANNEAU INFORMATIF (TU5) .....	11
C.5 – SUIVI DES TRAVAUX DE GESTION (SE1) .....	11
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>13</b>

## Liste des tableaux

Tableau I : Actions prévues dans le plan de gestion .....	2
---	---

## Liste des figures

Figure 1 : Localisation du site du Ratz (24) .....	1
Figure 2 : Aster amellus .....	3
Figure 3 : Localisation des pieds fleuris d’Aster amelle .....	4
Figure 4 : Hypericum montanum .....	5
Figure 5 : Localisation des pieds fleuris de Millepertuis des montagnes .....	6
Figure 6 : Écorçage des Robiniers faux-acacia .....	7
Figure 7 : Fauche du talus routier en septembre .....	8
Figure 8 : Fauche de la végétation herbacée .....	9
Figure 9 : Fauche de la végétation herbacée .....	10
Figure 10 : Opérations de gestion et de restauration réalisées entre 2019 et 2021 .....	12

## A. Contexte

### A.1 – Périmètre et localisation du site d'étude

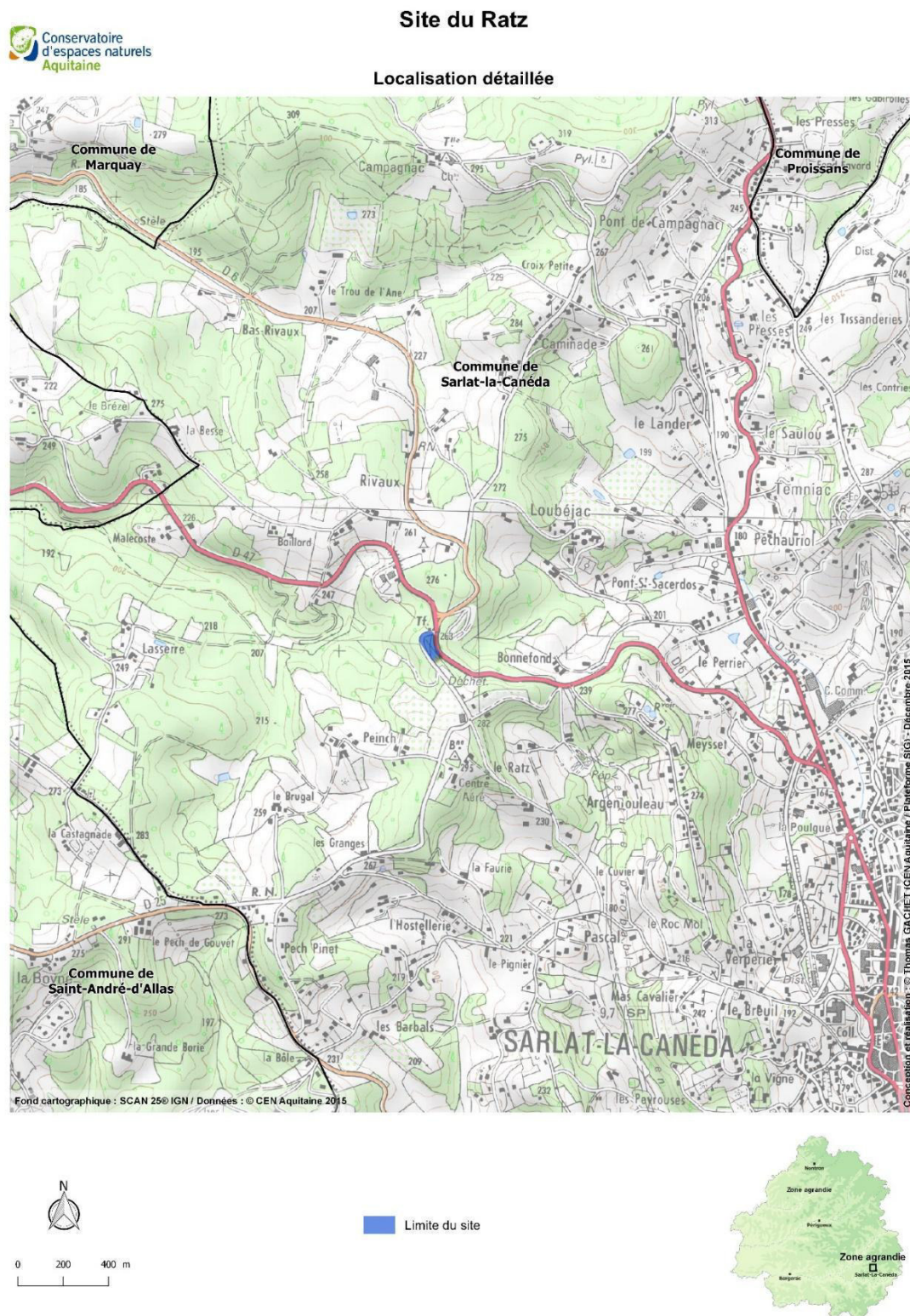


Figure 1 : Localisation du site du Ratz (24)

## A.2 – Rappel des enjeux du site

Le site de 6600 m<sup>2</sup> ne fait l'objet d'**aucun inventaire** (ZNIEFF, ZICO, Natura 2000...) et ne bénéficie d'**aucune mesure de protection** réglementaire (arrêté de protection de biotope, ENS, site classé...) malgré la proximité du site Natura 2000 « Vallée des Beunes » (ZSC FR7200666) et de la ZNIEFF de type II « La Petite Beune (Beune sud) et le Puy Martin ».

La convention signée en 2015 entre le Conservatoire d'espaces naturels de Nouvelle-Aquitaine (CEN Nouvelle-Aquitaine) et le Conseil Départemental de la Dordogne constitue la seule mesure de préservation du site.

A l'échelle du site et du talus routier de la RD6, les principaux enjeux de biodiversité sont liés à la présence :

- d'une espèce floristique patrimoniale protégée au niveau national (au titre de l'arrêté du 20/01/1982) : l'**Aster amelle** (*Aster amellus*).
- de 2 espèces floristique protégées au niveau régional (au titre de l'arrêté du 8/03/2002) : le Millepertuis des montagnes (*Hypericum montanum*) et le Cytise couché (*Cytisus hirsutus*).

## A.3 – Détail des actions programmées en 2019, 2020 et 2021 dans le plan de gestion

Tableau 1 : Actions prévues dans le plan de gestion

Codes opérations	Intitulé de l'opération	Description
TU <sub>1</sub>	Bûcheronnage et débroussaillage lourd des ligneux	Écorçage des arbres et arbustes de Robiniers faux-acacia ; l'objectif est de limiter la colonisation de cette espèce
TE <sub>1</sub>	Fauche des bordures de route	Adapter la période de fauche des bordures de route en fonction du cycle biologique de l'Aster amelle ; Non intervention sur les talus routiers
TE <sub>2</sub>	Débroussaillage de la strate arbustive et herbacée	Couper les arbustes colonisateurs et faucher la végétation herbacée (env. 2000 m <sup>2</sup> ) afin d'entretenir les habitats d'ourlets et de pelouses ; les résidus de coupe seront broyés et exportés afin de limiter l'enrichissement du milieu par l'accumulation de litière
SE <sub>1</sub>	Suivi des travaux de gestion	Organiser, suivre et coordonner les interventions sur le terrain ; vérifier que les travaux respectent les modalités de mise en œuvre définies
SE <sub>2</sub>	Comptage du nombre de pieds en fleur d'Aster amelle, de Cytise couché et de Millepertuis des montagnes	Mettre en œuvre le suivi annuel des espèces protégées sur les 2 parcelles acquises et le talus routier de la RD6 afin d'évaluer la dynamique des populations et l'impact de la gestion

## B. Études et suivis écologiques

### B.1 – Suivi du nombre de pieds d’Aster amelle et de Millepertuis des montagnes (SE2)

Un comptage exhaustif des pieds fleuris d’Aster amelle (*Aster amellus*) et de Millepertuis des montagnes (*Hypericum montanum*) a été réalisé. La présence du Cytise couché (*Cytisus hirsutus*) n’a pas été confirmée sur le site, il s’agit probablement d’une erreur de détermination faite par le Bureau d’étude en charge du dossier de demande de dérogation. La confusion a probablement été faite avec le Cytise argenté (*Argyrolobium zanonii*).

#### B.1.1 – Comptage du nombre de pieds fleuris d’Aster amelle

Les résultats cartographiques du suivi 2019, 2020 et 2021 sont présentés sur la figure 3. En septembre 2021, 1189 pieds fleuris de d’Aster amelle ont été dénombrés de manière exhaustive sur le site et le talus routier de la RD6.

1248 pieds fleuris avaient été comptabilisés en septembre 2020 et 1394 en 2019.

Indépendamment des modalités de gestion, il existe une variabilité interannuelle de floraison de l’Aster amelle. Ces variations sont notamment dues aux conditions météorologiques et à l’évolution des sols entraînant des modifications des communautés végétales.

Cependant, on constate que la densité de l’espèce étudiée a significativement augmenté sur le site à partir de 2019. Cette augmentation est notamment corrélée au respect des périodes de fauche sur le talus routier de la RD6.

En termes de répartition, on constate peu d’évolution sur les 6 années du suivi.

Les suivis à venir ainsi que la gestion mise en œuvre permettront de statuer sur l’évolution de la population d’Aster amelle.

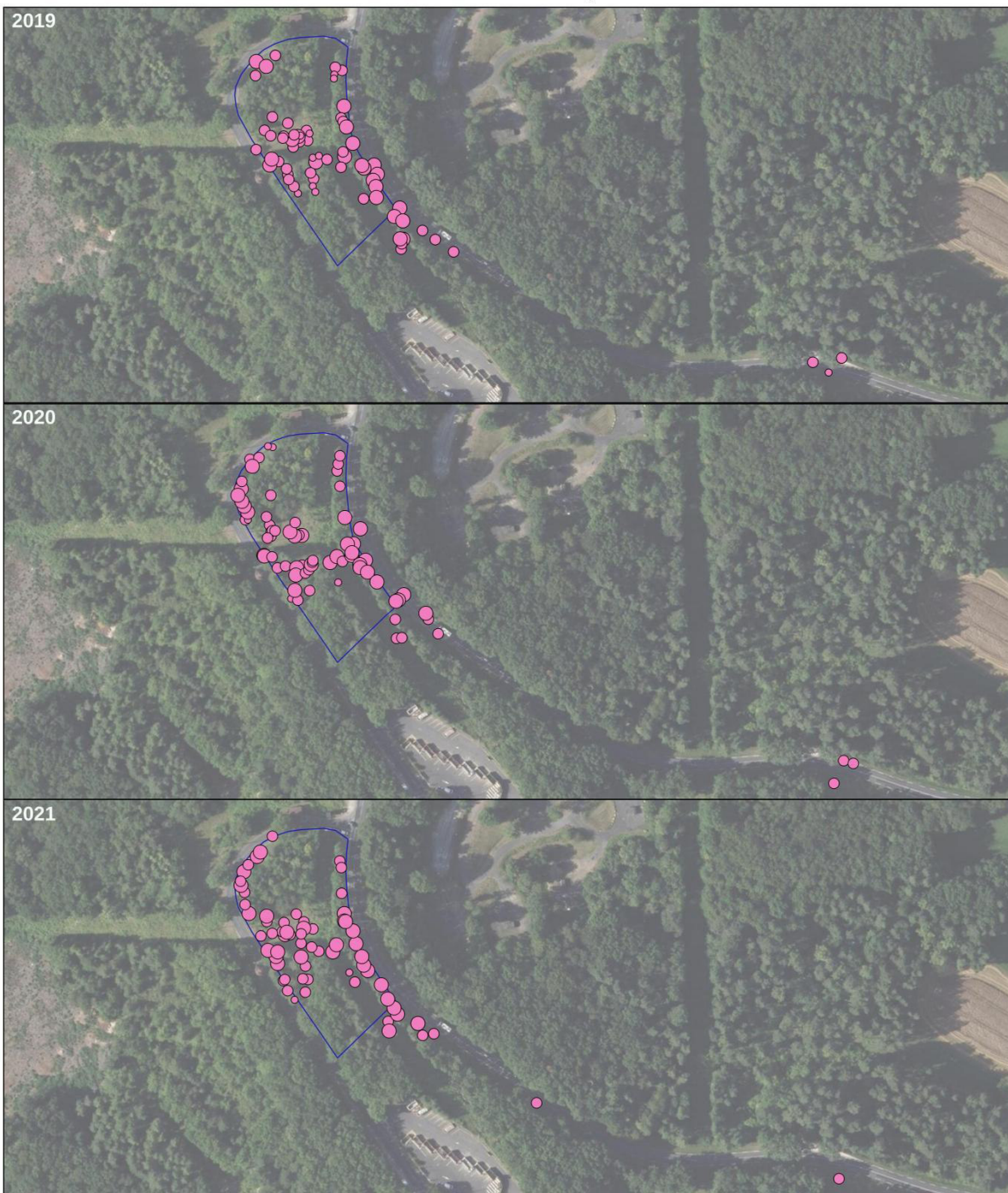


Figure 2 : *Aster amellus*



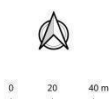
Site du Ratz

*Aster amellus* : localisation en 2019, 2020 et 2021



Fond cartographique : BD ORTHO® IGN 2018 / Données : © CEN Nouvelle-Aquitaine - Collect 2021

Conception et réalisation avec QGIS 3.16.7-Hannover : © Thomas GACHET (CEN Aquitaine / Service DSJ) - Janvier 2022



- Nombre de pieds
- 1 pied
  - de 2 à 10 pieds
  - plus de 10 pieds

Figure 3 : Localisation des pieds fleuris d'*Aster amelle*

### B.1.2 – Comptage du nombre de pieds fleuris de Millepertuis des montagnes

Les résultats cartographiques du suivi 2019 ; 2020 et 2021 sont présentés sur la figure 5. En juillet 2021, 10 pieds fleuris de Millepertuis des montagnes ont été dénombrés de manière exhaustive sur le talus routiers de la RD6.

7 pieds fleuris avaient été comptabilisés en juillet 2020 et 18 pieds en 2019.

Au cours des 6 dernières années de suivi, le nombre de pied n'a pas significativement évolué, les variations interannuelles observées sont dues aux fluctuations de la détectabilité des individus in-situ.



Figure 4 : *Hypericum montanum*



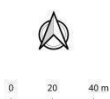
Site du Ratz

*Hypericum montanum* : localisation en 2019, 2020 et 2021



Fond cartographique : BD ORTHO® IGN 2018 / Données : © CEN Nouvelle-Aquitaine - Collect 2021

Conception et réalisation avec QGIS 3.16.7-Hannover : © Thomas GACHET (CEN Aquitaine / Service DSI) - Janvier 2022



Nombre de pieds  
 ● 1 pied  
 ● de 2 à 10 pieds

Figure 5 : Localisation des pieds fleuris de Millepertuis des montagnes



## C. Travaux de gestion et d'entretien

### C.1 – Bûcheronnage et débroussaillage lourd des ligneux (TU1)

Afin de limiter la colonisation des Robiniers faux-acacia, la totalité des gros individus ont été écorcés en 2020. Le cerclage réalisé en 2017 a commencé à porter ses fruits puisque plusieurs arbres sont dépérissant.



*Figure 6 : Écorçage des Robiniers faux-acacia*

## **C.2 – Fauche des bordures de route (TE1)**

Cette action consiste à adapter la période de fauche des talus routiers en fonction du cycle biologique de l'Aster amelle. Les talus routiers ne doivent pas être fauchés de début juin à fin octobre.

Cette préconisation a été respectée pour la première fois sur la route départementale RD6 en 2019 et s'est poursuivie en 2020 et 2021. Les résultats du suivi des pieds d'Aster amelle sont sans équivoque puisque le nombre de pieds comptabilisés a augmenté significativement sur ce tronçon routier par rapport aux 3 années précédentes (2016-2018).

Sur la route communale du Ratz haut, la période d'intervention n'a pas été respectée en 2019 et 2021 et une tranchée permettant le passage de réseau a impactée des pieds d'Aster amelle en 2020 sur une partie de l'accotement.



*Figure 7 : Fauche du talus routier en septembre*

### **C.3 – Débroussaillage de la strate arbustive et herbacée (TE2)**

Cette opération (février 2020) a consisté à couper ou arracher les arbustes colonisateurs (Peupliers, Robinier faux-acacia) et à faucher la végétation herbacée (env. 2000 m<sup>2</sup>) afin d'entretenir les habitats d'ourlets et de pelouses. Les résidus de coupe ont été exportés afin de limiter l'enrichissement du milieu par l'accumulation de litière.



*Figure 8 : Fauche de la végétation herbacée*



*Figure 9 : Fauche de la végétation herbacée*

#### **C.4 – Création et pose d'un panneau informatif (TU5)**

Le panneau informatif initialement prévu pour expliquer la mise en place de la barrière girondine n'a pas été réalisé pour 2 raisons principales :

- ne pas inciter le public à s'arrêter sur le bord de route pour lire le panneau puisque le site est petit, isolé et s'insère entre 2 axes routiers potentiellement accidentogènes,
- ne pas inciter le public à cueillir les pieds fleuris d'Aster amelle.

Cependant, la pose d'un panneau d'interdiction de jeter des déchets et de déposer des ordures semble nécessaire.

#### **C.5 – Suivi des travaux de gestion (SE1)**

Plusieurs visites de terrain et échanges techniques avec les différents services du département ont été réalisés en 2020, afin d'organiser et de coordonner la mise en œuvre des travaux.

## Site du Ratz

### Opérations de gestion et de restauration réalisées entre 2019 et 2021

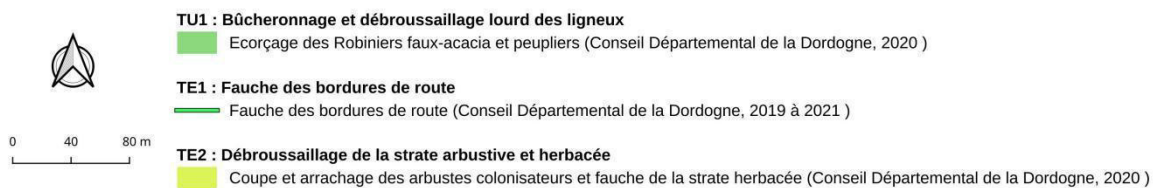
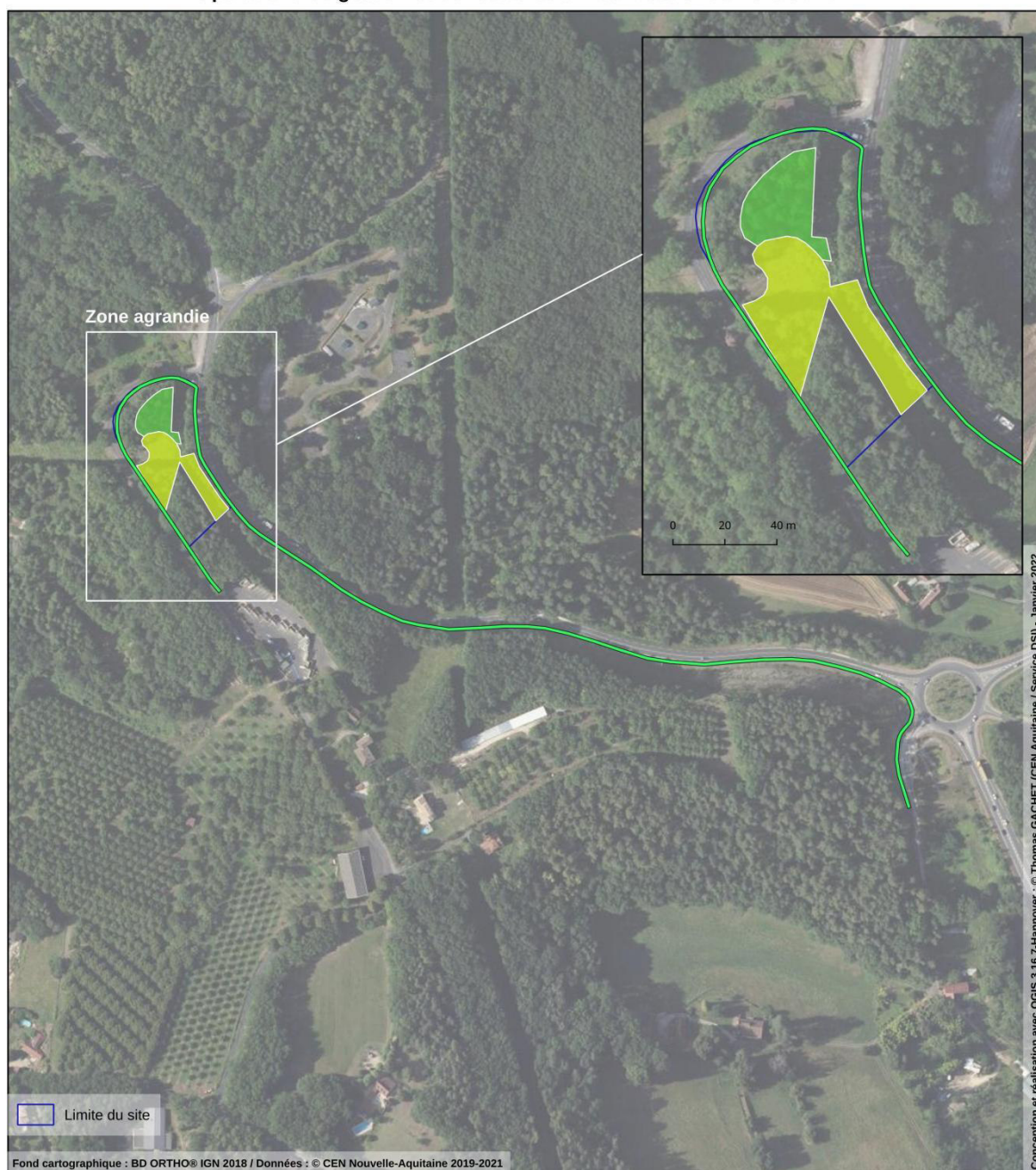


Figure 10 : Opérations de gestion et de restauration réalisées entre 2019 et 2021

## Bibliographie

- BEDE B., 2011. *Flore de Dordogne. Clé des genres et espèces des plantes vasculaires*, Société botanique du Périgord. Bulletin spécial n°4, 259 p.
- BLAMEY M., 1991. *La flore d'Europe occidentale*, Arthaud, 544 p.
- BONNIER G., DE LAYENS G., 1993. *Flore complète portative de la France, de la Suisse et de la Belgique*, Belin, 425 p.
- BOTINEAU M., 1998. *Flore et végétation du Périgord*. J. Bot. Soc. bot. France 7 : 19-39
- CHINERY M., 1994. *Insectes de France et d'Europe occidentale*, Arthaud, 320 p.
- COSTE H., rééd 1990. *Flore descriptive et illustrée de la France*, A. Blanchard, 3 vol.
- DIJKSTRA K.-D.B., LEWINGSTON R., 2007. *Guide des Libellules de France et d'Europe*, Delachaux et Niestlé, 320 p.
- DUHAMEL G., 1994. *Flore pratique illustrée des Carex de France*, Boubée, 297 p.
- FITTER R., 1991. *Guide des graminées* - Delachaux et Niestlé, 255 p.
- FOURNIER P., 2001. *Les quatre flores de France*, Dunod, 1103 p.
- GRAND D., BOUDOT J.-P., 2006. *Les libellules de France, Belgique et Luxembourg*, Collection Parthénope, Biotopes, 480 p.
- JAUZEIN P., 1995. *Flore des champs cultivés*, INRA, 898 p.
- JOUANDOUDET F., 2004. *A la découverte des Orchidées sauvages d'Aquitaine* - Collection Parthénope, éditions Biotopes, 240 p.
- JULVE Ph., 1998 ff. - Baseflor. Index botanique, écologique et chorologique de la flore de France. Version : "2012". <http://perso.wanadoo.fr/philippe.julve/catminat.htm>
- LAFRANCHIS T., 2000. *Les papillons de jour de France, Belgique et Luxembourg et leurs chenilles*. Collection Parthénope, éditions Biotope, Mèze (France), 448 p.
- LAFRANCHIS T., 2007. *Papillons d'Europe*, DIATHEO, 379 p.
- RAMEAU J.C. & coll., 1989, 1993. *Flore forestière française*, Tome1. Plaines et collines, IDF, 1785 p.
- TISON J.-M., DE FOUCAULT B., 2015. *Flora Gallica – Flore de France*, éditions Biotope, 1216 p.

**Un outil au service de la biodiversité, des paysages  
et de l'économie de territoires**



Conservatoire d'espaces naturels de Nouvelle-Aquitaine  
[www.cen-nouvelle-aquitaine.org](http://www.cen-nouvelle-aquitaine.org)

Siège social : 6 ruelle du Theil - 87510 Saint-Gence

Tél : 05 55 03 29 07  
[siege@cen-na.org](mailto:siege@cen-na.org)



**Contact :**  
**CEN Nouvelle-Aquitaine**  
**Antenne 24**  
21 rue de la Libération - 24400 Mussidan  
Tél : 05 53 81 39 57  
[Antenne24@cen-aquitaine.fr](mailto:Antenne24@cen-aquitaine.fr)

avec le concours financier de





**CONVENTION D'APPLICATION N° 4  
THEMATIQUE « PROJETS ROUTIERS »  
« ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE  
DE LA NOTICE DE GESTION "ASTER AMELLE" »  
Convention triennale 2022-2024**

N°

**ENTRE**

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu d'une délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

Ci-après dénommé « le Département »,

**ET**

**Le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) de Nouvelle-Aquitaine** dont le siège est à SAINT-GENCE (Haute-Vienne) – 6, ruelle du Theil, déclaré en Préfecture sous le n° W872000647, représenté par M. Philippe SAUVAGE, agissant au nom et en qualité de Président du Conservatoire, mandatée par le Conseil d'Administration par délibération en date du 6 février 2020,

Ci-après dénommé le « CEN Nouvelle-Aquitaine ».

**PREAMBULE**

Conformément aux dispositions énoncées dans la Convention-cadre signée entre le Département de la Dordogne et le CEN Nouvelle-Aquitaine, le 4 mars 2013, il est prévu d'établir des Conventions spécifiques d'applications annuelles pour préciser les modalités de mise en œuvre de l'assistance technique sur les thématiques suivantes :

- ouvrages d'art et chauves-souris,
- projets routiers,
- espaces naturels sensibles,
- gestion écologique des dépendances vertes du réseau départemental et des sites gérés par le Pôle Paysage et Espaces Verts (PPEV).

Dans ce contexte, les Parties après en avoir discuté, décident d'un commun accord de ce qui suit.

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

La présente Convention d'application n° 4 relative à la thématique « Projets routiers » dite « Mise en œuvre du Plan de gestion 2015/2024 du site du Ratz "Aster Amelle" », a pour objet de définir les modalités techniques, administratives et financières selon lesquelles le Département de la Dordogne et le CEN Nouvelle-Aquitaine collaborent pour mettre en œuvre des mesures compensatoires et d'accompagnement, consécutives à la réalisation de l'aménagement de la Route départementale n° 704 - Déviation de SARLAT-LA-CANÉDA, conformément à l'arrêté préfectoral n° 57/2009 du 15 octobre 2009, portant autorisation de destruction de spécimens d'espèces végétales protégées « Aster Amelle ».

## **ARTICLE 2 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE**

L'assistance technique consiste en « la mise en œuvre du Plan de gestion 2015/2024 du site du Ratz "Aster Amelle" » qui se décline selon la typologie du Plan de gestion :

- TU : Travaux uniques, équipements ;
- TE : Travaux d'entretien, maintenance ;
- SE : Suivi, études, inventaires ;
- AD : Gestion administrative et partenariale.

Les trois premières années de cette mise en œuvre se sont déclinées à travers la Convention triennale établie pour la période 2016-2018, sur la base des opérations validées au sein du Plan de gestion, et ont permis de réaliser les actions suivantes :

- Suivi des travaux de gestion, en années 1 et 2 (action SE1 du Plan de gestion) ;
- Enlèvement des déchets, en années 1 et 2 (actions TU2 et TU5) ;
- Réalisation des suivis écologiques et scientifiques, en années 1, 2 et 3 (actions SE2, SE3 et SE4) ;
- Transmission des données avec les partenaires (Département, CBNSA, DREAL), en années 1,2 et 3 (action AD3) ;
- Rédaction d'un Compte rendu annuel synthétique, en années 1, 2 et 3 (action AD5) ;
- Rédaction du Bilan triennal, en année 3 (action AD6) ;
- Coordination technique et suivi administratif du dossier en lien avec les services du Département, en années 1, 2 et 3 (action AD7).

Le Bilan de ces actions présenté dans un Rapport intitulé « Mesures compensatoires - Déviation SARLA-LA-CANÉDA - Site du Ratz (*Aster Amelle*) » a été approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental le 17 Juin 2019.

L'assistance technique pour « la mise en œuvre du Plan de gestion 2015/2024 du site du Ratz "Aster Amelle" » a été prolongée par une seconde convention triennale pour la période 2019-2021. Les actions suivantes ont ainsi pu être réalisées :

Bilan 2019-2021 - CEN-NA :

- Suivi des travaux de gestion (action SE1) ;
- Comptage du nombre de pieds en fleur d'Aster Amelle, de Cytise couché et de Millepertuis des montagnes, en années 1, 2 et 3 (action SE2) ;
- Transmission des données avec les partenaires (Département, CBNSA, DREAL), en années 1, 2 et 3 (action AD3) ;
- Rédaction d'un Compte rendu annuel synthétique, en années 1 (action AD5) ;
- Rédaction du Bilan triennal, en année 3 (action AD6) ;
- Coordination technique et suivi administratif du dossier en lien avec les services du Département, en années 1, 2 et 3 (action AD7).

L'assistance technique pour « la mise en œuvre du Plan de gestion 2015/2024 du site du Ratz "Aster Amelle" » pour la période 2022-2024, doit être poursuivie et se déclinera selon la typologie d'actions définie au Plan de gestion :

- Suivi des travaux de gestion (SE1) ;
- Comptage du nombre de pieds en fleur d'Aster Amelle, de Cytise couché et de Millepertuis des montagnes, en année 1, 2 et 3 (SE2) ;
- Compléments d'inventaire floristique, en année 2 (SE3) ;
- Compléments d'inventaire faunistique, en année 2 (SE4) ;
- Évaluation de l'état de conservation des habitats, en année 2 (SE5) ;
- Actualisation de la cartographie des unités écologiques en année 2 (SE6) ;
- Transmission des données avec les partenaires (Département, CBNSA, DREAL), en années 1, 2 et 3 (action AD3) ;
- Rédaction d'un Compte rendu annuel synthétique, en années 1 et 2 (action AD5) ;
- Rédaction du Bilan triennal et du Bilan global du plan de gestion, en année 3 (action AD6) ;
- Coordination technique et suivi administratif du dossier en lien avec les services du Département, en années 1, 2 et 3 (action AD7).

### **ARTICLE 3 : CALENDRIER OPERATIONNEL**

Les opérations d'assistance technique « Mise en œuvre du Plan/Notice de gestion 2015/2024 du site du Ratz "Aster Amelle" » devront être réalisées dans un délai de 3 ans, à compter de la signature de la présente convention.

Cette Convention sera la dernière Convention d'application triennale permettant de couvrir la durée 2015-2024, soit la période de 10 ans de gestion et de suivi prévue dans le cadre de l'arrêté préfectoral.

#### **ARTICLE 4 : FIXATION DES MODALITES FINANCIERES**

Le montant financier des opérations d'assistance technique « Accompagnement à la mise en œuvre du Plan de gestion » est estimé à **12.250 €**.

Le Département a inscrit le crédit correspondant sur l'autorisation de programme votée et affectée lors du Budget primitif 2019 sur le chapitre 908, article fonctionnel 843, nature 2315.1.

Le Département se libérera de la somme due de la manière suivante :

- versement d'un acompte égal à 50 % du montant des opérations d'assistance technique dès la signature de la présente convention ;
- versement d'un acompte égal à 25 % du montant des opérations d'assistance technique à la fin de la réalisation des opérations correspondant à l'année 9 de la mise en œuvre du plan de gestion ;
- le solde à la fin des opérations d'assistance technique, sur la base des dépenses réelles, sur présentation d'un Rapport d'exécution et des pièces comptables justifiant des opérations réalisées.

La participation du Département sera calculée en fonction du coût réel des prestations réalisées, dans la limite d'une augmentation de 5 % afin d'éviter la passation d'un avenant éventuel.

Le Comptable assignataire du paiement est le Payeur départemental de la Dordogne.

Les fonds seront versés pour le compte du Conservatoire d'Espaces Naturels de Nouvelle-Aquitaine au Crédit Coopératif, Agence de Pau, sous l'intitulé ci-après :

Code établissement : 42559

Code guichet : 10000

Numéro de compte : 08004598634

Clé RIB : 41

#### **ARTICLE 5 : AVENANT A LA CONVENTION**

Toute modification éventuelle d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention, décidée d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet de la passation d'un avenant.

#### **ARTICLE 6 : RESILIATION**

Tout manquement à l'une des conditions des présentes ouvre droit, à résiliation au bénéfice du Département, de la convention sans préavis, ni indemnité.

**ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES**

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la Partie la plus diligente, d'une recherche de conciliation préalablement à toute action contentieuse devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX.

Fait en deux exemplaires originaux.

A PERIGUEUX, le

Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,

Pour le Conservatoire d'Espaces Naturels  
de Nouvelle-Aquitaine,  
le Président,

Germinal PEIRO

Philippe SAUVAGE

## ANNEXE 1

Assistance technique pour « la mise en œuvre du plan de gestion 2015/2024 du site du Ratz “Aster Amelle” »  
pour la période 2022-2024 – Planning prévisionnel

**Thématique « Projets routiers »**  
**Accompagnement des mesures compensatoires et d'accompagnement "Aster amelle" de la déviation RD 704 de Sarlat**  
**Convention d'application n° 2 : Mise en oeuvre du plan de gestion 2015/2024 du site du Ratz "Aster Amelle"**  
**- Coût détaillé des opérations (extrait du plan de gestion du site du Ratz 2015/2024) -**

Section D -  
Opérations de gestion et plan de travail

Tableau VIII : Estimation des coûts des opérations 2015 – 2024

Codes Opérations	Opérations	Unité	Années									Totaux	Intervenants
			2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024		
<b>Travaux uniques - Travaux d'entretien, maintenance - Suivis, études (TU - TE - SE)</b>													
TU <sub>1</sub>	Bûcheronnage et débroussaillage lourd des ligneux	Jours	10									10	Conseil Départemental
		Coût (€)	3 000,00 €									3 000,00 €	
TU <sub>2</sub>	Enlèvement des déchets	Jours		1								1	CEN Aquitaine
		Coût (€)		450,00 €								450,00 €	
SE <sub>1</sub>	Suivi des travaux de gestion	Jours	2									2	CEN Aquitaine
		Coût (€)	900,00 €									900,00 €	
TE <sub>1</sub>	Fauche des bordures de route	Jours										0	Conseil Départemental
		Coût (€)										- €	
TE <sub>2</sub>	Débroussaillage de la strate arbustive et herbacée	Jours	1			2			2			5	Conseil Départemental
		Coût (€)	250,00 €			500,00 €			500,00 €			1 250,00 €	
TE <sub>3</sub>	Exportation des résidus issus de l'entretien de la végétation sous la ligne électrique	Jours										0	Prestataire
		Coût (€)										- €	
SE <sub>1</sub>	Suivi des travaux de gestion	Jours	0,5	0,5		1			1			3	CEN Aquitaine
		Coût (€)	225,00 €	225,00 €		450,00 €			450,00 €			1 350,00 €	
TU <sub>3</sub>	Pose d'une clôture	Jours	1									1	Conseil Départemental
		Coût (€)	150,00 €									150,00 €	
TU <sub>4</sub>	Pose de blocs rocheux	Jours	2									2	Conseil Départemental
		Coût (€)	1 000,00 €									1 000,00 €	
TU <sub>5</sub> <sup>(1)</sup>	Création et pose d'un panneau informatif	Jours	0,5									0,5	CD24 / prestataire / CEN Aquitaine
		Coût (€)	1 025,00 €									1 025,00 €	
SE <sub>1</sub>	Suivi des travaux de gestion	Jours	0,5									0,5	CEN Aquitaine
		Coût (€)	225,00 €									225,00 €	

(1) : la conception ainsi que l'impression, le support et la pose du panneau sont chiffrés

Codes Opérat°	Opérations	Unité	Années									Totaux	Intervenants
			2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024		
<b>Opérations de suivi et études (SE)</b>													
SE <sub>2</sub>	Comptage du nombre de pieds en fleur d'Aster amelle de Cytise couché et de Millepertuis des montagnes	Jours	2	2	2	2	2	2	2	2	2	18	CEN Aquitaine
		Coût (€)	900,00 €	900,00 €	900,00 €	900,00 €	900,00 €	900,00 €	900,00 €	900,00 €	900,00 €	8 100,00 €	
SE <sub>3</sub>	Complément d'inventaire floristique	Jours	0,5							0,5		1	
		Coût (€)	225,00 €							225,00 €		450,00 €	
SE <sub>4</sub>	Complément d'inventaire faunistique	Jours	0,5							0,5		1	
		Coût (€)	225,00 €							225,00 €		450,00 €	
SE <sub>5</sub>	Evaluation de l'état de conservation des habitats	Jours								1		1	
		Coût (€)								450,00 €		450,00 €	
SE <sub>6</sub>	Actualisation de la cartographie des unités écologiques	Jours								2		2	
		Coût (€)								900,00 €		900,00 €	



Section D -  
Opérations de gestion et plan de travail

Codes Opérat°	Opérations	Unité	Années									Totaux	Intervenants	
			2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024			
<b>Opérations de gestion administrative et partenariale (AD)</b>														
AD <sub>1</sub>	Négociation foncière au sein d'un périmètre proche	Jours										0	CEN Aquitaine	
		Coût (€)												- €
AD <sub>2</sub>	Veille à la conformité des documents d'urbanisme et des projets d'aménagement avec les objectifs de conservation du site	Jours												0
		Coût (€)												
AD <sub>3</sub>	Partage des données et échanges avec les partenaires	Jours	1	1	1,5	1	1	1,5	1	1	1,5	10,5		
		Coût (€)	450,00 €	450,00 €	675,00 €	450,00 €	450,00 €	675,00 €	450,00 €	450,00 €	675,00 €	4 725,00 €		
AD <sub>4</sub>	Intégration des données dans la base de données du CEN	Jours												0
		Coût (€)												
AD <sub>5</sub>	Rédaction d'un compte-rendu annuel synthétique	Jours	2	2		1	1		1	1		8		
		Coût (€)	900,00 €	900,00 €		450,00 €	450,00 €		450,00 €	450,00 €		3 600,00 €		
AD <sub>6</sub>	Rédaction de 3 bilans triennaux	Jours			5			4			5	14		
		Coût (€)			2 250,00 €			1 800,00 €			2 250,00 €	6 300,00 €		
AD <sub>7</sub>	Coordination du dossier et suivi administratif et financier	Jours	1	1	1	1	1	1	1	1	1	9		
		Coût (€)	450,00 €	450,00 €	450,00 €	450,00 €	450,00 €	450,00 €	450,00 €	450,00 €	450,00 €	4 050,00 €		
<b>Totaux</b>			<b>9 925,00 €</b>	<b>3 375,00 €</b>	<b>4 275,00 €</b>	<b>3 200,00 €</b>	<b>2 250,00 €</b>	<b>3 825,00 €</b>	<b>3 200,00 €</b>	<b>4 050,00 €</b>	<b>4 275,00 €</b>	<b>38 375,00 €</b>		

- Opérations programmées
- Opérations à programmer en fonction des opportunités et des résultats des opérations antérieures

## ANNEXE 2

**Thématique « Projets routiers »**

**Accompagnement des mesures compensatoire et d'accompagnement "Aster amelle" de la déviation RD 204 de Sarlat**

**Organisation générale sur l'ensemble de la période 2015 / 2024 :**

**Conventions d'application n°1 (annuelle "élaboration du plan de gestion 2015/2024") et n°s 2 à 4 (triennales "mise en oeuvre du plan de gestion)**

	Année 1*	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Conventions d'application annuelles / triennales	n°1*	n°2**			n°3			n°4		
Elaboration de la notice gestion 2015/2024	X									
Mise en œuvre annuelle		X	X	X	X	X	X	X	X	X
Note de synthèse annuelle (gestion, suivis)		X	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi annuel Aster amelle et autres espèces protégées	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Bilan pluriannuel triennal (ajustement objectifs / actions)				X			X			X

\* : la convention d'application n°1 (n°2014/116 en date du 24/12/2014 ) a été mise en œuvre sur 2015 avec l'élaboration du plan de gestion 2015/2024 du site du Ratz "Aster amelle"

\*\* : la présente convntion d'application n°2 concerne la mise en œuvre des 3 premières années du plan de gestion 2015/2024 du site du Ratz "Aster amelle"

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.72

Suivi des cyanobactéries des grands sites de baignade.  
Modification de la surveillance et de la procédure d'alerte.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCOQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Pascal BOURDEAU

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.72

Suivi des cyanobactéries des grands sites de baignade.  
Modification de la surveillance et de la procédure d'alerte.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

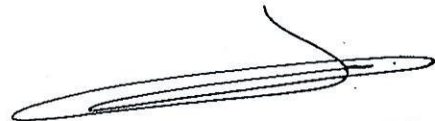
VU l'instruction ministérielle n° DGS/EA4/EA3/2021/76 du 6 avril 2021 relative à la gestion en cas de prolifération de cyanobactéries dans les eaux de baignade et de pêche récréative,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la modification de la surveillance et de la procédure d'alerte dans le cadre du suivi des cyanobactéries des grands sites de baignade.

**VALIDE** la Fiche réflexe du fascicule et le Schéma, ci-annexés.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.73

Attribution de subventions à la Fédération Départementale des Chasseurs de la Dordogne  
(FDC 24).

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Gorinne DUCROCO, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Pascal BOURDEAU

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

N° 22.CP.IV.73

Attribution de subventions à la Fédération Départementale des Chasseurs de la Dordogne  
(FDC 24).

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 907 / 76 / 20422.150 / 0 / 2020 / ENV	
Autorisation de programme votée :	195 000,00€
Décision : Affectation N° : 2022 CP 14715 1	11 200,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm <sup>le</sup> :	94 280,20€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-77 du 11 février 2022,

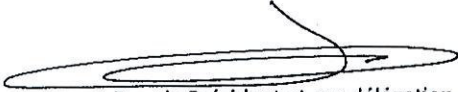
VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**AFFECTE** au chapitre 907, article fonctionnel 76, nature 20422.150, une autorisation de programme d'un montant total de **11.200 €**.

**ALLOUE** à la Fédération Départementale des Chasseurs de la Dordogne (FDC 24), pour un montant global de **11.200 €** les subventions suivantes :

Nature du projet	Montant subventionnable TTC	Subvention
Opération de plantation de haies	34.789,35 €	8.200 €
Etude sur l'écologie de la Tourterelle des bois	20.120,47 €	3.000 €

  
Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.74

Plan de chasse grand gibier.

Baux de chasse entre le Département de la Dordogne et les Sociétés et Association de chasse  
de CAMPAGNE, SAINT-MICHEL-DE-VILLADEIX et VERGT.  
Saisons 2022-2025.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Pascal BOURDEAU

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CR.IV.74

Plan de chasse grand gibier.  
Baux de chasse entre le Département de la Dordogne et les Sociétés et Association de chasse  
de CAMPAGNE, SAINT-MICHEL-DE-VILLADEIX et VERGT.  
Saisons 2022-2025.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

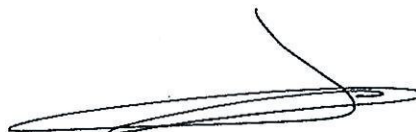
VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** les baux de chasse, ci-annexés, entre le Département de la Dordogne et les Sociétés de chasse de CAMPAGNE (Annexe I), de SAINT-MICHEL-DE-VILLADEIX (Annexe II) et l'Association de chasse « Amicale des chasseurs de VERGT » (Annexe III).

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à les signer et les exécuter, au nom et pour le compte du Département, ainsi que tout document afférent à leur mise en œuvre.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE



Annexe I à la délibération n° 22.CP.IV.74 du 20 juin 2022.

**BAIL DE CHASSE EN FORÊT DEPARTEMENTALE  
DE CAMPAGNE**

**Saisons de chasse 2022/2025**

**N°**

**ENTRE**

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

Ci-après nommé le Département ou le Bailleur,  
**D'une part,**

**Assisté** par l'**Office National des Forêts (ONF)**, Etablissement Public National à Caractère Industriel et Commercial dont le siège est situé 2, avenue de Saint-Mandé - 75012 PARIS, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN n° 662 043 116 RCS Paris, représenté par le Directeur d'Agence Territoriale dont les bureaux sont situés à BRUGES au 9, avenue Raymond Manaud - 33524 BRUGES Cedex,

**ET**

**La Société de chasse de CAMPAGNE**, représentée par M. David HERVÉ, Président de la Société de Chasse dont le siège social est situé à la Mairie de CAMPAGNE - 24260 CAMPAGNE, agissant pour le compte de ladite Société « Association « Chasse à CAMPAGNE », lequel a déclaré préalablement que cette Société était régulièrement constituée et qu'elle se trouve en règle au regard de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,

Ci-après nommé le Preneur,  
**D'autre part,**

**PREAMBULE**

Le Département de la Dordogne est propriétaire d'un massif forestier de 334 ha sur le territoire de la Commune de CAMPAGNE et, à ce titre, détenteur du Droit de chasse.

Cette Forêt est classée en site Espace Naturel Sensible (ENS) et en « Réserve Biologique » (113 ha en RBI et 89 ha en RBD).

Dans le cadre de la gestion cynégétique de sa propriété, le Département de la Dordogne en sa qualité de détenteur du Droit de chasse a adhéré à la « Fédération départementale des Chasseurs de la Dordogne » (FDC 24) pour la constitution d'un territoire de chasse.

Le Département de la Dordogne en tant que propriétaire et détenteur du Droit de chasse est responsable du Plan de chasse.

Dès lors, et afin de maintenir l'équilibre agro-sylvo-cynégétique du secteur, un plan de chasse grand gibier est établi par le Département de la Dordogne en concertation avec la Fédération Départementale des Chasseurs (FDC 24) de la Dordogne.

L'exécution de ce Plan de chasse, pour ce qui concerne la forêt de CAMPAGNE, est confiée à la Société de chasse de CAMPAGNE qui en prend la responsabilité et qui s'engage à respecter la charte de la chasse définie dans le présent bail.

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET**

Pour les saisons de chasse 2022-2025, le Département de la Dordogne concède son Droit de chasse à la Société de chasse de CAMPAGNE selon les conditions décrites dans le présent bail.

Le Bail de chasse ne confère aucun droit privatif à son titulaire et aux ayants droit de ce dernier.

La Société de chasse ne peut céder à autrui l'autorisation accordée par les présentes.

## **ARTICLE 2 : CONSISTANCE ET DÉSIGNATION DU LOT**

### **ARTICLE 2.1 : DESCRIPTION DU LOT**

- Superficie : 334 ha (Cf. confère carte en annexe à la convention).
- Commune de situation : CAMPAGNE.
- Nombre de parkings autorisés : 10 selon le Plan en annexe.
- Nombre de postes de tir autorisés : 23 miradors autorisés sur le terrain selon le Plan en annexe à la convention.
- Aménagement autorisé : aucun aménagement cynégétique n'est autorisé sauf l'installation des postes d'affût après validation par le Département et l'ONF.

### **ARTICLE 2.2 : CONDITIONS PARTICULIÈRES DE L'EXERCICE DE LA CHASSE**

♦ Jours de chasse autorisés : chasse uniquement le dimanche du 1<sup>er</sup> week-end d'octobre au dernier week-end de février, soit 22 jours de chasse au maximum.

♦ Gibiers autorisés : cervidés et sangliers uniquement. Seul le tir du sanglier, du chevreuil et des grands cervidés est autorisé. La chasse du petit gibier est interdite.

♦ Seules les personnes détentrices d'une carte de membre délivrée par le Président de la Société de chasse et validée par les services de la Fédération des chasseurs sont autorisées à chasser sur le domaine.

♦ La liste des personnes autorisées sera transmise au Conseil départemental de la Dordogne par le Président de la Société de chasse avant le démarrage de la saison de chasse, et au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre.

♦ Toutes les personnes autorisées à chasser sur le domaine devront avoir suivi la formation sécurité à la chasse délivrée par les services de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Dordogne (FDC 24).

♦ Avant le démarrage de la saison de chasse, et au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre, la cartographie des postes de chasse (miradors) et des parkings sera diffusée au Président de la Société de chasse.

♦ Avant chaque journée de chasse, le Président est tenu de rappeler les règles de sécurité, en particulier l'obligation de tir fichant et uniquement à partir des postes fixes autorisés.

♦ En action de chasse, les chasseurs seront obligatoirement postés sur les postes fixes installés sur le domaine.

♦ Les personnes accompagnant les chiens doivent être porteuses de la carte de membre et seulement une d'entre elle pourra porter une arme.

♦ Tout chasseur en action de chasse devra être muni de cette carte de membre, y compris les personnes accompagnant les chiens qui sont considérées comme en action de chasse.

♦ La circulation en véhicule à moteur sur les pistes n'est pas autorisée sauf pour accéder aux parkings. Seuls les véhicules transportant les chiens, et ayant posé sur le tableau de bord les panneaux d'autorisation délivrés par le Conseil départemental sont autorisés à circuler sur les pistes forestières.

### **ARTICLE 3 : DURÉE**

Le Bail de chasse est accordé du 2 octobre 2022 au 23 février 2025 au soir.

### **ARTICLE 4 : PLAN DE CHASSE DÉLÉGUÉ**

Pour l'année 2022, la Société de chasse est le Bénéficiaire sur la Forêt de CAMPAGNE du Plan de chasse suivant :

- chevreuils : 10
- sangliers : 14
- cerfs adultes : 2
- biches : 5
- jeunes cerfs : 2

Les mesures prévues dans le « Schéma Départemental de Gestion Cynégétique » (SDGC) consultable à la Fédération Départementale des Chasseurs de la Dordogne (FDC 24) pris par arrêté préfectoral n° 120510 du 27 avril 2012, visant à vérifier l'exécution du Plan de chasse, s'imposent au Titulaire du Bail de chasse.

Le Preneur s'engage à remettre au Conseil départemental au plus tard dans les dix jours après la date de clôture de la chasse, un bilan des prélèvements réalisés comprenant les dates de chasse, le temps de chasse, l'heure de prélèvement, le sexe de l'animal, le lieu de prise.

## **ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIÈRES**

Le Département en tant que Titulaire du Droit de chasse procèdera à l'achat des bracelets.

Des Titres de recette correspondant au prix des bracelets et taxes afférentes à la présente convention seront adressés à la Société de chasse de CAMPAGNE qui s'engage à les régler avant le démarrage de la saison de chasse.

Les bracelets non utilisés par la Société de chasse de CAMPAGNE seront rendus par ladite société au Conseil départemental, sans incidence financière, au plus tard dans les dix jours après la date de clôture de la chasse.

## **ARTICLE 6 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

La Forêt de CAMPAGNE est dotée d'un aménagement forestier pour la période 2013 / 2027 et consultable sur demande auprès de l'ONF et du Conseil départemental de la Dordogne.

Une réserve biologique a été instaurée sur 113 ha (RBI) et 89 ha (RBD) avec un Plan de gestion également consultable auprès de l'ONF et du Conseil départemental de la Dordogne.

## **ARTICLE 7 : RESPONSABILITÉ - ASSURANCE - SÉCURITÉ**

La Société de chasse est responsable des dommages pouvant être causés aux tiers et à ses membres/adhérents. Elle souscrira les polices d'assurance nécessaires à la couverture des dommages ou dégradations causés tant aux personnes qu'aux biens dans le cadre de la présente convention.

En aucun cas la responsabilité du département ne pourra être recherchée pour des dommages imputables à la Société de chasse.

### **Les jours de chasse**

Des panneaux signalisant la battue ou les tirs à l'affût/approche seront installés par la Société de chasse sur les accès de la Forêt départementale.

La Société de chasse doit prendre toutes les précautions propres à éviter les accidents à l'occasion des actions de chasse, tant à l'égard des chasseurs, rabatteurs ou du public. Pour ce faire, la Société de chasse appliquera notamment les dispositions du « Schéma Départemental de Gestion Cynégétique » (SDGC). Par ailleurs, elle devra mettre en place une signalisation visant à avertir le passage du public sur le domaine. Cette signalisation concernera les routes forestières ouvertes à la circulation publique ainsi que les principaux itinéraires balisés, en installant chaque jour de chasse des panneaux d'information signalant une opération de chasse à tir en cours. Cette signalisation doit impérativement être enlevée à la fin de chaque journée ou demi-journée de chasse.

En cas d'inobservation de ces dispositions, l'ONF est habilité à arrêter sur le champ l'action de chasse. Un rappel sur les obligations en matière de sécurité sera aussitôt adressé et une infraction au titre du présent contrat sera relevée.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS EN CAS D'INFRACTION**

Les agents de l'Office National de la Chasse et de la Faune sauvage et de l'ONF sont chargés du respect de l'application de la présente convention.

En cas d'infraction à la réglementation de la chasse, les contrevenants seront sanctionnés et le Président de la Société de chasse sera convoqué par le Département qui pourra résilier de plein droit et sans indemnité la présente convention.

## **ARTICLE 9 : RÉSILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES**

L'inexécution des obligations résultant du présent Bail de chasse entraîne de plein droit sa résiliation sans préavis et sans indemnité.

En cas de litige pour l'application de la présente convention, si un accord amiable ne pouvait intervenir entre les Parties signataires, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de BORDEAUX.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à PERIGUEUX, le

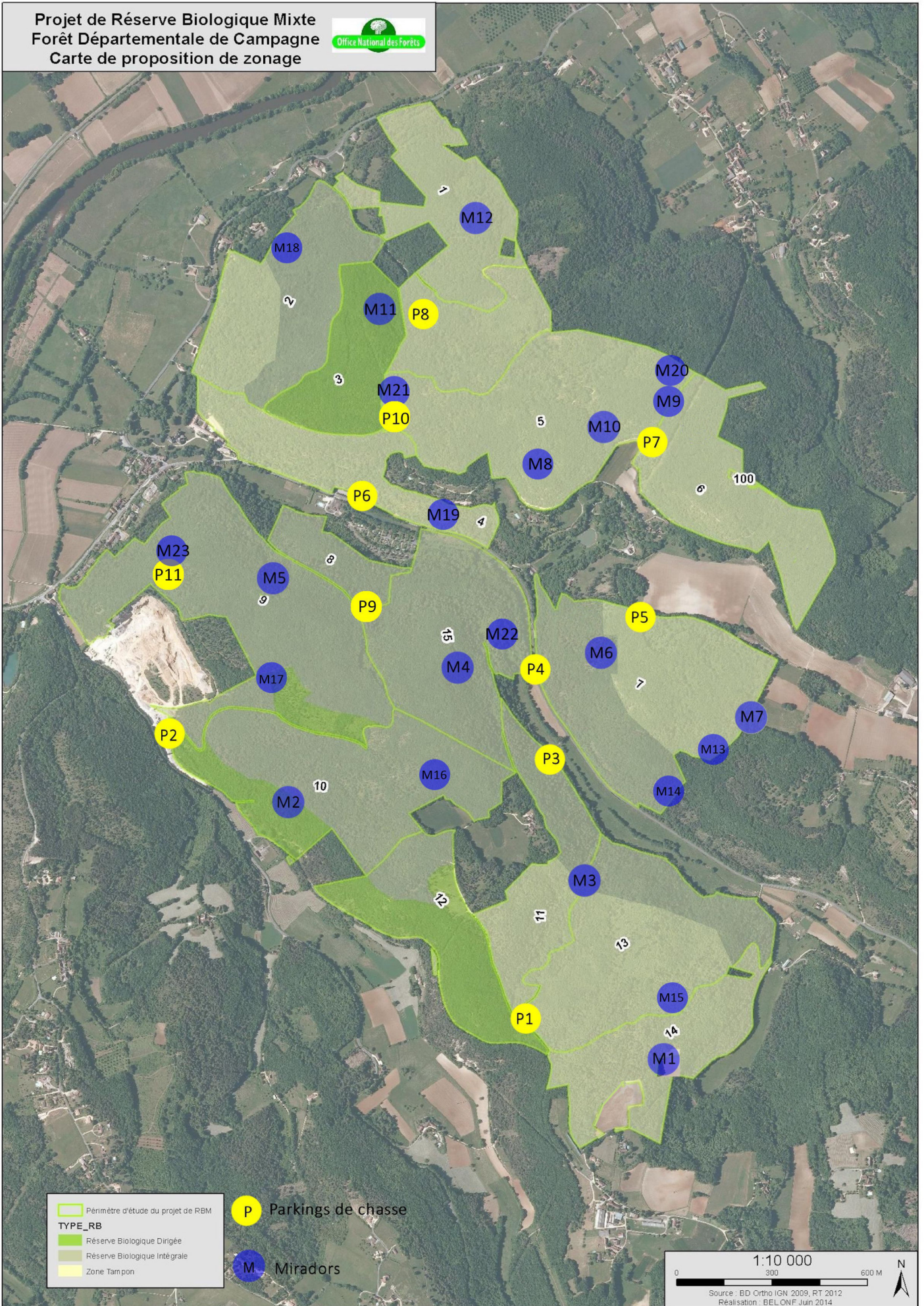
Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,

Pour la Société de Chasse,  
le Président,

Germinal PEIRO

David HERVÉ

Projet de Réserve Biologique Mixte  
Forêt Départementale de Campagne  
Carte de proposition de zonage



Périmètre d'étude du projet de RBM  
**TYPE\_RB**  
 Réserve Biologique Dirigée  
 Réserve Biologique Intégrale  
 Zone Tampon

P Parkings de chasse  
M Miradors

1:10 000  
 0 300 600 M  
 Source : BD Ortho IGN 2009, RT 2012  
 Réalisation : BELONF Juin 2014

Annexe II à la délibération n° 22.CP.IV.74 du 20 juin 2022.

**BAIL DE CHASSE EN FORÊT DEPARTEMENTALE**  
**DE SAINT-MICHEL-DE-VILLADEIX**  
**Saisons de chasse 2022/2025**

N°

**ENTRE**

**Le Département de la Dordogne** sis 2, Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV en date du 20 juin 2022,

Ci-après nommé **le Département ou le Bailleur,**  
**D'une part,**

**ET**

**La Société de chasse de SAINT-MICHEL-DE-VILLADEIX** dont le siège social est basé à la Mairie – 141, route de l'Hôtel de Ville - 24380 SAINT-MICHEL-DE-VILLADEIX, représentée par M. Jean Thierry PROSPER, Président de la Société de chasse « Amicale de chasse de SAINT-MICHEL-DE-VILLADEIX », agissant pour le compte de ladite Société lequel a déclaré préalablement que cette Société était régulièrement constituée et qu'elle se trouve en règle au regard de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,

Ci-après nommé **le Preneur,**  
**D'autre part.**

**PREAMBULE**

Le Département de la Dordogne est propriétaire d'une parcelle forestière cadastrée A 1025 au lieu-dit les Combes Noires d'une contenance 2,58 ha sur le territoire de la Commune de SAINT-MICHEL-DE-VILLADEIX et, à ce titre, détenteur du Droit de chasse. Cette Forêt bénéficie du régime forestier.

Dans le cadre de la gestion cynégétique de sa propriété, le Département de la Dordogne en sa qualité de détenteur du Droit de chasse a adhéré à la Fédération Départementale des Chasseurs de la Dordogne (FDC 24) pour la constitution d'un territoire de chasse.

Le Département de la Dordogne en tant que propriétaire et détenteur du Droit de chasse est responsable du Plan de chasse.

Afin de maintenir l'équilibre agro-sylvo-cynégétique du secteur, un Plan de chasse grand gibier est sollicité par le Département de la Dordogne.

Ce Plan de chasse sera délégué à l'Association titulaire de la convention de chasse qui en prendra la responsabilité.

L'exercice de la chasse est délégué à la Société de chasse qui s'engage à respecter la Charte de la chasse définie dans le présent bail.

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET**

Pour les saisons de chasse 2022/2025, le Département de la Dordogne concède son Droit de chasse au Preneur selon les conditions décrites dans le présent Bail.

Le Bail de chasse ne confère aucun droit privatif à son titulaire et aux ayants droit de ce dernier.

## **ARTICLE 2 : CONSISTANCE ET DESIGNATION DU LOT**

### **2.1 Description du lot**

- Superficie : 2,58 ha (confère carte en annexe)
- Commune de situation : SAINT-MICHEL-DE-VILLADEIX.

### **2.2 Conditions particulières de l'exercice de la chasse**

- Jours de chasse autorisés : tout au long de l'année selon le règlement en vigueur défini par la Fédération Départementale des Chasseurs de la Dordogne (FDC 24).
- Prélèvements : il ne sera réalisé que le Plan de chasse grand gibier. Le prélèvement du petit gibier n'est pas autorisé.

## **ARTICLE 3 : DUREE**

Le Bail est accordé pour les saisons de chasse 2022/2025.

## **ARTICLE 4 : PLAN DE CHASSE DELEGUE**

Le Plan de chasse est le suivant :

- chasse au grand gibier. Le prélèvement du grand gibier est autorisé le samedi et le dimanche durant la saison cynégétique et selon le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique.



## **ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIERES**

Le Bail est cédé à la Société communale de chasse. De ce fait, la Société s'engage à régler le montant total des cotisations annuelles (contribution, assurance, frais d'adhésion et bracelets) à la Fédération Départementale des Chasseurs de la Dordogne (FDC 24).

## **ARTICLE 6 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

La Forêt est dotée d'un aménagement forestier en cours de réalisation et consultable sur demande auprès de l'ONF.

## **ARTICLE 7 : SECURITE A LA CHASSE**

### **Les jours de chasse**

Le Locataire doit prendre toutes les précautions propres à éviter les accidents à l'occasion des actions de chasse, tant à l'égard des chasseurs, rabatteurs ou du public. Pour ce faire, le Locataire appliquera notamment les dispositions du SDGC. Par ailleurs, il devra mettre en place une signalisation visant à avertir le passage du public sur le domaine. Cette signalisation concernera les routes forestières ouvertes à la circulation publique ainsi que les principaux itinéraires balisés, en installant chaque jour de chasse des panneaux d'information signalant une opération de chasse en cours. Cette signalisation doit impérativement être enlevée à la fin de chaque journée ou demi-journée de chasse. La circulation des véhicules à moteur est interdite sur la propriété départementale.

En cas d'inobservation de ces dispositions, les agents de l'OFB (Office Français de la Biodiversité) et de l'ONF (Office National des Forêts) sont habilités à arrêter sur le champ l'action de chasse. Un rappel sur les obligations en matière de sécurité sera aussitôt adressé et une infraction au titre du présent contrat sera relevée.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS EN CAS D'INFRACTION**

Les agents de l'OFB (Office Français de la Biodiversité) et de l'ONF (Office National des Forêts) sont chargés du respect de l'application de la présente convention.

En cas d'infraction à la réglementation de la chasse les contrevenants seront sanctionnés selon les infractions commises.

Toute infraction commise par un membre de l'Association donnera lieu à une convocation du Président de la Société de chasse de la part du Conseil départemental qui se réserve le droit, en fonction des infractions commises, la possibilité de résilier le présent bail.

## **ARTICLE 9 : RESILIATION**

L'inexécution des obligations résultant du présent Bail de chasse entraîne de plein droit sa résiliation sans préavis et sans indemnité.

En cas de litige pour l'application de la présente convention, si un accord ne pouvait intervenir entre les Parties signataires, notamment par la voie d'une transaction, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de BORDEAUX.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à PERIGUEUX, le

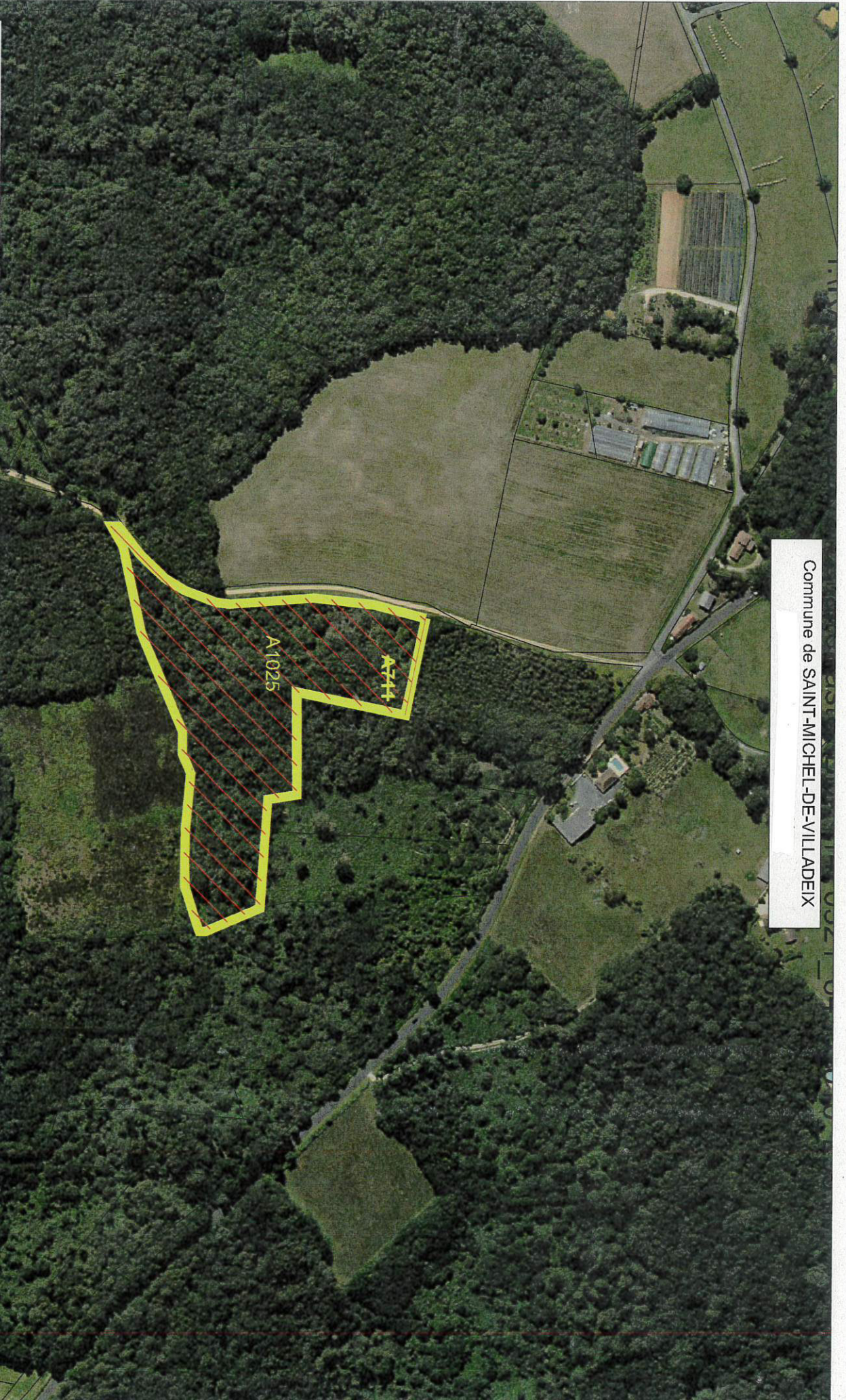
**Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,**

**Pour la Société de chasse,  
le Président,**

**Germinal PEIRO**

**Jean-Thierry PROSPER**

Commune de SAINT-MICHEL-DE-VILLADEIX



Commune de Saint Michel de Villadeix

identifiant parcelles		Contenance cadastrale	surfaces	Nature de culture	Adresse
A	1025	2ha58a51ca	25851	Taillis	les combes noires
total			25851		

Annexe III à la délibération n° 22.CP.IV.74 du 20 juin 2022.

**BAIL DE CHASSE EN FORÊT DEPARTEMENTALE  
SITE FORESTIER DE VERGT  
LIEUX-DITS LES DOUILLES, LA COMBE DU PUY ET LA PRADECHE**

**Saisons de chasse 2022/2025**

**N°**

**ENTRE**

**Le Département de la Dordogne** sis 2, Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV en date du 20 juin 2022,

Ci-après nommé **le Département ou le Bailleur,**  
**D'une part,**

**ET**

**L'Association de Chasse « Amicale des chasseurs de VERGT »** dont le siège social est situé lieu-dit « Le Cluzeau », Impasse des chasseurs - 24380 VERGT, représentée par son Président, M. Raphael SERROS agissant pour le compte de ladite Association lequel a déclaré préalablement qu'elle était régulièrement constituée et qu'elle se trouve en règle au regard de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,

Ci-après nommé **le Preneur,**  
**D'autre part.**

**PRÉAMBULE**

Le Département de la Dordogne est propriétaire d'un massif forestier de 36,80 ha sur le territoire de la Commune de VERGT (24380) et, à ce titre, détenteur du Droit de chasse.

Cette Forêt bénéficie du régime forestier. La pratique de la chasse sera déléguée à l'Association Titulaire du Bail de chasse qui en prendra la responsabilité.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET DU BAIL**

Pour les saisons de chasse 2022/2025, le Département de la Dordogne concède son Droit de chasse au preneur selon les conditions décrites dans le présent Bail.

Le Bail de chasse ne confère aucun droit privatif à son titulaire et aux ayants droit de ce dernier.

## **ARTICLE 2 : CONSISTANCE ET DÉSIGNATION DU LOT**

### **2.1 : Description du lot**

- Superficie : 36,80 ha (Cf. carte en annexe à la convention).
- Commune de situation : VERGT.
- Nombre de parkings autorisé : Selon plan à fournir par le Preneur avant l'exercice du Droit de chasse.
- Nombre de postes de tir autorisés : Miradors autorisés sur le terrain (Selon Plan à fournir par le Preneur avant l'exercice du Droit de chasse).
- Aménagement autorisé : aucun aménagement cynégétique n'est autorisé sauf l'installation des postes d'affût après validation par le Département.

### **2.2 : Conditions particulières de l'exercice de la chasse**

- Jours de chasse autorisés : le prélèvement du grand gibier est autorisé le samedi et le dimanche durant la saison cynégétique selon le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique.
- Gibier autorisé : les prélèvements du sanglier, du cervidé et du chevreuil sont autorisés. La chasse du petit gibier est interdite.
- Seules les personnes détentrices d'une carte de membre délivrée par le Président de l'Association de chasse et validée par les services de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Dordogne (FDC 24) sont autorisées à chasser sur le domaine.
- La liste des personnes autorisées sera transmise au Conseil départemental de la Dordogne par le Président de la l'Association de chasse avant le démarrage de la saison cynégétique.
- Toutes les personnes autorisées à chasser sur le domaine devront s'inscrire à la formation « sécurité à la chasse » dispensée par les services de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Dordogne (FDC 24).
- Avant le démarrage de la saison de chasse, et au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre, la cartographie des postes de chasse (miradors) et des parkings sera diffusée par le Président de la société de chasse.
- Avant chaque journée de chasse, le directeur de battue est tenu de rappeler les règles de sécurité, en particulier l'obligation de tir fichant et l'angle de tir de 30 degrés uniquement à partir des postes fixes autorisés.
- En action de chasse, les chasseurs seront obligatoirement postés sur les postes fixes définis sur le domaine en respectant le principe du tir fichant et l'angle de tir de 30 degrés.
- L'Association mettra fin à toute chasse, sous sa responsabilité, pour éviter tout accident, notamment lors de manifestations organisées sur le site.

- Tout chasseur en action de chasse devra être muni de cette carte de membre, y compris les personnes accompagnant les chiens qui sont considérées comme en action de chasse.

- L'utilisation des véhicules est interdite durant la chasse au sein de la propriété départementale, sauf pour la récupération des chiens. Le numéro d'immatriculation de ces véhicules devra être mentionné sur le carnet de battue.

### **ARTICLE 3 : DURÉE**

Le Bail de chasse est accordé pour les saisons de chasse 2022/2025.

### **ARTICLE 4 : PLAN DE CHASSE**

Le Preneur s'engage à remettre au Conseil départemental au plus tard dans les dix jours après la date de clôture de la chasse, un bilan des prélèvements réalisés comprenant les dates de chasse, les animaux prélevés, le lieu de prise.

### **ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIÈRES**

Le Bail de chasse est cédé à l'Association communale de chasse. De ce fait, la Société s'engage à régler le montant total des cotisations annuelles (contribution, assurance, frais d'adhésion et bracelets) à la Fédération Départementale des Chasseurs de la Dordogne (FDC 24).

### **ARTICLE 6 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

La Forêt est dotée d'un aménagement forestier en cours de réalisation et consultable sur demande auprès de l'ONF.

### **ARTICLE 7 : SÉCURITÉ À LA CHASSE**

Le Preneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les accidents à l'occasion des actions de chasse, tant à l'égard des chasseurs, rabatteurs ou du public. Pour ce faire, le preneur appliquera notamment les dispositions du SDGC (Schéma Départemental de Gestion Cynégétique).

Par ailleurs, il devra mettre en place une signalisation visant à avertir le passage du public sur le domaine. Cette signalisation concernera les routes forestières ouvertes à la circulation publique ainsi que les principaux itinéraires balisés, en installant chaque jour de chasse des panneaux d'information signalant une opération de chasse à tir en cours. Cette signalisation doit impérativement être enlevée à la fin de chaque journée ou demi-journée de chasse.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout agent assermenté compétent territorialement en la matière est habilité à arrêter sur le champ l'action de chasse. Un rappel sur les obligations en matière de sécurité sera aussitôt adressé et une infraction au titre du présent contrat sera relevée.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS EN CAS D'INFRACTION**

La surveillance du territoire relative à la chasse et à la protection de la nature sera assurée par les agents assermentés territorialement compétents en la matière.

En cas d'infraction à la réglementation de la chasse, les contrevenants seront sanctionnés selon les infractions commises.

Toute infraction commise par un membre de l'Association donnera lieu à une convocation du Président de l'Association de chasse de la part du Conseil départemental qui se réserve le droit, en fonction des infractions commises, de la possibilité du retrait de la carte de membre du chasseur concerné.

## **ARTICLE 9 : RÉSILIATION**

Le présent Bail pourra être dénoncé par courrier recommandé à l'initiative d'une des parties avant le 31 décembre de chaque année, pour l'année cynégétique suivante.

L'inexécution des obligations résultant du présent Bail de chasse entraîne de plein droit sa résiliation sans préavis et sans indemnité.

En cas de litige pour l'application de ce bail, si un accord ne pouvait intervenir entre les Parties signataires, notamment par la voie d'une transaction, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de BORDEAUX.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à PERIGUEUX, le

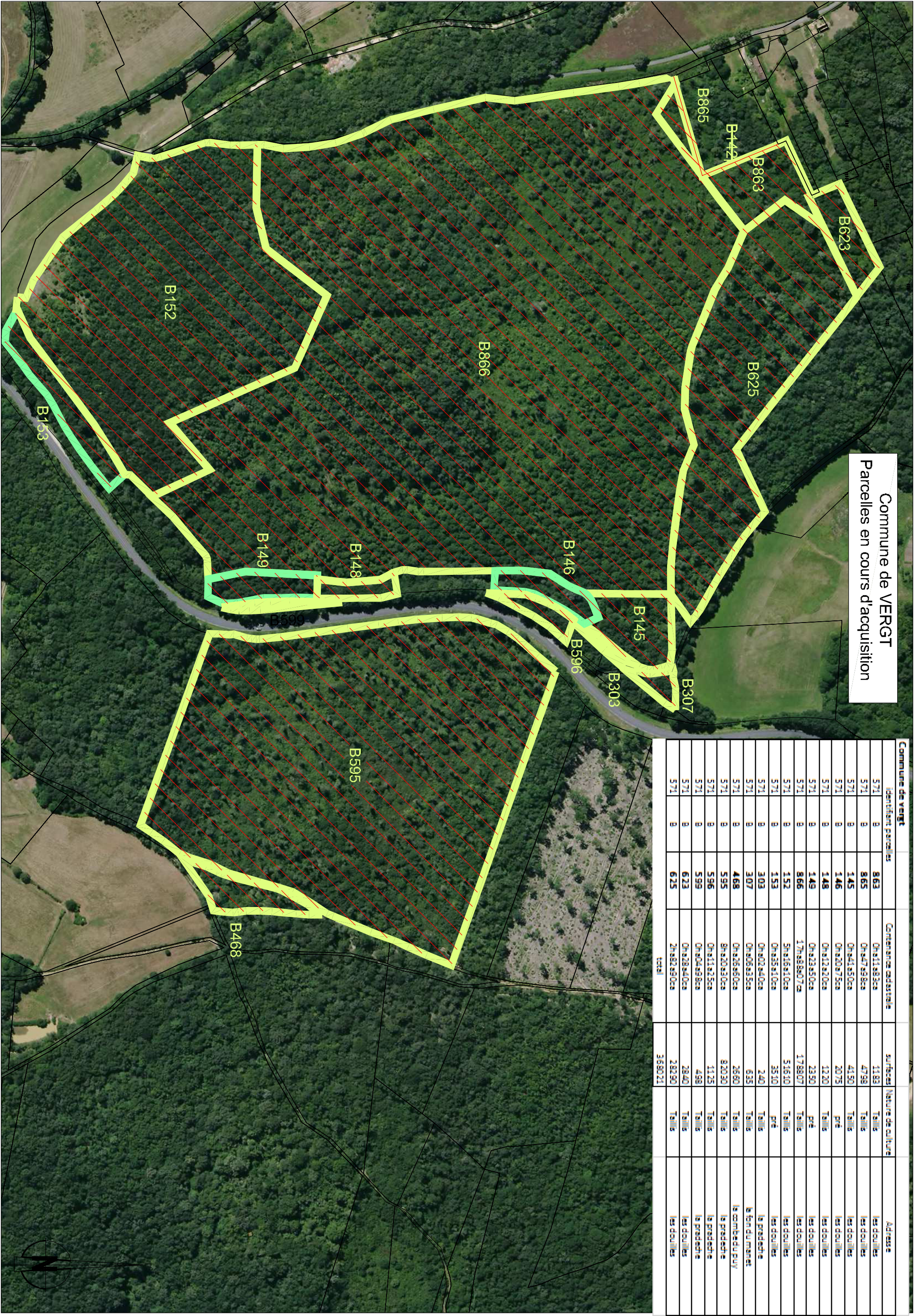
Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,

Pour l'Association de Chasse,  
le Président,

Germinal PEIRO

Raphaël SERROS

Commune de VERGT  
Parcelles en cours d'acquisition



Commune de VERGT	Identifiant parcelles	Contenance cadastrale	surface	Nature de culture	Adresse
	571	863	1183	Taillis	les douilles
	571	865	4798	Taillis	les douilles
	571	145	4150	Taillis	les douilles
	571	146	2075	pré	les douilles
	571	148	1220	Taillis	les douilles
	571	149	2390	pré	les douilles
	571	866	178807	Taillis	les douilles
	571	152	51610	Taillis	les douilles
	571	153	3510	pré	les douilles
	571	303	240	Taillis	la preséche
	571	307	635	Taillis	la font du marais
	571	468	2680	Taillis	la combedu puy
	571	595	82030	Taillis	la preséche
	571	596	1125	Taillis	la preséche
	571	599	498	Taillis	la preséche
	571	623	2840	Taillis	les douilles
	571	625	28290	Taillis	les douilles
		<b>Total</b>	<b>368021</b>		



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.75

Fonds Social Européen : Programmation 2021-2027. Validation de l'Accord-cadre entre le Département de la Dordogne et l'Organisme Intermédiaire pivot AGAPE.

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Corinne DUCROCQ

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.75

Fonds Social Européen : Programmation 2021-2027. Validation de l'Accord-cadre  
entre le Département de la Dordogne et l'Organisme Intermédiaire pivot AGAPE.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU les règlements de l'Union Européenne :

- n° 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil européen du 24 juin 2021 instituant le Fonds Social Européen Plus (FSE +) et abrogeant le règlement (UE) n° 1296/2013,
- n° 2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil européen du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds Européen de Développement Régional, au Fonds Social Européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces fonds et au Fonds « Asile, migration et intégration », au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas,

VU la circulaire du Ministère du Travail et de l'Emploi adressée aux Préfecture de Région en date du 13 janvier 2021, relative à la mise en œuvre du Fonds Social Européen plus (FSE +),

VU le courrier du Secrétariat Général Pour les Affaires Régionales de la Nouvelle Région Aquitaine en date du 4 juin 2021 désignant le Département comme Organisme Intermédiaire et fixant les conditions et calendrier de mise en œuvre des subventions globales FSE + pour la période 2021-2027,

VU la délibération n° 13.CP.VIII.41 de la Commission Permanente du 9 septembre 2013 adoptant le Pacte Territorial pour l'Insertion 2015-2018 et la délibération n° 15.CP.VI.28 de la Commission Permanente du 29 juin 2015 adoptant son avenant n° 1 portant sur les nouvelles instances de coordination en matière d'insertion,

VU le règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE,

VU la délibération n° 21-274 du Conseil départemental du 10 novembre 2021 portant sur les Orientations stratégiques du Département pour le FSE + 2021-2027,

VU la délibération n° 21.CP.VIII.74 de la Commission Permanente du 13 décembre 2021 validant les protocoles d'accord des PLIE du Grand Périgueux et du Haut Périgueux et la délibération n° 22.CP.II.51 de la Commission Permanente du 11 avril 2022 validant le protocole d'accord du PLIE du Sud Périgord,

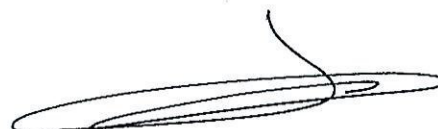
VU la délibération du Conseil départemental n° 21-221 du 1<sup>er</sup> juillet 2021

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** les termes de l'Accord-cadre, ci-annexé, entre le Département de la Dordogne et l'Organisme Intermédiaire pivot AGAPE, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme opérationnel FSE + période 2021-2027.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à le signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.



**Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,**

**Bruno LAMONERIE**

**Accord-cadre entre le Conseil Départemental de la Dordogne et l'Organisme  
Intermédiaire pivot AGAPE  
pour la mise en œuvre du programme opérationnel national FSE + 2021-2027**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil,

Vu le règlement délégué (UE) 2021/702 de la commission du 10 décembre 2020 portant modification du règlement délégué (UE) 2015/2195 complétant le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds Social Européen, en ce qui concerne la définition des barèmes standards de coûts unitaires et des montants forfaitaires pour le remboursement des dépenses des Etats membres par la Commission,

VU les règlements de l'Union Européenne :

- n° 2021/1057 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds Social Européen Plus (FSE +) et abrogeant le règlement (UE) n° 1296/2013,

- n° 2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds Européen de Développement Régional, au Fonds Social Européen Plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds « Asile, migration et intégration », au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas,

VU le règlement UE n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE,

VU la circulaire du Ministère du Travail et de l'Emploi adressée aux Préfectures de région en date du 13 janvier 2021, relative à la mise en œuvre du Fonds Social Européen Plus (FSE +)

VU le courrier du Secrétariat Général pour les Affaires Régionales de la Région Nouvelle Aquitaine en date du 4 juin désignant le Département comme organisme intermédiaire et fixant les conditions et calendrier de mise en œuvre des subventions globales FSE + pour la période 2021-2027,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 13.CP. VIII.41 du 9 septembre 2013 adoptant le Pacte Territorial pour l'Insertion 2015-2018 et la délibération de la Commission Permanente n° 15.CP.VI.28 du 29 juin 2015 adoptant son avenant n° 1 portant sur les nouvelles instances de coordination en matière d'insertion,

VU les délibérations du Conseil départemental n° 21-221 du 1er juillet 2021, n°2-2021 du 11 novembre 2021

Vu le Protocole du PLIE du Grand Périgueux 2022/2027 du ...,

Vu le Protocole du PLIE du Haut Périgord 2022/2027 du...,

Vu le Protocole du PLIE du Sud Périgord 2022/2027 du ...,

Vu le Programme départemental d'Insertion,

Vu la décision du Conseil d'administration de l'AGAPE du ....

Il est convenu ce qui suit entre les signataires :

## **PREAMBULE**

Le Fonds Social Européen (FSE) est l'un des trois fonds européens avec le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et le Fonds Européen Agricole de Développement Régional (FEADER) à contribuer à la politique de cohésion économique et sociale de l'Union Européenne (UE). Tous les états membres en bénéficient. Le FSE, créé en 1957 par le Traité de Rome, est le principal instrument financier de la stratégie européenne pour l'emploi. Il répond à l'engagement européen de créer des emplois en plus grand nombre pour faire reculer le chômage et mieux former les travailleurs afin de faciliter leur accès au marché du travail.

### **Le Département de la Dordogne et le FSE**

Depuis 2008, le Département de la Dordogne est gestionnaire d'une subvention globale du Fonds Social Européen (FSE) pour la mise en œuvre de sa politique départementale d'insertion. Au total sur la période de programmation 2014/2020, le Département a bénéficié d'une enveloppe FSE de 7.960.091,20 €. Grâce à cela, le Conseil départemental a pu financer 152 projets portés par une trentaine de structures privées et publiques telles que les ateliers et chantiers d'insertion, les ateliers de remobilisation, les Maisons de l'Enfance à Caractère Social (MECS), le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) Sud Périgord ou encore les services du Département pour des opérations menées en interne. Ce sont près de 8.766 personnes en difficultés socio-professionnelles dont une majorité d'allocataires des minima sociaux qui ont bénéficié de ces actions.

### **L'AGAPE et le FSE :**

L'AGAPE est le regroupement de l'Unité de Gestion FSE – Bordeaux Périgieux Agen (UGBPA) et de la Plateforme de Gestion des Fonds Européens (PGFE), organismes intermédiaires pivots depuis 2011.

Depuis 2018, l'AGAPE est gestionnaire d'une Subvention Globale du Fonds Social Européen (FSE) pour la mise en œuvre de la stratégie et des plans d'actions des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) suivants :

- Le PLIE de l'agenais
- Le PLIE de Bordeaux
- Le PLIE Espace Technowest
- Le PLIE du Grand Périgieux
- Le PLIE du Haut Périgord
- Le PLIE Portes du Sud
- Le PLIE des Sources

L'AGAPE intervient sur un territoire de 210 communes qui regroupent plus de 900 000 habitants. Chaque année, en moyenne, 3 200 participants bénéficient des actions co-financées (dont 45 % d'Allocataires du RSA). Les 10 000 étapes de parcours mobilisées permettent à 600 d'entre elles d'accéder un à emploi durable validé après six mois de retour à l'emploi.

Les opérations mises en œuvre par les PLIE dans le cadre de l'AGAPE sont celles de l'Axe 3 du Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 et concernent principalement des actions d'accompagnement individualisé à l'emploi, de mobilisation, d'acquisition de compétences, de médiation à l'emploi, de développement des clauses sociales, d'animation et de coordination des territoires.

Sur la programmation 2014-2020, l'UGBPA, PGFE puis l'AGAPE ont été délégataires d'une Subvention Globale FSE de 14 626 613,86 €.

### **LE FSE + 2021-2027**

Dans le cadre de la nouvelle programmation des fonds européens pour la période 2021-2027, l'architecture de gestion en matière de FSE demeure inchangée : les Régions sont Autorité de Gestion (AG) pour la mise en œuvre des actions relevant de la formation, l'État conserve, quant à lui, la gestion du FSE + pour la mise en œuvre des actions en matière d'emploi, d'inclusion sociale et professionnelle. C'est dans ce cadre que les Départements comme les PLIE peuvent se positionner en tant qu'Organisme Intermédiaire (OI) pour gérer les fonds FSE + dédiés au volet inclusion.

Le Programme Opérationnel National FSE+ porte sur sept priorités dont : favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale, lutter contre la pauvreté et l'exclusion, accompagner l'insertion des jeunes ... La particularité du Fonds Social Européen nouvelle génération (2021-2027) consiste en :

- L'étendue des publics éligibles ;
- L'extension des périmètres d'actions éligibles au FSE + avec notamment l'intégration d'actions purement sociales sans visée de retour à l'emploi ;
- La baisse significative des enveloppes nationales (entre 10 et 13 %) ;
- L'augmentation du taux de cofinancement porté à 60 %.

### Le Département et le FSE + 2021-2027

C'est dans ce cadre-là que le Département a décliné le périmètre de ses actions pouvant mobiliser des crédits européens FSE + pour la période 2021-2027. Les orientations de la future subvention globale, après des temps d'échanges entre la Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention et le Service des Politiques Territoriales et Européennes, porteraient sur :

- Les actions de remobilisation socio-professionnelle ;
- La mise en œuvre d'actions à vocation purement sociale (sans objectif de retour à l'emploi) avec essentiellement les actions en faveur des Mineurs Non Accompagnés,
- La gestion des ex-crédits IEJ pour poursuivre le financement des actions de repérage et d'accompagnement des jeunes ni en emploi ni en formation ni à l'école (portés actuellement par les Clubs de prévention).

### L'AGAPE et le FSE + 2021-2027

Quant à l'AGAPE, elle poursuit son appui aux PLIE dans la mise en œuvre de leur stratégie définie dans leur Protocole d'Accord et dans le déploiement de leurs plans d'actions pour favoriser le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées.

Les typologies d'actions visés sont les suivantes :

- Le repérage, l'orientation et l'accompagnement individualisé et adapté vers l'emploi
- La levée des freins à l'emploi, comme l'aide à la reprise d'activité, la mobilisation, l'orientation, la valorisation des savoirs faire, ...
- L'animation territoriale, la coordination des acteurs et l'ingénierie
- La médiation à l'emploi et le développement des clauses sociales

Par ailleurs, l'AGAPE élargit son périmètre d'intervention afin de compléter son offre aux territoires dans la dynamisation de l'emploi. Elle interviendra en co-financement des actions visant à anticiper et à accompagner :

- **Les mutations économiques,**

- **Les entreprises sur les aspects liés aux ressources humaines,**
- **La mise en œuvre des démarches de responsabilité sociétale.**

Enfin, les retards pris dans le cadre des accords et des négociations entre les états membres et la commission européenne entraînent un démarrage tardif du nouveau programme évalué au 1er janvier 2022. Cependant et au niveau local, le travail de négociation avec les services de l'État a déjà débuté.

Le Département de la Dordogne a déjà fait savoir dès le début de l'année 2020 (courrier en date du 15 septembre 2020 envoyé à Mme la Préfète de Région) sa volonté de se maintenir en tant qu'organisme gestionnaire de crédits européens pour la future programmation. L'AGAPE a également fait part à Madame la Préfète de Région le 26 septembre 2019 de son souhait de se voir reconduite dans la qualité d'Organisme Intermédiaire sur un périmètre thématique étendu. Dans une lettre en date du 4 juin 2021, Mme la Préfète de Région a décidé de reconduire la délégation de subvention globale au Département de la Dordogne et à l'AGAPE eu égard à « la performance globale affichée durant la période 2014-2020 ». Par ce même courrier, elle invite le Département et l'AGAPE, qui intègre dans son périmètre géographique d'intervention le PLIE Haut Périgord, le PLIE du Grand Périgueux et tout récemment le Plie du Sud Périgord, à se concerter.

Aussi et compte tenu des éléments du courrier de Mme la Préfète de Région, il est demandé aux deux organismes de gestion, le Département de la Dordogne et l'AGAPE de définir un accord de partenariat afin de travailler à une gouvernance renforcée en matière de gestion du FSE + sur notre territoire.

#### **OBJECTIFS GENERAUX DU PRESENT ACCORD CADRE :**

Ainsi, le présent accord cadre entend répondre aux demandes de l'Etat en fixant **le cadre partenarial départemental de mobilisation des crédits du FSE + 2021-2027 sur les politiques de lutte contre la pauvreté et de promotion de l'inclusion.**

Il a pour objectif de rendre explicite la complémentarité des deux organismes intermédiaires dans la gestion des fonds européens qui leur est déléguée, d'éviter tout risque de double financement et de faciliter l'accès des structures, notamment les plus modestes, au FSE +.

Pour cela les deux Organismes Intermédiaires s'engagent à :

#### **ARTICLE 1 – INTERVENTIONS DES ORGANISMES INTERMEDIAIRES ET LIGNES DE PARTAGE**

Les lignes de partage entre les organismes intermédiaires tiennent compte des sept priorités déclinées en objectifs stratégiques.



Les deux organismes intermédiaires interviendront communément dans le cadre de la Priorité 1, spécifiquement dans celui de la Priorité 2 pour le Conseil Départemental et dans celui de la Priorité 3 pour l'AGAPE.

Ainsi, la mise en œuvre de la **Priorité 1 « Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus » - OS H « favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés »** sera partagée entre le Conseil départemental de la Dordogne et les trois PLIE du territoire adhérents à l'AGAPE à savoir le PLIE du Grand Périgueux, le PLIE du Haut Périgord et le PLIE Sud Périgord. Aussi les deux parties s'engagent à respecter :

- Pour les territoires couverts par les 3 PLIE mentionnés supra, une attention particulière sera portée aux opérateurs financés par le biais et/ou intervenant pour le compte des deux Organismes intermédiaires, afin d'éviter toute source de double financement. Pour ce faire et dans les pièces constitutives à tout dépôt de demande, une mention spéciale devra apparaître dans les lettres d'engagement, lettres d'intention et attestation des cofinanceurs précisant que les fonds octroyés en contrepartie du FSE+ dans le cadre des appels à projets lancés réciproquement par l'AGAPE et le Département de la Dordogne, ne sont pas déjà gagés au titre du FSE.
- Pour éviter tout risque de double financement, les structures support des PLIE ne pourront pas obtenir des crédits FSE + dans le cadre des Appels à Projets diffusés par le Conseil Départemental de la Dordogne. Réciproquement, le Conseil Départemental de la Dordogne ne pourra pas obtenir des crédits FSE + dans le cadre des Appels à projets diffusés par l'AGAPE
- Les deux organismes intermédiaires s'engagent à convier lors des instances programmatives respectives les représentants de chaque structure.

**La Priorité 1 - OS L « promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants »** relèvera exclusivement de la subvention globale du Conseil départemental de la Dordogne car les actions éligibles à cet OS sont de la compétence sociale du Département. En outre, les PLIE et leurs structures porteuses ne pourront pas être bénéficiaire de crédits FSE + sur cet Objectif stratégique.

**La Priorité 2 « Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes et renforcer leur employabilité notamment par la réussite éducative » – OS A « améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation de tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et des personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale »** sera exclusivement activée dans le cadre de la subvention globale du Conseil départemental de la Dordogne. En effet, dans le cadre des anciens crédits Initiative Emploi Jeunes de la programmation 2014-2020, le Département a porté deux actions en faveur des publics jeunes ni en emploi, ni en formation, ni à l'école. A ce titre et dans le cadre du

maintien de ses actions de repérage et d'accompagnement il poursuivra ce programme d'intervention au titre du FSE+. Les PLIE et leurs structures porteuses ne pourront pas appeler de FSE sur ce type d'actions

*La Priorité 3 « Améliorer les compétences et les systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économique »* relèvera exclusivement de la subvention globale de l'AGAPE. Dans ce cadre le Conseil départemental de la Dordogne ne pourra pas être porteur de projets.

## **ARTICLE 2 – CADRE DE REFERENCE**

---

**Le cadre de référence s'appliquant dans le cadre de la gestion des fonds européens pour la période de programmation 2021-2027 comporte :**

### **Pour le Département de la Dordogne**

**Le Pacte Départemental d'insertion et le Pacte Territorial d'insertion (PTI)** constituent les documents cadre de la coordination des politiques d'inclusion sur le territoire départemental. Ces documents cadres sont actuellement en cours de révision et devront reprendre les conditions générales de mise en œuvre du FSE Plus telles que décrites dans le présent accord cadre.

**Le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE):** Le Conseil départemental de la Dordogne s'est positionné sur un SPIE thématique ciblant le travail saisonnier.

**Les Protocoles des PLIE de la Dordogne** (Grand Périgueux, Haut Périgord et Sud Périgord) sont signés par le Président du Conseil départemental de la Dordogne. Ces protocoles font référence au présent accord cadre et prennent en compte la stratégie établie dans le cadre des crédits FSE + pour la période 2021/2027.

### **Le Schéma d'Aide sociale à l'Enfance**

#### **Pour l'Organisme Intermédiaire AGAPE :**

Le Protocole du PLIE du Grand Périgueux 2022/2027

Le Protocole du PLIE du Haut Périgord 2022/2027

Le Protocole du PLIE du Sud Périgord 2022/2027

L'article L.5131-2 du code du travail portant sur le rôle des communes et leurs groupements dans l'accès à l'emploi des personnes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle

L'arrêté du 21 décembre 2009 portant cahier des charges des maisons de l'emploi et son avenant du 18 décembre 2013

## ARTICLE 3 – GOUVERNANCE

---

Dans les protocoles d'accord des PLIE, il sera précisé que les financements FSE+ pour la mise en œuvre de leur plan d'actions seront obtenus auprès de l'AGAPE sur les Priorités et OS dont celle-ci aura délégation de gestion.

Le Conseil départemental de la Dordogne étant signataire des 3 Protocoles des PLIE de la Dordogne, il devra y être systématiquement intégrée une mention spéciale précisant les axes stratégiques de gestion FSE + et les conditions de mise en œuvre mentionnés dans le présent accord cadre pour chacune des parties. Sans le respect de cette clause, aucun des protocoles de pourra être soumis au vote des élus et donc signé par le Président du Département.

Les structures PLIE devront donc veiller dans le cadre du renouvellement de leur protocole à associer les directions métiers du département concernés (Direction Economie, Service Insertion, Service des Politiques Territoriales et Européennes). Le Service des Politiques Territoriales et Européenne est le service référent pour l'inscription et la validation des Protocoles en commission permanente.

Le Département est également représenté à chacun des comités de pilotages des structures par les trois directions métiers mentionnés supra. Il examine ainsi l'étude des dossiers présentés au financement FSE + et veille ainsi à coordonner les actions menées sur le territoire.

Le Conseil départemental est également représenté à l'instance de programmation de l'AGAPE sans voix délibérative.

L'AGAPE participe à l'instance de programmation du Conseil départemental de la Dordogne appelée *Comité départemental de programmation du FSE +*.

Ces modalités de gouvernance visent ainsi à éviter tout risque de double financement FSE + sur une même opération, en favorisant le partage d'informations entre les deux Organismes intermédiaires (OI) du territoire de la Dordogne. Elle vise également à promouvoir les échanges entre les deux OI sur la programmation FSE + et sur les possibilités de mobilisation du fonds sur de nouveaux projets.

## ARTICLE 4 - COMMUNICATION

---

Le Conseil départemental de la Dordogne et l'AGAPE s'engagent à publier sur leur site les appels à projets de chacun afin de faciliter l'accès au FSE + pour les porteurs de projets. Chaque OI s'engage par ailleurs à rediriger sans délais vers l'autre OI les dossiers qui lui auraient été transmis par erreur.

En outre, des actions de formation, d'information, de communication et de bilan pourront être menées en commun.

Après accord de l'ensemble des parties signataires, le présent accord-cadre pourra être modifié par voie d'avenant pour faire face à d'éventuelles évolutions qui en modifieraient la pertinence.

Le Président du Conseil départemental de la Dordogne	Le Président de l'AGAPE
Germinal PEIRO	Stéphane PFEIFFER

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.76

Subvention à l'Université de Bordeaux dans le cadre du projet de recherche  
"Etre artiste plasticien aujourd'hui : quelle économie de la création ?".

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Stéphane DOBBELS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 40

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

N° 22.CP.IV.76

Subvention à l'Université de Bordeaux dans le cadre du projet de recherche  
"Etre artiste plasticien aujourd'hui : quelle économie de la création ?".

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 932 / 23 / 6568 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	105 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2022 CP 184106 1	4 000,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	71 000,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

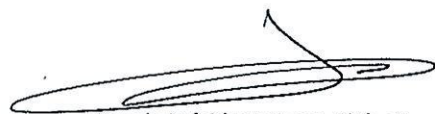
VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-111 du 11 février 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE** à l'Université de Bordeaux la somme de **4.000 €** pour soutenir le projet de recherche  
« Etre artiste plasticien aujourd'hui : quelle économie de la création ? ».



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.77

Convention autorisant l'utilisation de l'infrastructure du Système d'Information Départemental par le Comité Départemental du Tourisme de la Dordogne (CDT 24).

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Stéphane DOBBELS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participations : 12 (Comité Départemental du Tourisme de la Dordogne (CDT 24) - MM. PEIRO, SECRESTAT, CHABREYROU, BOUSQUET; Mmes CHEVALLIER, DUCROCQ, LAFAYE, MARSAT, VOLPATO, LAGOUBIE, HYVOZ, FAURE M-L.)

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.77

Convention autorisant l'utilisation de l'infrastructure du Système d'Information Départemental  
par le Comité Départemental du Tourisme de la Dordogne (CDT 24).

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

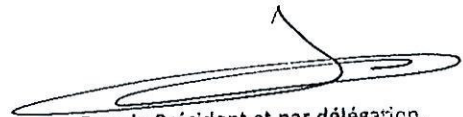
VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la convention ci-annexée, entre le Département de la Dordogne et le Comité Départemental du Tourisme de la Dordogne (CDT 24), autorisant le CDT 24 à accéder au catalogue de services mutualisés du Département.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

**Bruno LAMONERIE**



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.77 DU 20 JUIN 2022

**CONVENTION AUTORISANT  
L'UTILISATION DE L'INFRASTRUCTURE DU  
SYSTEME D'INFORMATION DEPARTEMENTAL  
PAR LE COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME  
DE LA DORDOGNE**

**ENTRE**

***D'UNE PART,***

**Le Département de la Dordogne (CD 24)**

Sis 2, rue Paul Louis Courier - CS11200 - PERIGUEUX (24019 - Dordogne)

Représenté par M. Germinal PEIRO, dûment habilité, en sa qualité de Président du Conseil Départemental, à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

Ci-après dénommé « **le DEPARTEMENT** »

**ET**

***D'AUTRE PART,***

**Le Comité Départemental du Tourisme de la Dordogne (CDT 24)**

Situé au 25, rue du Président Wilson - BP 40032 - PERIGUEUX (24002 - Dordogne)

Représenté par Mme Sylvie CHEVALLIER en sa qualité de Présidente du Comité Départemental du Tourisme de la Dordogne (CDT 24), dûment habilitée en vertu d'une délibération du CDT 24,

Ci-après dénommé « **COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME ou l'Utilisateur** »

Ci-après ensemble indifféremment dénommés « **Partie(s)** ».

## TABLE DES MATIÈRES

---

PREAMBULE .....	4
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION .....	5
ARTICLE 2 - INTEGRALITE DE LA CONVENTION .....	5
ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION .....	5
Article 3.1 Désignation du bien .....	5
Article 3.2 téléphonie fixe : .....	6
Article 3.3 téléphonie mobile : .....	6
Article 3.4 Assistance et support .....	6
ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DES PARTIES .....	6
Article 4.1 Engagements du Département.....	6
Article 4.2 Engagements du Comité Départemental du Tourisme .....	7
ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES .....	7
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES DU SI DEPARTEMENTAL ..	8
Article 6.1 Accès au Système d'Information : .....	8
Article 6.2 Droit d'usage privé : .....	8
Article 6.3 Continuité de service : ( <i>absences - départ – astreinte</i> ) .....	8
Article 6.4 Conformité aux règlements et lois en vigueur : .....	8
Article 6.5 Propriété des biens matériels et immatériels.....	9
ARTICLE 7 - REGLES DE SECURITE APPLICABLES .....	9
Article 7.1 : Authentification .....	9
Article 7.2 : Utilisation du réseau du Département .....	9
Article 7.3 Protection du patrimoine scientifique : .....	9
Article 7.4 Internet : .....	10
Article 7.5 : Limitation des usages et sanctions des abus .....	10
ARTICLE 8 - RESPONSABILITES .....	10
ARTICLE 9 - DUREE ET EFFET .....	10
ARTICLE 10 - RESILIATION .....	11
Article 10.1 : modalités de résiliation .....	11
Article 10.2 : principe de réversibilité .....	11
ARTICLE 11 - AVENANT .....	11
ARTICLE 12 - REGLEMENT DES LITIGES.....	12
ANNEXE N°1.....	13
TABLEAUX FINANCIERS, CATALOGUE DE SERVICES ET UNITES DE COÛTS .....	13
ANNEXE N°2.....	15

MISE EN CONFORMITE AU REGLEMENT EUROPEEN SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – DEPARTEMENT SOUS TRAITANT.....	15
ANNEXE N°3.....	17
PERIMETRE TECHNIQUE DE L'UTILISATION DE L'INFRASTRUCTURE DU CD 24 .....	17
PERIMETRE TECHNIQUE .....	17
Objectifs généraux :.....	18
Les niveaux de support sur les infrastructures de SI du Département.....	18

## PREAMBULE

A tous les niveaux, la coopération entre Collectivités territoriales apparaît aujourd'hui comme une évidence.

Le Comité Départemental du Tourisme de la Dordogne est en charge de la préparation et de la mise en œuvre de la politique touristique du Département.

A ce jour, le Département de la Dordogne et le Comité Départemental du Tourisme de la Dordogne entendent aller plus loin dans ce développement en permettant à ce dernier de bénéficier des catalogues de services mutualisés de la Collectivité.

Ce rapprochement présente de nombreux avantages.

→ Pour le Département :

- Créer, échanger, optimiser des informations et développer l'interactivité de façon dynamique et solidaire ;
- Créer des coopérations renforcées dans des domaines variés, relatifs à la politique touristique du Département.

→ Pour le Comité Départemental du Tourisme de la Dordogne :

- Partager les équipements et les ressources existants ;
- Éviter de nouveaux investissements lourds et permettre des économies de coûts et d'échelle ;
- Disposer d'un niveau de sécurité amélioré en bénéficiant des infrastructures numériques départementales ;
- Disposer d'une expertise technique, facilitant l'exploitation et l'évolution du Système d'Information ;
- Rendre un service final à l'utilisateur de meilleure qualité.

Cependant, ce droit d'accès aux ressources informatiques du Département est soumis à son autorisation.

**A cette fin et compte tenu de ce qui précède, les Parties ont convenu de ce qui suit :**

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Département autorise le CDT 24 à utiliser son infrastructure de Système d'Information (SI) et à bénéficier du marché de télécommunications du Département de la Dordogne.

Le terme « Utilisateur » désigne toute personne ayant accès, dans le cadre de l'exercice de son activité professionnelle, aux ressources du Système d'Information quel que soit son statut.

La présente convention vaut également règlement de bon usage et de sécurité du SI Départemental.

## ARTICLE 2 - INTEGRALITE DE LA CONVENTION

La Convention et ses annexes constituent l'intégralité des points convenus entre les Parties pour l'autorisation d'utilisation des infrastructures du Système d'Information du Département par le CDT 24.

**Elles remplacent et annulent tout autre document et/ou entente établis entre les Parties.**

La Convention est établie et acceptée au titre des documents de référence suivants :

- Les statuts du CDT 24 ;
- Les délibérations prises par le Conseil délibérant du CD 24 et du Conseil d'administration du CDT 24 ;
- Annexe n° 1 : « Tableaux financiers, Catalogues de services et unités de coûts » présentant le détail des prestations du catalogue de services. Ce tableau fera l'objet d'une mise à jour annuelle.
- Annexe n° 2 : « Mise en conformité au Règlement Européen sur la Protection des Données Personnelles – Département Sous-traitant » ;
- Annexe n° 3 : « Périmètre technique de l'utilisation de l'infrastructure du Système d'Information Départemental par le CDT 24 » ;
- Annexe n° 4 : Documents joints « Plan de sécurité des systèmes d'information et mesures de protection des données pour les Systèmes d'Informations hébergés et les plateformes de services numériques mutualisées » et « Plan d'Assurance Sécurité ».

## ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION

### ARTICLE 3.1 DÉSIGNATION DU BIEN

Le Système d'Information, propriété départementale, se définit comme l'ensemble des moyens informatiques et de communications électroniques (*serveurs, réseaux, solution de sécurité, Accès Internet, postes de travail, photocopieurs, systèmes d'exploitation, logiciels, données, bases de données, résultats, etc.*) utilisés par le Département pour traiter les différentes informations utiles dans le cadre de ses missions et les processus associés. A ce titre, seront intégrés les services de téléphonie décrits ci-après.

## ARTICLE 3.2 TÉLÉPHONIE FIXE :

Le Département de la Dordogne propose la mise à disposition du CDT 24, les infrastructures de téléphonie fixe afin de faire bénéficier au Contractant :

- Des tarifs du marché du Conseil Départemental de la Dordogne, permettant une réduction des coûts d'abonnements et de communications ;
- De services évolués : annuaire unique, Téléphonie sur IP, taxation, supervision ;
- De l'assistance et de la maintenance des services.

Le CDT 24 s'engagera à acquérir les postes téléphoniques qui seront connectés sur l'infrastructure du Conseil Départemental de la Dordogne.

## ARTICLE 3.3 TÉLÉPHONIE MOBILE :

Le Département de la Dordogne permet à travers la présente convention de bénéficier des tarifs de service téléphonie mobile du marché de télécommunication du Département et notamment :

- Forfaits voix, SMS, MMS, DATA en illimités, ou au réel,
- Offres spécifiques objets connectés,
- Acquisition de terminaux,
- Services complémentaires (couverture indoor, etc.).

## ARTICLE 3.4 ASSISTANCE ET SUPPORT

L'assistance et le support pour le maintien en condition opérationnelle des infrastructures supportant les applications, à l'exclusion de la gestion du parc informatique (déploiement, installation, sécurité et dépannage des postes informatiques) seront assurées par le Département.

**L'ensemble de ces services sont décrits en annexe à la Convention.**

## ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DES PARTIES

### ARTICLE 4.1 ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à :

- Autoriser l'accès (en tout ou partie) aux infrastructures du Système d'Information dans les conditions présentement décrites ci-dessous et à en faciliter l'usage pour le CDT 24 ;
- Mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour sécuriser le Système d'Information et fournir les protections nécessaires pour le CDT 24 utilisateur ;
- Informer le CDT 24 de toute opération, incident ou de toute intervention nécessaire, susceptible de perturber ou d'interrompre l'utilisation habituelle des ressources informatiques ;

- Respecter et maintenir un équilibre financier tel que décrit ci-après.

## ARTICLE 4.2 ENGAGEMENTS DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DE LA DORDOGNE

LE CDT 24 s'engage à :

- Transmettre l'ensemble des données dont il dispose dans le cadre d'un choix d'externalisation des serveurs applicatifs ou fichiers sur les infrastructures du Département ;
- Faire un bon usage du SI Départemental, notamment en respectant ses règles d'usage et de sécurité telles que présentement décrites ;
- Verser au Département la redevance due par elle au titre de l'utilisation du SI Départemental ;
- Rembourser le département des coûts liés à la téléphonie fixe et mobile ;
- S'acquitter des coûts liés à la maintenance des logiciels dont elle a fait elle-même l'acquisition.

## ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES

La présente convention ne vise aucun bénéfice financier.

LE CDT 24 compensera le coût du service conformément aux dispositions visées à l'annexe 1 par l'acquittement d'une redevance annuelle au titre de l'utilisation du SI Départemental comprenant notamment une contribution financière aux charges d'alimentation.

Le montant de la redevance est calculé sur la base :

- o d'un prorata basé sur les coûts d'achats de logiciels et de matériels, les charges de maintenance divisées par la durée de vie,\*
- o d'un prorata basé sur les coûts globaux et mutualisés des abonnements de télécommunications (par exemple : accès Très Haut Débit Internet, service de téléphonie illimité) divisés par le nombre d'utilisateurs ou d'accès techniques mutualisés, \*
- o au coût réel lié à des consommations et/ou à des abonnements, \*

\* des charges indirectes, telles que la consommation électrique, les coûts horaires de personnels correspondant aux interventions des personnels du Département, peuvent être ajoutées.

- Le cas échéant, partiellement ou totalement, le CDT 24 rétribuera le Département pour l'utilisation de tout autre service numérique fourni (par exemple : des espaces collaboratifs sur l'Intranet, SIG, etc.).

Le non-paiement d'un seul terme entraînera la résiliation automatique de la présente convention.

Chaque année, le Département devra obligatoirement établir et fournir un Rapport lié aux services consommés. Ce rapport présente, décrit et fixe les coûts complets affectables au CDT 24. Suivant la clôture des comptes du CDT 24 ce Rapport est établi en début d'année de l'Exercice comptable suivant.

### **Complément organisationnel**

Toute extension du périmètre d'utilisation du SI par le CDT 24 donne lieu à une évaluation des coûts financiers induits. À ce titre, le CDT 24 informera en temps utile le Département de toutes les modifications du périmètre de son Système informatique.

Le Département peut être tenu pour des obligations règlementaires ou des nécessités techniques de faire évoluer le périmètre technique des infrastructures de SI. Dans ce cas, le Département s'engage à prévenir le CDT 24 des impacts financiers induits par ce changement. Le Département se réserve le droit de facturer un surcoût associé à ces opérations d'évolution.

L'annexe précisant les services portés par la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique (DSIN) du Département au CDT 24 sera obligatoirement actualisée chaque année.

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES DU SI DEPARTEMENTAL**

### **ARTICLE 6.1 ACCÈS AU SYSTÈME D'INFORMATION**

Le droit d'accès présentement consenti au CDT 24 est personnel et inaccessibles. Toute tentative d'accès à des informations détenues le cas échéant, par d'autres Utilisateurs, est considérée comme illicite. Les mots de passe constituent une des mesures de sécurité destinée à éviter toute utilisation malveillante ou abusive.

### **ARTICLE 6.2 DROIT D'USAGE PRIVÉ**

L'utilisation ponctuelle du Système d'Information à titre privé est admise sous réserve qu'elle soit licite, non lucrative et raisonnable en termes de fréquence et de durée. Il appartient à l'Utilisateur de conserver ses données à caractère privé dans un espace prévu à cet effet en mentionnant le caractère privé sur la ressource de stockage.

### **ARTICLE 6.3 CONTINUITÉ DE SERVICE : (ABSENCES - DÉPART - ASTREINTE)**

Aux seules fins d'assurer la continuité de service, notamment s'agissant des astreintes, l'agent du CDT 24 informe sa hiérarchie des modalités lui permettant d'accéder aux ressources mises spécifiquement à sa disposition.

### **ARTICLE 6.4 CONFORMITÉ AUX RÈGLEMENTS ET LOIS EN VIGUEUR**

#### **Respect de la protection des données personnelles**

Le CDT 24 et ses agents utilisateurs du Système d'Information se doivent de respecter les dispositions légales en matière de traitement de données à caractère personnel, conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement UE 2016/679 dit RGPD) et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Libertés » modifiée.

En particulier, le CDT 24 est tenu de nommer un Délégué à la protection des données, de tenir un registre de traitement et de procéder aux analyses d'impact sur la protection de la vie privée nécessaires.



### Respect de la législation concernant le droit à la vie privée

- Le droit à la vie privée, le droit à l'image et le droit de représentation impliquent qu'aucune image ou information relative à la vie privée d'autrui ne doit être mise en ligne sans l'autorisation de la personne intéressée.

### Respect des lois concernant la diffusion de l'information

- La diffusion de messages diffamatoires ou injurieux, les provocations, l'accès, la détention, la diffusion d'images à caractère pédophile, la publication d'informations confidentielles sont strictement interdits.

## ARTICLE 6.5 PROPRIÉTÉ DES BIENS MATÉRIELS ET IMMATÉRIELS

Les biens matériels et immatériels actuels et ceux à venir restent propriété de la Collectivité qui en a fait l'acquisition sauf s'agissant des postes de téléphonie acquis par le CDT 24.

## ARTICLE 7 - REGLES DE SECURITE APPLICABLES

### **Les règles de sécurité s'appuient sur l'annexe n°4 qui décrit le plan de sécurité des Systèmes d'Informations et les plateformes de services mutualisés**

#### ARTICLE 7.1 : AUTHENTIFICATION

L'Utilisateur ne doit pas utiliser son mot de passe professionnel pour un usage privé (Exemple : connexion sur un site Internet grand public). Il doit absolument éviter, par ailleurs, de l'utiliser dans un environnement non sûr (hot spot wifi, cybercafé...). En aucun cas, il ne doit communiquer ce mot de passe à un tiers ; tout courriel lui demandant de fournir un identifiant ou un mot de passe doit être ignoré et, éventuellement, signalé au Responsable de la Sécurité du Système d'Information du Département.

#### ARTICLE 7.2 : UTILISATION DU RÉSEAU DU DÉPARTEMENT

L'Utilisateur s'engage à ne pas connecter aux réseaux locaux des matériels autres que ceux confiés ou autorisés par le Département. L'usage de points d'accès wifi est soumis à réglementation.

Tout équipement informatique du CDT 24 raccordé sur le réseau du Département (directement ou indirectement) doit être conforme (mise à jour de sécurité quotidienne des postes informatiques, antivirus professionnels mis à jour, applications mises à jour).

#### ARTICLE 7.3 PROTECTION DU PATRIMOINE SCIENTIFIQUE

L'Utilisateur s'engage à ne pas déposer des données professionnelles sur un serveur externe et/ou ouvert au grand public (Google, Free, Orange, ...) sans analyse de risques préalable réalisée en concertation avec le Chargé de Sécurité du Système d'Information du Département. Il doit veiller à assurer la protection des informations sensibles de l'unité en évitant de les transporter sans protection (telle qu'un chiffrement) sur des supports mobiles (ordinateurs portables, clés USB, disques externes, etc.).

En cas de découverte d'une anomalie affectant le Système d'Information, notamment une intrusion ou une tentative d'accès illicite à son propre compte, l'Utilisateur doit avertir dans les meilleurs délais le Chargé de Sécurité du Système d'Information de son entité (ou, à défaut, le Responsable de la Sécurité du Système d'Information du Département). Pour des raisons de maintenance corrective, curative ou évolutive, le Département se réserve la possibilité de réaliser des interventions (le cas échéant à distance) sur les ressources mises à la disposition des Utilisateurs.

Les personnels chargés des opérations de maintenance et de contrôle des Systèmes d'Informations sont soumis à l'obligation de discrétion.

#### ARTICLE 7.4 INTERNET

Tout téléchargement de documents numériques (textes, sons, images, vidéos, etc.) doit s'effectuer dans le respect des lois et règlements en vigueur. Toute publication de pages d'information sur les sites internet ou intranet du Département doit être validée par un responsable de site ou responsable de publication.

La mise en œuvre d'un serveur accessible de l'extérieur doit être déclarée à la Direction des Systèmes d'Information, administratrice du réseau, pour en autoriser l'accès. En cas d'incident, le Département se réserve le droit, après information des utilisateurs, de filtrer ou d'interdire l'accès à certains sites, de procéder au contrôle des sites visités.

Certaines unités, notamment les unités mixtes de recherche, peuvent imposer des restrictions d'accès en raison d'un niveau de sécurité plus élevé ou classifié défense ; des règles spécifiques figurent alors dans la Politique de Sécurité du Système d'Information de ces unités.

#### ARTICLE 7.5 : LIMITATION DES USAGES ET SANCTIONS DES ABUS

En cas de non-respect des règles ci-dessus définies, le Département pourra, sans préjuger des poursuites ou procédures de sanctions pouvant être engagées à l'encontre des personnels, limiter les usages par mesure conservatoire. Le CDT24 est responsable de la sécurité de son parc informatique.

Une utilisation malveillante ou un piratage survenant à la suite d'une négligence par un Utilisateur du CDT 24 (divulgarion de mot de passe, utilisation d'une clé USB sur un poste informatique non sécurisé, etc.), engagera la responsabilité du CDT 24 notamment sur les dommages pouvant être occasionnés sur les données hébergés sur le SI du Département et pouvant amener une responsabilité financière correspondant aux frais engagés pour un retour à la normale pour le Département.

Tout abus dans l'utilisation des ressources mises à la disposition de l'utilisateur à des fins extraprofessionnelles est passible de sanctions. Outre les sanctions pénales prévues par le Code pénal, les personnels encourent des sanctions disciplinaires conformément aux dispositions législatives, réglementaires et statutaires en vigueur.

#### ARTICLE 8 - RESPONSABILITES

L'Utilisateur est responsable, en tout lieu, de l'usage qu'il fait du Système d'Information auquel il a accès. Il a une obligation de réserve et de confidentialité à l'égard des informations et documents auxquels il accède. Cette obligation implique le respect des règles d'éthique professionnelle et de déontologie.

En tout état de cause, l'Utilisateur est soumis au respect des obligations résultant de son statut ou de son contrat.

#### ARTICLE 9 - DUREE ET EFFET

La présente convention est conclue pour une durée de quatre ans à compter de la signature sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention.

## ARTICLE 10 - RESILIATION

### ARTICLE 10.1 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

La présente Convention est conclue à titre précaire et révocable.

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente Convention, celle-ci pourra être résiliée soit de plein droit par le Département, soit d'un accord commun entre les Parties à l'expiration d'un préavis de 3 mois. Dans cette dernière hypothèse, les Parties se rapprocheront afin d'évaluer de concert les modalités de sortie de la Convention.

En cas de fin, rupture ou non renouvellement de la Convention, chaque Partie s'oblige à assurer une réversibilité du dispositif au profit de toute autre Partie restant engagée.

### ARTICLE 10.2 : PRINCIPE DE RÉVERSIBILITÉ

Le principe de réversibilité du dispositif assure le transfert des services hébergés par le Département vers un nouvel environnement désigné par le CDT 24. Ce transfert permet la reprise par le CDT 24 ou tout tiers désigné par le CDT 24 des services hébergés lors de la phase de réversibilité.

La mise en œuvre du principe se déroule obligatoirement dans les 3 mois suivant la réunion de lancement du projet de réversibilité.

À ce titre et à la suite de la cessation de la Convention pour quelque cause que ce soit, le Département s'engage à mettre en œuvre la réversibilité afin que le CDT 24 ou tout tiers désigné par le CDT 24 puisse reprendre, les données confiées au Département.

Au terme de la Convention pour quelque cause que ce soit et dans le cadre de la réversibilité, le Département restituera au CDT 24 ou à tout tiers désigné par le CDT 24 :

- Un état des machines physiques ou virtuelles à date d'arrêt de la Convention ;
- L'ensemble des livrables en leur état d'avancement ou d'achèvement ;
- L'ensemble des composantes de l'Environnement logiciels (y compris les codes-sources associés à leur dernier niveau de version) et/ou documentaires que le CDT 24 lui aurait transmis pour l'exécution de la réversibilité ;
- Tout élément qui aurait été mis à la disposition du Département par le CDT 24 au titre de la Convention.

Le Département s'engage à ne conserver aucune copie des éléments susmentionnés à l'issue de la recette de réversibilité. Tout document non-remis au CDT 24 devra être détruit par le Département.

## ARTICLE 11 - AVENANT

Toute modification de la Convention doit donner obligatoirement lieu à l'établissement et à la signature d'un avenant sans que celle-ci ne puisse remettre en cause les dispositions de l'article 1 précité.

## ARTICLE 12 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la Convention fait obligatoirement l'objet d'une tentative de conciliation amiable entre les Parties avant toute autre procédure.

En cas de non-conciliation ou de contestation, le Tribunal Administratif de Bordeaux est seul-compétent pour connaître dudit litige.

Fait le.....à Périgueux, en deux (2) exemplaires.

**Le Conseil Départemental de la Dordogne,**

Représenté par Germinal PEIRO

En sa qualité de Président

**Le Comité Départemental du Tourisme de la Dordogne,**

Représenté par Sylvie CHEVALLIER

En sa qualité de Présidente

# ANNEXE N°1

## TABLEAUX FINANCIERS, CATALOGUE DE SERVICES ET UNITES DE COUTS

Estimation financière sur 1 année :

UTILISATION INFRASTRUCTURE SI CD24	Qté ou Prorata	Cout Unitaire	total Unitaire	Unité(s) annuelle	Total TTC
<b>Estimation utilisation des solutions du catalogue de service</b>					
<b>Services de téléphonie mobile</b>					
Téléphonie mobile Forfait illimité Voix/SMS/MMS France Data 10Go	4	11,40 €	45,60 €	12	547,20 €
Téléphonie mobile Forfait illimité Voix/SMS/MMS France Data 5Go	5	7,80 €	39,00 €	12	468,00 €
Téléphonie Forfait Voix/SMS/MMS illimités	4	2,64 €	10,56 €	12	126,72 €
				<b>TOTAL TTC</b>	<b>1 141,92 €</b>

### Catalogue de service - UNITES DE VALEURS (couts mensuels TTC)

Année 2022	€ TTC
Serveurs : 1 VCPU & 4 Go RAM	2,96 €
Stockage : 10 Go sécurisés	0,30 €
Sauvegarde : 10 Go	0,36 €
Internet haut débit sécurisé 1Mbits	2,80 €
Accès réseau MAN - 1 Gbits	259,20 €
Accès MAN - 10 Go	360,00 €
Solution sécurité UTM-Pare-feu / User	2,04 €
Solution SIEM / Logs	0,57 €
Téléphonie : 1 Canal SIP	4,92 €
Téléphonie : 1 SDA	0,25 €
Téléphonie : communications illimitées (vers fixes et mobiles)	16,42 €
Licence Rainbow Business 12 mois	1,88 €
Licence Rainbow Business 36 mois	1,85 €
Licence Rainbow Enterprise 12 mois	3,76 €
Licence Rainbow Enterprise 36 mois	3,66 €
Téléphonie mobile Forfait Voix illimité national	2,64 €
Téléphonie mobile Forfait illimité Voix/SMS/MMS France Data 1Go	6,00 €
Téléphonie mobile Forfait illimité Voix/SMS/MMS France Data 5Go	7,80 €
Téléphonie mobile Forfait illimité Voix/SMS/MMS France Data 10Go	11,40 €
Téléphonie mobile Forfait illimité Voix/SMS/MMS France Data 20Go	13,80 €
Téléphonie mobile Forfait illimité Voix/SMS/MMS France Data 50Go	39,00 €
Service Data illimité smartphone 1 Go	3,00 €
Service Data illimité smartphone 5 Go	4,80 €
Service Data illimité smartphone 10 Go	8,40 €
Service Data illimité smartphone 20 Go	10,80 €
Service Data illimité smartphone 50 Go	36,00 €
Forfait tablette illimité avec carte 4G 5Go	7,44 €
Forfait tablette illimité avec carte 4G 10Go	11,04 €
Forfait tablette illimité avec carte 4G 20Go	13,44 €
Forfait tablette illimité avec carte 4G 50Go	38,64 €
Forfait internet illimité avec carte 4G 5Go	7,44 €
Forfait internet illimité avec carte 4G 10Go	11,04 €
Forfait internet illimité avec carte 4G 20Go	13,44 €

Forfait internet illimité avec carte 4G 50Go	<b>38,64 €</b>
Accès Internet Abonnement VDSL	<b>42,24 €</b>
Accès Internet Abonnement ADSL Max 20Mbps	<b>37,44 €</b>
Accès Internet symétrique 100 Mbps FO	<b>450,00 €</b>
Accès internet symétrique 500 Mbps FO	<b>940,80 €</b>
Accès internet Abonnement FTTH 300M burst internet	<b>58,32 €</b>
Bureau virtuel sécurisé - Cloud privé	<b>25,00 €</b>
Nom de domaine	<b>3,00 €</b>
Maintenance&Supervision / serveur	<b>30,00 €</b>
Hébergement - Baie réseau 1 U	<b>10,00 €</b>
Hébergement - Baie système 1 U	<b>30,00 €</b>
Licence O365 Exchange Online	<b>1,78 €</b>
Licence Office 365 F1	<b>2,71 €</b>
Licence Office 365 E1	<b>5,78 €</b>
Licence Office 365 E3	<b>17,38 €</b>
Licence M365 F1	<b>1,64 €</b>
Licence O365 EMS	<b>8,72 €</b>
CoreCalBridge O365	<b>2,37 €</b>
Licence Fsecure RDR - DEVICE	<b>0,76 €</b>
Licence Fsecure PSB - SERVER	<b>1,96 €</b>
Licence CITRIX / USER	<b>3,85 €</b>
Licence CITRIX / USER Abonnements	<b>4,62 €</b>
Licence RDS / DEVICE	<b>0,98 €</b>
Gestion de parc - Basic / User	<b>9,44 €</b>
Impression - Reprographie A4 Forfait NB/C	<b>0,022 €</b>

## ANNEXE N°2

### MISE EN CONFORMITE AU REGLEMENT EUROPEEN SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – DEPARTEMENT SOUS TRAITANT

La présente annexe a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Département sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du CDT24, les opérations de traitement de données à caractère personnel.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD).

#### 1. Les engagements du sous-traitant

A cet effet, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données conformément aux instructions du CDT24. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition relative à la protection des données, il en informe immédiatement le CDT24 par envoi électronique à l'adresse [dpo-cdtdordogne@racine.eu](mailto:dpo-cdtdordogne@racine.eu)
- En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit en informer le CDT24 ;
- Garantir la confidentialité des données personnelles traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles, en vertu du présent contrat,
  - o S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - o Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception (Privacy by design) et de protection des données par défaut (Privacy by default) ;
- Aider le CDT24 pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et, le cas échéant, pour la réalisation des contrôles de la CNIL ;
- En fonction de l'analyse d'impact, assurer la sécurité des données personnelles et mettre en place les mesures de sécurité appropriées aux risques décelés ;

- Mettre à la disposition du CDT24 la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le CDT24 ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ;
- Détruire toutes les données à la fin de la prestation et/ou renvoyer au CDT24 les données personnelles en justifiant de la destruction de toutes les copies existantes dans les locaux ou les systèmes d'information du sous-traitant ;

## **2. Sous-traitance ultérieure**

Le Département peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit ou par voie électronique le CDT24 de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le silence du CDT24 dans un délai de 15 jours à compter de la notification du choix du sous-traitant ultérieur vaut acceptation.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations de la présente annexe pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au Département de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes au regard des exigences du RGPD. Dans le cas contraire, le Département demeure pleinement responsable devant l'CDT24 de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

## **3. Droits des personnes concernées**

Le sous-traitant doit aider le CDT24 à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée). Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception au CDT24 sur l'adresse [dpo-cdt24@dordogne.fr](mailto:dpo-cdt24@dordogne.fr).

## **4. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie au CDT24 toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite auprès du Délégué à la Protection des Données en l'accompagnant de toute documentation utile afin de permettre au CDT24, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL et d'informer ses collectivités membres. A la demande du CDT24, le sous-traitant communique éventuellement, au nom et pour le compte du CDT24, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

## **5. Délégué à la protection des données**

Le Délégué à la Protection des données du Département de la Dordogne est joignable à l'adresse [protectiondesdonnees@dordogne.fr](mailto:protectiondesdonnees@dordogne.fr)



# ANNEXE N°3

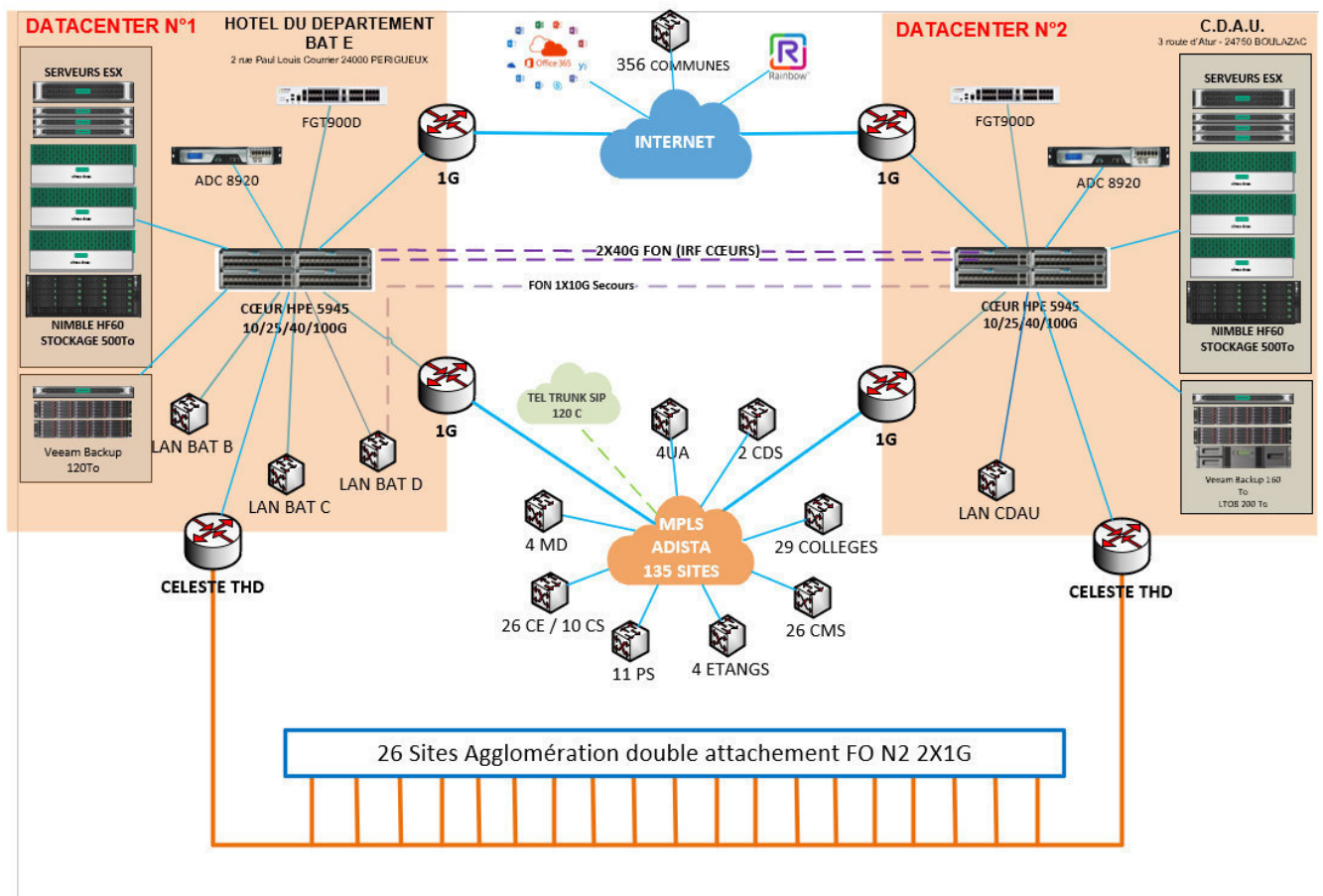
## PERIMETRE TECHNIQUE DE L'UTILISATION DE L'INFRASTRUCTURE DU CD24

Le CDT24 utilise des solutions proposées au catalogue de service du Département de la Dordogne. Ces solutions s'appuient sur l'ingénierie et les infrastructures numériques présentées ci-dessous.

### PERIMETRE TECHNIQUE

#### Architecture technique du Département de la Dordogne

Les infrastructures sécurisées du Système d'Information du Département s'appuient sur une infrastructure de télécommunications très haut débit, et sur deux centres de traitement informatique situés à l'Hôtel du Département, 2 rue Paul Louis Courier, Périgueux et au Centre Départemental de l'Alerte et de l'Urgence, 3 route d'Atur, Boulazac.



## OBJECTIFS GÉNÉRAUX :

- Proposer un environnement technique flexible et performant
- Assurer la continuité d'activité sur les services d'annuaires et les accès réseaux
- Assurer un haut niveau de disponibilité et une reprise d'activité sous 24H ouvrées en cas d'incident majeur pour les applications et services métiers
- Assurer la sécurité des réseaux de données par une segmentation des environnements du CD24 et des partenaires hébergés, qui garantit l'étanchéité des systèmes

## LES NIVEAUX DE SUPPORT SUR LES INFRASTRUCTURES DE SI DU DÉPARTEMENT

Le support technique assuré sur les infrastructures consolidées se caractérise par plusieurs niveaux de service.

### **Niveau 1 : Supervision de l'infrastructure de mutualisation**

Vérification du bon fonctionnement de l'hyperviseur, des serveurs de virtualisation, de l'environnement de stockage sécurisé

- La supervision consiste à vérifier que les serveurs virtuels s'exécutent correctement.

### **Niveau 2 : Maintien du Serveur en Condition Opérationnelle**

Vérification du bon fonctionnement de la machine virtuelle au sens système d'exploitation. La mémoire, les processeurs, les espaces disques et certains processus Windows sont supervisés.

- Ce niveau de service garanti le fonctionnement du Système d'Exploitation

### **Niveau 3 : Maintien du Serveur en Condition Opérationnelle et Surveillance Applicative**

Même niveau de service que le niveau 2 avec une surveillance du fonctionnement de l'application et du ou des processus fonctionnel(s) : exemple : vérification que le service web est fonctionnel et que la navigation pour le citoyen est performante ; vérification que les traitements comptables fonctionnent (vérification présence de fichiers logs) etc.

- Ce niveau de service garanti le fonctionnement du Système d'Exploitation et assure une surveillance de l'application ou de la fonction métier du serveur. Dans le cas d'un défaut constaté, le Département prévient les administrateurs pour qu'ils interviennent ou qu'ils sollicitent leurs éditeurs en charge du support sur l'application ou le processus.

### **Niveau 4 : Maintien de l'Application en Condition Opérationnelle :**

En plus de la vérification du bon fonctionnement de la machine virtuelle au sens système d'exploitation (mémoire, processeurs, espaces disques, processus windows) et du fonctionnement de l'application. Le support intervient pour diagnostiquer et résoudre le problème sur l'application ou le processus métier défaillant.

- Ce niveau de service garanti le fonctionnement de l'application ou de la fonction métier.

### **Niveau 5 : Maintien en condition opérationnelle d'un processus fonctionnel**

Ce niveau de service ajoute au niveau 4, une supervision transversale des processus métiers hébergés et rassemble l'ensemble des éléments techniques à superviser. Le support intervient donc sur l'ensemble du périmètre, réseau, serveur, traitements techniques pour assurer que la fonction hébergée soit opérationnelle.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.78

Convention autorisant l'utilisation de l'infrastructure du Système d'Information Départemental par l'Agence Culturelle Départementale Dordogne-Périgord (ACDDP).

DATE DE LA CONVOCATION : 13/06/2022

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Catherine BEZAC-GONTHIER, Christelle BOUCAUD, Pascal BOURDEAU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Corinne DUCROCQ, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Raphaëlle LAFAYE, Bruno LAMONERIE, Jean-Michel MAGNE, Serge MERILLOU, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Marie-Claude VARAILLAS

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Catherine BEZAC-GONTHIER, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Bruno LAMONERIE, Cécile LABARTHE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Patricia LAFON-GAUTHIER donne pouvoir à Germinal PEIRO, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Benoît SECRESTAT, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Serge MERILLOU, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Mireille VOLPATO donne pouvoir à Christelle BOUCAUD

ABSENT EXCUSÉ SANS POUVOIR : Jacques AUZOU.

RAPPORTEUR : Stéphane DOBBELS

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour : 30

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participations : 10 (Agence Culturelle Départementale Dordogne-Périgord (ACDDP) - MM. CIPIERRE, TEILLAC, CHABREYROU, SAUTREAU, RANOUX Mmes ANGLARD, LAFON-GAUTHIER, BOUCAUD, HYVOZ, FAURE M-L. )

Excusés sans pouvoir : 1

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 JUIN 2022

---

N° 22.CP.IV.78

Convention autorisant l'utilisation de l'infrastructure du Système d'Information Départemental par l'Agence Culturelle Départementale Dordogne-Périgord (ACDDP).

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la convention ci-annexée, à conclure entre le Département de la Dordogne et l'Agence Culturelle Départementale Dordogne-Périgord (ACDDP), autorisant l'utilisation de l'infrastructure du Système d'Information Départemental par cette dernière.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre, au nom et pour le compte du Département.



Pour le Président et par délégation,  
le Vice-président chargé  
de l'administration générale, des finances  
et de la commande publique,

Bruno LAMONERIE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 22.CP.IV.78 DU 20 JUIN 2022.

**CONVENTION AUTORISANT  
L'UTILISATION DE L'INFRASTRUCTURE DU  
SYSTEME D'INFORMATION DEPARTEMENTAL  
PAR L'AGENCE CULTURELLE DÉPARTEMENTALE  
DORDOGNE-PÉRIGORD**

**ENTRE**

***D'UNE PART,***

**Le Département de la Dordogne (CD 24)**

Sis 2, rue Paul Louis Courier - CS11200 - à PERIGUEUX (24019 - Dordogne)

Représenté par M. Germinal PEIRO, dûment habilité, en sa qualité de Président du Conseil Départemental, à signer en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV. du 20 juin 2022,

Ci-après dénommé « le Département »

**ET**

***D'AUTRE PART,***

**L'Agence Culturelle Départementale Dordogne-Périgord (ACDDP 24)**

Située au 2, place Hoche à PERIGUEUX (24000 - Dordogne)

Représentée par Mme Régine ANGLARD agissant en sa qualité de Vice-présidente de l'Agence Culturelle Départementale Dordogne-Périgord, dûment habilitée en vertu d'une délibération du Conseil Départemental,

Ci-après dénommée « **AGENCE CULTURELLE DÉPARTEMENTALE DORDOGNE-PÉRIGORD ou l'Utilisateur** »

Ci-après ensemble indifféremment dénommés « **Partie(s)** ».

## TABLE DES MATIÈRES

---

PREAMBULE .....	4
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION .....	5
ARTICLE 2 – INTEGRALITE DE LA CONVENTION .....	5
ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION .....	5
Article 3.1 Désignation du bien .....	5
Article 3.2 téléphonie fixe : .....	5
Article 3.3 téléphonie mobile : .....	6
Article 3.4 Assistance et support .....	6
ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DES PARTIES.....	6
Article 4.1 Engagements du Département.....	6
Article 4.2 Engagements de l'AGENCE CULTURELLE DÉPARTEMENTALE DORDOGNE-PÉRIGORD	7
ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES.....	7
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES DU SI DEPARTEMENTAL ..8	
Article 6.1 Accès au Système d'Information : .....	8
Article 6.2 Droit d'usage privé : .....	8
Article 6.3 Continuité de service : ( <i>absences - départ – astreinte</i> ).....	8
Article 6.4 Conformité aux règlements et lois en vigueur : .....	8
Article 6.5 Propriété des biens matériels et immatériels.....	9
ARTICLE 7 : REGLES DE SECURITE APPLICABLES .....	9
Article 7.1 : Authentification .....	9
Article 7.2 : Utilisation du réseau du Département .....	9
Article 7.3 Protection du patrimoine scientifique : .....	9
Article 7.4 Internet : .....	9
Article 7.5 : Limitation des usages et sanctions des abus .....	10
ARTICLE 8 : RESPONSABILITES .....	10
ARTICLE 9 : DUREE ET EFFET .....	10
ARTICLE 10 : RESILIATION .....	10
Article 10.1 : modalités de résiliation .....	10
Article 10.2 : principe de réversibilité.....	11
ARTICLE 11 : AVENANT .....	11
ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES.....	11
ANNEXE N°1 .....	13
TABLEAUX FINANCIERS, CATALOGUE DE SERVICES ET UNITES DE COÛTS .....	13
ANNEXE N°2.....	15

MISE EN CONFORMITE AU REGLEMENT EUROPEEN SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – DEPARTEMENT SOUS TRAITANT.....	15
ANNEXE N°3.....	17
PÉRIMÈTRE TECHNIQUE DE L'UTILISATION DE L'INFRASTRUCTURE DU SYSTÈME D'INFORMATION DÉPARTEMENTAL PAR L'ACDDP 24.....	17
PERIMETRE TECHNIQUE .....	17
Objectifs généraux.....	18
Les niveaux de support sur les infrastructures de SI du Département.....	18

## PREAMBULE

A tous les niveaux, la coopération entre Collectivités territoriales apparaît aujourd'hui comme une évidence.

L'Agence Culturelle Départementale Dordogne-Périgord, Etablissement public administratif départemental, créée à l'initiative du Département le 1<sup>er</sup> février 2008 et dont il est membre, apparaît d'ailleurs comme un acteur incontournable du développement de la vie culturelle en Dordogne.

A ce jour, le Département et l'Agence Culturelle Départementale Dordogne-Périgord entendent aller plus loin dans ce développement en permettant à cette dernière d'utiliser le Système d'Information du Département.

Ce rapprochement présente de nombreux avantages.

→ Pour le Département :

- Créer, échanger, optimiser des informations et développer l'interactivité de façon dynamique et solidaire ;
- Créer des coopérations renforcées dans des domaines variés, relatifs à la politique culturelle du Département.

→ Pour l'Agence Culturelle Départementale Dordogne-Périgord :

- Partager les équipements et les ressources existants ;
- Éviter de nouveaux investissements lourds et permettre des économies de coûts et d'échelle ;
- Disposer d'un niveau de sécurité amélioré en bénéficiant des infrastructures numériques Département,
- Disposer d'une expertise technique, facilitant l'exploitation et l'évolution du Système d'Information ;
- Rendre un service final à l'utilisateur de meilleure qualité.

Cependant, ce droit d'accès aux ressources informatiques du Département est soumis à son autorisation.

**A cette fin et compte tenu de ce qui précède, les Parties ont convenu de ce qui suit :**



## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Département autorise L'ACDDP 24 à utiliser son infrastructure de Système d'Information (SI).

L'ACDDP 24 s'entend comme un corps constitué et comprend ses agents et élus utilisateurs.

Le terme « Utilisateur » désigne toute personne ayant accès, dans le cadre de l'exercice de son activité professionnelle, aux ressources du Système d'Information quel que soit son statut.

La présente convention vaut également règlement de bon usage et de sécurité du SI Départemental.

## ARTICLE 2 - INTEGRALITE DE LA CONVENTION

La Convention et ses annexes constituent l'intégralité des ententes convenues entre les Parties pour l'autorisation d'utilisation des infrastructures de Système d'Information du Département par l'ACDDP 24.

**Elles remplacent et annulent tout autre document et/ou entente établis entre les Parties.**

La Convention est établie et acceptée au titre des documents de référence suivants :

- Les statuts de l'ACDDP 24 ;
- Les délibérations prises par le Conseil délibérant du CD 24 et du Conseil d'administration de l'ACDDP 24 ;
- Annexe n°1 : « Tableaux financiers, Catalogues de services et unités de couts » présentant le détail des prestations du catalogue de services. Ce tableau fera l'objet d'une mise à jour annuelle ;
- Annexe n° 2 : « Mise en conformité au Règlement Européen sur la Protection des Données Personnelles – Département Sous-traitant » ;
- Annexe n° 3 : « Périmètre technique de l'utilisation de l'infrastructure du Système d'Information Départemental par l'ACDDP 24 » ;
- Annexe n° 4 : Documents joints « Plan de sécurité des Systèmes d'Informations et mesures de protection des données pour les Systèmes d'informations hébergés et les plateformes de services numériques mutualisées » et « Plan d'Assurance Sécurité ».

## ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION

### ARTICLE 3.1 DÉSIGNATION DU BIEN

Le Système d'Information, propriété départementale, se définit comme l'ensemble des moyens informatiques et de communications électroniques (*serveurs, réseaux, solution de sécurité, accès Internet, postes de travail, photocopieurs, systèmes d'exploitation, logiciels, données, bases de données, résultats, etc.*) utilisés par le Département pour traiter les différentes informations utiles dans le cadre de ses missions et les processus associés. A ce titre seront intégrés les services de téléphonie décrits ci-après.

### ARTICLE 3.2 TÉLÉPHONIE FIXE :

Le Département de la Dordogne met à disposition de l'ACDDP 24, les infrastructures de téléphonie fixe afin de faire bénéficier au Contractant :

- Des tarifs du marché du Conseil Départemental de la Dordogne, permettant une réduction des coûts d'abonnements et de communications ;
- De services évolués : annuaire unique, Téléphonie sur IP, taxation, supervision ;
- De l'assistance et de la maintenance des services.

L'ACDDP 24 s'engage à acquérir les postes téléphoniques qui seront connectés sur l'infrastructure du Conseil Départemental de la Dordogne.

### ARTICLE 3.3 TÉLÉPHONIE MOBILE :

Le Département de la Dordogne permet à travers la présente Convention de bénéficier des tarifs de service téléphonie mobile du marché de télécommunications du Département et notamment :

- Forfaits voix, SMS, MMS, DATA en illimités, ou au réel ;
- Offres spécifiques objets connectés ;
- Acquisition de terminaux ;
- Services complémentaires (couverture indoor, etc.).

### ARTICLE 3.4 ASSISTANCE ET SUPPORT

L'assistance et le support pour le maintien en condition opérationnelle des infrastructures supportant les applications, à l'exclusion de la gestion du parc informatique (déploiement, installation, sécurité et dépannage des postes informatiques) seront assurées par le Département.

**L'ensemble de ces services sont décrits en annexe à la Convention.**

## ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DES PARTIES

### ARTICLE 4.1 ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à :

- Autoriser l'accès (en tout ou partie) aux infrastructures du Système d'Information dans les conditions décrites ci-dessous et à en faciliter l'usage à l'ACDDP 24 ;
- Mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour sécuriser le Système d'Information et fournir les protections nécessaires pour l'ACDDP 24 utilisatrice ;

- Informer l'ACDDP 24 de toute opération, incident ou de toute intervention nécessaire, susceptible de perturber ou d'interrompre l'utilisation habituelle des ressources informatiques ;
- Respecter et maintenir un équilibre financier tel que décrit ci-après.

## ARTICLE 4.2 ENGAGEMENTS DE L'AGENCE CULTURELLE DÉPARTEMENTALE DORDOGNE-PÉRIGORD

L'ACDDP 24 s'engage à :

- Transmettre l'ensemble des données dont elle dispose dans le cadre d'un choix d'externalisation des serveurs applicatifs ou fichiers sur les infrastructures du Département ;
- Faire un bon usage du SI Départemental, notamment en respectant ses règles d'usage et de sécurité telles que présentement décrites ;
- Verser au Département la redevance due par elle au titre de l'utilisation du SI Départemental ;
- Rembourser le département des coûts liés à la téléphonie fixe et mobile ;
- S'acquitter des coûts liés à la maintenance des logiciels dont elle a fait elle-même l'acquisition.

## ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES

La présente Convention ne vise aucun bénéfice financier.

L'ACDDP 24 compensera le coût du service conformément aux dispositions visées à l'annexe 1 par l'acquittement d'une redevance annuelle au titre de l'utilisation du SI Départemental comprenant notamment une contribution financière aux charges d'alimentation.

- Le montant de la redevance est calculé sur la base :
    - o d'un prorata basé sur les coûts d'achats de logiciels et de matériels, les charges de maintenance divisées par la durée de vie, \*
    - o d'un prorata basé sur les coûts globaux et mutualisés des abonnements de télécommunications (par exemple : accès Très Haut Débit Internet, service de téléphonie illimité) divisés par le nombre d'utilisateurs ou d'accès techniques mutualisés, \*
    - o au coût réel lié à des consommations et/ou à des abonnements, \*
- \* des charges indirectes, telles que la consommation électrique, les coûts horaires de personnels correspondant aux interventions des personnels du Département, peuvent être ajoutées.
- Le cas échéant, partiellement ou totalement, l'ACDDP 24 rétribuera le Département pour l'utilisation de tout autre service numérique fourni (par exemple : des espaces collaboratifs sur l'intranet, SIG, etc.).

Le non-paiement d'un seul terme entraînera la résiliation automatique de la présente Convention.

Chaque année, le Département devra obligatoirement établir et fournir un Rapport lié aux services consommés. Ce Rapport présente, décrit et, fixe les coûts complets affectables à l'ACDDP 24. Suivant la clôture des comptes de l'Agence, ce Rapport est établi en début d'année de l'exercice comptable suivant.

### **Complément organisationnel**

Toute extension du périmètre d'utilisation du SI par l'ACDDP 24 donne lieu à une évaluation des coûts financiers induits. À ce titre, l'ACDDP 24 informera en temps utile le Département de toutes les modifications du périmètre de son Système informatique.

Le Département peut être tenu par des obligations règlementaires ou des nécessités techniques de faire évoluer le périmètre technique des infrastructures de SI. Dans ce cas, le Département s'engage à prévenir l'ACDDP 24 des impacts financiers induits par ce changement. Le Département se réserve le droit de facturer un surcoût associé à ces opérations d'évolutions.

L'annexe précisant les services portés par la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique (DSIN) du Département à l'ACDDP 24 sera obligatoirement actualisée chaque année.

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES DU SI DEPARTEMENTAL**

### **ARTICLE 6.1 ACCÈS AU SYSTÈME D'INFORMATION :**

Le droit d'accès présentement consenti à l'ACDDP 24 est personnel et inaccessible. Toute tentative d'accès à des informations détenues le cas échéant, par d'autres Utilisateurs, est considérée comme illicite. Les mots de passe constituent une des mesures de sécurité destinée à éviter toute utilisation malveillante ou abusive.

### **ARTICLE 6.2 DROIT D'USAGE PRIVÉ :**

L'utilisation ponctuelle du Système d'Information à titre privé est admise sous réserve qu'elle soit licite, non lucrative et raisonnable en termes de fréquence et de durée. Il appartient à l'Utilisateur de conserver ses données à caractère privé dans un espace prévu à cet effet en mentionnant le caractère privé sur la ressource de stockage.

### **ARTICLE 6.3 CONTINUITÉ DE SERVICE : (ABSENCES - DÉPART - ASTREINTE)**

Aux seules fins d'assurer la continuité de service, notamment s'agissant des astreintes, l'agent de l'ACDDP 24 informe sa hiérarchie des modalités lui permettant d'accéder aux ressources mises spécifiquement à sa disposition.

### **ARTICLE 6.4 CONFORMITÉ AUX RÈGLEMENTS ET LOIS EN VIGUEUR :**

#### **Respect de la protection des données personnelles**

L'ACDDP 24 et ses agents utilisateurs du Système d'Information se doivent de respecter les dispositions légales en matière de traitement de données à caractère personnel, conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement UE 2016/679 dit RGPD) et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Libertés » modifiée.

En particulier l'ACDDP 24 est tenue de nommer un Délégué à la protection des données, de tenir un registre de traitement et de procéder aux analyses d'impact sur la protection de la vie privée nécessaires.

### Respect de la législation concernant le droit à la vie privée

- Le droit à la vie privée, le droit à l'image et le droit de représentation impliquent qu'aucune image ou information relative à la vie privée d'autrui ne doit être mise en ligne sans l'autorisation de la personne intéressée.

### Respect des lois concernant la diffusion de l'information

- La diffusion de messages diffamatoires ou injurieux, les provocations, l'accès, la détention, la diffusion d'images à caractère pédophile, la publication d'informations confidentielles sont strictement interdits.

## ARTICLE 6.5 PROPRIÉTÉ DES BIENS MATÉRIELS ET IMMATÉRIELS

Les biens matériels et immatériels actuels et ceux à venir restent propriété de la Collectivité qui en a fait l'acquisition sauf s'agissant des postes de téléphonie acquis par l'ACDDP 24.

## ARTICLE 7 - REGLES DE SECURITE APPLICABLES

### **Les règles de sécurité s'appuient sur l'annexe n°4 qui décrit le plan de sécurité des Systèmes d'Informations et les plateformes de services numériques mutualisés**

#### ARTICLE 7.1 : AUTHENTIFICATION

L'utilisateur ne doit pas utiliser son mot de passe professionnel pour un usage privé (Exemple : connexion sur un site internet grand public). Il doit absolument éviter de l'utiliser dans un environnement non sûr (hot spot wifi, cybercafé...). En aucun cas, il ne doit communiquer ce mot de passe à un tiers ; tout courriel lui demandant de fournir un identifiant ou un mot de passe doit être ignoré et, éventuellement, signalé au Responsable de la Sécurité du Système d'Information du Département.

#### ARTICLE 7.2 : UTILISATION DU RÉSEAU DU DÉPARTEMENT

L'utilisateur s'engage à ne pas connecter aux réseaux locaux des matériels autres que ceux confiés ou autorisés par le Département. L'usage de points d'accès wifi est soumis à réglementation.

Tout équipement informatique de l'ACDDP 24 raccordé sur le réseau du Département (directement ou indirectement) doit être conforme (mise à jour de sécurité quotidienne des postes informatiques, antivirus professionnels mis à jour, applications mises à jour).

#### ARTICLE 7.3 PROTECTION DU PATRIMOINE SCIENTIFIQUE

L'utilisateur s'engage à ne pas déposer des données professionnelles sur un serveur externe et/ou ouvert au grand public (Google, Free, Orange, ...) sans analyse de risques préalable réalisée en concertation avec le Chargé de Sécurité du Système d'Information du Département. Il doit veiller à assurer la protection des informations sensibles de l'unité en évitant de les transporter sans protection (telle qu'un chiffrement) sur des supports mobiles (ordinateurs portables, clés USB, disques externes, etc.).

En cas de découverte d'une anomalie affectant le Système d'Information, notamment une intrusion ou une tentative d'accès illicite à son propre compte, l'utilisateur doit avertir dans les meilleurs délais le Chargé de Sécurité du Système d'Information de son entité (ou, à défaut, le Responsable de la Sécurité du Système d'Information du Département). Pour des raisons de maintenance corrective, curative ou évolutive, le Département se réserve la possibilité de réaliser des interventions (le cas échéant à distance) sur les ressources mises à la disposition des Utilisateurs.

Les personnels chargés des opérations de maintenance et de contrôle des Systèmes d'Informations sont soumis à l'obligation de discrétion.

#### ARTICLE 7.4 INTERNET

Tout téléchargement de documents numériques (textes, sons, images, vidéos, etc.) doit s'effectuer dans le respect des lois et règlements en vigueur. Toute publication de pages d'information sur les sites Internet ou Intranet du Département doit être validée par un responsable de site ou responsable de publication.

La mise en œuvre d'un serveur accessible de l'extérieur doit être déclarée à la Direction des Systèmes d'Information, administratrice du réseau, pour en autoriser l'accès. En cas d'incident, le Département se réserve le droit, après information des Utilisateurs, de filtrer ou d'interdire l'accès à certains sites, de procéder au contrôle des sites visités.

Certaines unités, notamment les unités mixtes de recherche, peuvent imposer des restrictions d'accès en raison d'un niveau de sécurité plus élevé ou classifié défense ; des règles spécifiques figurent alors dans la Politique de Sécurité du Système d'Information de ces unités.

#### ARTICLE 7.5 : LIMITATION DES USAGES ET SANCTIONS DES ABUS

En cas de non-respect des règles ci-dessus définies, le Département pourra, sans préjuger des poursuites ou procédures de sanctions pouvant être engagées à l'encontre des personnels, limiter les usages par mesure conservatoire. L'ACDDP 24 est responsable de la sécurité de son parc informatique.

Une utilisation malveillante ou un piratage survenant par suite d'une négligence par un Utilisateur de l'ACDDP 24 (divulgaration de mot de passe, utilisation d'une clé USB sur un poste informatique non sécurisé, etc.), engagera la responsabilité de l'ACDDP 24 notamment sur les dommages pouvant être occasionnés sur les données hébergées sur le SI du Département pouvant amener une responsabilité financière correspondant aux frais engagés pour un retour à la normale pour le Département.

Tout abus dans l'utilisation des ressources mises à la disposition de l'Utilisateur à des fins extraprofessionnelles est passible de sanctions. Outre les sanctions pénales prévues par le Code pénal, les personnels encourent des sanctions disciplinaires conformément aux dispositions législatives, réglementaires et statutaires en vigueur.

#### ARTICLE 8 - RESPONSABILITES

L'Utilisateur est responsable, en tout lieu, de l'usage qu'il fait du Système d'Information auquel il a accès. Il a une obligation de réserve et de confidentialité à l'égard des informations et documents auxquels il accède. Cette obligation implique le respect des règles d'éthique professionnelle et de déontologie.

En tout état de cause, l'Utilisateur est soumis au respect des obligations résultant de son statut ou de son contrat.

#### ARTICLE 9 - DUREE ET EFFET

La présente Convention est conclue pour une durée de quatre ans à compter de la signature sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention.

## ARTICLE 10 -RESILIATION

### ARTICLE 10.1 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

La présente Convention est conclue à titre précaire et révocable.

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente Convention, celle-ci pourra être résiliée soit de plein droit par le Département, soit d'un accord commun entre les Parties à l'expiration d'un préavis de 3 mois. Dans cette dernière hypothèse, les Parties se rapprocheront afin d'évaluer de concert les modalités de sortie de la Convention.

En cas de fin, rupture ou non renouvellement de la Convention, chaque Partie s'oblige à assurer une réversibilité du dispositif au profit de toute autre Partie restant engagée.

### ARTICLE 10.2 : PRINCIPE DE RÉVERSIBILITÉ

Le principe de réversibilité du dispositif assure le transfert des services hébergés par le Département vers un nouvel environnement désigné par l'ACDDP 24. Ce transfert permet la reprise par l'ACDDP 24 ou tout tiers désigné par l'ACDDP 24 des services hébergés lors de la phase de réversibilité.

La mise en œuvre du principe se déroule obligatoirement dans les 3 mois suivant la réunion de lancement du projet de réversibilité.

À ce titre et à la suite de la cessation de la Convention pour quelque cause que ce soit, le Département s'engage à mettre en œuvre la réversibilité afin que l'ACDDP 24 ou tout tiers désigné par l'ACDDP 24 puisse reprendre, les données confiées au Département.

Au terme de la Convention pour quelque cause que ce soit et dans le cadre de la réversibilité, le Département restituera à l'ACDDP 24 ou à tout tiers désigné par l'ACDDP 24 :

- Un état des machines physiques ou virtuelles à date d'arrêt de la Convention ;
- L'ensemble des livrables en leur état d'avancement ou d'achèvement ;
- L'ensemble des composantes de l'Environnement logiciels (y compris les codes-sources associés à leur dernier niveau de version) et/ou documentaires que l'ACDDP 24 lui aurait transmis pour l'exécution de la réversibilité ;
- Tout élément qui aurait été mis à la disposition du Département par l'ACDDP 24 au titre de la Convention.

Le Département s'engage à ne conserver aucune copie des éléments susmentionnés à l'issue de la recette de réversibilité. Tout document non-remis à l'ACDDP 24 devra être détruit par le Département.

## ARTICLE 11 - AVENANT

Toute modification de la Convention doit donner obligatoirement lieu à l'établissement et à la signature d'un avenant sans que celle-ci ne puisse remettre en cause les dispositions de l'article 1 précité.

## ARTICLE 12 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la Convention fait obligatoirement l'objet d'une tentative de conciliation amiable entre les Parties avant toute autre procédure.

En cas de non-conciliation ou de contestation, le Tribunal Administratif de Bordeaux est seul compétent pour connaître dudit litige.

Fait le.....à Périgueux, en deux (2) exemplaires.

**Le Conseil Départemental de la Dordogne,**

Représenté par Germinal PEIRO

En sa qualité de Président

**L'Agence Culturelle Départementale Dordogne-Périgord**

Représentée par Régine ANGLARD

En sa qualité de Vice-présidente



## ANNEXE N°1

### TABLEAUX FINANCIERS, CATALOGUE DE SERVICES ET UNITES DE COUTS

Estimation financière sur 1 année :

UTILISATION INFRASTRUCTURE SI CD24				Unité(s)	
Estimation utilisation des solutions du catalogue de service	Qté ou Prorata	Cout Unitaire	total Unitaire	annuelle	Total TTC
<b>Télécommunications ACD</b>					
Accès Man 1 Gbits - Place hoche - ACD24 (%utilisateurs)	28,57%	259,20 €	74,05 €	12	888,64 €
Téléphonie : Nombre de canaux simultanés	8	4,92 €	39,36 €	12	472,32 €
Téléphonie : Nombre de SDA	10	0,25 €	2,52 €	12	30,24 €
Communications illimitées Fixes-Mobiles	1	16,42 €	16,42 €	12	197,04 €
<b>Services réseaux et sécurité</b>					
Accès internet Très Haut Débit symétrique Fibre - sécurisé (Mbits) - Fa	4	2,80 €	11,21 €	12	134,51 €
Sécurité - Pare-feu - Filtrage URL / user	24	2,04 €	48,94 €	12	587,31 €
Solution SIEM - Logs et RGPD / user	24	0,57 €	13,75 €	12	165,04 €
<b>Services de téléphonie mobile</b>					
Téléphonie mobile Forfait illimité Voix/SMS/MMS France Data 10Go	20	11,40 €	228,00 €	12	2 736,00 €
<b>TOTAL TTC</b>					<b>5 211,10 €</b>

#### Catalogue de service - UNITES DE VALEURS (couts mensuels TTC)

Année 2022	€ TTC
Serveurs : 1 VCPU & 4 Go RAM	<b>2,96 €</b>
Stockage : 10 Go sécurisés	<b>0,30 €</b>
Sauvegarde : 10 Go	<b>0,36 €</b>
Internet haut débit sécurisé 1Mbits	<b>2,80 €</b>
Accès réseau MAN - 1 Gbits	<b>259,20 €</b>
Accès MAN - 10 Go	<b>360,00 €</b>
Solution sécurité UTM-Parefeu / User	<b>2,04 €</b>
Solution SIEM / Logs	<b>0,57 €</b>
Téléphonie : 1 Canal SIP	<b>4,92 €</b>
Téléphonie : 1 SDA	<b>0,25 €</b>
Téléphonie : communications illimitées (vers fixes et mobiles)	<b>16,42 €</b>
Licence Rainbow Business 12 mois	<b>1,88 €</b>
Licence Rainbow Business 36 mois	<b>1,85 €</b>
Licence Rainbow Enterprise 12 mois	<b>3,76 €</b>
Licence Rainbow Enterprise 36 mois	<b>3,66 €</b>
Téléphonie mobile Forfait Voix illimité national	<b>2,64 €</b>
Téléphonie mobile Forfait illimité Voix/SMS/MMS France Data 1Go	<b>6,00 €</b>
Téléphonie mobile Forfait illimité Voix/SMS/MMS France Data 5Go	<b>7,80 €</b>

Téléphonie mobile Forfait illimité Voix/SMS/MMS France Data 10Go	<b>11,40 €</b>
Téléphonie mobile Forfait illimité Voix/SMS/MMS France Data 20Go	<b>13,80 €</b>
Téléphonie mobile Forfait illimité Voix/SMS/MMS France Data 50Go	<b>39,00 €</b>
Service Data illimité smartphone 1 Go	<b>3,00 €</b>
Service Data illimité smartphone 5 Go	<b>4,80 €</b>
Service Data illimité smartphone 10 Go	<b>8,40 €</b>
Service Data illimité smartphone 20 Go	<b>10,80 €</b>
Service Data illimité smartphone 50 Go	<b>36,00 €</b>
Forfait tablette illimité avec carte 4G 5Go	<b>7,44 €</b>
Forfait tablette illimité avec carte 4G 10Go	<b>11,04 €</b>
Forfait tablette illimité avec carte 4G 20Go	<b>13,44 €</b>
Forfait tablette illimité avec carte 4G 50Go	<b>38,64 €</b>
Forfait internet illimité avec carte 4G 5Go	<b>7,44 €</b>
Forfait internet illimité avec carte 4G 10Go	<b>11,04 €</b>
Forfait internet illimité avec carte 4G 20Go	<b>13,44 €</b>
Forfait internet illimité avec carte 4G 50Go	<b>38,64 €</b>
Accès Internet Abonnement VDSL	<b>42,24 €</b>
Accès Internet Abonnement ADSL Max 20Mbps	<b>37,44 €</b>
Accès Internet symétrique 100 Mbps FO	<b>450,00 €</b>
Accès internet symétrique 500 Mbps FO	<b>940,80 €</b>
Accès internet Abonnement FTTH 300M burst internet	<b>58,32 €</b>
Bureau virtuel sécurisé - Cloud privé	<b>25,00 €</b>
Nom de domaine	<b>3,00 €</b>
Maintenance&Supervision / serveur	<b>30,00 €</b>
Hébergement - Baie réseau 1 U	<b>10,00 €</b>
Hébergement - Baie système 1 U	<b>30,00 €</b>
Licence O365 Exchange Online	<b>1,78 €</b>
Licence Office 365 F1	<b>2,71 €</b>
Licence Office 365 E1	<b>5,78 €</b>
Licence Office 365 E3	<b>17,38 €</b>
Licence M365 F1	<b>1,64 €</b>
Licence O365 EMS	<b>8,72 €</b>
CoreCalBridge O365	<b>2,37 €</b>
Licence Fsecure RDR - DEVICE	<b>0,76 €</b>
Licence Fsecure PSB - SERVER	<b>1,96 €</b>
Licence CITRIX / USER	<b>3,85 €</b>
Licence CITRIX / USER Abonnements	<b>4,62 €</b>
Licence RDS / DEVICE	<b>0,98 €</b>
Gestion de parc - Basic / User	<b>9,44 €</b>
Impression - Reprographie A4 Forfait NB/C	<b>0,022 €</b>

**ANNEXE N°2**

**MISE EN CONFORMITE AU REGLEMENT EUROPEEN SUR LA  
PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – DEPARTEMENT SOUS  
TRAITANT**

La présente annexe a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Département sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte de l'ACD24, les opérations de traitement de données à caractère personnel.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD).

**1. Les engagements du sous-traitant**

A cet effet, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données conformément aux instructions de l'ACD24. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'ACD24 par envoi électronique aux adresses [m.mooney@culturedordogne.fr](mailto:m.mooney@culturedordogne.fr), [i.mourceau@culturedordogne.fr](mailto:i.mourceau@culturedordogne.fr) et [p.molet@culturedordogne.fr](mailto:p.molet@culturedordogne.fr)
- En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit en informer l'ACD24 ;
- Garantir la confidentialité des données personnelles traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles, en vertu du présent contrat,
  - o S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - o Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception (Privacy by design) et de protection des données par défaut (Privacy by default) ;
- Aider l'ACD24 pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et, le cas échéant, pour la réalisation de la consultation préalable de la CNIL ;
- En fonction de l'analyse d'impact, assurer la sécurité des données personnelles et mettre en place les mesures de sécurité appropriées aux risques décelés ;

- Mettre à la disposition de l'ACD24 la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'ACD24 ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ;
- Détruire toutes les données à la fin de la prestation et/ou renvoyer à l'ACD24 les données personnelles en justifiant de la destruction de toutes les copies existantes dans les locaux ou les systèmes d'information du sous-traitant ;

## **2. Sous-traitance ultérieure**

Le Département peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit ou par voie électronique l'ACD24 de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le silence de l'ACD24 dans un délai de 15 jours à compter de la notification du choix du sous-traitant ultérieur vaut acceptation.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations de la présente annexe pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au Département de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes au regard des exigences du RGPD. Dans le cas contraire, le Département demeure pleinement responsable devant l'ACD24 de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

## **3. Droits des personnes concernées**

Le sous-traitant doit aider l'ACD24 à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée). Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception à l'ACD24 sur l'adresse [i.mourceau@culturedordogne.fr](mailto:i.mourceau@culturedordogne.fr)

## **4. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie à l'ACD24 toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite auprès du Délégué à la Protection des Données en l'accompagnant de toute documentation utile afin de permettre à l'ACD24, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL et d'informer ses collectivités membres. A la demande de l'ACD24, le sous-traitant communique éventuellement, au nom et pour le compte de l'ACD24, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

## **5. Délégué à la protection des données**

Le Délégué à la Protection des données du Département de la Dordogne est joignable à l'adresse [protectiondesdonnees@dordogne.fr](mailto:protectiondesdonnees@dordogne.fr)

## ANNEXE N°3

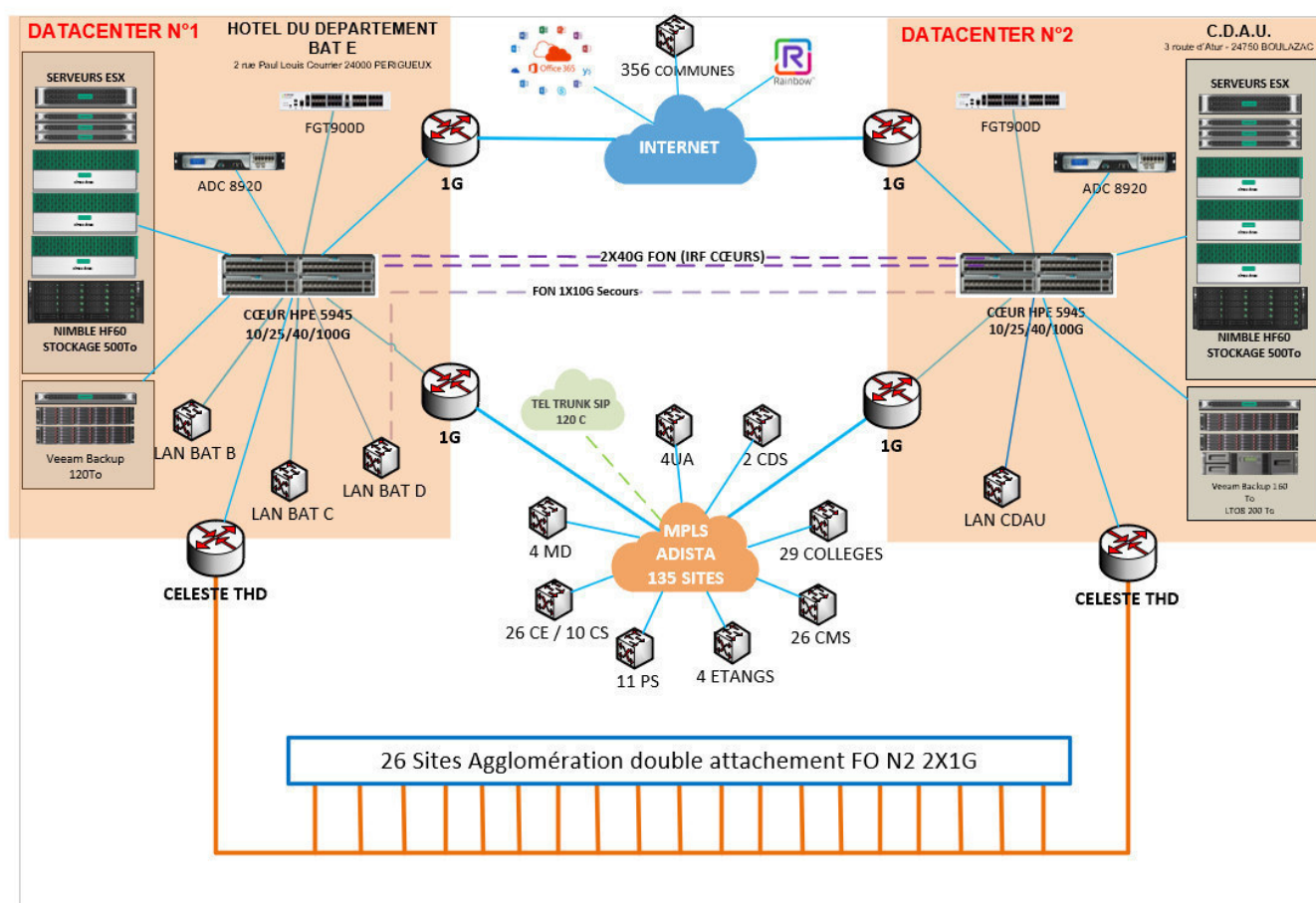
# PÉRIMÈTRE TECHNIQUE DE L'UTILISATION DE L'INFRASTRUCTURE DU SYSTÈME D'INFORMATION DÉPARTEMENTAL PAR L'ACD24

L'ACD24 utilise des solutions proposées au catalogue de service du Département de la Dordogne. Ces solutions s'appuient sur l'ingénierie et les infrastructures numériques présentées ci-dessous.

## PERIMETRE TECHNIQUE

### Architecture technique du Département de la Dordogne

Les infrastructures sécurisées du Système d'Information du Département s'appuient sur une infrastructure de télécommunications très haut débit, et sur deux centres de traitement informatique situés à l'Hôtel du Département, 2 rue Paul Louis Courier, Périgueux et au Centre Départemental de l'Alerte et de l'Urgence, 3 route d'Atur, Boulazac.



## OBJECTIFS GÉNÉRAUX

- Proposer un environnement technique flexible et performant
- Assurer la continuité d'activité sur les services d'annuaires et les accès réseaux
- Assurer un haut niveau de disponibilité et une reprise d'activité sous 24H ouvrées en cas d'incident majeur pour les applications et services métiers
- Assurer la sécurité des réseaux de données par une segmentation des environnements du CD24 et des partenaires hébergés, qui garantit l'étanchéité des systèmes

## LES NIVEAUX DE SUPPORT SUR LES INFRASTRUCTURES DE SI DU DÉPARTEMENT

Le support technique assuré sur les infrastructures consolidées se caractérise par plusieurs niveaux de service.

### **Niveau 1 : Supervision de l'infrastructure de mutualisation**

Vérification du bon fonctionnement de l'hyperviseur, des serveurs de virtualisation, de l'environnement de stockage sécurisé

- La supervision consiste à vérifier que les serveurs virtuels s'exécutent correctement.

### **Niveau 2 : Maintien du Serveur en Condition Opérationnelle**

Vérification du bon fonctionnement de la machine virtuelle au sens système d'exploitation. La mémoire, les processeurs, les espaces disques et certains processus Windows sont supervisés.

- Ce niveau de service garanti le fonctionnement du Système d'Exploitation

### **Niveau 3 : Maintien du Serveur en Condition Opérationnelle et Surveillance Applicative**

Même niveau de service que le niveau 2 avec une surveillance du fonctionnement de l'application et du ou des processus fonctionnel(s) : exemple : vérification que le service web est fonctionnel et que la navigation pour le citoyen est performante ; vérification que les traitements comptables fonctionnent (vérification présence de fichiers logs) etc.

- Ce niveau de service garanti le fonctionnement du Système d'Exploitation et assure une surveillance de l'application ou de la fonction métier du serveur. Dans le cas d'un défaut constaté, le Département prévient les administrateurs pour qu'ils interviennent ou qu'ils sollicitent leurs éditeurs en charge du support sur l'application ou le processus.

### **Niveau 4 : Maintien de l'Application en Condition Opérationnelle :**

En plus de la vérification du bon fonctionnement de la machine virtuelle au sens système d'exploitation (mémoire, processeurs, espaces disques, processus Windows) et du fonctionnement de l'application. Le support intervient pour diagnostiquer et résoudre le problème sur l'application ou le processus métier défaillant.

- Ce niveau de service garanti le fonctionnement de l'application ou de la fonction métier.

### **Niveau 5 : Maintien en condition opérationnelle d'un processus fonctionnel**

Ce niveau de service ajoute au niveau 4, une supervision transversale des processus métiers hébergés et rassemble l'ensemble des éléments techniques à superviser. Le support intervient donc sur l'ensemble du périmètre, réseau, serveur, traitements techniques pour assurer que la fonction hébergée soit opérationnelle.